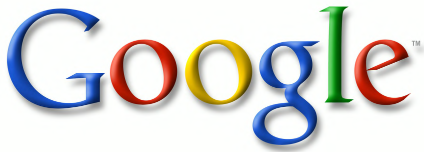
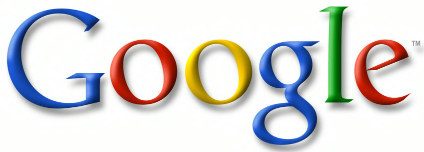



Google


SE TAIRE
FAIRE

HISTOIRE

DU

RÈGNE DE PHILIPPE II

Bruxelles. — Typ. de Fr. Van Meenen et Cie, rue de la Putterie, 33.

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

ŒUVRES DE W. H. PRESCOTT

HISTOIRE

DU

RÈGNE DE PHILIPPE II

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR G. RENSON ET P. ITHIER

TOME PREMIER

PARIS
FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
RUE JACOB, N° 56

BRUXELLES
FR. VAN MEENEN ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE DE LA PUTTERIE, 33

LEIPSICK
ALPHONSE DURR, ÉDITEUR

1860.

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

ŒUVRES DE W. H. PRESCOTT

HISTOIRE

DU

RÈGNE DE PHILIPPE II

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR G. RENSON ET P. ITHIER

TOME PREMIER

PARIS
FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
RUE JACOB, N° 56

BRUXELLES
FR. VAN MEENEN ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE DE LA PUTTERIE, 33

1860

PRÉFACE.

Le règne de Philippe II compte, si l'on excepte celui de Charles-Quint, un plus grand nombre d'historiens qu'aucune autre partie de l'histoire de l'Espagne. Watson a rendu cette époque familière au public anglais, qui estime justement la clarté de style de cet écrivain, égalé d'ailleurs à cet égard par plusieurs de ses contemporains, la netteté de ses jugements et l'art avec lequel il traite un sujet compliqué, de manière à soutenir l'attention du lecteur jusqu'à la fin de son récit. Mais, aux jours où Watson écrivait, le public, en lisant une histoire, ne se préoccupait guère des sources où elle avait été puisée; il n'était pas non plus facile alors de recourir aux documents inédits, qui sont les meilleures sources pour l'historien. Il est certain que Watson lui-même, différent en cela de son prédécesseur plus célèbre,

Robertson, ne se montrait pas aussi empressé qu'il aurait dû l'être de recueillir à l'occasion des renseignements, qu'il se fût procurés sans trop de peine. Il lui suffisait de relever les matériaux communs et sans solidité qu'il rencontrait sous ses pas, et c'est la raison de la faiblesse des bases sur lesquelles repose son histoire. Le champ reste donc ouvert aux écrivains anglais et américains, qui voudront faire connaître le règne de Philippe II.

En aucun temps, l'histoire de ce règne n'a pu être entreprise dans d'aussi bonnes conditions qu'aujourd'hui, depuis que les gouvernements européens, inspirés par une politique plus éclairée, ont ouvert à l'historien leurs archives nationales, depuis surtout qu'il lui a été permis de visiter ces archives de Simancas, qui pendant des siècles ont tenu sous scellé les secrets de la monarchie espagnole.

L'histoire de Philippe II est celle de l'Europe dans la dernière moitié du XVIe siècle. Elle embrasse l'époque où les doctrines de la Réformation, jetant les esprits dans une agitation violente, faisaient, au milieu des luttes ardentes de la chrétienté divisée, trembler jusque dans ses fondements la hiérarchie romaine. Philippe, à la fois par la nature de son esprit même et par sa position de souverain, commandant à la monarchie la plus puissante de l'Europe, se trouva constamment à la tête du parti qui s'efforçait de soutenir l'ancienne Église. Aussi le vit-on intervenir sans cesse dans les affaires intérieures des autres États européens, et faut-il chercher les documents pour écrire son histoire, aussi bien hors de l'Espagne que dans cette péninsule. Sous ce rapport,

le règne de Ferdinand et d'Isabelle contraste fortement avec celui de Philippe II, et c'est pour ce motif qu'ayant achevé l'histoire de ce monarque et nous proposant d'écrire un jour celle des princes que nous venons de nommer, nous pensâmes à former une collection de documents authentiques, tirés des archives publiques des grandes villes de l'Europe. L'œuvre était difficile et, malgré le succès que nous obtînmes d'abord, nous ne nous sentions pas sûr de pouvoir la mener à bonne fin, quand nous eûmes le bonheur de trouver un aide dans notre ami, don Pascal de Gayangos, professeur d'arabe à l'université de Madrid. Ce savant éminent était merveilleusement propre à la tâche qu'il entreprenait avec tant d'obligeance; en effet, il déchiffrait les mystérieux manuscrits du XVIe siècle avec une facilité remarquable, qu'une longue habitude peut seule donner, et il connaissait, en outre, si parfaitement l'histoire de son pays, qu'il découvrait sans difficulté, sous les montagnes de papiers qu'il visitait, ceux dont nous avions besoin.

Infatigable au travail, il s'occupa d'examiner plusieurs des principales collections, tant en Angleterre que sur le continent, entre autres : le British-Museum et le cabinet des papiers d'État, à Londres; la bibliothèque des ducs de Bourgogne, à Bruxelles; celle de l'université de Leyde; la bibliothèque royale de La Haye; la bibliothèque royale de Paris et les archives du royaume, à l'hôtel Soubise; la bibliothèque de l'Académie d'histoire, la bibliothèque nationale de Madrid, et surtout les anciennes archives de Simancas, que M. Gayangos fut admis l'un des premiers à visiter.

Outre ces dépôts publics, il y a un certain nombre de collections privées, dont les propriétaires ont droit à notre gratitude pour la complaisance avec laquelle ils nous les ont ouvertes. Nous citerons particulièrement feu lady Holland, qui permit gracieusement à M. Gayangos de faire des copies des manuscrits conservés dans son hôtel ; sir Thomas Phillips, qui montra la même obligeance pour les pièces relatives au sujet de cet ouvrage, qu'il nous avait lui-même indiqué autrefois ; enfin, M. Patrick Fraser Tytler, auteur distingué de la dernière histoire de l'Écosse, qui mit généreusement à notre disposition de nombreux documents, destinés à éclairer le règne de Marie Tudor et qu'il avait lui-même copiés dans les bibliothèques publiques.

La collection faite en Espagne par M. Gayangos s'enrichit de pièces empruntées aux archives de la famille du marquis de Santa Cruz, dont un des ancêtres fut le premier chargé de commander l'Armada espagnole ; aux archives de la famille de Medina Sidonia, renfermant des écrits du duc qui hérita du commandement de cette malheureuse expédition ; aux archives de la maison des ducs d'Albe, nom lié aux faits les plus mémorables du gouvernement de Philippe II.

Aux manuscrits, ainsi recueillis de différents côtés, vinrent s'ajouter des livres imprimés qui, parus du temps de ce monarque, pouvaient jeter quelque jour sur son gouvernement. Quand il n'avait pas l'occasion d'acheter ces ouvrages, M. Gayangos en faisait faire des copies ou prendre des extraits. Ce travail incessant a eu pour résultat de nous

mettre en possession d'une collection de pièces authentiques qui éclairent le règne de Philippe II et que probablement avant nous personne n'a tenté de réunir. Le temps d'ailleurs n'était pas encore venu jusqu'ici pour faire cette tentative.

Il nous restait à visiter quelques endroits où nous comptions trouver des matériaux qui nous serviraient. Il est, en effet, dans la nature d'une collection qui comprend un tel espace de temps, de n'être jamais complète. L'historien peut se déclarer satisfait, s'il possède de ces documents authentiques, qui, tout en éclaircissant ce qu'il y avait jusqu'ici d'obscur dans les récits du temps, lui permettent de montrer sous leur vrai jour le caractère de Philippe et la politique de son gouvernement. Nous avons à témoigner notre reconnaissance à plus d'une personne, qui nous a été d'un grand secours dans la suite de nos recherches.

Nous citerons en première ligne notre ami, M. Edward Everett, qui, dans sa longue et brillante carrière d'homme d'État, n'a rien perdu de cet amour des lettres, qui fut son premier titre à la considération publique. L'année avant qu'il partît en mission pour l'Angleterre, il voyagea sur le continent et, avec cette complaisance qui lui est naturelle, il passa beaucoup de temps à visiter pour nous les grandes bibliothèques de Paris et ensuite, et plus fructueusement, celles de Florence. Entré, avec la permission du grand-duc dans l'*Archivio Mediceo*, il y fit faire des copies de plusieurs manuscrits précieux et, entre autres, des lettres des ministres toscans, dont nous nous sommes servi comme d'un guide dans certaines parties confuses de cette histoire. Il dut un

plus grand nombre de matériaux à la bibliothèque particulière du comte Guicciardini, descendant de l'illustre historien de ce nom. Nous sommes heureux de pouvoir témoigner ici notre vive reconnaissance à M. Everett, à l'obligeant prince Corsini et au marquis Gino Capponi, dont le nom sera toujours honoré comme celui d'un protecteur éclairé des lettres.

Il y avait une lacune sensible dans notre collection : les *Relazioni Venete* ne s'y trouvaient pas. On appelle ainsi les rapports que les ambassadeurs de Venise faisaient en revenant de leur mission. Les historiens savent la valeur de ces rapports, qui font connaître les pays visités par les envoyés vénitiens. Cette lacune fut comblée par l'inépuisable complaisance de notre ami, M. Fay, qui occupe aujourd'hui avec tant d'honneur la place d'ambassadeur des États-Unis en Suisse. En relations avec la légation américaine à Berlin, il nous aida le plus obligeamment possible à nous procurer les documents que nous recherchions; ils furent, ainsi que d'autres pièces importantes, copiés sur les manuscrits de la bibliothèque royale de Berlin et de la bibliothèque ducale de Gotha. Nous avons aussi à remercier ici le savant bibliothécaire de Berlin, M. Pertz, qui a montré beaucoup de bonne volonté pour satisfaire à nos désirs.

Grâce aussi à M. Fay, nous obtînmes l'autorisation du prince de Metternich de visiter les archives impériales de Vienne, où les intimes relations établies à cette époque entre les cours de Madrid et de Vienne nous faisaient soupçonner l'existence de précieux documents. Le résultat de cette visite

ne répondit pas à notre attente. Nous saisissons avec plaisir cette occasion de nous déclarer l'obligé du savant docteur Ferdinand Wolf, pour la bonté avec laquelle il fit, pour nous être utile, des recherches dans ces archives et à la bibliothèque impériale, où il occupe une position officielle.

Nous ne fermerons pas la liste des personnes à qui nous devons de la reconnaissance pour les grands services qu'elles nous ont rendus, sans nommer M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique en France, au moment où nous entreprîmes de former notre collection; M. Rush, alors ministre des États-Unis à Paris; M. Rives, de la Virginie, son successeur à ces fonctions; et enfin notre savant ami, le comte de Circourt, que des travaux estimés sur un grand nombre de sujets ont placé très haut parmi les écrivains contemporains.

Nous sommes heureux de pouvoir également remercier ici M. Sylvain Van de Weyer, ambassadeur de Belgique à Londres; M. B. Homer Dixon, consul de Hollande à Boston, et notre ami et parent, M. Thomas Hickling, consul des États-Unis à St-Michel, qui nous a obligeamment communiqué des manuscrits, dépeignant la condition des îles Açores, à l'époque où elles passèrent, avec le Portugal, sous le sceptre de Philippe II.

Le lecteur sait maintenant les sources où nous avons puisé les éléments de cette histoire; il nous reste quelques mots à ajouter sur la marche que nous avons suivie dans le récit des événements. La première difficulté que l'historien de ce temps doit vaincre provient de la nature même du

sujet; assemblage de parties indépendantes, sinon complètement détachées les unes des autres, il se prête peu au caractère d'unité que toute narration historique doit revêtir. C'est ainsi que la révolution des Pays-Bas, qui est, à proprement parler, un simple épisode dans l'ensemble du récit, a une importance qui lui vaudrait de faire l'objet d'une histoire particulière [1]. Traversant tout le règne de Philippe II, elle distrait constamment l'attention de l'écrivain et cause le même embarras qui résulterait, dans un drame, d'une double intrigue. Il n'y a rien de mieux, pour parer à cet inconvénient, que d'avoir constamment devant les yeux le principe dominant qui ressort de toute cette variété d'événements et lui imprime le cachet d'une unité supérieure. Ce principe est donné par la politique de Philippe, qui se proposa constamment de maintenir la suprématie de l'Église, et par suite celle de la couronne. « La paix et l'ordre public, » écrit-il dans une occasion, « seront assurés dans mes états à la seule condition du maintien de l'autorité du Saint-Siége. » C'est cette politique, presque aussi sûre et aussi ferme dans son développement que l'ordre des lois naturelles, qui dirigea, on peut le dire, le

[1] On sera heureux d'apprendre que l'histoire de cette révolution paraîtra sous peu, si ce n'est avant l'apparition de notre ouvrage même, et que l'auteur en est notre illustre compatriote, M. J. Lothrop Motley, qui, occupé de recherches consciencieuses, a résidé quelques années dans le voisinage des lieux où se sont passées les scènes qu'il cherche à décrire. Pour tous ceux qui connaissent le magnifique talent de cet écrivain et qui savent avec quelle ardeur il se livre à ce travail, il n'y a pas de doute qu'il se tire avec honneur de cette belle mais difficile entreprise.

cours des événements pendant toute la durée de son règne, et l'historien l'aura toujours en vue, pour se guider dans le dédale des faits et s'expliquer ce qu'il pourrait trouver d'obscur dans la conduite de Philippe.

Pour la composition de cet ouvrage, nous avons suivi presque partout le plan que nous avons adopté précédemment. Au lieu de nous borner à rappeler simplement les événements politiques, nous avons essayé de présenter le tableau de la civilisation et des mœurs du peuple à cette époque. Nous n'avons pas même dédaigné d'entrer dans le détail de fêtes et de cérémonies de cour, qui, si elles font connaître superficiellement ce siècle, le mettent en relief avec sa physionomie pittoresque et le rendent vivant aux yeux du lecteur. Dans le récit des faits, nous n'avons pas non plus suivi leur ordre chronologique, mais nous en avons formé des groupes, d'après leurs affinités naturelles, de manière à produire une forte impression sur l'esprit du lecteur. C'est ainsi que nous avons rejeté plus d'un événement important, sans égard pour le temps où il s'est passé, à la suite d'autres événements accomplis au même moment. Enfin, nous avons pris soin de citer, à l'appui de nos paroles, les autorités originales, parmi lesquelles nous avons pris de préférence celles qu'il est le plus difficile de consulter.

Dans la partie de cette histoire, relative aux Pays-Bas, nous avons suivi un ordre un peu différent de celui qui se retrouve dans le reste de l'ouvrage. Les savants de ce pays, animés d'un esprit vraiment patriotique, se sont voués, pendant ces dernières années, à la tâche d'explorer leurs archives

nationales et celles de Simancas, dans le but de remettre en lumière une partie de leurs annales. Ils ont fait connaître le résultat de leurs recherches dans une série de publications, qui n'est pas encore arrivée à sa fin. L'historien doit justement une profonde reconnaissance à ces explorateurs du passé, dont le patient travail a mis entre ses mains les matériaux dont il fera surtout usage pour asseoir son récit sur des bases inébranlables. Sur quoi pourrait-il mieux le fonder que sur la correspondance des acteurs mêmes qu'il fait revivre? C'est le fond sur lequel nous avons établi presque toujours cette histoire, et nous avons voulu introduire au milieu de la narration des extraits de ces lettres, parce que, s'ils la rendent quelque peu diffuse, ils font, pour ainsi dire, connaître personnellement du lecteur, qui les entend parler, les personnages qui sont évoqués devant lui.

Nous avons déjà, dans cette préface, témoigné notre reconnaissance aux personnes qui ont bien voulu nous aider à recueillir les documents dont nous nous sommes servi; nous avons à remercier encore pour des services d'une autre espèce qu'ils nous ont rendus, deux de nos amis intimes, M. Charles Folsom, le savant bibliothécaire de l'*Athenæum* de Boston, qui a revu notre manuscrit avant l'impression, et M. John Forster Kirk, qui, familiarisé avec l'histoire et les langues de l'Europe moderne, nous a beaucoup aidé dans nos recherches, et qui nous a été bien utile aussi par son esprit de sage critique.

Malgré les conditions avantageuses où nous nous sommes trouvé pour écrire cet ouvrage, ayant en notre possession

des documents nouveaux et originaux, nous sentons bien que nous n'avons pas traité avec le talent qu'il y faudrait mettre, un sujet si vaste et si compliqué. Nous n'avons pas à nous défendre, en prétextant l'infirmité contre laquelle il nous faut lutter; nous ne nous excuserons pas ainsi d'avoir mal fait ce que nous pouvions nous dispenser de faire. Mais il nous sera permis de dire que cet ouvrage est le résultat de longues recherches; que nous avons voulu l'écrire avec conscience et bonne foi, et que, si grands que soient ses défauts, il ne peut manquer, grâce aux avantages dont nous avons joui sur nos prédécesseurs, d'offrir au lecteur des faits authentiques et nouveaux, qui lui feront connaître à un point de vue, où il n'avait pu se placer jusqu'ici, le règne de Philippe II.

Boston, juillet 1855.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

ABDICATION DE CHARLES-QUINT.

(1555.)

Remarques préliminaires. — L'Espagne sous Charles-Quint. — Il se prépare à résigner la couronne. — Son abdication. — Son retour en Espagne. — Son voyage à Yuste.

Nous avons essayé, dans un précédent ouvrage, de retracer l'époque où les différentes provinces de l'Espagne furent réunies en un seul et puissant empire, sous le sceptre de Ferdinand et d'Isabelle; où, grâce à leur politique sage et bienfaisante, la nation espagnole sortit de l'obscurité où elle avait si longtemps vécu au delà des Pyrénées, pour prendre place parmi les grandes puissances de la république européenne. Nous nous proposons aujourd'hui d'examiner une époque plus récente de l'histoire de ce pays, celle du règne de Philippe II; c'est l'époque où, disposant des ressources les plus puissantes, et agrandie par une ère brillante de découvertes et de conquêtes, l'Espagne parvint à l'apogée de sa grandeur; mais, compromise par la politique malheureuse de ses gouvernants, elle excita la jalousie de ses voisins et déjà elle renfermait les germes de cette corruption intérieure qui la conduisit graduellement à la décadence et à la mort.

Le mariage de Ferdinand et d'Isabelle avait réuni la plupart des états de la Péninsule sous une loi commune, et,

en 1516, le sceptre de l'Espagne, avec toutes les dépendances de ce royaume dans l'ancien et dans le nouveau monde, passa aux mains de leur petit-fils Charles-Quint, lequel, tout en partageant nominalement le trône avec Jeanne, sa mère, devint, par l'incapacité de celle-ci, le véritable souverain de ce vaste empire. Avant cette époque, il avait hérité de son père, Philippe le Beau, cette superbe part du royal duché de Bourgogne, qui comprenait la Franche-Comté et les Pays-Bas. En 1519, l'élection lui conféra la couronne impériale d'Allemagne. Peu d'années s'étaient écoulées, que ses possessions s'agrandirent encore des empires barbares du Mexique et du Pérou, et ce fut alors que l'Espagne réalisa pour la première fois cette orgueilleuse parole, si souvent répétée depuis, que le soleil ne se couchait jamais dans les limites de ses domaines.

L'importance de l'Espagne, cependant, n'augmenta pas en raison de ses accroissements successifs, dans l'immensité desquels elle était, en quelque sorte, perdue. D'autres nations européennes, ses rivales, soumises à la puissance de Charles, avaient plus d'importance qu'elle et attiraient davantage l'attention des contemporains. Dans les premiers temps du règne de ce monarque, il y eut un moment où la Castille fut le théâtre d'un conflit du plus émouvant intérêt; malheureusement, la guerre des *comunidades,* comme on l'appelait, finit bientôt par la ruine des patriotes, et les libertés de l'Espagne, dans la mémorable journée de Villalar, reçurent un coup dont des siècles ne devaient pas les relever. Depuis cette heure fatale, fruit amer de la jalousie des castes et des passions de la populace, une tranquillité ininterrompue régna dans tout le pays; non cette tranquillité qui procède naturellement de l'exercice d'un gouvernement libre

et bien conduit, mais celle qu'enfante le règne du despotisme. Malgré cette absence de vie publique, l'Espagne ne tomba pas dans un assoupissement fatal, et, à l'abri de l'invasion derrière le rempart des Pyrénées, ses populations purent cultiver les arts de la paix, aussi longtemps, du moins, qu'elles ne s'occupèrent ni de questions religieuses ni de questions politiques, ou, en d'autres termes, des grands intérêts de l'humanité. Pendant ce temps, les plus aventureux trouvaient ample carrière à leurs prouesses dans les guerres extérieures ou dans l'exploration des immenses régions du nouveau monde.

Pendant que l'Espagne offrait ainsi peu de chose digne d'attirer l'attention de l'histoire, l'Allemagne devenait, au contraire, le théâtre d'une de ces vastes luttes qui exercent une influence durable sur les destinées de l'humanité. Ce fut sous ce règne que commença la grande guerre de la liberté religieuse, et la présence de Charles était nécessairement le plus urgente dans le pays où cette formidable bataille devait se livrer. Il ne passa en Espagne que peu d'années de sa vie, comparativement au temps qu'il vécut dans les autres parties de ses domaines. Ses premières affections, ses sympathies les plus réelles étaient pour les populations des Pays-Bas, car il était né en Flandre. Il parlait la langue de son pays natal beaucoup plus couramment que le castillan, quoiqu'il fût si versé dans tous les idiomes usités dans ses possessions, qu'il pouvait parler dans leur propre dialecte à tous ses sujets, de quelque contrée qu'ils fussent; de même, il pouvait s'accommoder à leurs mœurs et à leurs tendances nationales, avec une flexibilité complètement étrangère au génie espagnol. De l'Espagne Charles ne prit que l'ardeur religieuse portée jusqu'à la bigoterie, qui jeta

des racines profondes dans le caractère mélancolique qu'il avait hérité de sa mère; ses goûts étaient entièrement flamands. Il introduisit dans son palais et dans le train de maison de son fils le splendide cérémonial de la cour de Bourgogne; il tira des Flandres ses conseillers les plus familiers et les plus intimes, ce qui fut une des principales causes des troubles qui éclatèrent en Castille, au commencement de son règne. Il y avait peu de quoi satisfaire la fierté de l'Espagnol, dans le rang qu'il occupait à la cour impériale, et Charles considérait principalement l'Espagne au point de vue des ressources qu'elle pouvait lui offrir pour la réussite de ses desseins ambitieux. Quand il visitait cette contrée, c'était d'ordinaire pour demander des subsides aux Cortès; et les Espagnols, qui ne s'y méprenaient pas, lui portaient beaucoup moins d'affection qu'à bien d'autres princes, de beaucoup inférieurs à lui quant aux qualités propres à la conquérir. A peine le regardaient-ils comme étant du pays; il n'y avait, à la vérité, rien de national dans le règne de Charles; ses relations les plus étroites étaient celles qu'il entretenait avec l'Allemagne, et c'est comme Charles V empereur, non comme Charles Ier, roi d'Espagne, qu'il fut connu de ses contemporains et qu'il figure dans les pages de l'histoire.

Quand Charles monta sur le trône, au commencement du XVIe siècle, l'Europe se trouvait, sous un rapport, dans la même situation qu'au commencement du huitième; comme elle avait été autrefois menacée à l'Occident par les Arabes, elle l'était à l'Orient par les Turcs, et l'heure semblait près de sonner où serait décidée la suprématie du christianisme ou de l'islamisme. Le flot de la conquête musulmane venait battre les murs même de Vienne, et c'est à Charles, placé,

comme chef de l'empire, à l'avant-garde de la chrétienté, que revenait la mission de le refouler. A l'âge de trente-deux ans, il marcha contre le terrible Soliman, le força à une retraite ignominieuse, et, avec moins de pertes que n'en entraîne mainte escarmouche, il épargna à l'Europe les horreurs d'une invasion. Il passa plus tard la mer pour aller purger Tunis de la horde de pirates qui l'infestait, fléau de la Méditerranée; il leur livra une bataille sanglante, tua leur chef et rendit dix mille captifs à la liberté. Toute l'Europe retentit des louanges du jeune héros qui consacrait ainsi ses armes au service de la croix et se constituait le vrai champion du monde chrétien.

Mais Charles fut fréquemment détourné de ces grands travaux par d'autres luttes d'un caractère plus personnel et bien moins honorable; telle fut sa longue et sanglante querelle avec François Ier. Il n'était guère possible que deux princes, également jeunes, puissants, ambitieux, amoureux surtout de la gloire des armes, et dont les domaines se touchaient dans toute leur étendue, pussent vivre longtemps sans causes réciproques de rivalité et de lutte. Ces causes existaient depuis le jour où l'empire avait été décerné à Charles, et, dans tout le cours du long conflit qui divisa ces deux monarques, sauf de rares revers, le génie supérieur de l'empereur triompha constamment de l'audace d'un adversaire moins habile.

Il y eut encore un troisième différend, où les forces du roi d'Espagne agirent librement pendant la plus grande partie de son règne; ce fut sa lutte contre les princes luthériens d'Allemagne. Ici encore, et pour longtemps, la fortune le favorisa; mais il est plus aisé de combattre des hommes que de combattre un grand principe moral, et le

principe de la Réforme avait jeté dans l'esprit germanique des racines trop profondes pour que la force ou la ruse pût parvenir à les en arracher. Pendant longtemps, grâce à sa politique cauteleuse, Charles tint en échec la ligue protestante, et, par sa victoire décisive de Muhlberg, il parut l'avoir enfin détruite une fois pour toutes; mais ce succès se tourna contre lui et ne servit qu'à sa ruine, l'homme même qu'il gratifia des dépouilles de la victoire les ayant retournées contre son bienfaiteur. Charles, malade de corps et d'esprit, et heureux d'échapper à ses ennemis sous la protection de la nuit et de la tempête, dut finir par signer le traité de Passau, qui assurait aux protestants les immunités religieuses contre lesquelles, pendant tout son règne, il n'avait cessé de lutter.

Peu après, il essuya un autre revers, non moins humiliant, de la part de la France gouvernée alors par un rival plus jeune, Henri II, fils de François. La bonne étoile de Charles, l'étoile de l'Autriche, semblait s'être éteinte, et quand il leva à contre-cœur le siége de Metz, on put l'entendre s'écrier amèrement : « La fortune est une courtisane qui réserve aux jeunes ses faveurs! »

L'esprit abattu par les revers et plus encore par la maladie, qui l'empêchait de se livrer aux mâles exercices d'autrefois, Charles sentit qu'il n'avait plus la même force qu'auparavant pour porter le fardeau de la couronne impériale. Agé de trente ans à peine, il avait été atteint de la goutte, et avait fini par en souffrir au point de n'avoir presque plus l'usage de ses membres; l'homme qui, bardé de fer, avait passé des jours et des nuits en selle, indifférent au temps et à la saison, pouvait à peine maintenant se traîner à l'aide d'une canne; la goutte le tenait cloué sur son lit

pendant des jours et ensuite dans sa chambre, pendant des semaines. Il tomba en proie à la mélancolie qui, jusqu'à un certain point, du reste, lui était naturelle. Son plus grand plaisir était d'écouter des lectures, principalement sur des sujets religieux; il ne recevait personne, sauf ses conseillers les plus intimes, et, perdant tout intérêt aux affaires publiques, il refusait, pendant des mois entiers, — à ce que dit un de ses biographes qui avait accès auprès de sa personne, — de recevoir aucune communication et de signer aucun document, même une lettre [1]. On comprend difficilement que les affaires du pays pussent marcher, dans un pareil état de choses. Après la mort de sa mère, Jeanne, les sombres hallucinations qui avaient obsédé l'esprit de celle-ci jusqu'à la folie, vinrent tourmenter plus profondément l'imagination de Charles, qui se figurait entendre sa mère l'appeler à elle. Se détournant des soins terrestres, il voua sa pensée au salut de son âme et résolut de mettre à exécution son projet de renoncer à la couronne, pour aller, dans une retraite religieuse, se préparer à la mort. Ce projet, il l'avait déjà conçu depuis de longues années, au milieu même de ses ambitieux triomphes et de sa splendeur; tant étaient grands les contrastes dans l'âme de cet homme extraordinaire!

Quoiqu'il eût déjà choisi le lieu de sa retraite, il avait dû différer l'exécution de son dessein, à raison de l'état misérable de sa mère et de l'âge encore tendre de son fils. Le premier de ces deux obstacles avait été détruit par la mort de Jeanne, après un règne nominal d'un demi-siècle, pen-

[1] Sepulveda; il était à la cour à cette époque, et voyait fréquemment l'empereur, ce qui donne à ses assertions l'autorité d'un témoignage personnel.

dant lequel rien n'avait pu dissiper le voile dont la mort de son époux avait couvert sa raison.

L'âge de Philippe, fils et héritier de Charles, n'était plus davantage un obstacle; de bonne heure, le jeune prince avait été mis au courant des devoirs de sa position et investi du gouvernement de la Castille. Son père l'avait entouré de conseillers capables et expérimentés, et leur élève, qui montrait des dispositions au dessus de son âge, avait largement profité de leurs enseignements. Il avait atteint maintenant, avec sa vingt-neuvième année, l'âge où le caractère est formé et où il devait être censé capable, ou jamais, de diriger les affaires du gouvernement. Son père lui avait déjà cédé la souveraineté de Naples et de Milan, à l'occasion du mariage de Philippe avec Marie d'Angleterre. Il visitait l'Italie, lorsque Charles, ayant arrêté sa résolution d'abdiquer, l'invita à se rendre à Bruxelles, où la cérémonie devait avoir lieu. Les diverses provinces des Pays-Bas furent également convoquées à y envoyer leurs députés, dûment autorisés à recevoir l'acte d'abdication de l'empereur et à jurer fidélité à son successeur. Comme mesure préparatoire, le 22 octobre 1555, Charles transmit à son fils la grande maîtrise — dont il était lui-même investi, en qualité de seigneur des Flandres, — de l'ordre bourguignon de la Toison d'or, le plus illustre et le plus convoité, à cette époque, de tous les ordres militaires de chevalerie.

Aussitôt après commencèrent les préparatifs pour procéder à la cérémonie de l'abdication, avec toute la pompe usitée dans la célébration d'un acte aussi solennel. La grande salle du palais royal de Bruxelles ayant été choisie pour en être le théâtre, les murailles et le sol en furent couverts de riches tentures et de tapis splendides; à l'une

des extrémités, on établit une estrade élevée de six ou sept marches, sur laquelle était placé un trône pour l'empereur, entouré d'autres siéges pour Philippe et les grands seigneurs flamands qui devaient accompagner la personne de leur souverain; au dessus du trône était suspendu un daïs magnifique, orné des armes de la maison de Bourgogne; en face de l'estrade, un espace était réservé pour les députés des provinces, qui devaient être rangés sur des banquettes, selon leurs droits respectifs de préséance.

Le 25 octobre, jour fixé pour la cérémonie, Charles-Quint fit un acte de cession à Philippe de sa souveraineté sur les Flandres; puis, la messe entendue, l'empereur, accompagné de Philippe et d'une suite nombreuse, fit son entrée dans la grande salle, où les députés étaient déjà assemblés [1].

Charles avait à cette époque cinquante-six ans. Il était légèrement courbé, moins par l'âge que par la maladie, et l'on eût pu lire sur ses traits la trace des préoccupations pénibles et des anxiétés; mais toute sa personne avait encore cette expression majestueuse que lui prête l'inimitable pinceau du Titien. Ses cheveux, autrefois d'une nuance claire approchant du roux, étaient, ainsi que sa barbe, devenus gris avant même qu'il eût atteint l'âge de quarante ans; son front était vaste et son nez aquilin; ses yeux bleus et ses formes bien proportionnées accusaient son origine teuto-

[1] Il est étrange que la date précise d'un événement aussi connu que l'abdication de Charles-Quint soit un sujet de désaccord entre les historiens. La plupart des écrivains du temps adoptent la date mentionnée dans le texte, date que confirme, du reste, un manuscrit des archives de Simancas, dont l'auteur entre dans les détails de la cérémonie avec la minutie d'un témoin oculaire.

nique ; le seul trait qui fût positivement laid dans tout l'ensemble de sa personne, était cette mâchoire inférieure avec sa lèvre épaisse et lourde, signe caractéristique des physionomies de la maison d'Autriche.

Il était de stature moyenne. Ses membres, autrefois bien formés, étaient encore robustes, mais les extrémités en étaient cruellement tordues par la souffrance. L'empereur s'appuyait d'une main sur une canne, et de l'autre sur le bras de Guillaume d'Orange, qui, jeune encore à cette époque, devait devenir plus tard le plus formidable ennemi de sa maison. L'attitude grave de Charles était rendue plus saisissante encore par son costume, — car il portait le deuil de sa mère, — et le seul ornement qui relevât le sombre aspect de ses vêtements était le splendide collier de la Toison d'or.

Derrière l'empereur venait Philippe, l'héritier de ses vastes domaines. D'une taille moyenne, il tenait beaucoup de son père par les formes du corps et même par les traits, sauf que ceux-ci avaient une expression plus sombre, même quelque chose de sinistre ; malgré tous ses efforts pour se dissimuler, il avait dans ses manières une réserve comme s'il eût voulu dérober ses pensées à l'observation d'autrui. Son costume, plein de magnificence, répondait à sa condition royale, et contrastait avec celui de son père quittant les pompes et les grandeurs du monde, que lui, Philippe, allait connaître à son tour.

Après Philippe venait Marie, sœur de l'empereur, ancienne reine de Hongrie. Pendant près de vingt années, elle avait exercé la régence des Pays-Bas, et elle venait saluer l'heure où, confiant à son neveu le fardeau du pouvoir, elle pouvait, ainsi que son frère, rentrer dans la vie

privée. Une autre sœur de Charles, Éléonore, veuve du roi de France, François Ier, était venue assister aussi à la cérémonie, avant de partir pour l'Espagne, où elle devait accompagner l'empereur.

Derrière la famille impériale marchait la noblesse des Pays-Bas, suivie des chevaliers de la Toison d'or, des conseillers royaux et des grands officiers de la maison impériale, tous portant leur costume de cérémonie et étalant fièrement les insignes des ordres dont ils étaient revêtus. Quand l'empereur fut monté sur son trône, ayant Philippe à sa droite, la régente à sa gauche et tout le reste de sa suite placé sur les siéges disposés sur l'estrade, le président du conseil des Flandres fit une harangue à l'assemblée. Il exposa brièvement aux assistants l'objet de la réunion à laquelle ils avaient été convoqués, ainsi que les motifs qui avaient décidé leur maître à renoncer à la couronne; il conclut en leur demandant, au nom du souverain, de garder désormais fidélité à Philippe, son fils et légitime héritier.

Après quelques instants de silence, Charles se leva pour adresser à ses sujets quelques paroles d'adieu. Il se tenait debout avec une peine visible et, continuant à s'appuyer de la main droite sur l'épaule du prince d'Orange, il sembla vouloir témoigner, dans cette solennelle occasion, de la haute faveur dont ce jeune gentilhomme était l'objet de sa part. De l'autre main, il tenait un papier contenant des notes pour son discours, sur lesquelles il jetait de temps en temps les yeux pour aider sa mémoire. Il s'énonçait en français.

Il ne voulait pas, disait-il, quitter son peuple sans lui adresser quelques paroles de sa propre bouche. Il y avait quarante ans qu'il avait été investi du sceptre des Pays-Bas,

et peu après il avait été appelé à gouverner un bien plus vaste empire, à la fois en Espagne et en Germanie, assumant ainsi une responsabilité bien lourde pour son jeune âge. Il s'était néanmoins efforcé, avec ardeur, de s'acquitter de tous ses devoirs, et s'était toujours bien souvenu des intérêts du cher pays qui l'avait vu naître, mais par dessus tout des grands intérêts du christianisme. Son premier but avait été de maintenir celui-ci intact contre les infidèles, mais ses desseins avaient été entravés autant par la jalousie de puissances voisines que par les factions des princes hérétiques d'Allemagne.

Dans l'accomplissement de cette grande œuvre, il n'avait jamais consulté ses aises personnelles; ses expéditions, soit en paix, soit en guerre, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Espagne et en Flandre, ne s'élevaient pas à moins de quarante; quatre fois il avait passé les mers d'Espagne, et huit fois la Méditerranée. Il n'avait jamais reculé devant le labeur, tant qu'il avait eu la force de l'endurer, mais une cruelle maladie la lui avait ravie; se sentant incapable de continuer à remplir les devoirs de sa position, il était résolu depuis longtemps à l'abandonner, n'eût été la situation de sa malheureuse mère, jointe à l'inexpérience de son fils. Ces motifs n'existant plus désormais, il n'eût plus eu d'excuse, ni devant Dieu, ni devant les hommes, s'il avait conservé les rênes du gouvernement, que sa main, chaque jour plus débile, était impuissante à tenir.

Il priait ses sujets de croire que c'était ce motif, et nul autre, qui lui faisait déposer le sceptre qu'il avait si longtemps porté; il ne doutait pas qu'ils ne fussent pour son successeur, comme ils l'avaient été pour lui, des sujets fidèles et dévoués. Il les priait par dessus toute chose de

maintenir la pureté de la foi, disant que si quelqu'un, par ces temps de licence, avait laissé pénétrer des doutes dans son cœur, il fallait les extirper d'un coup. « Je sais bien, » concluait-il, « que pendant ma longue administration je suis tombé dans bien des erreurs, et que j'ai commis des fautes, mais c'était par ignorance; et s'il est ici des personnes à qui j'ai pu causer préjudice, qu'elles croient bien que c'était sans le vouloir et m'en accordent pardon [1]. »

Pendant que l'empereur parlait, pas un souffle ne troubla le silence qui régnait parmi toute l'assistance. Charles avait toujours été cher au peuple des Pays-Bas, sa terre natale; ses compatriotes puisaient un sentiment d'orgueil national dans toutes ses grandes. entreprises, et sentaient sa gloire se refléter sur eux. Contemplant pour une dernière fois ses traits révérés et écoutant un dernier adieu s'échapper de ses lèvres, les députés étaient profondément affectés, et, dans toute l'assemblée, il n'était pas un regard qui ne fût voilé de larmes.

Après un court intervalle de silence, Charles, se tournant vers Philippe qui attendait ses ordres, debout et dans une attitude pleine de respect, s'adressa à lui en ces termes : « Si les vastes domaines qui vous échoient aujourd'hui vous étaient venus par héritage, il y aurait obligation de

[1] Ce discours est rapporté avec une concordance suffisante par deux personnes qui l'ont entendu : l'une est un écrivain flamand dont le manuscrit, conservé aux archives du royaume, a été publié dernièrement par M. Gachard, dans les *Analectes Belgiques*, p. 87; l'autre témoin est sir John Mason, ministre d'Angleterre à la cour de Charles, qui décrit toute la cérémonie dans un rapport adressé à son gouvernement. L'historien Sandoval rapporte également tout le discours, d'après l'autorité d'un témoin auriculaire. (*Historia de la Vida y Hechos del Emperador Carlos V*, tome II, p. 599. Amberes, 1681.)

votre part à une grande et juste reconnaissance : combien plus profonde doit être votre gratitude, quand ils vous viennent en libre don, du vivant de votre père! Mais, quelque grande que soit votre dette, je la considérerai comme acquittée, si vous remplissez seulement votre devoir envers vos sujets. Ainsi, régnez sur eux de manière à mériter leur affection et ne blâmez pas ce que je fais en ce moment; continuez comme vous avez commencé : craignez Dieu, soyez juste, respectez les lois, et par dessus tout chérissez les intérêts de la religion; puisse alors le Tout-Puissant vous gratifier d'un fils auquel, lorsque vous serez vieux et brisé par la maladie, vous puissiez transmettre votre royaume avec la même bonne volonté que je mets à vous transmettre le mien aujourd'hui. »

Comme il cessait de parler, Philippe, profondément affecté, voulut se jeter aux pieds de son père, protestant de son désir de faire tout en son pouvoir pour se rendre digne de tant de bonté; mais Charles, relevant son fils, l'embrassa tendrement en l'arrosant de ses larmes. Tous, jusqu'aux plus stoïques, étaient touchés de cet émouvant spectacle, « et l'on n'entendait dans toute la salle, » dit un personnage qui y était présent, « que des sanglots et des gémissements à grand'peine étouffés. » Charles, épuisé par ses efforts et d'une pâleur mortelle, retomba sur son siége en s'écriant d'une voix faible et promenant ses regards sur l'assemblée : « Soyez bénis! Soyez bénis [1]! »

[1] Sir John Mason décrit ainsi cette scène émouvante : « Et ici, il fondit en pleurs, à quoi il fut excité, je crois, outre le caractère pénible de la circonstance, par la vue de toute l'assemblée qui en faisait autant, pas une personne, selon moi, qu'elle fût ou non étrangère, n'étant restée, pendant une bonne partie du discours, sans verser des larmes abondantes,

Après que l'émotion se fut un peu calmée, Philippe se leva, et, s'exprimant en français, il témoigna brièvement aux députés son regret de ne pouvoir s'adresser à eux dans leur langue pour les assurer de la faveur et de la haute considération où il les tenait; il laissait à l'évêque d'Arras le soin de suppléer à son insuffisance.

Cet évêque d'Arras était Antoine Perrenot, mieux connu sous le nom de cardinal Granvelle, et fils du fameux ministre de Charles-Quint, dont il devait éclipser la célébrité comme ministre, à son tour, de Philippe II. Dans un langage clair et limpide, il donna aux députés l'assurance du respect de leur nouveau souverain pour les lois et les libertés nationales, les exhortant de sa part à l'aider de leurs conseils et à maintenir, comme ses vassaux, l'autorité de la loi dans ses domaines. Après une réponse convenable des députés, réponse pleine de leurs sentiments de regret pour leur ancien souverain et de protestations de loyauté envers son successeur, la régente Marie abdiqua à son tour, et la séance fut levée. Ainsi se termina une des cérémonies les plus remarquables de l'histoire, lorsque l'on considère l'importance de ses conséquences, le caractère de ceux qui en furent les acteurs et la solennité dont elle fut entourée. Dire que la couronne des rois est tressée d'épines, c'est affirmer une vérité banale, et il n'est pas besoin de philosophie pour nous apprendre que le bonheur ne dépend pas de la position ; et cependant, quoiqu'il y ait de nombreux exemples d'individus qui se sont frayé une voie vers le trône à travers des flots de sang, il en est peu qui, après avoir

qui plus, qui moins. Puis il les pria encore d'excuser sa faiblesse, due à son état maladif et à l'émotion qu'il éprouvait en se séparant d'aussi chers et dévoués sujets. »

goûté les douceurs du pouvoir suprême, y aient renoncé volontiers; il en est bien moins encore qui, l'ayant fait, aient eu assez de philosophie pour ne pas s'en repentir et se conformer à leur nouvelle condition. Charles, comme le prouvèrent les événements, eut cette rare force d'esprit.

Le seize janvier 1556, en présence de tous les membres de la noblesse espagnole présents à la cour, il signa les actes par lesquels il cédait à Philippe la souveraineté de la Castille et de l'Aragon, avec toutes leurs dépendances [1].

Le dernier acte qui lui restât à accomplir était sa renonciation à la couronne impériale d'Allemagne en faveur de son frère Ferdinand; mais il consentit à en retarder l'exécution, à la demande de Ferdinand lui-même, qui voulait préparer les esprits des électeurs de l'empire à ce changement inattendu. Mais, tandis que Charles consentait à conserver encore le titre d'empereur, le pouvoir réel et le poids de la souveraineté reposaient entièrement sur son frère [2].

A l'époque où il abdiqua le trône des Pays-Bas, Charles était encore en guerre avec la France. Il avait essayé de négocier une paix permanente avec ce pays, et quoiqu'il ne pût y réussir, il eut du moins la satisfaction de conclure, le cinq février 1556, une trêve de cinq années, qui laissait les deux puissances en possession de leurs

[1] La date de cette nouvelle abdication est également un sujet de désaccord parmi les historiens de l'époque, quoiqu'elle paraisse devoir être établie par celle du document même, que publie Sandoval.

[2] Cinq ans avant cette époque, Charles avait cherché à persuader Ferdinand de renoncer, en faveur de Philippe, aux prétentions qu'il avait à l'empire, en sa qualité de roi des Romains. Comme l'on devait s'y attendre, cette tentative échoua; Ferdinand n'était pas fatigué du monde, et Charles n'avait pas à lui offrir de présent assez riche en échange d'un empire.

conquêtes respectives. Dans l'état où se trouvaient ces dernières, la trève n'était nullement favorable à l'Espagne, mais Charles se fût résigné à faire, au besoin, des concessions encore plus grandes, plutôt que de léguer une guerre à l'inexpérience relative de son successeur.

Ayant ainsi complété tous ses arrangements qui, du rang de prince le plus puissant de l'Europe, le faisaient descendre à la condition d'un simple gentilhomme, Charles, qui n'avait plus de raisons de différer son départ, se dirigea vers le port où il devait s'embarquer pour l'Espagne. Il était accompagné d'une suite nombreuse de courtisans flamands et des ambassadeurs étrangers, auxquels il recommanda vivement le soin des intérêts de son fils. Une flotte de cinquante-six voiles était à l'ancre dans le port de Flessingue, pour l'emporter, avec sa suite, en Espagne. Parmi les personnes de sa maison, au nombre de sept cent soixante-deux, il en choisit cent cinquante pour son escorte, et accompagné de ses sœurs, après s'être affectueusement séparé de Philippe que ses affaires retenaient en Flandre, il partit de Flessingue, le treize septembre.

La traversée fut pénible; et Charles, en proie aux atteintes de la goutte, sa vieille ennemie, débarqua à Laredo, en Biscaye, le vingt-huit, dans un état de grande faiblesse. A peine avait-il mis pied à terre, que la tempête s'abattit sur la flotte et y fit quelque ravage; le pieux Espagnol vit dans ce fait un miracle de la Providence, qui n'avait pas permis que l'escadre souffrît quelque dommage, avant d'avoir déposé sur le rivage son royal fardeau[1].

[1] « Favor sin duda del Cielo, » dit Sandoval, qui donne à cet événement une couleur toute miraculeuse en ajoutant que le vaisseau de l'empereur fut brisé dans le port par la tempête. Mais ce détail, ainsi que

En débarquant, Charles se plaignit, et non sans raison, de la mesquinerie des préparatifs faits pour le recevoir. Philippe avait écrit à plusieurs reprises à sa sœur, la régente, pour lui ordonner de tenir tout prêt pour la réception de l'empereur [1]. Jeanne avait donné ses instructions en conséquence, mais la promptitude et la ponctualité ne sont pas des vertus espagnoles. Il peut y avoir quelque excuse à ce manque d'exactitude dans le cas en question, car Charles lui-même avait si souvent remis son départ des Pays-Bas, que lorsqu'il arriva en Espagne on fut, en quelque sorte, pris au dépourvu. La suite prouva du reste à l'évidence que cette négligence n'avait rien de prémédité [2].

Charles, que ses infirmités obligeaient à se faire transporter en litière, fut salué partout sur son passage, comme un souverain rentrant dans ses domaines. Il faisait soir quand il atteignit la vieille cité de Burgos, et pendant qu'il passait dans les rues illuminées, les cloches des églises sonnaient joyeusement pour lui souhaiter la bienvenue. Il y resta trois jours, recevant l'hospitalité du grand connétable

beaucoup d'autres donnés par l'historien du voyage impérial et que nul témoignage ne confirme, peut être rangé dans la catégorie des fables.

[1] La dernière lettre de Philippe, datée du 8 septembre, est reproduite en entier dans le manuscrit de don Tomas Gonzalès (*Retiro, Estancia y Muerte del Emperador Carlos Quinto en el monasterio de Yuste*), sur lequel est basé l'intéressant travail de Mignet sur Charles-Quint.

[2] Entre autres déceptions, il y eut celle qu'éprouva l'empereur en ne recevant pas quatre mille ducats que Jeanne avait fait mettre à sa disposition au débarquement. La révélation en résulte d'une lettre du secrétaire de l'empereur, Gaztelu, à Vasquez de Molina, en date du 6 octobre 1556 : « El Emperador tovo por cierto que llegado aqui, hallaria los cuadro mil ducados que el rey le dijo habia mandado proveer, y visto que no se ha hecho, me ha mandado lo escribiese luego à Vuestra Merced, para que se haya, porque son mucho menester. »

et les hommages des seigneurs de l'Espagne septentrionale, aussi bien que du peuple qui se pressait en foule sur sa route. A Torquemada, parmi ceux qui venaient témoigner leur respect à leur ancien maître, était Gasca, le bon président du Pérou. Il avait été envoyé en Amérique pour étouffer l'insurrection de Gonzalve Pizarre, et rendre au pays la tranquillité; il remplit cette délicate mission avec tant de succès qu'au retour l'empereur l'éleva au siége épiscopal de Plaisance; et l'excellent homme vivait depuis lors dans son diocèse, où il trouvait probablement dans le paisible exercice de ses fonctions ecclésiastiques, plus de satisfaction que n'eût pu lui en donner le poste brillant mais difficile d'une vice-royauté en Amérique.

De Torquemada, Charles s'avança à petites journées vers Valladolid, où sa fille Jeanne, la régente, tenait sa cour. Des préparatifs furent faits pour le recevoir d'une manière digne de son ancien rang; mais Charles déclina tout honneur de ce genre, en faveur de ses deux sœurs, les reines douairières de France et de Hongrie, qui firent en conséquence leur entrée en grande cérémonie dans la capitale, le lendemain du jour où leur royal frère y était arrivé avec toute la simplicité d'un particulier.

Il resta quelque temps à Valladolid, pour se reposer des fatigues du voyage; et quoiqu'il prît peu de part aux réjouissances de la cour, il donna audience à ses anciens ministres et à tous les grands de Castille qui s'empressaient de venir lui rendre leurs devoirs. Il eut occasion de voir également à la cour son petit-fils don Carlos, l'héritier de la monarchie, et son regard perspicace vit assez clair dans la conduite du prince, dit-on, pour lui inspirer les plus sinistres appréhensions.

Charles demeura à Valladolid quinze jours, pendant lesquels la sécheresse et la pureté de l'air qu'on y respire, firent le plus grand bien à sa santé. Au départ, ses sœurs voulurent l'accompagner et même fixer leur résidence future dans le voisinage de la sienne, mais il n'y voulut pas consentir et, disant un tendre adieu à chaque membre de sa famille, comme s'il ne devait plus jamais les revoir, il poursuivit son voyage.

Le lieu qu'il avait choisi pour sa retraite était le monastère de Yuste, situé dans la province de l'Estramadure, non loin de Plaisance. Il s'arrêta près de trois mois en route, à Jarandilla, résidence du comte d'Oropesa, jusqu'à ce que certaines réparations fussent terminées au monastère, et attendant une somme d'argent considérable qu'il espérait recevoir de jour en jour. Cet argent était principalement destiné à solder des arriérés dus à d'anciens serviteurs de sa maison, et Philippe, en ne l'envoyant pas, était accusé de mettre en oubli les obligations qu'il avait contractées envers son père. Mais le blâme doit en retomber moins sur Philippe que sur ses ministres, son absence du pays, à cette époque, ne le mettant pas à même de s'occuper personnellement de cette affaire. La ponctualité en matière d'engagements pécuniaires était une vertu à laquelle ni Charles, ni Philippe, — maîtres des Indes, — n'étaient fondés à prétendre, mais le reproche de parcimonie ou même d'indifférence envers son père, ne saurait subsister à l'égard de Philippe, en présence de l'histoire subséquente de Charles-Quint au couvent de Yuste [1].

[1] Sandoval ne fait aucune allusion à cet incident, qui est mentionné dans le récit de Strada (*De Bello Belgico*, Antwerpiæ, 1640, tome I, p. 12), et dans celui de Cabrera, — ce dernier qui appartenait à la maison

Nous avons dit que ce lieu avait attiré son attention, déjà depuis de longues années, lors d'une visite qu'il fit dans le pays, et qu'il se l'était choisi pour retraite. Le couvent était occupé par des moines de la stricte observance de saint Jérôme; mais, quelle que fût l'austérité des bons pères, leur goût était parfait dans le choix du site et dans l'embellissement du pieux asile qu'ils s'y étaient élevé. Leur sainte retraite était entourée d'un paysage sauvage et romantique, découpé entre les collines qui courent le long des confins septentrionaux de l'Estramadure; le couvent, bâtiment très antique, avait été entouré par ses habitants, de jardins cultivés et de bosquets d'orangers, de citronniers et de myrtes, dont le parfum se mêlait à la fraîcheur des eaux qui descendaient, abondantes et limpides, des hauteurs d'alentour. C'était une délicieuse retraite, dont le calme et la situation poétique étaient bien propres à détourner l'esprit des orages du monde pour le disposer à la médita-

du roi est, en sa qualité d'historiographe de Castille, de beaucoup la meilleure autorité. Dans sa relation il n'épargne pas son maître. « En Jarandilla ameno lugar del Conde de Oropesa, espero treinta dias treinta mil escudos con que pagar y dispedir sus criados que llegaron con tarda provision y mano; terrible tentacion para no dar todo su aver antes de la muerte. » *Filipe Segundo, Rey de Espana,* Madrid, 1619, lib. II, cap. II.

Les lettres de l'époque, de Jarandilla, témoignent des embarras où se trouvait l'empereur, faute d'argent. Sa situation financière était tellement précaire que, dans une certaine circonstance il fut obligé d'emprunter à son majordome cent réaux pour subvenir à ses dépenses journalières : « Los ultimos dos mil ducados que trujo el criado de Hernando Ochoa se han acabo, porque cuando llegàron, se debian ya la mitad, de manera que no tenemos un real para el gasto ordinario, que para socorrer hoy he dado yo cien reales, ni se sabe de donde harberlo. » Carta de Luis Quixada à Juan Vazquez, ap. Gachard, Retraite et mort de Charles-Quint. (Bruxelles, 1854, tome I, p. 76.)

tion. C'est là que le puissant monarque, après une vie d'ambition sans repos, se proposait de passer le peu de jours qui lui restaient encore, pour les consacrer au salut de son âme. Il ne put cependant pas, comme le prouva la suite, fermer son cœur à toute sympathie humaine ni refuser de prendre quelque part aux grandes questions qui agitaient alors le monde. Charles n'était pas doué de cette triste philosophie qui permit à Dioclétien de quitter avec joie les soins d'un empire pour ceux d'un carré de choux. — Laissons maintenant le royal reclus à sa solitude, pour suivre la carrière naissante du prince dont nous avons pris l'histoire pour sujet de nos travaux.

CHAPITRE II

PREMIÈRES ANNÉES DE PHILIPPE.

(1527-1551.)

Naissance de Philippe II. — Son éducation. — Il est investi de la régence. — Son mariage avec Marie de Portugal. — Voyage en Flandre. — Réjouissances publiques. — Plans ambitieux. — Retour en Espagne.

Philippe II naquit à Valladolid, le 21 mai 1527. Sa mère était l'impératrice Isabelle, fille d'Emmanuel le Grand de Portugal. Il descendait par son père des maisons ducales d'Autriche et de Bourgogne; par son père et sa mère à la fois, il était issu de Ferdinand et d'Isabelle d'Espagne. A moitié espagnol par le sang, il l'était tout à fait par son caractère et son tempérament.

La cérémonie du baptême fut accomplie avec toute la solennité requise, par Tavera, archevêque de Tolède, le 25 juin; le royal enfant reçut le nom de Philippe, comme son grand-père paternel, Philippe le Beau, dont le règne éphémère, — dû à son mariage avec Jeanne, reine propriétaire de Castille, — avait suffi à peine à lui marquer une place parmi les souverains de ce pays.

La naissance d'un fils, — héritier d'un aussi vaste empire, — fut saluée avec enthousiasme par Charles et par toute la nation, qui s'apprêtait à la célébrer dignement, lorsqu'on

apprit la capture du pape Clément VII et le sac de Rome par les troupes espagnoles sous les ordres du connétable de Bourbon. La nouvelle de cet événement et des cruautés commises par les conquérants, remplit l'Europe de consternation. Les protestants eux-mêmes, qui n'avaient guère de sympathies superflues à consacrer aux souffrances du pape, furent outrés des atrocités commises par les vainqueurs de Rome, et qui faisaient pâlir les effroyables exploits d'Alaric et d'Attila. Quelle que puisse être la responsabilité de Charles dans le fait de l'expédition en elle-même, il y aurait de l'injustice à supposer qu'il ne partagea pas l'indignation générale, en présence des résultats produits. De toute manière, il pouvait difficilement se hasarder à outrager les sentiments de l'Europe chrétienne, en choisissant ce moment pour ordonner des réjouissances publiques; celles-ci furent immédiatement contremandées, au grand mécontentement des masses populaires, que leur sympathie pour le pape ne portait pas le moins du monde, cependant, à renoncer à cette marque de leur fidélité à l'empereur, et l'on tira de ces circonstances un mauvais présage pour la religion catholique sous le règne du jeune prince [1].

Le peuple de Castille ne tarda pas longtemps, toutefois, à trouver une occasion de manifester son enthousiasme, lors

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. I.— Vanderhammen, *Don Felipe el Prudente*, Madrid, 1625, p. 1. — *Breve Compendio de la Vida Privada del Rey D. Felipe Segundo* atribuido a Pedro Mateo Coronista mayor del Reyno de Francia, MS — Leti, *Vita di Filippo II*, tome I, p. 69 et seq.

« Andauano sussurando per le strade, cauando da questa proibitione di solennità pronostici di cattivi augurii; gli vni diceuano, che questo Prencipe doueua esser causa di grande afflittione alla Chiesa; gli altri, che cominciando a nascere colle tenebre, non poteua partar che ombra alla Spagna. » — Leti, *Vita di Filippo II*, tome I, p. 73.

de la reconnaissance de Philippe comme légitime héritier de la couronne. La cérémonie en fut accomplie avec la plus grande pompe, aux Cortès de Madrid, le 19 avril 1528, Philippe étant âgé de onze mois. Il était porté dans les bras de sa mère, que l'empereur accompagnait, et les nobles, le clergé et les communes prêtèrent le serment de fidélité au royal enfant, comme héritier futur de la couronne de Castille. L'acte d'hommage ne fut pas plus tôt publié, que le peuple, en compensation de la contrainte passée, s'abandonna à une allégresse générale; des illuminations et des feux de joie éclatèrent dans toutes les villes et dans tous les villages, tandis qu'on se livrait partout à des combats de taureaux, des tournois et des danses, à toutes les réjouissances nationales de ce romantique et chevaleresque pays.

Peu après, Charles, appelé par ses affaires dans d'autres régions de son vaste empire, laissa son fils enfant aux soins d'une dame portugaise, dona Leonor Mascarenas, ou plutôt de l'impératrice Isabelle, dont la prudence et la vigilance maternelles pouvaient lui inspirer toute confiance. A son retour en Espagne, son fils étant âgé de sept ans à peine, il le fit élever séparément, et choisit deux personnages auxquels il confia son éducation [1].

L'un était Juan Martinez Siliceo, à cette époque professeur au collége de Salamanque. C'était un homme savant et pieux, d'un caractère accommodant, — trop accommodant

[1] Leti, *Vita di Filippo II*, tome I, p. 74. — *Noticia de los Ayos y Maestros de Felipe Segundo y Carlos su Hijo*, MS. « Et passò i primi anni et la maggior parte dell' eta sua in quel regno, onde per usanza del paese, et per la volontà della madre che era di Portogallo, fu allevato con quella riputatione et con quel rispetto che parea convenirsi ad un figliuolo del maggior Imperatore che fosse mai fra Christiani. » *Relatione di Spagna del Cavaliere Michele Soriano, Ambasciatore al Re Filipo*, MS.

même, d'après certaines lettres de Charles, pour le bien de son élève, quoique non pour le sien propre, car il gagna si bien la faveur du prince que, d'humble ecclésiastique qu'il était, il se vit porter plus tard aux plus hautes dignités de l'Église.

Philippe étudia sous sa direction les classiques, et fit dans le latin des progrès tels, qu'il pouvait l'écrire et l'écrivit souvent plus tard avec facilité et très correctement; il étudia aussi l'italien et le français. La première de ces deux langues paraît lui avoir été peu familière, mais il apprit à parler assez bien le français, quoiqu'il eût peu l'habitude de s'exprimer autrement que dans sa propre langue. Il montrait un goût plus prononcé pour les sciences, principalement pour les mathématiques; il fit une étude attentive des principes de l'architecture, et les fruits de cette étude peuvent encore se remarquer dans les plus beaux monuments de cette florissante période de l'art. Il fit également quelques progrès en peinture et en sculpture, et devint plus tard un critique de quelque valeur, — du moins pour un souverain.

La seconde personne chargée de l'éducation de Philippe, fut don Juan de Zuniga, grand-commandeur de Castille. Il apprit à son élève à faire des armes, à monter à cheval, à lutter dans les tournois, à exceller, en un mot, dans tous les exercices propres aux chevaliers de l'époque. Il engagea Philippe à se fortifier par les mâles plaisirs de la chasse, auxquels, du reste, il s'adonna peu dans la suite.

Mais, outre ces connaissances personnelles, nul plus que Zuniga n'était à même d'instruire son élève dans les devoirs inhérents à sa royale condition. Il était de famille ancienne et avait beaucoup vécu dans les cours; cependant il n'avait

ni la duplicité ni la souplesse d'allures qui distingue généralement le courtisan, et possédait un sentiment trop élevé de l'honneur pour pouvoir jouer avec la vérité. Il disait ouvertement sa pensée, trop ouvertement parfois, au gré de son élève. Charles, qui appréciait le caractère de Zuniga, écrivait à son fils de l'honorer et de le chérir : « S'il agit franchement avec vous, » disait-il, « c'est par l'affection qu'il vous porte; s'il vous flattait et n'avait d'autre désir que d'accomplir les vôtres, il ressemblerait à tout le monde et vous n'auriez personne pour vous dire la vérité; — or, rien de pire ne peut arriver à un homme, vieux ou jeune, mais surtout à un jeune homme, dont l'inexpérience ne peut discerner la vérité de l'erreur. » Le sage empereur, qui savait combien rarement il est permis à la vérité d'arriver jusqu'aux oreilles des rois, appréciait à sa juste valeur l'homme qui avait le courage de la proclamer[1].

Sous l'influence de ces maîtres et plus encore des circonstances où il était placé, — la nécessité étant toujours le meilleur des maîtres — Philippe grandit et développa peu à peu les qualités particulières de sa nature. Il paraissait défiant et réservé dans sa conduite et parlait avec lenteur; mais tout ce qu'il disait avait un air de réflexion qui n'était pas de son âge; jamais il ne trahit cette légèreté d'esprit ni ne s'abandonna à ces saillies de caractère qui sont le signe d'un esprit aventureux et résolu, souvent aussi d'un cœur généreux; toute sa contenance respirait une gravité que l'on

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. I. — Leti, *Vita di Filippo II*, tome I, p. 97. — *Noticia de los Ayos*, MS. — *Relatione di Michele Soriano*, MS. — *Relatione di Federico Badoaro*, MS.

La lettre de Charles, dont nous possédons une copie manuscrite, a été publiée dans le *Seminario Erudito*, Madrid, 1788, tome XIV, p. 156 et sqq.

pouvait croire empreinte de mélancolie, et il était doué d'un sang-froid qui ne se démentit que rarement, même dans son jeune âge [1].

L'empereur, que ses occupations appelaient la plupart du temps hors d'Espagne, ne pouvait surveiller personnellement l'éducation de son fils. Malheureusement pour celui-ci, son excellente mère mourut lorsqu'il n'avait pas encore dépassé sa douzième année. Charles, qui aimait sa femme autant qu'il est possible à un homme dont l'âme est remplie des rêves d'une insatiable ambition, était à Madrid, quand il apprit la maladie de l'impératrice. Il partit en toute hâte pour Tolède, où elle était, mais il n'arriva à temps que pour embrasser sa froide dépouille avant qu'elle fût confiée à la tombe. L'empereur, désolé, s'abandonna à une douleur profonde et ses serviteurs l'arrachèrent avec peine au lit de mort d'Isabelle, pour le conduire, avec ses regrets solitaires, au monastère voisin de la Sisla.

Cette princesse méritait bien d'être pleurée de son époux; c'était une femme douée, sous tous les rapports, de grandes et belles qualités. Sa force d'âme était telle que, durant sa maladie, on ne l'entendit pas proférer une plainte. On eût dit qu'elle regardait toute démonstration de douleur comme un acte de faiblesse; elle avait fait voiler le jour dans son appartement, pour que l'on ne vît pas sur ses traits l'abattement causé par la souffrance [2]. Elle joignait à cette force morale beaucoup de vertus féminines, et sous sa direction, le palais devint une sorte d'école d'industrie. Au lieu de dépenser ses heures de loisir en de frivoles distractions, elle

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. I.

[2] Florez, *Memorias de las Reynas Catholicas*, Madrid, 1770, tome II, p. 869.

s'occupait, avec ses suivantes, d'ouvrages de mains; et, comme son aïeule, Isabelle la Catholique, elle envoya plus d'une pièce de tapisserie faite par elle, pour orner les autels de Jérusalem. Ces excellentes qualités étaient rehaussées par des manières si attrayantes, qu'une médaille fut frappée en son honneur, portant d'un côté son effigie, et de l'autre les trois Grâces avec cette exergue : *Has habet et superat* [1].

Isabelle n'avait que trente-six ans quand elle mourut; Charles n'en avait pas quarante. Il ne se remaria pas; mais sa douleur ne parut pas avoir la puissance d'amollir son cœur et de lui donner de l'indulgence pour les fautes des autres ou de la compassion pour leurs malheurs. Ce ne fut que peu de mois après la mort de sa femme, qu'à la suite de l'insurrection de Gand, il traversa le territoire de son ancien ennemi, le roi de France, tomba sur la cité rebelle et exerça sur ses malheureux habitants une vengeance qui remplit toute l'Europe du bruit de sa cruauté [2].

Philippe était, à cette époque, trop jeune pour prendre part à l'administration du royaume pendant l'absence de son père; mais il était entouré d'habiles hommes d'État, qui le familiarisèrent avec les idées gouvernementales, en lui faisant voir les rouages de la machine qu'il était appelé à diriger un jour. Charles désirait que l'attention de son fils, même dans son jeune âge, fût tournée vers les affaires qui devaient être la grande occupation de sa vie future. Il semble même que de bonne heure, à l'époque de sa décadence intellectuelle, Charles caressait déjà le projet de devancer les suites

[1] Florez, tome II, p. 877.

[2] « Tomo la posta vestido en luto come viudo, » dit Sandoval, *Hist. de Carlos Quinto*, tome II, p. 285.

naturelles de sa mort, en remettant ses états aux mains de Philippe aussitôt que ce dernier serait en état de les gouverner.

Rien ne vint troubler la tranquillité de l'Espagne jusqu'au retour de l'empereur, pendant l'hiver de 1541. C'était après sa désastreuse expédition contre Alger, la plus désastreuse peut-être qu'il eût jamais entreprise ; il y vit sa flotte submergée ou dispersée par la tempête, et s'estima heureux de trouver un abri, avec les tristes épaves de son expédition, dans le port de Carthagène. Peu après son débarquement, il reçut une lettre de Philippe, le plaignant des pertes qu'il avait subies, et tâchant de le consoler en constatant qu'elles étaient dues aux éléments et non pas à ses ennemis. Des expressions de sympathie se mêlaient au ton philosophique de cette épître, qui eût peut-être fait plaisir à Charles, s'il avait pu croire qu'elle fût de la composition de son fils [1]. Peu après, Philippe fit un voyage dans le Midi, et l'empereur peut avoir trouvé dans la présence de celui qui était désormais le principal objet de ses affections, la meilleure consolation à ses revers.

Les Français avaient profité du mauvais état des affaires de Charles, pour faire une descente dans le Roussillon, et le dauphin était aux portes de Perpignan avec des forces assez respectables. L'empereur crut le moment favorable pour faire faire à Philippe son premier apprentissage de la guerre. Le prince partit, en conséquence, pour Valladolid. Des forces considérables furent bientôt réunies, et Philippe, mis à leur tête et aidé de l'expérience de quelques-uns des meilleurs généraux de son père, descendit rapidement vers la

[1] La lettre est donnée par Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. 2.

côte. Mais le dauphin ne se soucia pas d'attendre son arrivée ; levant le camp, il battit en retraite, sans coup férir et en hâte, à travers les montagnes. Philippe entra triomphalement dans la ville et retourna bientôt apporter ses lauriers vierges de sang à son père, et recevoir ses félicitations. La promptitude de ses mouvements en cette circonstance, plut aux Espagnols, et l'heureux résultat de son expédition parut un gage de réussite pour l'avenir.

A son retour, le prince fut appelé à présider les Cortès à Monzon, ville du centre, où les députés de l'Aragon, de la Catalogne et de Valence continuaient à s'assembler séparément, longtemps après la réunion de ces provinces à la Castille. Philippe reçut, dans toutes les formes constitutionnelles prescrites, l'hommage des représentations réunies, comme héritier de la couronne d'Aragon.

La guerre avec la France, qui avait, après une courte suspension d'armes, repris avec plus de violence que jamais, ne permit pas à l'empereur de prolonger longtemps son séjour dans la péninsule. Réellement, il semblait à ses sujets d'Espagne qu'il les visitait rarement, excepté quand il avait à faire une levée de fonds pour poursuivre ses incessantes entreprises ; encore ne restait-il au milieu d'eux, que le temps nécessaire pour terminer cette opération. En quittant le pays, il confia la régence à Philippe, sous la direction générale d'un conseil composé du duc d'Albe, du cardinal Tavera et du commandeur Cobos. Quelque temps après, au moment de s'embarquer, Charles adressa de Catalogne une lettre à son fils, pour lui donner des conseils quant à sa conduite politique, lettre dans laquelle il critiquait ouvertement les rôles des personnages qu'il lui avait associés pour gouverner; ce document remarquable portait aussi à Philippe

de salutaires recommandations pour sa vie privée. « Le duc d'Albe, » disait emphatiquement l'empereur, « est l'homme d'État le plus capable et le meilleur soldat que je possède; consultez-le surtout pour toutes les affaires militaires, mais ne vous reposez entièrement sur lui, ni dans ces questions ni dans d'autres, quelles qu'elles soient; ne vous reposez sur personne autre que vous-même. Les grands seraient trop heureux de captiver votre faveur et de gouverner sous vous le pays; si vous vous laissez mener ainsi, vous êtes perdu; la moindre apparence d'un tel état de choses vous fera un tort immense. Employez-les tous, servez-vous d'eux, mais ne vous appuyez exclusivement sur aucun; dans toutes les perplexités où vous pourrez vous trouver, confiez-vous toujours en votre Créateur, et ne pensez qu'à lui. » L'empereur passe ensuite au commandeur Cobos, qu'il représente comme un homme trop adonné au plaisir, et il dépeint en même temps à Philippe les suites d'une vie dissolue, fatale à l'âme et au corps à la fois. Il paraît y avoir eu quelque opportunité à cet avertissement, le jeune prince ayant montré certaines dispositions à la galanterie, qui ne se démentirent pas dans sa vie ultérieure. « En somme, » dit le monarque, « je veux bien admettre que j'ai tout lieu d'être satisfait de votre conduite, mais je voudrais vous voir parfait et, pour parler franchement, quoi que d'autres personnes puissent dire, il y a encore des choses à reprendre en vous. Votre confesseur, » poursuit-il, « est votre ancien précepteur, l'évêque de Carthagène, » — le digne maître avait été promu tout récemment à ce siége. — « C'est un excellent homme, tout le monde le sait, mais j'espère qu'il aura plus de soin de votre conscience qu'il n'en a eu de vos études, et qu'il

ne se montrera pas aussi accommodant sur ce point que sur l'autre [1]. »

En adressant à son fils cette curieuse épître, l'empereur lui recommandait de ne la communiquer jamais à qui que ce fût, et de la détruire ou la lui retourner sous couvert, s'il venait à tomber malade. Il aurait été édifiant, en effet, pour tous ces courtisans, qui se croyaient haut placés dans la faveur royale, de voir à quel point étaient fouillées les profondeurs de leur âme, et combien l'œil du maître voyait clair dans leurs plans ambitieux. C'est cette admirable connaissance des caractères, qui mit Charles à même de choisir généralement l'homme qu'il lui fallait pour exécuter ses desseins, et qui lui permit ainsi de les conduire à bonne fin.

La lettre de Charles, datée de Palamos, est une des preuves nombreuses de la sollicitude avec laquelle il surveillait la conduite de son fils, même de loin, et s'efforçait de former son caractère. Le marin consommé voulait donner au jeune pilote une carte au moyen de laquelle, sans autre aide, il pût se guider sur des mers inconnues pour lui ; il y avait cependant peu de dangers à courir à cette époque, l'Espagne vivant dans une tranquillité profonde, à l'abri de la violente tempête qui, dans d'autres pays de l'Europe, faisait trembler les princes sur leurs trônes menacés.

Un événement important devait cependant modifier l'existence de Philippe. Ses magnifiques espérances le consti-

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. II. — Leti, *Vita di Filippo II*, tome I, p. 132. — Sandoval, *Hist. de Carlos Quinto*, tome II, p. 299 et sqq. — *Breve Compendio*, MS. — Lettre de Charles, dans le *Seminario Erudito*, tome XIV, p. 156.

tuaient, dans l'opinion du monde, le parti le plus considérable de l'Europe. L'empereur avait longtemps médité sur la question du mariage de son fils, et son premier projet avait été de lui faire épouser Marguerite, fille de François Ier, ce qui eût éteint la haine qui existait entre les deux anciens rivaux; mais Philippe inclinait à contracter une alliance portugaise, ce que Charles finit par accepter, et, en décembre 1542, Philippe fut fiancé à l'infante Marie, fille de Jean III de Portugal et de Catherine, sœur de l'empereur. Les futurs époux étaient conséquemment cousins germains. En même temps, Jeanne, la plus jeune des filles de Charles, fut fiancée au fils aîné et héritier de Jean III. Les mariages entre les maisons royales de Castille et de Portugal étaient si fréquents que les membres des deux familles se trouvaient réciproquement dans des rapports de parenté, multiples au point d'en devenir embarrassants.

Jeanne avait huit ans de moins que son frère. Charles avait une autre fille encore, Marie, née un an après Philippe, et destinée à un sort plus brillant que sa sœur, comme fiancée au futur empereur d'Allemagne. Comme Philippe et la princesse de Portugal avaient tous deux plus de seize ans maintenant, étant à peu près du même âge, il fut résolu que leur union ne serait pas différée davantage. Le lieu choisi pour la célébration du mariage, fut l'antique ville de Salamanque.

En octobre 1543, l'infante de Portugal quitta le palais de son père, à Lisbonne, et partit pour la Castille. Elle était accompagnée d'une suite nombreuse de gentilshommes ayant à leur tête l'archevêque de Lisbonne. Une brillante ambassade fut envoyée pour la recevoir à la frontière, et la conduire

à Salamanque; cette ambassade était dirigée par le duc de Medina Sidonia, chef de la famille des Guzman, le seigneur le plus riche et le plus puissant de toute l'Andalousie. Il avait fait préparer son palais de Badajoz, de la manière la plus somptueuse, pour y recevoir la princesse; les tentures étaient en drap d'or; les meubles et les lambris, en argent poli. Le duc lui-même s'était fait porter dans une litière superbe, traînée par des mules chargées d'or. Ses domestiques et les personnes de sa maison qui l'accompagnaient, étaient au nombre de trois mille, tous bien montés et portant la livrée ou les armes de leur maître. Parmi eux se trouvait la troupe particulière du duc, composée en partie d'Indiens, — spectacle peu commun alors en Espagne, — portant sur la poitrine de grands écussons d'argent aux armes des Guzman. Le chroniqueur est un peu diffus dans son récit de la réception de l'infante, dont peu de détails du reste offrent un intérêt particulier, au point de vue des mœurs et des coutumes espagnoles au seizième siècle.

L'infante avait cinq mois de moins que Philippe. Elle était de taille moyenne et d'assez bonne figure, mais accusait quelque tendance à l'embonpoint; elle avait l'air gracieux et distingué. Vêtue d'une robe de drap d'argent brodé de fleurs en or, elle portait une *capa* espagnole de velours violet également brodée en or et un chapeau de même étoffe, surmonté d'une plume blanche et bleu d'azur. La mule que montait Marie était harnachée de riche brocart et sa selle était d'argent.

En approchant de Salamanque, la princesse vit s'avancer à sa rencontre le recteur et les professeurs de l'université, revêtus de leurs robes académiques. Puis venaient les juges et les *regidores* de la ville, vêtus de rouge et aux bas et

souliers tout blancs. Après eux venaient les troupes, — infanterie et cavalerie,— formant divers corps aux uniformes variés, et qui, après plusieurs évolutions, se formèrent en colonne pour escorter la princesse, qui fit ainsi son entrée en grande pompe, au son de la musique et aux vivats de la multitude.

Marie fut reçue, aux portes de Salamanque, sous un dais splendide que portaient les magistrats de la ville. Le dernier ambassadeur d'Espagne en Portugal, don Luis Sarmiento, qui avait négocié le mariage, conduisit sa mule par la bride jusqu'au palais du duc d'Albe, où la réception officielle devait avoir lieu. Là, l'infante fut reçue par la duchesse, en présence d'une brillante compagnie de cavaliers et de nobles dames. Chacune de ces dernières fut gracieusement autorisée par l'infante à lui baiser la main, mais le chroniqueur a soin de nous dire que la duchesse fut honorée, comme marque de distinction, d'une accolade.

Pendant tout ce temps, Philippe avait été constamment en présence de l'infante, sans être reconnu d'elle. Impatient de voir sa fiancée, il était sorti à cinq ou six milles de la ville avec quelques cavaliers, tous vêtus comme lui en chasseurs. Il portait un chapeau de velours rabattu sur les yeux, et un masque de gaze qui dissimulait ses traits et qui lui permit d'observer tout à son aise, sans être reconnu de personne. Il accompagna de la sorte le cortége pendant cinq heures, jusqu'à ce que vint la nuit, « si l'on peut parler de nuit, » dit le chroniqueur, « là où la lueur de dix mille torches répandait une clarté plus brillante que celle du jour.»

Le soir du lendemain, 12 novembre, était fixé pour le mariage. Le duc et la duchesse d'Albe servirent de parrains,

et la cérémonie nuptiale fut célébrée par Tavera, archevêque de Tolède. Les fêtes durèrent pendant toute une semaine; toute la fleur de la beauté castillane brilla dans les salons; la plus fière aristocratie de l'Europe lutta de magnificence aux banquets et aux tournois, et des accents joyeux succédèrent à la tranquillité qui avait si longtemps régné sous les ombrages silencieux de Salamanque.

Le 19 novembre, les jeunes époux partirent pour Valladolid, résidence qui fut heureuse et fatale tout à la fois pour Marie. Moins de deux ans plus tard, le 8 juillet 1545, la jeune princesse mit au monde le célèbre don Carlos, dont le sort mystérieux a donné lieu à tant de conjectures, et à la naissance duquel elle ne survécut que peu de jours. Si elle eût vécu, ses soins maternels eussent peut-être modifié le caractère de son fils et par conséquent ses destinées. Les restes de l'infante, déposés d'abord dans la cathédrale de Grenade, furent transportés ensuite à l'Escurial, ce magnifique mausolée élevé par son époux à la famille royale d'Espagne[1].

L'année suivante, mourut Tavera, l'archevêque de Tolède. C'était un excellent homme, fort estimé de l'empereur, n'en fallût-il juger que par la déclaration de ce dernier, quand il dit « que Philippe avait éprouvé une plus grande perte par sa mort que par celle de Marie, vu qu'il pouvait se trouver une autre femme, mais non un autre Tavera. » Ce

[1] Florez, *Reynas Catolicas*, tom. II, p. 883-889. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. II. — Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 142. — *Breve Compendio*, MS. — *Relazione Anonimo*, MS.

Pour ce qui concerne les particularités de la noce, nous en sommes principalement redevable à Florez, qui est aussi minutieux dans son récit des fêtes de la cour qu'un maître des cérémonies.

dernier fut remplacé par Siliceo, l'ancien précepteur de Philippe, qui, après avoir été investi du siége archiépiscopal de Tolède, reçut de Rome le chapeau de cardinal. Le caractère accommodant de l'honnête ecclésiastique eut sans doute quelque influence sur sa rapide élévation, de la condition de pauvre professeur à Salamanque, à l'archevêché de Tolède que ses immenses revenus et son autorité constituaient le siége le plus éminent de l'Église catholique, après la papauté.

Pendant plusieurs années, pas un événement de quelque importance ne vint troubler la tranquillité de la péninsule espagnole; mais l'empereur était engagé au dehors dans d'orageuses entreprises, que la bataille de Muhlberg vint enfin couronner d'un succès décisif.

Cette victoire, qui fit tomber en son pouvoir son plus grand ennemi, le mit à même de dicter ses lois aux princes protestants d'Allemagne. S'étant rendu à Bruxelles, il y reçut une ambassade de la part de Philippe, pour le féliciter du succès remporté par ses armes. Charles désirait revoir son fils dont il était séparé depuis près de six ans, et il tenait, en outre, à lui faire connaître les Pays-Bas et le peuple qu'il était appelé à gouverner un jour; il envoya donc à Philippe des instructions pour qu'il vînt en Flandre, aussitôt que serait arrivée en Castille la personne qu'il lui envoyait pour le remplacer au gouvernement.

Ce fut Maximilien, fils de son frère Ferdinand, que l'empereur choisit pour remplir cette mission. C'était un jeune homme aux vues saines, au jugement droit, aux mœurs populaires, et que ses qualités recommandaient, malgré sa jeunesse, pour le poste qui lui fut assigné. Comme nous l'avons déjà dit, il était fiancé à la fille aînée de

l'empereur, sa cousine Marie, et la régence devait lui être confiée au moment de son mariage.

Philippe reçut les ordres de son père, comme il présidait les Cortès de Monzon. Il ne trouva pas à beaucoup près la législature aragonaise aussi traitable que celle de Castille; les députés des montagnes d'Aragon et ceux du littoral catalan se montrèrent également fermes dans leur refus d'accorder à l'empereur de nouveaux subsides pour des entreprises ambitieuses, qui, si elles contribuaient à la gloire du souverain, ne leur rapportaient guère de profit. Le peuple indépendant de ces provinces produisit ses réclamations avec une opiniâtreté, et critiqua la conduite de ses gouvernants avec une énergie, qui ne chatouillèrent pas agréablement les oreilles de sa majesté. La convocation des Cortès aragonaises était, aux yeux du roi d'Espagne, ce qu'était aux yeux du pape un concile œcuménique : une mesure extrême à laquelle il ne fallait recourir qu'en cas d'absolue nécessité.

A l'arrivée de Maximilien en Castille, son mariage avec l'infante Marie fut immédiatement célébré. La cérémonie eut lieu, avec toute la pompe accoutumée, dans la ville royale de Valladolid. Parmi les réjouissances qui eurent lieu à cette occasion, il faut noter la représentation d'une comédie de l'Arioste; ce qui prouve que la belle littérature italienne, qui avait exercé une influence incontestable sur les compositions des grands poètes espagnols de l'époque, avait conquis jusqu'à un certain point les sympathies populaires.

Avant de quitter le pays, Philippe, d'après les ordres de son père, établit toute sa maison sur un pied entièrement bourguignon, ce qui entraînait des cérémonies plus nombreuses et bien plus dispendieuses que les usages primitifs

de Castille. Une multitude de nouvelles charges furent créées, dont on confia les plus importantes à des grands de première classe : le duc d'Albe fut institué *mayor-domo mayor;* Antoine de Tolède, son parent, écuyer cavalcadour; Figueroa, comte de Feria, capitaine des gardes-du-corps. Parmi les chambellans se trouvait Ruy Gomez de Silva, prince d'Eboli, l'un des membres les plus importants du cabinet, sous Philippe. Les charges inférieures même, relatives à la personne ou à la table du prince, furent également données à des gens de qualité. Une garde fut installée au palais et Philippe se mit à dîner en public, avec grande cérémonie, entouré de ses rois d'armes et d'une armée de musiciens. Toute cette pompeuse étiquette, dont la cour de Louis XIV donna plus tard le spectacle, déplaisait aux Espagnols, qui ne comprenaient pas pourquoi le prince abandonnait les mœurs simples de son pays pour le cérémonial de l'ancienne cour de Bourgogne. Philippe n'aimait pas non plus ces coutumes somptueuses, mais il obéissait à son père qui voulait le voir flatter les Flamands par le luxe et l'éclat auxquels leurs princes bourguignons les avaient accoutumés[1].

Philippe, ayant terminé ses préparatifs et remis la régence aux mains de son beau-frère, n'avait plus de motifs pour différer son voyage. Il était accompagné du duc d'Albe, d'Enriquez, grand amiral de Castille, de Ruy Gomez, prince d'Eboli, et d'une suite nombreuse de personnages du plus haut rang. Il y avait, en outre, une foule de jeunes gens de famille, la plus grande noblesse du pays ayant brigué l'honneur de voir admettre ses fils à faire partie de l'expédition,

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. II. — Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 166, 185, et seq. — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 346.

qu'accompagnait encore toute une troupe d'artistes et de savants. L'empereur voulait que Philippe fît une apparition qui éblouît l'imagination des peuples au milieu desquels il allait passer.

Entouré de cette brillante compagnie, Philippe commença son voyage, dans l'automne de 1548. Il partit pour Saragosse, fit une excursion pour inspecter les fortifications de Perpignan, alla adorer la châsse de Notre-Dame de Montserrat, passa un jour ou deux à Barcelone, où le cardinal de Trente lui offrit une fête dans ses jardins de citronniers, puis il alla s'embarquer au port de Rosas, où l'attendait une flotte génoise, fièrement pavoisée de la bannière impériale. Cette flotte, composée de cinquante-huit vaisseaux fournis par Gênes, Naples et la Sicile, était commandée par le héros de cent batailles navales, le fameux André Doria.

Philippe eut un gros temps pour faire la traversée jusqu'à Gênes. Le doge et les principaux sénateurs vinrent à sa rencontre, hors du port, montés sur une galère magnifique. Le prince débarqua, aux détonations de l'artillerie des murs et des forts de Gênes, et fut conduit au palais des Doria, le plus splendide de tous, au milieu même de cette ville de palais.

Pendant son séjour à Gênes, Philippe fut l'objet de toutes les attentions qui peuvent accompagner une somptueuse hospitalité; mais tout son temps n'y fut pas exclusivement consacré au plaisir. Chaque jour, il recevait des ambassades des différents États italiens, dont une, entre autres, du pape Paul III, qui en avait donné la conduite à son neveu, Octave Farnèse. L'objet spécial de cette mission était de solliciter l'intervention du prince auprès de son père, pour la restitution de Parme et de Plaisance au Saint-Siége.

Philippe répondit à cette demande en termes flatteurs, mais, dit l'historien, « assez ambigus quant au fond [1]; » il avait déjà appris quelque chose de son métier de roi. Peu après, le pape lui envoya une épée bénite et le chapeau qu'il portait lui-même, la veille de Noël; il expliquait la valeur mystique de ces présents dans une lettre autographe dont ils étaient accompagnés. Paul exprimait à Philippe l'espoir de rencontrer un jour en lui le vrai champion de l'Église.

Au bout de quinze jours, le royal voyageur se remit en route. Il traversa la fameuse plaine de Pavie et se fit montrer la place où François Ier se rendit prisonnier, et où une embuscade espagnole décida, par son intervention soudaine, du succès de la journée. Son cœur se gonflait de joie, tandis qu'il foulait le sol illustré par la plus brillante victoire de son père, — victoire qui ouvrit la voie à l'implacable haine de son rival vaincu et à des torrents de sang.

De Pavie, il passa à Milan, la florissante capitale de la Lombardie, — cette partie la plus belle des possessions espagnoles en Italie. Milan n'était, à cette époque, inférieur qu'à Naples, sous le rapport de la population, et ne le cédait à aucune autre cité italienne pour la magnificence de ses monuments, la splendeur de son aristocratie, l'opulence et le génie industriel de ses bourgeois. Milan était également renommé, à cette époque, pour ses belles fabriques de soie et ses manufactures d'armes richement travaillées et incrustées d'or et d'argent; en fait d'arts de luxe et de civilisation matérielle, Milan n'avait rien à envier aux plus grandes villes de la chrétienté.

[1] « Non rispose che in sensi ambigui circa al punto essenziale, ma molto ampi ne' complimenti. » — Leti, *Vita di Filippo II*, t. I, p. 189.

Quand le prince approcha de ses faubourgs, une foule immense de peuple vint à sa rencontre pour le saluer. A quinze milles de la ville, la route était ornée d'arcs de triomphe, enguirlandés de fleurs, de fruits, et d'inscriptions en italien et en latin, exaltant la gloire du père et celle du fils dans l'avenir. On vit dans la foule les dames nobles de Milan, montées sur des chars de fantaisie, ornés de brocart et traînés par des chevaux caparaçonnés d'or. Quand il arriva près de la ville, deux cents gentilshommes à cheval vinrent lui servir d'escorte; ils étaient tous complètement vêtus de fines cottes de mailles milanaises, et étaient suivis de cinquante pages en brillante livrée, qui furent affectés au service de Philippe pendant tout son séjour à Milan.

Le prince fit son entrée sous un dais splendide, ayant à sa droite le cardinal de Trente et, à sa gauche, Philibert, prince de Piémont. Il fut reçu par le gouverneur de la ville, accompagné des membres du sénat en costume. Les maisons étaient pavoisées et ornées de tableaux des grands maîtres italiens, sur tout le parcours de la longue rue que le cortége avait à traverser. Les balcons et les fenêtres regorgeaient de spectateurs, avides de contempler leur futur souverain, et qui faisaient retentir l'air de leurs acclamations. La cérémonie fut terminée, le soir, par un magnifique feu d'artifice, — digne du talent spécial des Milanais, — et par une illumination générale de la ville.

Le temps de sa résidence à Milan se passa, pour Philippe, en fêtes, en banquets, en toute espèce de spectacles que l'on put inventer pour l'agrément de cet hôte illustre. Rien ne lui plut autant que les représentations théâtrales, qui étaient organisées, en Italie, avec une élégance et un soin plus grands qu'en tout autre pays au delà des Alpes. Il ne

restait pas toujours simple spectateur des plaisirs qui lui étaient offerts; l'agilité et la légèreté dont il était doué le faisaient exceller dans la danse, qu'il aimait passionnément. Il perdait beaucoup de sa réserve habituelle quand il se trouvait dans la société des femmes, et l'extrême courtoisie de ses manières dut faire une impression favorable sur les belles dames d'Italie, qui ne furent probablement pas moins charmées des marques qu'il leur donna de sa munificence. A la femme du gouverneur, qui lui avait offert un bal splendide, il fit présent d'une bague en diamants du prix de cinq mille ducats; à sa fille, il donna un collier de rubis qui en valait trois mille. Des cadeaux du même genre, mais de valeur moindre, furent distribués aux autres personnes de la cour, et la libéralité du prince s'étendit jusqu'aux musiciens et aux autres personnes de condition inférieure, qui avaient contribué à lui donner du plaisir. Les églises reçurent des marques plus grandes encore de sa générosité; en un mot, il montra, dans toutes les occasions, un esprit de munificence digne de son rang royal.

Il se mit même en devoir de rendre à ses hôtes les politesses qu'il en avait reçues. Il eut, entre autres, la bonne fortune de leur donner un spectacle curieux, qui, même chez ce peuple amoureux du plaisir, avait le rare mérite de la nouveauté : c'était le gracieux tournoi introduit en Castille par les Arabes. Les plus grands seigneurs de la suite de Philippe y prirent part; les cavaliers étaient partagés en six quadrilles, costumés d'une manière distincte et coiffés de châles ou de turbans arrangés à la manière moresque. Ils étaient montés sur des genets d'Andalousie,—variété croisée de ceux d'Arabie, — et brandissaient des lances légères, ornées de longues banderoles aux couleurs éclatantes. Légèrement

montés et équipés de la sorte, les chevaliers espagnols exécutèrent les élégantes manœuvres du carrousel moresque, faisant preuve d'une aisance, d'une grâce et d'une agilité, qui charmèrent les Italiens, amateurs du beau, mais jusqu'alors habitués seulement aux exercices plus violents et plus lourds du tournoi européen [1].

Au bout de plusieurs semaines, Philippe sortit des murs hospitaliers de Milan, se dirigeant vers le Nord. Avant de quitter la ville, il fut rejoint par un corps de deux cents arquebusiers à cheval, revêtus de son propre uniforme jaune, et commandés par le duc d'Aerschot; cette escorte lui était envoyée par son père. Il traversa le Tyrol, et prit par Munich, Trente et Heidelberg, pour se rendre dans les Flandres. Sur toute la route, le cortége royal fut entouré d'une multitude d'hommes et de femmes, avides de voir au moins une fois le jeune prince qui devait un jour porter le sceptre le plus puissant de l'Europe. Les magistrats des villes où il passait venaient le haranguer et lui apporter des présents, consistant d'habitude en des urnes ou des vases d'argent, pleins de ducats d'or. Philippe recevait avec une gracieuse condescendance ces dons, qui, dans ce temps de folle prodigalité, ne venaient, en vérité, pas trop mal. Le duc d'Albe, qui chevauchait à côté du prince, répondait ordinairement pour lui aux harangues qui lui étaient adressées. Tout ce long voyage se fit à cheval, le meilleur moyen de locomotion, du reste, pour traverser un pays où les routes étaient rarement carrossables.

A la fin, après un voyage de quatre mois, la cavalcade

[1] Estrella, *El Felicissimo Viage del Principe Don Phelipe desde Espana á sus Tierras de la Baxa Alemania*, p. 1-21, 32. Anveres, 1552. — Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 189. — *Breve Compendio*, MS.

royale arriva près de Bruxelles. Une foule considérable, venant à la rencontre de Philippe, lui signala l'approche d'une grande ville; et l'enthousiasme tumultueux qui l'accueillit lui fit sentir qu'il était réellement au milieu de son peuple. Bientôt arriva de la troupe, et, suivi de son escorte, Philippe fit son entrée dans la capitale de la Belgique, au son du canon et des cloches, qui, de toutes les tours de la ville, faisaient retentir l'air de leurs appels joyeux.

C'est en cette ville que la régente Marie tenait sa cour, et l'empereur son frère y occupait avec elle le palais. Charles ne tarda pas à embrasser son fils, dont la vue, après une séparation de plusieurs années, dut lui causer une agréable surprise. Philippe avait alors vingt-un ans et se faisait remarquer par les grâces de sa personne, comme en témoigna plus d'un personnage qui eut occasion de s'approcher de lui. Cette appréciation est confirmée par le pinceau du Titien qui retraça l'image de Philippe, avant que la fraîcheur de son teint se fût flétrie sous les traces livides d'une maladie précoce, et lorsque les soucis et les inquiétudes n'avaient pas encore donné une expression sombre, peut-être même chagrine à ses traits.

Il était d'une complexion délicate; ses cheveux et sa barbe étaient blond clair; il avait les yeux bleus et les sourcils un peu trop rapprochés l'un de l'autre; son nez était mince et aquilin; sa grosse lèvre autrichienne seule faisait tache dans l'ensemble de sa figure, sa mâchoire inférieure étant plus proéminente même que celle de son père. Il ressemblait beaucoup à ce dernier, mais avec moins d'esprit dans la physionomie; sa taille était un peu en dessous de la moyenne et bien proportionnée dans tous ses détails. Philippe était vêtu avec richesse et élégance, mais sans affectation; sa

contenance était grave et respirait cet air cérémonieux, propre aux anciens Castillans, que l'on pouvait croire chez lui l'expression naturelle d'un tempérament lent et flegmatique[1].

Pendant le long séjour de Philippe à Bruxelles, Charles eut l'occasion de diriger l'éducation de son fils dans une branche qui laissait encore à désirer, la science de gouverner; sous ce rapport, nul maître ne pouvait certes mieux lui convenir que celui qui avait acquis l'expérience, en marchant pendant vingt-cinq ans à la tête de tous les grands mouvements politiques de l'Europe. Philippe passait, chaque jour, plusieurs heures dans le cabinet de son père, s'entretenant avec lui des affaires publiques ou assistant aux séances du conseil d'État. Il n'y a guère à douter que Charles n'inculqua ainsi à son fils les deux principes qui caractérisèrent si profondément toute l'administration de ce dernier, à savoir le maintien de l'autorité royale dans toute son intégrité, et la contrainte à une stricte observance des prescriptions catholiques; il est même probable que Charles trouva à cet égard, en son fils, un élève apte et docile. Philippe finit par acquérir des habitudes de patience et d'application à la poursuite de ses desseins, que peu de princes ont possédées au même degré[2].

[1] « Sua altezza si trova hora in XXIII anni, di complessione delicatissima e di statura minore che mediocre, nella faccia simiglia assai al Padre e nel mento. » — *Relatione del Clarissimo Monsig. Marino Cavallo tornato Ambasciatore del Imperatore Carlo Quinto l'anno* 1551, MS.

« Et benche sia picciolo di persona, è però cosi ben fatto et con ogni parte del corpo cosi ben proportionato et corrispondente al tutti, et veste con tanta politezza et con tanto giudicio che non si può vedere cosa piu perfetta. » — *Relatione di Michele Soriano*, MS.

[2] Marino Cavallo, l'ambassadeur à la cour impériale, qui rapporte ces faits, exprime un doute très fondé sur la question de savoir si Philippe,

Le principal but de Philippe, en venant visiter les Pays-Bas, était de se présenter aux populations des diverses provinces, d'étudier leurs caractères particuliers sur leur propre sol et de se faire reconnaître par elles comme leur futur souverain. Après un long séjour à Bruxelles, il entreprit une tournée dans les provinces, accompagné de la reine-régente et du splendide cortége avec lequel il avait fait son entrée à Bruxelles, cortége grossi d'un grand nombre de nobles flamands.

Les Pays-Bas avaient toujours été traités par l'empereur avec une faveur particulière, et, quoique le pays ne pût pas développer ses ressources comme il le fit plus tard sous le régime des libres institutions qui lui étaient propres, il avait beaucoup prospéré sous le royal patronage de Charles. Les Pays-Bas étaient couverts de villes commerçantes en bien plus grand nombre que nul autre pays de même étendue, en Europe; et ses communes florissantes tenaient le premier rang, sous le rapport de la richesse, de l'industrie et du commerce, aussi bien que du magnifique train de vie de leur aristocratie; en cette occasion, elles luttèrent de splendeur et de magnificence dans leurs démonstrations de loyauté et dans la réception qu'elles firent au fils du souverain. Un historiographe de la suite royale, Estrella, tint un journal, où se trouvaient relatés les honneurs multipliés rendus à Philippe pendant cette excursion qui, plus encore

avec toute son éducation, serait jamais capable d'égaler son père : « Nelle cose d'importanza, facendolo andare l'imperatore ogni giornio per due o tre hore nella sua camera, parte in Consiglio et parte per ammaestrarlo da solo a solo, dicesi che fin hora a fatto profitto assai, et da speranza di proceder piu oltre, ma la grandezza di suo padre et l'esser nato grande et non haver fin qui provato travaglio alcuno, non lo farà mai comparirse à gran giunta eguale all' Imperatore. » *Relatione di Marino Cavallo*, MS.

que le premier voyage, avait l'air d'une marche triomphale. Ce journal, grâce à son prolixe auteur, atteignit aux proportions d'un énorme in-folio qui, malgré tout son intérêt pour les contemporains, n'aurait guère d'attrait pour nous[1]; les inscriptions seules, mises sur les arcs de triomphe ou sur les monuments publics, prirent un grand nombre de pages. Ces inscriptions étaient conçues, partie en latin, partie dans la langue du pays, et annonçaient toutes le bonheur dont jouirait la nation, le jour où, régie par le sceptre bienfaisant de Philippe, elle goûterait en paix les douceurs du repos et de la liberté. Beaux présages, qui démontrèrent que le prophète n'était pas doué de l'esprit de prophétie[2]!

Anvers seul dépensa cinquante mille pistoles pour la célébration de ces solennités; mais nulle ville ne put se comparer à Bruxelles pour la splendeur et la richesse de ses fêtes, dont la plus remarquable fut un tournoi. Sous leurs princes de Bourgogne, les Flamands s'étaient familiarisés avec ces chevaleresques spectacles. A la vérité, le temps de la chevalerie s'évanouissait rapidement devant l'emploi de la poudre et les autres perfectionnements apportés à la science militaire, mais il fut reconnu que l'on n'avait pas vu de tournoi plus magnifique depuis Charles le Téméraire. Les récits des chroniqueurs, tels que Froissart, par exemple, semblent inspirés de l'esprit de la féodalité; au risque de paraître quelque peu banal au lecteur, qui s'est assez longuement

[1] C'est l'ouvrage de Estrella déjà cité (*El Felicissimo Viage del Principe Don Phelipe*), la meilleure autorité pour ce royal voyage. Ce livre, qui n'a jamais été réimprimé, est devenu extrêmement rare maintenant.

[2] Que l'on en juge par les exemples suivants; l'une de ces inscriptions se lisait à Arras, la seconde ornait l'une des portes de Dordrecht :

« Clementia firmabitur thronus ejus. »
« Te duce libertas tranquilla pace beabit. »

appesanti, à notre suite, sur les pompes des cours de Bourgogne et de Castille, nous donnerons quelques détails sur ce tournoi; car ces splendeurs appartiennent essentiellement aux mœurs du XVIe siècle et le jour qu'elles jettent sur l'esprit de l'époque peut être utile à ceux qui étudient l'histoire.

Le tournoi fut donné sur une place spacieuse, close pour la circonstance, et située devant le grand palais de Bruxelles. Quatre chevaliers étaient prêts à tenir le champ clos contre tous venants, et le prix de la victoire consistait en de riches joyaux. Les quatre champions étaient les comtes de Mansfeldt, de Hornes, d'Aremberg et le sieur de Hubermont; parmi les juges siégeait le duc d'Albe, et au nombre des adversaires victorieux figurent Philippe, prince d'Espagne, Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, et le comte d'Egmont. Tous ces noms sont célèbres dans l'histoire, et il est curieux de remarquer que les hommes, qui devaient se trouver bientôt divisés par une haine mortelle, se rencontrèrent pour se livrer aux belliqueux passe-temps de la chevalerie.

La journée était des plus propices, et les abords de la lice étaient encombrés de bourgeois de Bruxelles et de gens venus de toute la campagne aux alentours; les galeries étaient ornées de toutes les beautés aristocratiques de la capitale. Un dais, brodé aux armes impériales en or et cramoisi, indiquait la place de Charles-Quint et de ses sœurs, la régente des Pays-Bas et la reine douairière de France.

Pendant plusieurs heures, le champ clos fut bravement tenu par les quatre champions contre tout chevalier ambitieux d'étaler sa valeur en présence d'une assemblée aussi illustre. A la fin, les trompettes sonnèrent, annonçant l'entrée de quatre cavaliers, dont la suite brillante trahissait

le haut rang; c'étaient le prince Philippe, le duc de Savoie, le comte d'Egmont et Juan Manriquez de Lara, majordome de l'empereur. Ils étaient entièrement vêtus de cottes de mailles, recouvertes de pourpoints en velours violet, et leurs chevaux étaient caparaçonnés de drap d'or.

Philippe courut le premier; son adversaire était le comte de Mansfeldt, capitaine flamand de grand renom. Au signal de l'attaque, les deux chevaliers s'élancèrent l'un contre l'autre et se rencontrèrent au milieu de l'arène avec tant de force que leurs lances furent brisées du choc; tous deux chancelèrent sur la selle, mais aucun ne perdit son assiette. L'air retentit des applaudissements des spectateurs.

Les autres cavaliers entrèrent à leur tour dans l'arène, avec des succès divers. Un tournoi général eut lieu ensuite, auquel prit part tout chevalier qui désirait rompre une lance, en cette grande occasion; il s'y accomplit maint fait d'armes dont les citoyens de Bruxelles gardèrent sans doute un long souvenir. Au bout de sept heures, les trompettes annoncèrent la fin du tournoi, et l'assemblée se sépara dans un ordre admirable, les chevaliers se retirant pour dépouiller leur lourde armure et revêtir des habits plus légers pour le bal. Un banquet était préparé par les soins de la municipalité, banquet digne par sa magnificence des royaux convives auxquels il était offert. L'empereur et ses sœurs y assistèrent ainsi qu'à la distribution des prix aux vainqueurs. Parmi ces prix, un magnifique rubis accordé à la *lança de las damas*, — la lance des dames, en termes de chevalerie, — fut décerné par les juges au prince Philippe d'Espagne.

Au banquet succédèrent les danses, et la haute courtoisie du prince éclata dans la salle de bal, comme sa valeur au tournoi; des masques se mêlèrent aux danseurs, les uns en

costumes orientaux, d'autres en Turcs, d'autres encore en Albanais. Ces réjouissances ne se prolongèrent pas au delà de minuit, heure à laquelle la compagnie se retira en exprimant sa haute satisfaction de l'hospitalité qu'elle avait reçue des excellents bourgeois de Bruxelles[1].

Philippe, dans une autre occasion, reçut encore le prix dans un tournoi où il avait lutté contre un vaillant chevalier du nom de Quinones. Il ne fut pas aussi heureux dans une rencontre avec le fils de son ancien précepteur, Zuniga, où il reçut un coup si violent sur la tête, qu'après avoir été transporté à quelque distance par son cheval, il tomba de la selle sans connaissance. L'alarme qui en résulta fut grande, mais l'accident n'eut pas de conséquences sérieuses[2].

Il y en eut qui contestèrent l'adresse de Philippe à manier la lance. Marillac, l'ambassadeur de France à la cour impériale, parlant d'un tournoi donné par Philippe en l'honneur de la princesse de Lorraine, à Augsbourg, dit qu'il ne vit jamais jouer de la lance plus maladroitement que par lui. Dans une autre circonstance, il dit que le prince espagnol ne réussit pas même à toucher son adversaire[3]; il fallait que le coup fût bien fort pour qu'un Français le remarquât, car

[1] « Assi fueron a palacio siendo ya casi la media noche, quando se vuieron apeado muy contentos de la fiesta y vanquete, que la villa les hiziera. » — Estrella, *Viage del Principe Phelipe*, p. 73.

[2] « Ictum accepit in capite galeaque tam vehementem, ut vecors ac dormienti similis parumper invectus ephippio delaberetur, et in caput armis superiorem corporis partem gravius deprimentibus caderet. Itaque semianimis pulvere spiritum intercludente jacuit, donec a suis sublevatus est. » *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 381.

[3] Raumer, *Seizième et dix-septième siècles*, vol. I, p. 24.

L'extrait que von Raumer a fait des MSS. de la Bibliothèque royale de Paris contient quelques particularités fort curieuses pour l'éclaircissement des règnes de Charles-Quint et de Philippe.

les Français considéraient à cette époque les Espagnols de de la même manière qu'ils considérèrent les Anglais à une époque antérieure, ou comme ils ont continué de les considérer plus tard. La longue rivalité des monarques de France et d'Espagne avait rempli les cœurs de leurs sujets de sentiments de haine et d'aversion tels, que les appréciations réciproques des deux nations, au XVIe siècle, doivent nous inspirer une extrême défiance.

Mais, quel qu'ait pu être le succès de Philippe dans ces chevaleresques plaisirs, il est positif qu'ils n'étaient pas de son goût; il n'y prit part que pour obéir aux désirs de son père et aux usages de l'époque; quoiqu'il chassât parfois dans sa jeunesse, il n'aimait ni les exercices cynégétiques, ni les athlétiques exploits de la chevalerie. Sa constitution était loin d'être robuste, et il chercha à la fortifier moins par l'exercice que par la nourriture, ne prenant, pour ainsi dire, que de la viande, comme l'aliment le plus nutritif, et s'abstenant de poisson et même de fruit[1]. Outre son manque de goût pour les exercices corporels, il ne trouvait pas de plaisir aux brillants spectacles de cette époque romantique; la part qu'il avait prise aux cérémonies qui marquèrent son long voyage, n'avait rien que de forcé; bien qu'il fût cérémonieux et d'une politesse exagérée avec tous ceux qui l'approchaient, il n'aimait ni la pompe ni les parades de la vie de

[1] « E S. M. di complessione molto delicata, et per questo vive sempre con regola, usando per l' ordinario cibi di gran nodrimento, lasciando i pesci, frutti, et simili cose che generano cattivi humori; dorme molto, fa però essercitio, et i suoi trattenimenti domestici sono tutti quieti; et benche nell' essercitio habbi mostrato un poco di prontezza et di vivacità, però si vede che ha sforzato la natura, la quale inclina più alla quiete che all' essercitio, più al repose che al travaglio. » *Relatione di Michele Soriano*, MS.

cour. Il préférait rester enfermé dans ses appartements, prenant plaisir à s'entretenir avec le peu de personnes qu'il daignait honorer de sa faveur. C'était avec difficulté que l'empereur pouvait le décider à sortir de sa retraite pour se présenter à la salle des audiences ou l'accompagner dans des visites de cérémonie [1].

Ces habitudes de réserve et d'isolement ne le recommandaient guère aux Flamands, habitués à la pompe et à la coûteuse magnificence de la cour de Bourgogne; avec leur caractère libre et liant, ils étaient choqués de cette conduite austère; ils la comparaient aux manières affables de son père, qui savait se conformer si bien aux habitudes des divers pays sur lesquels il régnait et comprendre parfaitement leurs caractères différents, — la politique astucieuse de l'Italien, la simplicité caractéristique de l'Allemand, l'esprit de convenance et l'amour-propre de l'Espagnol [2]. Avec ce dernier seul, Philippe avait quelque chose de commun, car il était espagnol en toute chose; il ne parlait de rien, il ne semblait préoccupé de rien que de l'Espagne [3]; les Pays-Bas étaient pour lui un pays étranger, pour lequel il éprouvait peu de sympathies; ses conseillers, ses compagnons étaient tous espagnols. Le peuple des Flandres sentait que, sous son

[1] « Rarissime volte va fuora in campagna, ha piacere di starsi in camera, co suoi favoriti, a ragionare di cose private; et se tall' hora l' Imperatore lo manda in visita, si scusa per godere la solità quiete. » — *Relatione di Marino Cavallo*, MS.

[2] « Pare che la natura l' habbia fatto atto con la familiarità e domestichezza a gratificare a Fiammenghi et Borgognoni, con l' ingegno et prudentia a gl' Italiani, con la riputatione et severità alli Spagnuoli; vedendo hora in suo figliulo altrimente sentono non picciolo dispiacere di questo cambio. » — *Ibid.* MS.

[3] « Philippus ipse Hispaniæ desiderio magnopere æstuabat, nec aliud quam Hispaniam loquebatur. » — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 401.

règne, il serait traité avec peu de faveur, et il prévoyait le temps où tous les emplois de confiance seraient donnés à des Espagnols, comme Charles, à son avènement, avait donné tous ceux de la Castille à des Flamands [1].

L'empereur semblait cependant avoir si peu conscience de l'impopularité de son fils, qu'il s'occupait, à cette même époque, de prendre des arrangements pour lui assurer la couronne impériale. Il avait convoqué à Augsbourg, dans le mois d'août 1550, une assemblée des électeurs et des grands seigneurs de l'empire, où il proposa d'assurer l'élection de Philippe comme roi des Romains, aussitôt qu'il aurait obtenu de son frère Ferdinand son abdication de cette dignité. Mais Charles ne montra pas dans tout ceci la parfaite connaissance du cœur humain qu'il faut lui reconnaître. L'amour du pouvoir pour son fils paraît l'avoir complètement aveuglé dans cette occasion.

Il se rendit avec Philippe à Augsbourg, où il se rencontra avec Ferdinand et les membres de la diète germanique, mais ce fut en vain que Charles sollicita de son frère un appui pour favoriser les prétentions de Philippe à la couronne impériale; ni les sollicitations, ni les arguments, corroborés par les supplications et, dit-on, par les larmes de leur sœur commune, la régente Marie, rien ne put décider Ferdinand à renoncer à ce splendide héritage. Charles n'eut pas plus de succès en changeant de terrain, lorsqu'il pressa son frère d'acquiescer à l'élection de Philippe comme son successeur dans la dignité de roi des Romains, ou tout au moins de

[1] « Si fa giudicio, che quando egli succederà al governo delli stati suoi debba servirsi in tutto et per delli ministri Spagnuoli, alla qual natione è inclinato più di quello, che si convenga a prencipe, che voglia dominare a diverse. » — *Relatione di Marino Cavallo*, MS.

l'associer, chose sans précédent, à son cousin Maximilien, fils de Ferdinand, qui était destiné par les électeurs à succéder à son père.

Ce jeune prince, qui avait été sur ces entrefaites mandé à Augsbourg, était aussi peu disposé que Ferdinand à accéder aux propositions de son trop exigeant beau-père; en conséquence, il allégua poliment qu'il n'avait pas le droit d'influencer la décision des électeurs. Il pouvait du reste s'en rapporter entièrement à eux, car ils n'avaient aucun désir de perpétuer le pouvoir impérial dans la ligne des monarques espagnols. Ils avaient souffert assez du caractère despotique de Charles-Quint, et rien ne leur donnait lieu de croire que celui de Philippe leur en offrirait le correctif. Ils voulaient être gouvernés par un Allemand, qui comprît le caractère du peuple et entrât franchement dans ses sentiments. La droiture et l'amabilité de Maximilien lui avaient conquis l'affection de ses compatriotes et l'avaient rendu digne, à leurs yeux, d'occuper le trône impérial [1].

D'un autre côté, Philippe était encore plus antipathique aux Allemands qu'aux Flamands. C'était en vain que, dans leurs banquets, il buvait deux et trois fois plus que d'ordinaire, jusqu'à ce que le cardinal de Trente lui affirmât qu'il faisait de rapides progrès dans les bonnes grâces du peuple [2]. Son naturel hautain se manifestait en trop d'occasions pour que l'on pût s'y méprendre. Quand Charles retournait à son palais, escorté, comme d'habitude, par tout un cortége de

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. III. — Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 195-198. — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 399-401. — Marillac, ap. Raumer, *Seizième et dix-septième siècles*, vol. I, p. 28, et seq.

[2] Marillac, ap. Raumer, *Seizième et dix-septième siècles*, vol. I, p. 30.

nobles et de princes de l'empire, il leur serrait cordialement la main et leur ôtait son chapeau en les quittant. Mais Philippe, on le remarqua en plus d'une circonstance semblable, s'en retournait directement au palais, sans même regarder autour de lui ni daigner faire la moindre attention aux courtisans dont il était accompagné. C'était se mettre sur un pied plus élevé que ne l'avait fait son père; on disait, du reste, qu'il se considérait comme plus grand que lui, d'autant que le fils d'un empereur était plus grand que celui d'un roi[1], — forfanterie ridicule qui ne peignait pas le moindre côté de son caractère, et qui lui était probablement prêtée par les Allemands. Bref, les manières de Philippe, qui, d'après le dire d'un contemporain, plaisaient peu aux Italiens et déplaisaient aux Flamands, étaient complètement odieuses aux Allemands[2].

L'idée de l'élection de Philippe n'était pas plus acceptable aux yeux des Espagnols eux-mêmes. Leur pays avait été trop longtemps considéré comme un apanage de l'empire, et leur orgueil avait été blessé de la conduite de Charles, qui semblait regarder l'Espagne comme un domaine royal, principalement utile à lui procurer les moyens de jouer son rôle sur la scène européenne. Les fiers Castillans du XVI[e] siècle, connaissant ses hautes prétentions, ne pouvaient digérer l'abaissement où il les avait plongés; il leur fallait un prince né et élevé en Espagne, qui fût heureux d'y

[1] Ranke, *Les empires turc et espagnol aux* XVI[e] *et* XVII[e] *siècles*. (Trad. angl. Londres, 1843, p. 31.)

[2] « Da cosi fatta educatione ne segui quando S. M. usci la prima volta da Spagna, et passò per Italia et per Germania in Fiandra, lasciò impressione da per tutto che fosse d'animo severo et intrattabile; et però fu poco grato a Italiani, ingratissimo a Fiamenghi et a Tedeschi odioso. » — *Relatione di Michele Soriano*, MS.

passer sa vie et n'eût aucune ambition étrangère à leur gloire et à leur prospérité. Les Espagnols étaient encore plus opiniâtres que les Allemands sur ce point, leur position géographique les rendant plus exclusifs, plus strictement nationaux et moins disposés à souffrir une influence étrangère. Ils voulaient un Espagnol pour les gouverner; tel était Philippe; et ils devançaient l'heure où l'Espagne, séparée de l'empire et sous le sceptre d'un prince national, atteindrait la prépondérance parmi toutes les nations.

Mais Charles, loin de céder, continuait à poursuivre ses desseins avec une ténacité qui semblait devoir conduire à une rupture ouverte entre les diverses branches de sa famille. Pendant tout un temps, Ferdinand garda ses appartements, sans avoir aucun rapport avec Charles ni avec sa sœur [1]. A la fin cependant, le génie ou l'obstination de Charles prévalut sur son frère, au point que ce dernier consentit à faire un traité secret, par lequel, lui conservant l'empire, Philippe lui succédait comme roi des Romains, et Maximilien à Philippe [2]. Ferdinand risquait peu de chose en faisant des concessions que le collége électoral ne pouvait mal de jamais sanctionner. Les revers qui frappèrent les armes de l'empereur, l'année suivante, détruisirent toute

[1] Marillac, ap. Raumer, *Seizième et dix-septième siècles*, vol. I, p. 32. Voyez aussi la lettre si caractéristique de Charles à sa sœur, régente des Pays-Bas (16 décembre 1550), remplie d'expressions de colère contre Ferdinand à cause de son ingratitude et de sa trahison. Le plan, d'après l'opinion qu'en avait Charles, était établi au profit des deux parties, — *« ce que convenoit pour establir noz maisons. »* — Lanz, *Correspondenz des Kaisers Karl V*, Leipzig, 1846, b. III, s. 18.

[2] Une copie de l'acte contenant ce consentement, datée du 9 mars 1551, est conservée aux archives de Belgique. — Voyez Mignet, *Charles-Quint*, p. 42, note.

l'influence qui pouvait encore lui rester sur ce corps, et depuis, il ne paraît plus avoir jamais fait revivre ses plans destinés à assurer à son fils la succession à l'empire.

Philippe avait accompli le principal but de son voyage : il s'était présenté au peuple des Pays-Bas et avait reçu son hommage comme héritier du royaume. Son excursion lui avait, sous certains rapports, été profitable. Il était difficile qu'un jeune homme, dont la vie s'était renfermée jusqu'alors dans les limites de son propre pays, toujours soumis aux influences locales, ne vît pas ses idées s'élargir en visitant divers pays étrangers et se mêlant à des nations pour lui nouvelles. Il était spécialement important pour Philippe de se familiariser, comme le peut seul un indigène, avec le caractère et les institutions de ces peuples sur lesquels il devait un jour régner. Cependant sa visite aux Pays-Bas n'avait pas amené les résultats les plus heureux ; évidemment, il n'avait pas produit une impression favorable sur les habitants : plus ils le voyaient, moins ils paraissaient l'aimer ; or, de pareilles impressions sont ordinairement réciproques, et Philippe semble avoir quitté le pays avec peu de regret. Ainsi la première entrevue du futur souverain et de ses sujets révéla les symptômes de cet éloignement mutuel, qui devait plus tard dégénérer en une aversion permanente et irrémédiable.

Philippe, désireux de retourner en Castille, voyagea sans s'arrêter pour recevoir les hommages qu'on lui adressait partout sur sa route ; il ne fit exception qu'à Trente, où le concile ecclésiastique tenait cette session mémorable, si fameuse dans les annales catholiques. Quand il approcha de la ville, le cardinal-légat, accompagné des prélats et des autres dignitaires du concile, vint le recevoir en cérémonie.

Pendant son séjour, on fit des mascarades, des danses, des représentations théâtrales et des jeux rappelant des scènes de l'Arioste[1]. Ces divertissements dont s'amusaient les révérends pères, s'ils leur apportaient peut-être une distraction salutaire, contrastaient étrangement avec les occupations solennelles auxquelles ils se livraient afin d'élaborer une foi pour le monde catholique.

De Trente, Philippe poursuivit sa route en toute hâte vers Gênes, où il s'embarqua sous le pavillon d'André Doria qui l'avait amené d'Espagne. Il débarqua à Barcelone, le 12 juillet 1551, et retourna à Valladolid où il reprit le gouvernement du royaume. Il avait reçu une lettre de son père, datée d'Augsbourg, qui contenait des instructions détaillées sur la politique qu'il avait à suivre et discutait tous les rapports intérieurs et extérieurs du pays. Cette lettre, qui est très longue, montre combien Charles était capable, malgré le peu de temps qu'il pouvait donner personnellement aux affaires de la monarchie, de comprendre la condition intérieure de celle-ci et d'apprécier l'étendue de ses ressources[2].

Les années suivantes furent pour Charles des années d'humiliation; elles furent marquées par sa fuite d'Inspruck et par le siége désastreux de Metz, lorsque, battu par les protestants et vaincu par les Français, l'empereur sentit son orgueil profondément blessé par ces revers, qui firent

[1] Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 199. — *Mémorial et Recueil des voyages du Roi des Espagnes, escript par le Controleur de Sa Majesté*, MS.

[2] La lettre dont nous avons une copie manuscrite faite d'après celle qui se trouve dans la riche collection de sir Thomas Phillips, est publiée tout au long par Sandoval, dans son *Historia de Carlos V*, où elle occupe douze pages in-folio (tom. II, p. 475 et seq.).

probablement plus pour le dégoûter des vanités du monde, que toutes les homélies de ses directeurs spirituels.

Mais ces revers firent peu d'impression en Espagne; les bruits de la guerre mouraient assoupis, avant d'arriver au pied des Pyrénées. L'Espagne, il est vrai, envoyait bien de temps en temps ses enfants combattre sous les bannières de Charles, et c'est à cette école que se forma l'admirable système de discipline et de tactique, qui, commencé par le Grand Capitaine, fit de l'infanterie espagnole la plus redoutable de l'Europe, mais la grande masse du peuple s'intéressait peu au succès de ces lointaines entreprises, dont elle ne retirait aucun profit. Non pas que l'Espagne eût l'esprit inactif ou frappé de cette léthargie qui l'atteignit plus tard, — tout au contraire, l'activité intellectuelle y était fort grande, — mais elle était privée par un gouvernement arbitraire, de toute excursion dans le domaine de la théologie ou de la politique. Il est vrai que cette condition était, à bien des égards, celle de la plupart des nations voisines, et l'Espagne se vengeait de cette exclusion par une culture plus profonde et plus assidue de la littérature; la constellation du génie avait déjà commencé à se montrer à l'horizon, et devait répandre une auréole de gloire sur la dernière moitié du règne de Philippe. Les poètes courtisans du règne de son père avaient avoué l'influence des modèles italiens, provenue des récentes accessions de territoire en Italie, mais, le goût national reprenant le dessus, la vraie littérature se groupa de plus en plus autour du vieil étendard de Castille.

Il eût été impossible qu'une absence de centralisation nationale durât longtemps en Espagne, où la langue, les mœurs, le costume, les usages du pays étaient presque tous

restés les mêmes depuis des générations, comme ils devaient l'être encore pendant d'autres générations, longtemps après que Cervantes, arborant la fiction comme un miroir, fit ressortir les traits de l'existence nationale d'une manière plus vivace et plus énergique qu'il n'est permis au chroniqueur. Dans les rudes *romances* du XIV[e] et du XV[e] siècles, l'Espagnol du seizième peut voir sa propre manière de vivre assez exactement retracée; le cavalier amoureux râclait toujours sa guitare, au clair de la lune, sous le balcon de sa belle, ou portait toujours ses couleurs au tournoi moresque; le peuple chantait ses vives *seguidillas* ou se pressait en foule aux *fiestas de toros*, — les barbares combats de taureaux, — ou aux *autos-da-fé* plus barbares encore. Ce dernier spectacle, dont l'origine était relativement plus récente, — il remontait au temps de Ferdinand et d'Isabelle, — était la conséquence naturelle des longues luttes contre les Musulmans, luttes qui rendirent l'Espagnol fanatique et intolérant. Quelque atroce que cet usage puisse paraître, dans un siècle plus humain et plus éclairé, l'ancien Espagnol le regardait comme un sacrifice agréable au ciel, et propre à réchauffer les cendres de sa propre sensibilité religieuse.

La fin des longues guerres contre les Mores, produite par la chute de Grenade, amena le changement le plus important dans la condition des Espagnols. Ils trouvèrent cependant carrière à leur chevaleresque fanatisme, dans la croisade qu'ils entreprirent contre les païens du nouveau-monde; ceux qui revenaient de ces lointaines expéditions rapportaient en Espagne peu de chose des mœurs et des coutumes étrangères, car l'Espagnol lui-même était le seul homme civilisé qu'ils rencontrassent dans les solitudes américaines.

Ainsi se passait la vie intérieure de l'Espagne, tournant toujours dans le même cercle d'habitudes, d'opinions et de préjugés, à l'exclusion — et peut-être au mépris — de toute chose venant de l'étranger. Non que ces mœurs et ces coutumes ne fussent différentes d'une province à l'autre, où leurs particularités se transmettaient avec une précision traditionnelle, de père en fils; mais il y avait, sous ces distinctions secondaires, une base commune au caractère national. Jamais peut-être, excepté chez les Juifs, on ne vit un peuple doué d'un esprit de nationalité plus intense; c'est au milieu d'un pareil peuple et sous de telles influences, que Philippe naquit et fut élevé. Son tempérament et la tournure de son esprit le rendaient singulièrement propre à recevoir ces influences, et les Espagnols, à mesure qu'il se développa, purent contempler avec autant de satisfaction que d'orgueil, dans leur futur souverain, le type le plus parfait du caractère national.

CHAPITRE III

MARIAGE ANGLAIS.

(1553-1554.)

Situation de l'Angleterre. — Caractère de Marie. — Propositions de mariage de la part de Philippe. — Contrat de mariage. — Insurrection en Angleterre.

Pendant l'été de 1553, trois ans après le retour de Philippe en Espagne, se produisit un événement qui devait exercer une influence considérable sur ses destinées. Ce fut la mort d'Édouard VI d'Angleterre, après un règne court mais important. A ce prince succéda sa sœur Marie, cette infortunée princesse que le surnom de *sanguinaire* distingue cruellement parmi les souverains de la maison de Tudor.

Le règne de son père, Henri VIII, avait ouvert la voie à la grande révolution religieuse, dont les effets devaient être permanents. En outre, Henri se montra plus apte à renverser d'anciennes institutions qu'à en créer de nouvelles. Par l'abolition des couvents, il anéantit cette milice spirituelle, qui était un instrument des plus efficaces pour le maintien de l'autorité de Rome; et il compléta son œuvre d'affranchissement en s'asseyant hardiment dans la chaire de saint Pierre, et en s'instituant lui-même chef de l'Église. Ainsi,

quoique l'on refusât de reconnaître la suprématie du pape, la religion catholique romaine subsistait dans ses principes essentiels. En d'autres termes, le peuple restait catholique, tout en cessant d'être papiste.

L'impulsion donnée ainsi sous le gouvernement de Henri, produisit des conséquences plus importantes encore sous le règne de son fils, Édouard VI. Les opinions des réformateurs allemands, considérablement modifiées, principalement quant aux formes extérieures et à la discipline du culte, furent accueillies de tout cœur par les ministres du jeune roi. Le protestantisme devint la religion du pays, et l'église d'Angleterre reçut, très développée, l'organisation particulière qu'elle a conservée jusqu'à ce jour. Mais le règne d'Édouard fut trop court pour permettre aux idées nouvelles de s'enraciner profondément dans le cœur du peuple. La majeure partie de la noblesse fit bientôt voir qu'elle n'était pas disposée, quelque zèle religieux qu'elle eût affecté, à sacrifier en rien ses intérêts temporels. L'avénement au trône d'une reine catholique fut le signal d'une réaction. Le retour à la foi primitive donnait bien lieu à des difficultés, comme il entraînait naturellement la restitution aux ordres monastiques, des biens qui avaient été confisqués. Mais les concessions politiques de Rome dispensèrent les nouveaux prosélytes de donner cette pénible preuve de la sincérité de leur conversion, et l'Angleterre, renonçant à ses hérésies, rentra dans le giron de l'Église catholique romaine, et retomba une fois de plus sous la domination du souverain pontife.

Après ces exemples de la facilité avec laquelle le peuple anglais savait, à cette époque, mettre ses convictions religieuses d'accord avec celles de ses souverains, on ne sera

guère étonné de la mordante critique dont il est l'objet de la part de l'ambassadeur vénitien à la cour de Londres, sous le règne de Marie. « L'exemple et l'autorité du souverain, » dit-il, « ont force de loi pour les gens de ce pays, en matière de foi. Ce que le roi croit, ils le croient; judaïsme ou islamisme, c'est tout un pour eux. Ils se conforment aisément à sa volonté, tout au moins en ce qui concerne les pratiques extérieures; mais ils le font bien plus aisément encore, quand cela s'accorde avec leur plaisir ou leur profit[1]. »

Cet ambassadeur, Jean Micheli, appartenait à cette classe de princes marchands, que la république de Venise envoyait en mission à l'étranger; c'était un de ces hommes qui, grâce à leur profonde connaissance des affaires, étaient à même de comprendre aussi bien les ressources du pays où ils étaient envoyés, que de pénétrer les intrigues des cours étrangères. Leurs observations étaient consignées dans des rapports soigneusement élaborés, qui étaient lus publiquement à Venise devant le doge et le sénat. Certains de ces rapports constituent les documents les plus précieux et les plus authentiques, pour l'histoire de l'Europe au XVI[e] siècle. Ceux de Micheli sur la situation de l'Angleterre sous le règne

[1] « Quanto alla religione, sia certa V. S. che ogni cosa può in loro l' essempio et l' autorita del Principe, che in tanto gl' Inglesi stimano la religione, et si muovono per essa, in quanto sodisfanno all' obligo de' sudditi verso il Principe, vivendo com' ei vive, credendo cioche ei crede, et finalmente facendo tutto quel che comanda conservirsene, più per mostra esteriore, per non incorrere in sua disgratia, che per zelo interiore; perchè il medesimo faciano della Maumettana o della Giudea, pur che 'l Re mostrasse di credere, et volesse cosi; et s' accommodariano a tutte, ma a quella più facilmente dalla quale sperassero o ver' maggior licentia et libertà di vivere, o vero qualche utile. » — *Relatione del Clarissimo M. Giovanni Micheli, ritornato Ambasciatore alla Regina d' Inghilterra l' anno* 1557, MS.

de Marie, sont très détaillés, et, parmi ses observations, il en est plusieurs qui peuvent offrir de l'intérêt au lecteur d'aujourd'hui, parce qu'elles sont de nature à lui faciliter la comparaison de l'époque actuelle avec le temps passé [1].

Il parle de Londres comme de l'une des plus belles capitales de l'Europe, comprenant, avec ses faubourgs, une population d'environ cent quatre-vingt mille habitants [2]. Comme en France et en Allemagne, les grands seigneurs vivaient la plupart du temps dans leurs terres.

Le pays était assez puissant, à la condition de n'être pas désuni, pour défier toute invasion étrangère. Sa marine était pourtant peu importante, la négligence et une économie mal entendue l'ayant réduite au nombre de quarante vaisseaux de guerre. Mais la marine marchande était à même de fournir deux mille bâtiments de plus, qui pouvaient être équipés en très peu de temps et mis en état de prendre la mer. L'armée était très forte en artillerie, et bien pourvue de toute espèce de munitions de guerre. L'arme par excellence était l'arc, au maniement duquel les Anglais s'exerçaient dès leur plus

[1] Soriano fait remarquer les manières affables et courtoises de son compatriote Micheli, comme le rendant populaire aux cours où il résidait. « Il Michiel e gratissimo à tutti fino al minore, per la domestichezza che havea con grandi, et per la dolcezza et cortesia che usava con gl'altri, et per il giudicio che mostrava con tutti. » *Relatione di Michele Soriano*, MS.

On peut trouver des copies de l'intéressant rapport de Micheli dans différentes bibliothèques publiques de l'Europe; entre autres, dans les collections des manuscrits de Cotton et de Lansdowne, au British-Museum, ainsi qu'à la bibliothèque Barberini à Rome. La copie que nous en possédons provient de la bibliothèque ducale de Gotha. Sir Henri Ellis, dans la seconde série de ses *Lettres originales*, a donné un abrégé du manuscrit de Cotton.

[2] Cela s'accorde avec le manuscrit de Lansdowne. Celui de Cotton, selon sir Henri Ellis, évalue la population à 150,000 âmes.

tendre jeunesse. Leur cavalerie était des plus défectueuses. Les chevaux étaient nombreux, mais de mauvaise qualité; ils étaient, la plupart, faibles et atteints de gras-fondu [1]. Ce que l'on devait envier le plus à la nation anglaise, était la faiblesse des impôts. Il n'y avait de droits ni sur le vin, ni sur la bière, ni sur le sel, ni sur le drap, ni enfin sur aucun des articles qui, en d'autres pays, formaient les branches de revenus les plus importantes pour l'État[2]. Les recettes publiques ne dépassaient pas ordinairement la somme de deux cent mille livres. Le parlement était rarement convoqué, si ce n'est pour éviter des peines au roi ou pour servir de manteau à ses projets. Nul ne se hasardait à contrecarrer la volonté royale; les membres du parlement y arrivaient serviles et le restaient[3]. Un Anglais du dix-neuvième siècle pourra sourire au contraste qui naît de quelques-unes de ces observations, en présence de la situation actuelle, quoique la comparaison des impôts soit de nature à exciter un sentiment de regret du passé.

L'ambassadeur vénitien dépeint Marie sous des couleurs quelque peu différentes de celles que lui donnent les historiens anglais. Lors de son avénement au trône, elle avait

[1] « Essendo cavalli deboli, et di poca lena, nutriti solo d' erba, vivendo come la pecore, et tutti gli altri animali, per la temperie dell' aere da tutti i tempi ne i pascoli a la campagna, non possono far' gran' pruove, ne sono tenuti in stima. » — *Relatione di Giov. Micheli*, MS.

[2] « Non solo non sono in essere, ma non pur si considerano gravezze di sorte alcuna, non di sale, non di vino o de bira, non di macina, non di carne, non di far pane, et cose simili necessarie al vivere, che in tutti gli altri luoghi d'Italia specialmente, et in Fiandra, sono di tanto maggior utile, quanto è più grande il numero dei sudditi che le consumano. » — *Ibid.* MS.

[3] « Sì come servi et sudditi son quelli che v' intervengono, così servi et sudditi son l' attione che si trattano in essi. » — *Ibid.* MS.

trente-six ans. Elle était d'une taille un peu au dessous de la moyenne; plus petite que son père et sa mère, elle était extrêmement bien faite. « Ses portraits, » dit Micheli, « témoignaient que, dans sa jeunesse, elle avait dû avoir plus qu'une figure agréable, une véritable beauté, bien que ses traits, lorsqu'il la vit, portassent la trace de maladies et de chagrins récents[1]. » Mais quelques attraits physiques qu'elle eût perdus, les qualités de l'esprit y suppléaient abondamment. Elle avait une grande vivacité de conception, et, de même que sa jeune sœur Élisabeth, elle possédait plusieurs langues dont elle en parlait trois : le français, l'espagnol et le latin, cette dernière très couramment [2]. Mais sa sœur la surpassait encore, connaissant fort bien le grec, et s'exprimant en italien avec élégance et facilité. Toutefois Marie parlait et écrivait sa propre langue avec une netteté et une énergie, bien différentes du style froid et ambigu dans lequel Élisabeth énonçait ses sentiments, ou qui plutôt lui servait à les déguiser.

Marie était malheureusement affligée d'une infirmité chro-

[1] « E donna di statura piccola, più presta che mediocre; è di persona magra et delicata, dissimile in tutto al padre, che fù grande et grosso; et alla madre, che se non era grande era però massiccia; et ben formata di faccia, per quel che mostrano le fattezze et li lineamenti che si veggono da i ritratti, quando era più giovane, non pur' tenuta honesta, ma più che mediocremente bella; al presente se li scoprono qualche crespe, causate più da gli affanni che dall' età, che la mostrano attempata di qualche anni di più. » — *Relatione di Giov. Micheli,* MS.

[2] « Quanto se li potesse levare delle bellezze del corpo, tanto con verita, et senza adulatione, se li può aggiunger' di quelle del animo, perche oltra la felicita et accortezza del ingegno, atto in capir tutto quel che possa ciascun altro, dico fuor del sesso suo, quel che in una donna parera maraviglioso, è instrutta di cinque lingue, le quali non solo intende, ma quattro ne parla speditamente; questi sono oltre la sua materna et naturale Inglese, la Franzese, la Spagnola, et l'Italiana. » — *Ibid.* MS.

nique, qui l'obligeait à garder la chambre, chaque année, pendant plusieurs semaines et quelquefois pendant plusieurs mois. Cette infirmité, jointe à des chagrins domestiques, lui donnait un air de mélancolie qui dégénéra plus tard en une austérité morose. Marie avait la voix masculine, à ce que dit le Vénitien, et son regard inspirait moins le respect que la crainte. « Son caractère, » ajoute-t-il, « était élevé et magnanime; le danger n'altérait pas sa présence d'esprit, et en toutes choses elle se montrait digne de son sang royal.[1] »

« Sa piété et sa patience dans l'affliction, poursuit-il, « ne sauraient être trop admirées. » Soutenue, comme elle l'était, par une foi ardente et une conscience tranquille, il la compare à une lumière que les vents impétueux ne peuvent éteindre, mais font briller, au contraire, d'un éclat plus ardent[2]. Elle attendait son jour, et était évidemment appelée par la Providence à de hautes destinées. — Ce langage est celui d'un fidèle catholique, qui reconnaît ce que Marie a fait pour l'Église romaine.

Cependant il serait injuste de croire que Marie ne fut pas

[1] « È in tutto coragiosa, et cosi resoluta, che per nessuna adversità, ne per nessun pericolo nel qual si sia ritrovata, non ha mai pur mostrato, non che commesso atto alcuno di viltà ne di pusillanimità; ha sempre tenuta una grandezza et dignità mirabile, cosi ben conoscendo quel che si convenga al decoro del Re, come il più consummato consigliero che ella habbia; in tanto che dal procedere, et dalle maniere che ha tenuto, et tiene tuttavia, non si può negare, che non mostri d' esser nata di sangue veramente real. » — *Relatione di Giov. Micheli.* MS.

[2] « Della qual humilità, pieta, et religion sua, non occorre ragionare, ne renderne testimonio, perche son da tutti non solo conosciute, ma sommamente predicate con le prove..... Fosse come un debol lume combattuto da gran venti per estinguerlo del tutto, ma sempre tenuto vivo, et difeso della sua innocentia et viva fede, accioche havesse a risplender nel modo che hora fa. » — *Ibid.* MS.

dévote ; elle l'était avec ardeur. La fille de Catherine d'Aragon, la petite-fille d'Isabelle de Castille, ne pouvait manquer d'être dévote. Les femmes de cette famille s'étaient toutes distinguées par leur piété, trop souvent entachée de bigoterie. Chez Marie, la bigoterie était dégénérée en fanatisme, et le fanatisme, en esprit de persécution. Il n'est peut-être pas de plus grands maux que ceux qui naissent du fanatisme, mais l'importance du mal produit ne doit pas nécessairement servir de mesure à la culpabilité de celui qui en est l'auteur. C'est principalement à Isabelle qu'il faut imputer l'introduction de l'Inquisition en Espagne; cependant, quiconque étudiera le règne de cette princesse ne se refusera pas à reconnaître chez elle de la bienveillance et un sincère amour du bien. Malheureusement la croyance dans laquelle elle avait été élevée, de même que sa royale petite-fille, lui suggéra l'idée de confier la direction de sa conscience à des ministres moins scrupuleux qu'elle; et l'on peut de bonne foi laisser à ces derniers une lourde part de responsabilité, quant aux mesures qu'eux seuls étaient jugés compétents à prendre.

La sincérité de Marie en matière religieuse ne saurait être mise en doute, si l'on considère l'empressement qu'elle mettait à sacrifier ses intérêts personnels, lorsqu'ils lui semblaient en opposition avec ceux de la religion. A la suggestion de son confesseur, elle brûla la traduction qu'elle avait péniblement faite d'une partie des œuvres d'Érasme ; un auteur jugera de la grandeur d'un tel sacrifice. Un autre sacrifice plus important et que chacun pourra apprécier, fut l'énergie et la résolution qu'elle mit à restituer à l'Église ses biens confisqués au profit de la couronne. « Le trésor est trop appauvri pour permettre cela, » lui disaient ses

ministres. « J'aimerais mieux perdre dix couronnes, » répondit avec autorité la reine, « que mettre mon âme en péril[1] ! »

Toutefois on ne peut nier que Marie n'eût amplement hérité de quelques-unes des qualités plus viriles de son père; comme lui, elle manquait de cette sympathie pour les souffrances humaines, qui complète chez une femme la grâce naturelle à son sexe. Une rébellion ayant éclaté, les représailles furent terribles. Londres fut converti en un vaste abattoir, et les rues principales, ainsi que les places publiques, étalèrent, épouvantables trophées, les têtes et les membres mutilés de nombreux citoyens tombés sous la hache du bourreau[2]. Ces horreurs étaient dans l'esprit du siècle; mais le supplice de l'infortunée Jeanne Grey, cette jeune, belle et innocente victime, a couvert le nom de Marie d'une tache égale à celle dont l'exécution de la malheureuse reine d'Écosse a souillé la mémoire d'Élisabeth.

La conduite de Marie à l'égard d'Élisabeth lui a valu d'autres reproches encore, bien que les motifs de cette conduite n'aient pas été suffisamment établis, et que, dans tous les cas, on puisse alléguer bien des choses pour la défendre. Marie avait vu sa mère Catherine, en butte aux plus cruels outrages, forcée d'abandonner son lit et son trône à une rivale artificieuse, la mère d'Élisabeth. Elle s'était vu déclarer bâtarde et dépouiller de son droit à la succession, en faveur de sa sœur cadette. Même après s'être assuré la couronne par son courage, elle se voyait encore toujours obsédée d'une même idée, qu'entretenaient les

[1] Burnet, *History of the Reformation*, Oxford, 1816, vol. II, part. II, p. 557.
[2] Strype, *Memorials*, London, 1721, vol. III, p. 93.

prétentions d'Élisabeth, constamment mises en jeu; et la découverte incessante de conspirations sans cesse renaissantes, qui avaient pour but, à ce que l'on disait, de placer sa sœur sur le trône, était bien faite pour l'alarmer. En avançant en âge, Marie subit encore l'humiliation de voir se reporter sur sa rivale l'affection du peuple, qu'elle-même avait perdue peu à peu. Comment s'étonner, après cela, qu'elle nourrît pour sa sœur des sentiments de défiance et d'aversion? L'ambassadeur vénitien affirme la réalité de cette haine de Marie pour sa sœur, et il est certain que, pendant les premières années de son règne, la vie d'Élisabeth ne tint qu'à un fil. Néanmoins Marie eut assez de force de caractère pour résister aux sollicitations de Charles-Quint et de son ambassadeur, qui s'évertuaient à lui démontrer que la mort d'Élisabeth était indispensable à sa propre sécurité et à celle de Philippe. Bien que, sans s'être compromise ouvertement, sa sœur fût évidemment complice de la grande conspiration de Wyatt, Marie ne voulut pas détourner la justice de son cours, pour châtier Élisabeth; ce qui, à cette époque et dans ces circonstances, n'était pas sans mérite. Quand cet orage fut passé, quelle que fût la contrainte qu'elle s'imposât, Marie témoigna, la plupart du temps, une sorte de bonté à Élisabeth, dont le nom continua cependant d'être compromis, à tort ou à raison, dans plus d'une conspiration[1]. Le dernier acte de Marie, peut-être le seul où elle résista ouvertement à la volonté de son époux, fut de se refuser à forcer sa sœur d'accepter la main de Phi-

[1] « Non si scopri mai congiura alcuna, nella quale, o giusta o ingiustamente, ella non sia nominata..... Ma la Regina sforza quando sono insieme di riceverla in publico con ogni sorte d'humanità et d'honore, ne mai gli parla, se non di cose piacevole. » —*Relatione di Giov. Micheli*, MS.

libert de Savoie. Cette union l'eût cependant délivrée de sa rivale et eût fait perdre à cette dernière, non seulement la faculté de prétendre plus tard à la couronne, mais peut-être la couronne elle-même. Or, il est permis de se demander si, en pareil cas, Élisabeth eût montré la même sollicitude pour celle qui eût dû lui succéder.

Cependant, quel que soit notre désir de nous expliquer la conduite de Marie et de rejeter sur ses conseillers, spécialement à l'égard des questions spirituelles, la responsabilité de ses actes, il ne nous est pas possible de nous arrêter à ce règne de persécution religieuse, sans éprouver un sentiment de tristesse profonde. Ce n'est pas qu'il y ait ici de comparaison à établir avec ce qui s'est passé à d'autres époques de persécution; car, si trois cents personnes environ périrent dans les flammes, il en mourut un bien plus grand nombre, de la main du bourreau, sous Henri VIII, dans un même laps de temps. Un seul *auto-da-fé*, en Espagne, faisait quelquefois presque autant de victimes; mais, dans ce pays, l'*auto-da-fé* pouvait être considéré comme un spectacle national, tout aussi bien que la *fiesta de toros* ou toute autre réjouissance publique. En Angleterre, quelques exemples n'avaient pas suffi pour endurcir le cœur des hommes devant de pareilles horreurs; le supplice de cette héroïque phalange de martyrs, voués à la mort la plus épouvantable pour avoir proclamé la liberté de conscience, semblait aux Anglais une chose horrible et révoltante. Leurs sentiments d'alors sont encore ceux d'aujourd'hui; le règne de la persécution religieuse apparaît comme une chose monstrueuse, qui s'écarte de la marche naturelle des événements; et la flamme des bûchers de Smithfield jette une clarté lugubre sur ces pages de l'histoire d'Angleterre, dont les

yeux de l'humanité se détournent avec dégoût et pitié.—Mais il importe de revenir aux événements qui confondirent, pour peu de temps, les intérêts politiques de l'Espagne avec ceux de l'Angleterre.

Charles-Quint avait toujours témoigné un grand intérêt à sa royale parente. Dans sa jeunesse, il avait fait en Angleterre un voyage, pendant lequel sa tante, la reine Catherine, l'avait engagé à contracter mariage avec la princesse Marie, alors âgée de six ans; ce mariage aurait été célébré lorsque la princesse serait arrivée à un certain âge. Mais le terme était trop éloigné pour ne pas lasser la constance de Charles ou, comme on le disait, la patience de ses sujets, qui souhaitaient ardemment voir leur souverain uni à une princesse capable de lui donner un héritier. Le mariage anglais fut donc rompu de commun accord, et le jeune empereur offrit sa main à Isabelle de Portugal[1].

Marie, qui, depuis ses fiançailles, avait appris à se considérer comme la future épouse de l'empereur, avait à cette époque seulement onze ans. Elle était toutefois, d'après ce que l'on a dit, assez âgée pour ressentir une espèce de jalousie et pour montrer quelque dépit, en se voyant abandonnée de son impérial fiancé. Cela n'empêcha pas cependant les relations les plus amicales de subsister entre eux par la suite, et Charles continua de veiller aux intérêts de sa parente et la servit plus d'une fois utilement, tant sous

[1] Hall, *Chronicle*, Londres, 1809, p. 692, 721; *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 46-48.

La version de Sepulveda sur le règne de Marie acquiert la plus grande authenticité par le motif qu'il soumit cette partie de son histoire à la révision du cardinal Pole, ainsi que nous l'apprend une de ses lettres à ce prélat. — *Opera*, tom. III, p. 309.

le règne de Henri VIII que sous celui de son fils, Édouard VI. A la mort de ce dernier prince, Charles se déclara prêt à aider Marie à soutenir ses droits à la succession [1]; et, quand ceux-ci furent enfin reconnus, le rusé monarque s'arrangea de manière à faire tourner la chose à son propre profit [2].

Il conçut le projet de faire épouser Marie par Philippe et d'assurer ainsi, par un mariage, la couronne d'Angleterre à son fils, comme le royaume d'Écosse avait été assuré au fils de son rival, Henri II. C'était, sans aucun doute, une grande erreur que de vouloir réunir sous un même sceptre deux nations aussi dissemblables sous tous les rapports et d'une incompatibilité d'intérêts aussi grande, que l'Espagne et l'Angleterre. Des historiens ont trouvé étrange qu'un prince,

[1] Cependant l'empereur paraît avoir écrit quelque peu différemment à son ambassadeur à Londres. « Desfaillant la force pour donner assistance à nostre dicte cousine comme aussy vous sçavez qu'elle deffault pour l'empeschement que l'on nous donne du coustel de France, nous ne véons aulcun apparent moyen pour assheurer la personne de nostre dicte cousine. » L'empereur à ses ambassadeurs en Angleterre, 11 juillet 1553, *Papiers d'État de Granvelle*, tome IV, page 25.

[2] Charles, dans une lettre écrite à son ambassadeur à Londres, en date du 22 juillet 1553, après lui avoir donné nombre de bons conseils à transmettre en son nom à la reine Marie, relativement au gouvernement de son royaume, lui prescrit de l'avertir qu'il serait temps pour elle de songer à se choisir un mari, ajoutant que, si ses avis peuvent être agréables à la reine, elle peut librement y recourir. « Et aussy lui direz-vous qu'il sera besoin que pour estre soustenue audit royaulme, emparée et deffendue, mesmes en choses que ne sont de la profession de dames, il sera très requis que tost elle prenne party de mariaige avec qui il luy semblera estre plus convenable, tenant regard à ce que dessus; et que s'il lui plaît nous faire part avant que s'y déterminer, nous ne fauldrons de, avec la sincérité de l'affection que luy portons, luy faire entendre libéralement, sur ce qu'elle voudra mettre en avant, nostre advis, et de l'ayder et favoriser en ce qu'elle se déterminera. » L'empereur à ses ambassadeurs en Angleterre, 22 juillet 1553. *Ibid.* p. 56.

qui connaissait si bien par expérience les difficultés que présente le gouvernement de pays éloignés l'un de l'autre, ait cherché à multiplier ainsi ces difficultés, augmentées encore par l'inexpérience de son fils; mais la convoitise est un vice universel et insatiable, et l'on a vu rarement l'amour de posséder contenu par la pensée des embarras que donne un excès de possession.

D'après une opinion très accréditée, Marie aurait voulu accorder sa main au jeune et beau Courtenay, comte de Devonshire, son parent, qu'elle avait tiré de la captivité qu'il subissait depuis de longues années, et auquel elle avait témoigné par la suite une faveur toute particulière. Charles, en ayant été averti, chargea Renard, son ambassadeur à la cour de Londres, politique adroit et intrigant [1], de sonder les intentions de la reine à cet égard, mais de manière à ne pas l'alarmer. Il devait faire ressortir particulièrement les avantages que Marie retirerait d'une alliance avec quelque puissant prince étranger, et avait mission de lui offrir les conseils de son maître, dans cette occasion et dans toute autre où elle pourrait les désirer. L'ambassadeur devait aborder la question du comte de Devonshire avec la plus grande circonspection, et se rappeler que, si la reine se sentait quelque inclination pour son cousin, et qu'elle ressemblât aux autres femmes, tout ce qu'il pourrait dire ne servirait de rien, et que, d'autre part, elle ne lui pardonnerait pas facilement des observations sur ce point [2]. Charles paraît avoir su lire

[1] Granvelle, qui n'avait guère à se louer du ministre de Charles, à cause de la part qu'il prit plus tard aux troubles des Flandres, fait souvent allusion au nom de Renard, qu'il semble considérer comme significatif, quant au caractère de ce personnage.

[2] « Quant à Cortenay, vous pourriez bien dire, pour éviter au propoz

aussi bien dans le caractère des femmes que dans celui des hommes, et avoir appris, par cette étude, à estimer hautement les capacités du beau sexe. La preuve en est que non seulement il confia souvent aux femmes le gouvernement de ses États, mais qu'il les employa même quelquefois à des négociations politiques de la nature la plus délicate.

Marie, s'il est vrai que ses vues sur Courtenay fussent réelles, dut être bientôt convaincue que son esprit grave et sérieux ne sympathiserait guère avec le caractère frivole de son cousin. Quoi qu'il en soit, elle s'amusa beaucoup d'entendre Renard faire allusion à son mariage : « riant, » dit l'ambassadeur, « non pas une, mais plusieurs fois, et me jetant un regard qui semblait vouloir dire que cette idée lui était très agréable, mais qu'elle n'avait nullement l'intention d'épouser un Anglais[1]. » Dans une autre conversation, lorsque Renard se hasarda à lui suggérer que le prince d'Espagne était un parti très convenable, Marie l'interrompit en disant « qu'elle n'avait jamais ressenti ce que les gens nomment de l'amour, et n'avait même jamais pensé à se marier jusqu'à son avénement au trône ; et que, si elle y consentait

mencionné en voz lettres, que l'on en parle, pour veoir ce qu'elle dira; mais gardez-vous de luy tout desfaire et mesmes qu'elle n'aye descouvert plus avant son intention; car si elle y avoit fantaisie, elle ne layroit (si elle est du naturel des aultres femmes) de passer oultre, et si se ressentiroit à jamais de ce que vous luy en pourriés avoir dit. Bien luy pourriés-vous toucher des commoditez plus grandes que pourroit recepvoir de mariaige estrangier, sans trop toucher à la personne où elle pourroit avoir affection. » — L'évêque d'Arras à Renard, 14 août 1553. *Papiers d'État*, p. 77.

[1] « Quant je luy fiz l'ouverture de mariaige, elle se print à rire, non une foys ains plusieurs foys, me regardant d'un œil signifiant l'ouverture luy estre fort aggréable, me donnant assez à cognoistre qu'elle ne taichoit ou désiroit mariaige d'Angleterre. » — Renard à l'évêque d'Arras, 15 août 1553. *Ibid.* p. 78.

enfin, c'était qu'elle sacrifiait ses propres inclinations au bien du pays. » Elle pria ensuite le ministre d'assurer l'empereur que son désir était de lui plaire et de lui obéir en toute chose, comme à son propre père. Elle lui donna toutefois à entendre qu'elle ne pouvait pas présenter elle-même à son conseil cette question, qui devait plutôt être amenée par une communication de l'empereur[1].

Charles, qui voyait clair dans la coquetterie de Marie, n'hésita plus à poursuivre l'exécution de son plan. Après avoir approuvé la conduite de Marie envers Courtenay, il lui représenta les avantages que devait lui offrir une aussi belle alliance étrangère, au point de vue de l'affermissement de son pouvoir. Il déclarait, avec une galanterie très divertissante, que, n'étaient son grand âge et ses infirmités croissantes, il n'hésiterait pas à se présenter lui-même pour devenir son époux[2]. Ce qu'il avait donc de mieux à faire était de lui proposer en sa place l'être qui lui était le plus cher,

[1] « Et, sans attendre la fin de ces propoz, elle jura que jamais elle n'avoit senti esguillon de ce que l'on appelle affior. ny entré en pensement de volupté, et qu'elle n'avoit jamais pensé à mariaige sinon depuys que a pleu à Dieu la promovoir à la couronne, et que celluy qu'elle fera sera contre sa propre affection, pour le respect de la chose publicque; qu'elle se tient toute assurée sa majesté aura considération à ce qu'elle m'a dict et qu'elle désire l'obéir et complaire en tout et par tout comme son propre père; qu'elle n'oseroit entrer en propoz de mariaige avec ceulx de son conseil, que fault, le cas advenant, que vienne de la meute de sa majesté. » — Renard à l'évêque d'Arras, 8 septembre 1553, *Papiers d'État de Granvelle*, tom. IV, p. 98.

[2] « Vous la pourrez asseurer que, si nous estions en eaige et disposition telle qu'il conviendroit, et que jugissions que de ce peut redonder le bien de ses affaires, nous ne vouldrions choysir aultre party en ce monde plus tost que de nous alier nous-mesmes avec elle, et seroit bien celle que nous pourroit donner austant de satisfaction. » — L'empereur à Renard, 20 septembre 1553. *Ibid.*, p. 112.

son fils, le prince des Asturies. Il concluait en protestant de son désir de n'entraver en rien, par ses conseils, les résolutions que la reine pourrait juger bon d'arrêter [1].

Renard devait, en outre, faire comprendre à la reine l'importance de la dissimulation pour la réussite de cette affaire. Si elle n'inclinait pas vers l'alliance proposée, il n'y avait aucun avantage à donner de la publicité à la question. Si, au contraire, elle y était favorable, ce dont l'empereur ne doutait pas, mais qu'elle désirât prendre l'avis de son conseil, avant de rien décider, Renard devait la dissuader de faire cette démarche et l'engager à se confier plutôt en lui [2]. Le rusé monarque avait un double motif pour donner

[1] *Papiers d'État de Granvelle*, tome IV, p. 108-116.

Simon Renard, l'ambassadeur de Charles à la cour d'Angleterre, était natif de la Franche-Comté, et occupait la charge de maître des requêtes dans la maison de l'empereur. Quoique d'un caractère remuant, Renard était ce que le correspondant de Granvelle, Morillon, nommait « un bon politique, » et sous plusieurs rapports très bien choisi pour la mission qui lui était confiée. Sa correspondance est d'une haute valeur par les détails qu'elle donne des mouvements de l'Espagne dans cette période compliquée, qui se termina par le mariage de Marie avec l'héritier de la monarchie espagnole. Cette correspondance est conservée dans les archives de Bruxelles. On peut en trouver des copies, formant environ cinq volumes in-folio, dans la collection du cardinal Granvelle à Besançon. Une partie de ces copies fut prêtée à Griffet, à titre de documents pour ses « *Nouveaux éclaircissements sur l'histoire de Marie, reine d'Angleterre ;* » malheureusement Griffet négligea de restituer les manuscrits, et il en est résulté une lacune dans la correspondance de Renard comprise dans les papiers de Granvelle, que le gouvernement français fait actuellement publier. Il serait à souhaiter que l'on comblât cette lacune d'après l'original qui se trouve à Bruxelles ; M. Tytler a fait chose utile en donnant des extraits choisis de la dernière partie de la correspondance de Renard, d'après la copie faite par ordre de la commission des archives de Bruxelles.

[2] « Car si, quant à soy, il luy semble estre chose que ne luy convînt ou ne fût faisable, il ne seroit à propoz, comme elle l'entend tres bien, d'en faire déclaracion à qui que ce soit ; mais, en cas aussi qu'elle jugea

des instructions dans ce sens. Des négociations étaient précisément alors entamées pour le mariage de Philippe avec l'infante de Portugal, et Charles voulait être complétement sûr du consentement de Marie, avant de donner à l'affaire une publicité qui, en cas d'échec, eût fait rompre le mariage portugais qu'il réservait toujours à Philippe comme un pis-aller [1]. Si Marie, au contraire, accueillait favorablement la recherche en mariage de son fils, Charles, qui connaissait l'aversion que les Anglais, plus que toute autre nation [2], nourrissaient à l'égard des étrangers, voulait ne communiquer avec les conseillers de Marie qu'au bout d'un certain temps, ne doutant pas qu'il n'y eût moyen d'en gagner un nombre suffisant pour faire admettre les prétentions de Philippe [3].

Ces instructions ne pouvaient néanmoins être transmises si secrètement qu'il n'en vînt quelque chose aux oreilles des

le party luy estre convenable et qu'elle y print inclinacion, si, à son advis, la difficulté tumba sur les moyens; et que en iceulz elle ne se peut résoldre sans la participation d'aulcuns de son conseil, vous la pourriez en ce cas requérir qu'elle voulsît prendre de vous confiance pour vous déclairer à qui elle en vouldroit tenir propoz, et ce qu'elle en vouldroit communicquer et par quelz moyens. » — L'empereur à Renard, 20 septembre 1553. *Papiers d'État de Granvelle*, p. 114.

[1] L'alliance espagnole paraît avoir été aussi antipathique aux Portugais qu'aux Anglais, et cela probablement pour les mêmes raisons. Voy. la lettre de Granvelle du 14 août 1553. *Ibid.*, p. 77.

[2] « Les estrangiers, qu'ilz abhorrissent plus que nulle aultre nacion. » — L'empereur à Renard, 20 septembre 1553. *Ibid.*, p. 113.

[3] « Et si la difficulté se treuvoit aux conseillers pour leur intéretz particulier, comme plus ilz sont intéressez, il pourroit estre que l'on auroit meilleur moyen de les gaigner, assheurant ceulx par le moyen desquelz la chose se pourroit conduyre, des principaulx offices et charges dudict royaulme, voyre et leur offrant appart sommes notables de deniers ou accroissance de rentes, priviléges et prérogatives. » — L'Empereur à Renard, 20 septembre 1553, *Ibid.*, p. 113.

ministres anglais et de Noailles, l'ambassadeur français à Londres [1]. Ce dernier était un diplomate intrigant et peu scrupuleux, qui s'alarmait à la pensée de l'accroissement de puissance que l'Espagne devait retirer de l'alliance anglaise ; en conséquence et d'après les ordres de son gouvernement, il fit tout son possible pour faire avorter le projet d'union. Les ministres de la reine, de leur côté, le chancelier Gardiner, évêque de Winchester, à leur tête, répugnaient également à accepter l'alliance espagnole. Le nom des Espagnols était devenu odieux par suite de l'implacable cruauté qu'avaient révélée leurs guerres récentes, principalement dans le nouveau monde. L'ambition et les vastes possessions de Charles-Quint le rendaient le monarque le plus puissant de l'Europe. Les Anglais appréhendaient de s'allier aussi étroitement à un prince qui n'avait que trop montré, par le cas qu'il avait fait des libertés de son pays, jusqu'à quel point lui ou son fils seraient gens à respecter celles des autres peuples. Ils redoutaient par dessus tout le fanatisme des Espagnols, et le spectre lugubre de l'Inquisition, qu'ils traînaient à leur suite, faisait frémir les fervents catholiques même, à la pensée des malheurs qui pouvaient sortir de cette funeste union.

[1] Afin de nouer les négociations dans le plus grand secret, on rappela de Londres tous les collègues de Renard, que l'on ne voulut pas faire intervenir dans l'affaire, et celle-ci fut confiée exclusivement à lui et à Granvelle, évêque d'Arras, qui lui transmettait de Bruxelles les ordres de l'empereur. « Et s'est résolu tant plus l'empereur rappeler voz collègues, afin que aulcung d'iceulx ne vous y traversa ou bien empescha, s'y estans montrez peu affectionnez, et pour non si bien entendre le cours de ceste négociation, et pour aussi que vous garderez mieulx le secret qu'est tant requis et ne se pourroit faire, passant ceste négociation par plusieurs mains. » — L'évêque d'Arras à Renard, 13 septembre 1553. *Papiers d'État de Granvelle*, tome IV. p. 103.

Il ne fut pas difficile à Noailles et au chancelier de faire partager leurs sentiments aux membres du parlement, alors réuni en session. La Chambre basse vota une pétition à la reine, la priant humblement de se marier pour le bien du royaume, la conjurant, en même temps, de ne pas se chercher un époux hors du pays, mais de le choisir parmi ses propres sujets [1].

Les ministres anglais connaissaient moins bien que Charles-Quint le caractère de Marie, quand il recommandait à son envoyé de ne pas la contrecarrer ouvertement. L'opposition qu'elle rencontra ne fit que la raffermir dans sa première idée. Dans une entrevue secrète avec Renard, elle lui dit qu'elle avait connaissance des intrigues de Gardiner, et qu'elle savait que Noailles aussi faisait l'impossible pour empêcher son mariage avec Philippe, « mais, » ajouta-t-elle, « ils auront beau faire. » Peu de temps après, elle fit venir l'ambassadeur dans son oratoire, à minuit, et s'agenouillant devant l'hostie consacrée, elle récita le *Veni Creator*, puis s'engagea solennellement à ne pas prendre d'autre époux que le prince d'Espagne [2].

Cela se passait le 30 octobre. Le 17 du mois suivant,

[1] « Pour la requerir et supplier d'eslire ung seigneur de son pays pour estre son mary, et ne vouloir prendre personnaige en mariaige, ny leur donner prince qui leur puisse commander aultre que de sa nation. » — *Ambassades de Noailles*, Leyde, 1763, tome II, p. 234.

[2] « Le soir du 30 octobre, la reine fit venir en sa chambre, où étoit exposé le saint sacrement, l'ambassadeur de l'empereur, et après avoir dit le *Veni Creator*, lui dit qu'elle lui donnoit en face dudit sacrement sa promesse d'épouser le prince d'Espagne, laquelle elle ne changeroit jamais; qu'elle avoit feint d'être malade les deux jours précédents, mais que sa maladie avoit été causée par le travail qu'elle avoit eu pour prendre cette résolution. » — MS. des archives de Belgique, cité par Mignet, *Charles-Quint*, p. 78, note.

les membres des communes allèrent trouver la reine à son palais de Whitehall, où la retenait une indisposition, et lui présentèrent leur adresse. Marie, au lieu de leur transmettre sa réponse, selon l'usage, par l'entremise de son chancelier, leur répondit elle-même. Elle leur dit que, tenant sa couronne de Dieu, c'était de lui seul qu'elle devait prendre conseil pour l'accomplissement d'un acte aussi important [1]; elle n'avait pas encore pensé sérieusement au mariage, mais, puisqu'ils le considéraient comme si nécessaire au bien-être du royaume, elle prendrait leur demande en considération. C'était une chose à laquelle personne n'était plus intéressé qu'elle-même, mais ils pouvaient être assurés toutefois que, dans son choix, elle aurait égard au bonheur de son peuple tout autant qu'au sien propre. Les membres des communes, qui avaient rarement le courage d'affronter la disgrâce des Tudor, se déclarèrent satisfaits de cette promesse, et dès lors toute opposition fut étouffée de ce côté.

Les assurances de Marie furent corroborées par des arguments de la nature la plus persuasive, sous la forme de couronnes d'or, de chaines d'or et d'autres présents du même genre, que l'ambassadeur espagnol distribua, avec une irréprochable libéralité, aux membres du conseil de la reine [2].

Au mois de décembre suivant, une ambassade solennelle

[1] « Qu'elle tenoit de Dieu la couronne de son royaulme, et que en luy seul esperoit se conseiller de chose si importante. » — *Ambassades de Noailles*, tom. II, p. 269.

[2] « Le dit lieutenant a fait fondre quatre mil escuz pour chaines, et les autres mil se repartiront en argent, comme l'on trouvera mieulx convenir. » — Renard, ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 325.

fut envoyée de Bruxelles à Marie, pour lui offrir la main de Philippe. Cette ambassade était conduite par Lamoral, comte d'Egmont, gentilhomme flamand qui se rendit plus tard célèbre par ses talents militaires, et plus encore par ses malheurs. Il était accompagné d'une foule de seigneurs flamands et d'une suite nombreuse. Il débarqua à Kent, où l'on avait répandu le bruit de l'arrivée de Philippe lui-même; et telle était, dans le peuple, l'aversion pour le mariage espagnol, que l'on aurait peut-être fait un mauvais parti à l'ambassadeur, si l'erreur n'eût été reconnue. D'Egmont remonta la Tamise et prit terre au quai de la Tour, le 2 janvier 1554. Il fut reçu avec pompe par lord William Howard et d'autres grands seigneurs anglais, et conduit en grande cérémonie à Westminster, où la ville se chargea des frais de sa table. Gardiner offrit un splendide banquet à l'ambassadeur, et, le lendemain, d'Egmont et sa suite se rendirent à Hampton-Court, « où ils firent grande chère, » dit un ancien chroniqueur, « et coururent le daim, à la destruction duquel ils se montrèrent si ardents, qu'ils ne lui donnèrent pas beau jeu à défendre sa vie; car » poursuit l'auteur, d'un air chagrin, « ils frappaient à tort et à travers, tant de la main que de l'épée [1]. »

Le 12, le seigneur flamand fut présenté à la reine, pour lui faire la demande de sa main en faveur de Philippe. Marie, qui croyait probablement avoir fait assez d'avances, affecta une contenance plus réservée. « Il ne séait pas à une jeune reine, » dit-elle, « de parler publiquement d'une question aussi délicate que son propre mariage, question que pour-

[1] Strype, *Memorials*, vol. III, p. 58, 59; Holinshed, *Chronicles*, Londres, 1808, vol. IV, p. 10, 34, 41.

raient mieux résoudre ses ministres, auxquels elle s'en rapportait à cet égard. Mais elle voulait qu'il fût bien compris, » ajouta-t-elle en jetant les yeux sur la bague qu'elle portait au doigt, « que son royaume était son premier époux, et que nul autre ne pourrait lui faire violer le serment de fidélité qu'elle lui avait prêté, le jour de son couronnement. »

Malgré cette pruderie, Marie avait déjà témoigné pour son futur époux un penchant assez vif pour attirer l'attention de ses courtisans; l'un d'eux attribue cette attraction à l'influence d'un portrait de Philippe, dont elle s'était « grandement enamourée [1]. » Elle avait, en effet, reçu ce portrait, comme on le voit par une lettre de la régente des Pays-Bas, tante de Philippe, lettre dans laquelle elle dit à la reine d'Angleterre qu'elle lui a envoyé un portrait de Philippe, fait de la main du Titien; elle prie la reine de le lui renvoyer aussitôt qu'elle sera en possession de l'original même. Il y avait à peu près trois ans qu'il était fait, disait-elle, et on le trouvait très ressemblant, quoiqu'il fût nécessaire, comme pour tous les tableaux de ce maître, de le regarder à distance pour bien juger de la fidélité [2].

Le contrat de mariage fut dressé avec beaucoup de circonspection, sous la direction du chancelier; nous n'en rappellerons ici que les principales dispositions. Ce contrat stipulait que Philippe respecterait les lois anglaises et

[1] Strype (*Memorials*, vol. III, p. 196), qui cite un passage d'un MS. de sir Thomas Smith, dont on ne peut faire application qu'à la reine, bien que son nom y soit omis.

[2] « Si est-ce qu'elle verra assez par icelle sa resemblance, la voyant à son jour et de loing, comme sont toutes poinctures dudict Titian que de près ne se recongnoissent. » — Marie, reine de Hongrie, à l'ambassadeur Renard, 19 novembre 1553, *Papiers d'État de Granvelle*, tome IV, p. 150.

laisserait à chacun la pleine jouissance de ses droits et immunités. La collation des titres, honneurs, bénéfices et emplois de tout genre serait réservée exclusivement à la reine. Aucun emploi ne serait donné à des étrangers. L'enfant qui naîtrait du mariage, si c'était un fils, hériterait de l'Angleterre, et des possessions espagnoles en Bourgogne et dans les Pays-Bas; mais, en cas de mort du fils de Philippe, don Carlos, l'enfant recevrait, outre les possessions susdites, l'Espagne et toutes ses dépendances. La reine ne pouvait être astreinte à quitter son royaume que de sa propre volonté, et ses enfants ne pouvaient en être éloignés sans le consentement de la noblesse. Si Marie venait à mourir, Philippe n'avait aucun droit à prétendre participer au gouvernement du pays. Plus loin, il était stipulé que Philippe ne pourrait entraîner l'Angleterre dans ses guerres avec la France, mais qu'il devait, au contraire, s'efforcer de maintenir les relations amicales qui existaient à cette époque entre les deux pays [1].

Telles étaient les principales clauses de cet acte, qui ressemblait plutôt à un traité défensif contre un ennemi qu'à un contrat de mariage. La rédaction en était conçue avec une minutie et un choix d'expressions qui témoignaient de la sagacité de ses auteurs. Tout avait été fait pour sauvegarder, autant qu'un écrit pouvait le faire, l'indépendance de la couronne et les libertés du peuple. « Mais, » demandait à cette occasion l'un des délégués, « si le traité vient à être violé, qui donc le fera respecter? » Tout Anglais quelque peu sensé devait sentir l'inefficacité de toute garantie que l'on eût arrachée à Philippe, lequel, une fois uni à la reine,

[1] Voyez le traité dans Rymer, *Fœdera*, vol. XV, p. 377.

pouvait aisément amener une épouse aimante et docile, à sanctionner sa politique, quand bien même celle-ci serait préjudiciable aux véritables intérêts du pays.

Le contrat de mariage ne fut pas plus tôt publié, que le mécontentement public, qui jusqu'alors avait été quelque peu contenu, éclata ouvertement dans tout le pays. On afficha des placards, on imprima des satires pour avilir les ministres de la reine et tourner les Espagnols en ridicule; on entendit sortir, de vieux bâtiments en ruine, des voix sinistres prophétisant la ruine de la monarchie. Les enfants eux-mêmes partageaient la haine de leurs parents. Dans leurs jeux ils représentaient les Anglais combattant les Espagnols, et, dans l'une de ces farces, un pauvre bonhomme, qui remplissait le rôle de Philippe, eut toutes les peines du monde à sortir vivant des mains de ses camarades exaspérés [1].

Mais il y eut quelque chose de plus sérieux que des jeux d'enfants; trois insurrections successives éclatèrent dans différentes parties du royaume. La plus terrible fut celle que fomenta Thomas Wyatt, le fils du célèbre poète de ce nom. Rapidement organisée, elle vit ses rangs se grossir d'un corps nombreux de troupes royales, qui abandonnèrent leur drapeau pour s'unir à ceux qu'ils avaient mission de combattre. Ainsi renforcé, Wyatt marcha sur Londres, où chacun était consterné, sauf la reine, qui montra autant de sang-froid et de mépris du danger que s'il se fût agi d'une simple émeute.

S'avançant résolûment dans la ville, elle rencontra à

[1] « Par là, » ajoute Noailles, qui raconte l'histoire, « vous pouvez veoir comme le prince d'Espagne sera le bien venu en ce pays, puisque les enfants le logent au gibet. » — *Ambassades de Noailles*, tome III, p. 130.

Guildhall le peuple, auquel elle adressa une allocution pleine d'énergie, qui nous a été conservée par Holinshed. Cette allocution se terminait par ces mots qui faisaient allusion à la cause des troubles : « Et certainement, si j'avais pu savoir ou penser que ce mariage pût être une cause de perte ou un danger pour un seul d'entre vous, mes bien-aimés sujets, ou qu'il dût amoindrir le moins du monde le domaine royal d'Angleterre, ou lui porter préjudice, je n'y aurais jamais consenti ni ne me serais mariée de la vie. De plus, je vous promets et vous assure sur ma foi de reine que, si ce mariage ne semble pas, aux yeux de la noblesse et des communes, à la haute cour du parlement, devoir être conclu pour le seul bien et le profit de tout le royaume, je renoncerai, non seulement à ce mariage, mais encore à tout autre qui pourrait faire naître un danger pour ce très noble pays. Reprenez donc courage en bons et loyaux sujets, et soutenez, en hommes de cœur, votre prince légitime contre ces rebelles, vos ennemis autant que les miens. Ne les redoutez pas; pour ma part, ils ne m'inspirent aucune crainte[1]. » Le courage de la reine se communiqua à son auditoire, et, quelques heures après, vingt mille citoyens s'étaient rangés sous la bannière royale.

Cependant, les rebelles continuaient leur marche sur Londres; bientôt on reçut la nouvelle que Wyatt était sur l'autre rive de la Tamise, et peu après qu'il l'avait franchie. Presque aussitôt sa présence fut annoncée par la fuite d'un grand nombre de royalistes, parmi lesquels était Courtenay,

[1] Holinshed, vol. IV, p. 16. — Les récits de cette insurrection sont familiers aux lecteurs anglais, étant donnés avec plus ou moins d'étendue dans toutes les histoires de cette époque.

qui fuyait à cheval devant l'ennemi, avec une rapidité qui donnait la mesure de son courage. Tout semblait de nouveau perdu. Les seigneurs et les dames de la cour se rassemblèrent autour de la reine à Whitehall, comme pour chercher un appui dans sa nature plus virile que la leur. Ses ministres la supplièrent à genoux de se réfugier à la Tour, comme le seul endroit où elle pût se trouver en sûreté. Marie accueillit cette proposition pusillanime avec un sourire de mépris, et résolut d'attendre de pied ferme l'issue des événements.

Elle n'attendit pas longtemps. Wyatt pénétra jusqu'à Ludgate avec le courage du désespoir, mais, mal secondé par ses compagnons, il vit bientôt le petit nombre de ceux qui lui étaient restés fidèles, entourés et accablés par des ennemis plus nombreux. Lui-même fut fait prisonnier, et les rebelles furent mis en déroute et dispersés. Cette victoire remportée par Marie sur ses ennemis, la raffermit plus que jamais sur le trône. Désormais le mariage espagnol ne devait pas rencontrer plus d'opposition de la part du peuple, que de la part du parlement.

Néanmoins, après des démonstrations aussi évidemment hostiles à Philippe, l'empereur éprouva une inquiétude bien naturelle pour la sûreté de son fils, ce qui lui fit désirer d'avoir des garanties positives avant de l'envoyer au milieu de ces turbulents insulaires. Il écrivit à son ambassadeur pour demander des assurances dans ce sens; mais il reçut seulement la parole royale que tout serait mis en œuvre pour défendre la personne du prince. Renard était fort embarrassé, connaissant la responsabilité qui pesait sur lui. Il ne voulait pas se porter garant de la conduite des Anglais, mais les choses étaient trop avancées pour qu'il fût possible

de reculer. Il écrivit donc à Charles et à Philippe, pour recommander à ce dernier de ne pas se faire accompagner par un plus grand nombre d'Espagnols qu'il n'était nécessaire, ni par leurs femmes, car il semblait craindre la présence de femmes comme pouvant entraîner toute espèce de malheurs [1]. Par dessus tout, il pressa Philippe de mettre de côté, ainsi que sa suite, la morgue castillane et d'y substituer des manières conciliantes, propres à désarmer la jalousie des Anglais [2].

[1] « L'on a escript d'Espaigne que plusieurs sieurs deliberoient amener leurs femmes avec eulx pardeça. Si ainsi est, vostre Majesté pourra prévoir ung grand desordre en ceste court. » — Renard, ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 351.

[2] « Seullement sera requis que les Espaignolez qui suyvront vostre Alteze comportent les façons de faire des Angloys, et soient modestes, confians que vostre Alteze les aicarassera par son humanité coustumière. » — *Ibid.*, p. 335.

CHAPITRE IV.

PHILIPPE EN ANGLETERRE.

Fiançailles de Marie. — Jeanne, régente de Castille. — Embarquement de Philippe pour l'Angleterre. — Réception splendide qui lui est faite. — Mariage de Philippe et de Marie. — Réjouissances royales. — Influence de Philippe. — Restauration de l'Église catholique. — Départ de Philippe.

(1554-1555.)

Au mois de mars 1554, le comte d'Egmont arriva une seconde fois en ambassade en Angleterre, pour échanger les ratifications du contrat de mariage. Il avait le même train fastueux qui avait signalé sa première ambassade. La reine le reçut en présence de son conseil. Cette cérémonie fut accomplie en grande solennité. Marie, s'agenouillant, prit Dieu à témoin qu'en contractant ce mariage, elle n'était mue par aucun motif charnel ou mondain, mais par l'unique désir d'assurer le bonheur et la tranquillité du royaume; elle ajouta que c'était à ce royaume que sa foi avait été d'abord engagée, et qu'elle espérait que le ciel lui donnerait la force de maintenir inviolé le serment qu'elle avait prêté, le jour de son couronnement.

Tout ceci fut dit avec tant de grâce que l'assistance, à

ce que rapporte Renard, qui en faisait partie, était émue jusqu'aux larmes. Les ratifications furent alors échangées, ainsi que les serments, devant l'hostie consacrée, par les représentants de l'Espagne et de l'Angleterre; puis Marie, s'agenouillant de nouveau, invita les assistants à se joindre à elle pour invoquer le Tout-Puissant, afin qu'il lui donnât la force de respecter toujours fidèlement tous les articles du contrat et qu'il bénît son mariage.

Le comte d'Egmont présenta alors à la reine une bague de diamants que lui envoyait l'empereur. Marie, en la mettant à son doigt, la montra à l'assemblée, « et assurément, » s'écrie le ministre espagnol, « ce joyau était précieux et bien digne d'admiration. » D'Egmont, avant de repartir pour l'Espagne, demanda à Marie si elle désirait lui confier quelque message pour le prince Philippe. La reine répondit « qu'il pouvait assurer le prince de ses plus affectueux sentiments, et lui dire qu'elle serait toujours prête à rivaliser avec lui en bons offices et procédés, comme il convenait à une épouse aimante et soumise. » Quand le comte lui demanda si elle n'écrirait pas à Philippe : « Pas avant, » répondit-elle, « qu'il n'ait engagé le premier la correspondance [1]. »

Ces mots nous initient à un petit détail assez significatif; jusqu'à cette époque, Philippe n'avait jamais écrit, ni même envoyé le moindre témoignage d'égards ou d'attention à

[1] Les particularités de cette entrevue sont puisées dans une des dépêches de Renard à l'empereur, en date du 8 mars 1554, ap. Tytler, *England under the Reigns of Edward VI and Mary* (vol. II, p. 326-329), — ouvrage dans lequel l'auteur, par la publication de documents originaux et par son sagace commentaire, a fait beaucoup pour l'éclaircissement de cette période de l'histoire d'Angleterre.

celle qui devait devenir sa femme; c'est à son père qu'il avait laissé tous ces soins. Charles avait arrangé le mariage, courtisé la future, gagné ses principaux conseillers, en un mot, fait tous les frais de l'entreprise; il est vrai que Philippe, comme nous l'avons dit déjà, avait d'autres inclinations et qu'il eût préféré la main de sa royale parente, Marie de Portugal [1]. Quoi qu'il en fût, il n'est pas probable qu'il trouvât très agréable d'épouser une femme qui avait onze ans de plus que lui, et dont les charmes physiques, s'ils s'étaient fait remarquer autrefois, s'étaient depuis longtemps flétris sous l'influence de la maladie et d'une mélancolie naturelle. Mais il aimait le pouvoir et, quels que pussent être ses scrupules, il les avait fait taire devant la volonté paternelle [2]. « Comme un autre Isaac, » s'écrie Sandoval, plein d'admiration pour sa conduite, « il se sacrifia sur l'autel du devoir filial [3]. » Plus tard, Philippe reçut de son

[1] Florez, *Reynas Catholicas*, tome II, p. 890.

[2] Philippe eût préféré que Charles donnât suite à son premier dessein, qui était d'épouser lui-même Marie; mais il acquiesça sans murmure au choix que son père avait fait pour lui. Mignet donne un passage de la lettre de Philippe à l'empereur sur ce sujet, passage qui démontre que Philippe était un modèle de soumission filiale. Cette lettre est reproduite par Gonzalès, dans son ouvrage inédit : *Retiro y Estancia de Carlos Quinto.* « Y que pues piensan proponer su matrimonio con Vuestra Magestad, hallandose en disposicion para ello, esto seria lo mas acertado. Pero en caso que Vuestra Magestad esta an lo que me escribe y le pareciere tratar de lo que à mi toca, ya Vuestra Magestad sabe que, como tan obediente hijo, no he tener mas voluntad que la suya; cuanto mas siendo este negocio de importancia y calidad que es. Y asi me ha parecido remitirlo à Vuestra Magestad para que en todo haya lo que le parecierà, y fuere servido. » — Mignet, *Charles-Quint*, p. 76.

[3] Higo en esto lo que un Isaac dexandose sacrificar por hazer la voluntad de su padre, y por el bien de la Iglesia. » — Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 557.

propre fils, dans des circonstances analogues, les mêmes marques de soumission et de déférence qu'il avait données à son père dans cette grave occasion.

Après la ratification des articles du contrat de mariage, Philippe envoya un magnifique joyau à la reine d'Angleterre, par l'entremise d'un seigneur de haut rang, le marquis de Las Navas [1]. Celui-ci, parti des côtes de la Biscaye avec quatre navires, débarqua à Plymouth, où il fut reçu par le jeune lord Herbert, fils du comte de Pembroke, qui le conduisit, sous une escorte de quatre cents gentilhommes à cheval, à sa résidence du Wiltshire. « Comme ils se dirigeaient ensemble vers Wilton, » dit lord Edmond Dudley, qui était de l'escorte, « il y eut des chasses au lièvre qui plurent infiniment au marquis, charmé de faire la route dans des conditions aussi agréables. Au souper, de même qu'au déjeuner du lendemain, la bonne chère fut si abondante qu'il y avait de quoi s'émerveiller, en voyant que tant de préparatifs avaient pris si peu de temps..... Bien certainement j'éprouvai une grande joie de voir toutes choses si bien faites pour l'honneur et le service de sa majesté la reine [2]. »

[1] Un seul des diamants du joyau envoyé par Philippe à la reine était évalué à 80,000 couronnes. « Una joya que don Filipe le enbiaba, en que avia un diamante de valor de ochenta mil escudos. » — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. IV.

[2] Lettre de lord Edmond Dudley aux lords du conseil, MS. — Ce document, ainsi qu'un autre manuscrit, relatif à cette époque, nous fut obligeamment communiqué par le regrettable M. Tytler, qui les avait copiés sur les originaux dans le cabinet des papiers d'État.

Le jeune lord Herbert, dont il est question, devint plus tard le comte de Pembroke, qui épousa en secondes noces la célèbre sœur de Philippe Sidney, à qui il dédia l'*Arcadie;* moins célèbre peut-être par cette dédicace que par l'épitaphe que lui fit Ben Johnson, dans la cathédrale de Salisbury.

Pendant ce temps, Philippe se préparait à quitter l'Espagne, en y laissant un gouvernement pendant son absence; l'empereur décida de confier la régence à sa fille, la princesse Jeanne. Elle avait huit ans de moins que Philippe; dix-huit mois auparavant, elle était partie pour le Portugal, afin d'y épouser l'héritier de ce royaume, mais la mort prématurée de son époux vint, le 2 janvier 1554, briser toutes les espérances qu'avait fait naître cette union. Trois semaines plus tard, la jeune veuve donna le jour à un fils, le célèbre don Sébastien, auquel ses don-quichottesques aventures ont valu une renommée plus grande que celle de maint souverain moins extravagant. Après la perte cruelle dont elle avait été frappée, ce ne fut pas sans faire un effort sur elle-même que, se résignant à la volonté paternelle, elle consentit à se charger du fardeau de la vie publique. Au mois de juillet, elle quitta Lisbonne, le lieu de ses premières espérances à jamais éteintes, et retourna en Castille, accompagnée d'une escorte royale. Elle fut reçue à la frontière par le roi, son frère, qui la conduisit à Valladolid, où elle fut installée dans ses fonctions de régente, avec toute la solennité voulue. Un conseil d'État lui fut adjoint pour l'exercice du gouvernement; ce conseil était composé des personnages les plus éminents, à la tête desquels se trouvait l'archevêque de Séville. Ce corps devait conseiller Jeanne et, en réalité, la guider dans ses fonctions. En partant, Philippe laissa à sa sœur une longue lettre d'instructions relatives à la politique qu'elle devait suivre, spécialement en matière de religion [1].

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. IV. — Flores, *Reynas Catholicas*, tome II, p. 873. — *Mémorial des Voyages du roi*, MS.

Jeanne semble avoir été prudente et vertueuse, comme toutes les femmes de sa race. Elle était généreuse dans ses libéralités envers les couvents et les chapitres, dont les membres reconnaissants exaltaient ses mérites avec la plus grande emphase. Elle avait une singulière habitude. Quand elle recevait des ambassadeurs étrangers, elle portait un voile, et, pour aller au devant de tout doute sur son identité, elle leur demandait : « Ne suis-je pas la princesse? » Et levant un instant son voile, elle le rabaissait aussitôt, et l'audience continuait sans que Jeanne fît davantage voir ses traits. « Il n'était pas nécessaire, » dit son biographe en manière d'excuse, « qu'elle eût la face découverte pour bien entendre [1]. » Peut-être Jeanne considérait-elle cette réserve, en temps de deuil, comme un hommage dû à la mémoire de son défunt époux; à un autre point de vue, on peut supposer qu'elle était atteinte, à quelque degré, de la folie qui obscurcit une si grande partie des jours de sa grand'mère, la première Jeanne de Castille.

Avant de quitter Valladolid, Philippe confia l'éducation de son fils, don Carlos, à Luis de Vives, qu'il ne faut pas confondre avec le savant précepteur de Marie d'Angleterre. Ayant terminé ses préparatifs, Philippe se dirigea vers le nord pour aller s'embarquer; il passa à Compostelle plusieurs jours à offrir ses dévotions au saint, protecteur de l'Espagne, dont la châsse avait été, pendant tout le moyen

[1] « Y prevenida de que los Embajadores se quejaban, pretextando que no sabian si hablaban con la Princesa; levantaba el manto al empezar la Audiencia, preguntando *Soy la Princesa* y en oyendo responder que si; volvia à echarse el velo, como que ya cessaba el inconveniente de ignorar con quien hablaban, y que para ver no necessitaba tener la cara descubierta. » — Florez, *Reynas Catholicas*, tome II, p. 873.

âge, le but principal de tous les pèlerinages dans l'occident de la chrétienté.

Ce fut à Compostelle que Philippe signa le contrat de mariage, qui lui avait été apporté d'Angleterre par le comte de Bedford; de là, il se rendit à La Corogne, où une flotte de plus de cent voiles était à l'ancre pour l'attendre; cette flotte, commandée par l'amiral de Castille, portait à bord, outre ses équipages, quatre mille hommes des meilleures troupes espagnoles. Le 12 juillet, Philippe s'embarqua avec une suite nombreuse, qui comptait, outre les comtes flamands d'Egmont et de Hornes, les ducs d'Albe et de Medina Cœli, le prince d'Eboli et, en un mot, toute la fleur de la noblesse castillane. Ils étaient venus, accompagnés de leurs femmes et de leurs vassaux, de leurs musiciens et de leurs histrions, et d'une foule de serviteurs inutiles, ajouter à l'éclat du cortége et faire honneur à leur royal maître. L'ambassadeur espagnol à Londres avait cependant recommandé expressément à Philippe de ne pas se faire accompagner des femmes de ses courtisans, et de ne faire venir ceux-ci qu'avec le moindre attirail possible, pour ne pas exciter la jalousie des Anglais [1].

Après plusieurs jours d'une traversée agréable, la flotte espagnole arriva en vue des flottes combinées d'Angleterre et de Flandre, commandées par l'amiral Howard, et qui devaient croiser dans la Manche pour rencontrer le prince et le conduire au rivage de l'Angleterre. L'amiral était, paraît-il, un homme assez brusque, habitué à dire sa pensée

[1] Lettre de Bedford et Fitzwaters au conseil, ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 410. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. IV, V. — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 496, 497.

avec plus de sincérité que de politesse; il offensa gravement les Flamands en comparant leurs vaisseaux à des écailles de moules [1]; on prétend même qu'en approchant de la flotte de Philippe, il fit tirer un coup de canon pour la forcer à baisser pavillon, en signe de reconnaissance de la suprématie des Anglais dans les « petites mers. » Ceci n'est sans doute que la patriotique vanterie de quelque écrivain anglais, car il est peu probable que le fier Espagnol de cette époque se fût soumis à cette humiliation, et il est moins probable encore que le commandant anglais se fût montré assez impoli pour la lui imposer dans cette circonstance.

Le 19 juillet, les flottes réunies jetèrent l'ancre dans le port de Southampton. Bientôt un grand nombre d'embarcations se détachèrent du rivage, dont l'une, ornée d'une tente superbe et tendue de drap d'or, était montée par des hommes portant la livrée royale, vert et blanc; c'était le canot de la reine, destiné à Philippe; toutes les autres embarcations, richement décorées, reçurent ses gentilshommes et leur suite.

Le prince espagnol fut salué au débarquement par une brillante compagnie de seigneurs anglais, venus pour lui rendre hommage. Le comte d'Arundel lui présenta, au nom de la reine, les splendides insignes de l'ordre de la Jarretière [2]. Philippe était vêtu, selon son habitude, tout en velours noir, et coiffé d'un béret orné de chaînes d'or, d'après

[1] « Il appelle les navires de la flotte de vostre Majesté coquilles de moules, et plusieurs semblables particularitez. » — Lettre de Renard, ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 414.

[2] « L'ordre de la Jaretiere, que la Royne et les Chevaliers ont concludz luy donner; et en a fait faire une la Royne, qu'est estimée sept ou huict mil escuz, et joinctement fait faire plusieurs riches habillements pour son Altese. » — *Ibid.*, p. 416.

la mode du temps. Sur les ordres de Marie, on avait tenu prêt pour lui un fringant genet d'Andalousie qu'il monta sur-le-champ. Il était bon cavalier, et le peuple remarqua avec plaisir son air affable et la manière gracieuse dont il conduisait sa monture.

Le cortége royal s'avança vers la vieille église d'Holy-Rood, pour y entendre la messe; des actions de grâces furent rendues au ciel pour l'heureux voyage accompli; puis Philippe se rendit à la résidence qui lui était destinée pendant son séjour dans la ville. Tout était splendidement orné pour le recevoir, et les murs de ses appartements étaient garnis de tapisseries flamandes représentant les actes du grand controversiste Henri VIII. Entre autres inscriptions en l'honneur de ce roi, Philippe put lire celles qui le proclamaient le « *défenseur de la Foi*, » et la « *tête de l'Église*, » titres qui, conçus en latin, ne devaient pas rester incompris d'un Espagnol [1].

La nouvelle de l'arrivée de Philippe fut reçue à Londres avec toutes sortes de démonstrations de joie. On tira des salves d'artillerie; on sonna les cloches; des processions furent faites dans les églises et des feux de joie éclairèrent les principales rues de la ville, pendant que, sur les places publiques, on dressait des tables couvertes de mets abondants, et où le vin et l'ale coulaient à profusion pour tout venant [2]. En un mot, la ville se livra à un jubilé général,

[1] Salazar de Mendoza, *Monarquia de Espana*, Madrid, 1770, tom. II, p. 118. — *Ambassades de Noailles*, tom. III, p. 283-286. — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 498. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. V. — Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 231. — Holinshed, vol. IV, p. 57. — *Mémorial des Voyages du Roi*, MS.

[2] Strype, *Memorials*, vol. III, p. 127, 128.

comme s'il se fût agi de célébrer le retour dans ses États de quelque prince victorieux, au lieu de l'arrivée d'un homme dont le nom avait été, tout récemment, l'objet d'une exécration générale. Marie donna des ordres précis, afin que les seigneurs de sa cour se tinssent prêts à l'accompagner à Winchester, où elle devait recevoir le prince; le 21 juillet, elle fit son entrée en grande pompe dans cette ville et y établit sa résidence dans le palais épiscopal.

Pendant le peu de jours que Philippe resta à Southampton, il sortit et se montra fréquemment au peuple; les informations qu'il avait reçues, avant son voyage, sur les dispositions de l'esprit public, avaient fait naître en lui des appréhensions assez naturelles, relativement à sa propre sécurité; aussi paraît-il avoir voulu désarmer la jalousie des Anglais et se concilier leur bienveillance, s'il était possible, par une conduite réellement pleine d'affabilité. Il semble également avoir été fort heureux dans cette tentative, si ce n'est que quelques-uns des seigneurs les plus puissants de l'aristocratie anglaise prirent ombrage de ce qu'il négligea de se découvrir en les saluant. Le degré de contrainte qu'il s'imposa donne, du reste, la mesure de ses appréhensions [1].

La faveur que Philippe témoigna aux Anglais excita la jalousie de ses propres gentilshommes. Ils furent bien plus indignés encore de la stricte interprétation que l'on donna à l'un des articles du contrat, par suite de laquelle plusieurs centaines de gens de leur escorte furent traités comme étrangers et, comme tels, empêchés de débarquer, ou

[1] Ce changement dans les habitudes de Philippe paraît avoir attiré l'attention générale. Nous voyons que Wotton, l'ambassadeur à la cour de France, en parle, dans une de ses lettres, comme d'un bruit qui lui est parvenu à Paris. Wotton à sir William Petre, 10 août 1554, MS.

contraints de remonter à bord et de s'en retourner en Espagne [1]. Chaque fois que Philippe sortait, il était accompagné d'Anglais; c'étaient également des Anglais qui le servaient à table; il déjeunait et dînait en public, ce qui n'était guère de son goût, et portait des santés, à la manière anglaise, encourageant ses compagnons espagnols à l'imiter, en buvant de larges rasades de la forte bière du pays [2].

Le 23 du même mois, le comte de Pembroke arriva avec une brillante compagnie de deux cents gentilshommes à cheval, chargés d'escorter le prince jusqu'à Winchester. Il était suivi, en outre, d'un corps d'archers anglais, dont les tuniques de drap jaune, rayées de velours cramoisi, étalaient les couleurs de l'Aragon. Il faisait, ce jour-là, un temps affreux, et la pluie tombant par torrents eût refroidi l'enthousiasme d'un fiancé même plus ardent que Philippe; mais celui-ci était trop galant cavalier pour se laisser dompter par les éléments. Le trajet, court du reste, devait se faire à cheval, le mauvais état des routes à cette époque rendant ce moyen de locomotion, comme nous l'avons déjà dit, le seul réellement praticable.

Philippe et sa suite n'avaient encore fait que peu de

[1] D'après Noailles, Philippe défendit aux Espagnols de quitter leurs vaisseaux, sous peine d'être pendus à l'endroit même où ils auraient débarqué; c'était corroborer la rigueur des articles du contrat. « Apres que ledict prince fust descendu, il fict crier et commanda aux Espaignols que chascun se retirast en son navire et que sur la peyne d'estre pendu, nul ne descendist à terre. » — *Ambassades de Noailles*, tom. III, p. 287.

[2] Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 231, 232.

« Lors il appella les seigneurs Espaignols qui estoient pres de lui et leur dict qu'il falloit desormais oublier toutes les coustumes d'Espaigne et vifvre de tous poincts à l'Angloise, à quoy il voulloit bien commancer et leur monstrer le chemin, puis se fist apporter de la biere de laquelle il beut. » — *Ambassades de Noailles*, tome III, p. 287.

chemin, quand un cavalier, courant ventre à terre, vint à la rencontre du prince, lui apportant, avec une bague de la part de Marie, l'invitation de ne pas s'exposer au mauvais temps et de retarder son départ jusqu'au lendemain. Philippe, ne comprenant pas le messager qui parlait anglais, crut que Marie voulait l'avertir d'un danger qui l'attendait sur sa route, et s'arrêta pour aviser, de concert avec le duc d'Albe et le comte d'Egmont, à ce qu'il y avait à faire. L'un des courtisans, qui voyait son inquiétude, s'avança vers lui et lui fit connaître la portée réelle du message : aussitôt le prince, remis de sa frayeur, s'entourant plus étroitement de son manteau rouge et rabattant son large chapeau sur ses yeux, continua bravement sa route, en dépit de la tempête.

A mesure qu'il avançait, sa suite se grossissait d'officiers et de gentilshommes venus des alentours, et avant qu'il eût atteint le terme du voyage, le cortége s'élevait à plusieurs milliers d'individus. Ce ne fut qu'à une heure avancée de l'après-midi que la cavalcade, brisée de fatigue et littéralement trempée de pluie, arriva devant les portes de Winchester. Le maire et les aldermen, vêtus de leurs robes d'écarlate, vinrent recevoir Philippe et, après lui avoir présenté les clefs de la ville, le conduisirent à sa résidence.

Le même soir, Philippe eut sa première entrevue avec Marie, entrevue particulière, où il fut conduit par le chancelier Gardiner, évêque de Winchester. Les royaux fiancés passèrent plus d'une heure ensemble, et, comme Marie parlait très couramment l'espagnol, la conversation ne fut pas aussi embarrassée que l'on eût pu s'y attendre, s'il en eût été autrement [1].

[1] D'après Sepulveda, Philippe renchérit libéralement sur la coutume

Le lendemain, les deux fiancés se rencontrèrent en public. Philippe était accompagné des principaux personnages de sa suite, de l'un et de l'autre sexe; et le brillant cortége, précédé de musiciens, se rendit à pied à la résidence royale, où la grande salle était préparée pour la solennité. Marie, s'avançant vers son futur pour le recevoir, le salua d'un affectueux baiser, en présence de toute la compagnie, puis le conduisit vers une sorte de trône où elle s'assit avec lui, sous un dais magnifique. Ils restèrent là pendant plus d'une heure, conversant ensemble, tandis que leurs courtisans avaient tout loisir de faire connaissance entre eux et de trouver, sans doute, ample matière, pour l'avenir, à des critiques réciproques au sujet de leurs costumes et de leurs usages respectifs. Malgré le sang espagnol qui coulait dans les veines de Marie, les hautes classes d'Espagne et d'Angleterre avaient entre elles aussi peu de rapports personnels, à cette époque, que l'Angleterre et le Japon aujourd'hui.

Le jour suivant, auquel tombait la fête de saint Jacques, patron de l'Espagne, avait été fixé pour le mariage. Philippe échangea son simple costume habituel contre des habits de noce préparés par les soins de sa fiancée. Ils étaient, le chroniqueur tient à cœur de nous le dire, d'une blancheur immaculée, et entièrement faits de drap d'or et de satin tout parsemé de perles et de pierres précieuses; Philippe portait au cou le splendide collier de la Toison d'or et au genou le brillant insigne de l'ordre non moins illustre de la Jarre-

anglaise, en embrassant non seulement sa fiancée, mais toutes les dames de sa suite, mariées ou non, sans aucune distinction. « Intra ædes progressam salutans Britannico more suaviavit; habitoque longiore et jucundissimo colloquio, Philippus matronas etiam et Regias virgines sigillatim salutat osculaturque. » — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 499.

tière. Il se rendit à pied à la cathédrale, suivi de tous ses gentilshommes luttant entre eux de splendeur et de magnificence.

Il s'écoula une demi-heure avant que Philippe fût rejoint par la reine à l'entrée de la cathédrale. Marie était entourée des seigneurs et des dames de sa cour; sa robe tout en satin et en drap d'or, comme le costume du prince, était brodée et frangée de diamants d'un prix inestimable, dont plusieurs, sans doute, avaient été envoyés par lui à Marie, aussitôt après son débarquement, par les mains du prince d'Eboli.

Ses souliers d'écarlate et son manteau de velours noir faisaient contraste avec le reste de ses atours et n'auraient guère répondu, pour un costume de mariée, au goût de notre époque. Le couple royal s'avança sous la nef de l'église et fut reçu dans le chœur par l'évêque de Winchester, accompagné de tous les hauts dignitaires de l'église britannique. Le plus éminent de tous, Cranmer, qui eût dû procéder à la cérémonie, comme primat d'Angleterre, était absent, — captif et disgracié.

Philippe et Marie prirent place sous un dais royal, séparés par un autel. La reine était entourée des dames de sa cour, dont la beauté était rehaussée, dit un écrivain italien, par le voisinage des sombres beautés méridionales [1]. Les bas-côtés et les galeries étaient encombrés de spectateurs de tout rang, venus de toutes les directions pour assister à la cérémonie.

[1] « Poco dopo comparve ancora la Regina pomposamente vestita, rilucendo da tutte le parti pretiosissime gemme, accompagnata da tante e cosi belle Principesse, che pareva ivi ridotta quasi tutta la bellezza del mondo, onde gli Spagnoli servivano con il loro olivastro, trà tanti soli, come ombre. » Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 232.

Ce fut Figueroa, membre du conseil impérial, qui rompit le premier le silence; il donna lecture d'un acte de l'empereur Charles-Quint. Par cette pièce, ce dernier déclarait que ce mariage était le résultat de ses propres vœux et exprimait le désir que son bien-aimé fils l'accomplît d'une manière conforme à son attente et en rapport avec la dignité de l'illustre compagne qu'il lui avait destinée. En conséquence, il lui cédait ses droits et sa souveraineté sur le royaume de Naples et le duché de Milan. Le rang des conjoints devenait ainsi égal et Marie, au lieu de donner sa main à un sujet, épousait un souverain comme elle-même.

Il y eut un moment d'embarras causé par le choix du personnage qui devait, au nom du royaume, faire la remise de la reine à son époux,—détail auquel on n'avait pas songé. Après une courte conférence sur ce point, la difficulté fut levée par le marquis de Winchester et les comtes de Pembroke et de Derby, qui prirent sur eux de remplir cette mission; cette partie de la cérémonie accomplie, la multitude fit retentir d'acclamations prolongées les vieilles voûtes du temple; puis l'évêque de Winchester célébra le service religieux. La messe finie, Philippe et Marie ayant repris leurs siéges, le premier se leva et alla donner à son épouse le *baiser de paix*, selon la coutume du temps. Le tout dura près de quatre heures. Quand toutes les cérémonies furent terminées, Philippe, prenant Marie par la main, la reconduisit hors de l'église. Le couple royal était suivi d'un cortége nombreux de prélats et de gentilshommes, et précédé des comtes de Pembroke et de Derby tenant chacun en l'air une épée nue, symbole de la souveraineté. L'effet de ce spectacle était rehaussé par les costumes variés des deux nations, — les habits riches et éclatants des Espagnols, et

la toilette sévère et magnifique des Anglais et des Flamands, se mêlant dans une confusion des plus pittoresques. L'étincelant cortége s'avança lentement, aux sons joyeux de la musique, tandis que l'air retentissait des acclamations de la populace, éblouie, comme toujours, par la splendeur de cette mise en scène.

Un banquet somptueux était préparé pour toute l'assistance, dans la grande salle du palais épiscopal. D'un côté, se trouvait un dais sous lequel une table était dressée pour le roi et la reine, et un troisième siége y était placé pour l'évêque Gardiner, le seul grand seigneur qui fût admis à dîner avec les personnes royales.

Plus loin, des tables étaient dressées, à droite et à gauche, sur toute la longueur de la salle, pour les gentilshommes anglais et espagnols, tous placés, — point d'étiquette bien dangereux, — selon leur rang relatif. La table royale était couverte de plats d'or. Un dressoir à huit étages et couvert d'une profusion de vaisselle d'or et d'argent, témoignait avec quelque ostentation de la richesse du prélat ou de sa souveraine. Mais cette ostentation était plus espagnole qu'anglaise, et constituait l'une des formes sous lesquelles la noblesse castillane aimait à étaler son opulence [1].

Au fond de la salle se tenait un orchestre de musiciens choisis, qui égayèrent le repas de leurs accords joyeux. Mais ce qu'il y eut de plus intéressant, fut la réunion des jeunes garçons de Winchester, dont plusieurs furent admis à entrer

[1] Le duc d'Albuquerque, qui mourut vers le milieu du XVIIe siècle, avait un buffet monté de quarante rayons d'argent. A sa mort, il fallut six semaines pour inventorier sa vaisselle d'or et d'argent. Voy. Dunlop's *Memoirs of Spain during the reigns of Philip IV and Charles II*, Édimbourg, 1834, vol. I, p. 384.

pour réciter un épithalame latin en l'honneur des royaux époux, qui leur valut de la part de la reine une brillante récompense.

Après le banquet, vint le bal où, s'il faut s'en rapporter à un ancien auteur anglais, « les Espagnols furent grandement désappointés de voir combien ils étaient inférieurs aux Anglais [1]. » Ceci paraît quelque peu singulier quand on considère que la danse est et a toujours été le passe-temps national de l'Espagne ; la danse est à l'Espagnol ce qu'est à l'Italien la musique, c'est-à-dire la condition essentielle de son existence sociale [2]. Le bal ne dura que jusqu'à neuf heures, après quoi les fêtes du mariage furent closes pour ce jour-là [3].

[1] Strype, *Memorials*, vol. III, p. 130.

[2] Quelques particularités intéressantes sur les anciennes danses nationales de la Péninsule sont données par Ticknor dans son *Histoire de la littérature espagnole* (New-York, 1849, vol. II, p. 445-448). Cet écrivain, sous le titre d'une histoire de la littérature, a jeté un grand jour sur les institutions sociales et politiques de la nation dont il a étudié le caractère sous tous ses aspects.

[3] « *Relation of what passed at the Celebration of the Marriage of our Prince with the Most Serene Queen of England,* » — d'après l'original à Louvain, ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 430. — Salazar de Mendoza, *Monarquia de Espana*, tom. II, p. 117. — Sandoval, *Historia de Carlos V*, tom. II, p. 560-563. — Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 231-233. — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 500. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. I, cap. V. — *Mémorial de Voyages*, MS. — Miss Strickland, *Lives of the Queens of England*, vol. V, p. 389-396.

Nous sommes spécialement redevable au dernier auteur de plusieurs particularités ayant rapport aux cortéges et aux fêtes qui remplissent les pages précédentes. Les renseignements qu'elle donne proviennent principalement de deux ouvrages qui ne sont pas en notre possession ; les *Protocoles* de Ralph Brook, York Herald, et la *Relation* d'un Italien, Baoardo, témoin oculaire des scènes qu'il décrit. Les intéressants volumes de miss Strickland sont surtout précieux pour l'historien, à cause des nombreux extraits qu'ils contiennent de curieux documents inédits, qui ont échappé à l'attention

Philippe et Marie passèrent quelques jours à Winchester dans cette vie de plaisirs, puis partirent pour Windsor avec leur cour. Dans cette ville fut tenu un chapitre de l'ordre de la Jarretière, pour l'installation de Philippe. Le héraut, en cette circonstance, prit sur lui d'enlever les armes d'Angleterre et de les remplacer par celles d'Espagne, pour faire honneur au nouveau souverain; mais cet acte de déférence excita l'indignation des seigneurs anglais, qui forcèrent incontinent le héraut à remettre à sa place l'écusson national [1].

Le 28 août, Philippe et Marie firent leur entrée publique à Londres; tous deux à cheval, ils arrivèrent par Southwark, traversant le pont de Londres. Les citoyens avaient fait de grands préparatifs pour les recevoir dignement; les colonnes des édifices étaient festonnées de fleurs, des arcs de triomphe s'élevaient dans les rues, les murs étaient ornés de tableaux et de légendes en l'honneur du royal couple, et une généalogie de Philippe était exposée, généalogie où l'on avançait sa descendance de Jean de Gaunt, afin de le rendre aussi anglais que possible.

Parmi les tableaux, il y en avait un qui représentait Henri VIII tenant à la main une Bible. Ce rapprochement scandalisa grandement le chancelier Gardiner, qui traita fort mal le peintre pour avoir mis entre les mains du roi Henri le livre saint, qui eût mieux convenu à sa fille Marie, à cause du zèle qu'elle mettait à restaurer le culte primitif de l'Église. Le malencontreux artiste ne perdit pas un instant pour réparer son erreur, en effaçant le terrible volume, et il

d'écrivains trop exclusivement occupés des événements politiques pour se soucier beaucoup de détails d'une nature intime et personnelle.

[1] Holinshed, vol. IV, p. 62.

s'acquitta si bien de sa besogne qu'il effaça même les doigts du monarque, laissant celui-ci avec une espèce de moignon en l'air, comme un pauvre mendiant mutilé cherchant à exciter la pitié des passants[1].

Mais le spectacle qui réjouit, plus que toutes ces pompes, le cœur des habitants de Londres, fut l'immense quantité de lingots que Philippe fit parader sur toute sa route à travers la ville, jusqu'à la Tour, où ils furent déposés au trésor royal. On dit que la quantité en était si grande que les caisses où ils étaient renfermés faisaient la charge de vingt chariots, et que deux de ceux-ci étaient tellement pleins du précieux métal, qu'il fallut une centaine de chevaux pour les traîner[2]. Les bonnes gens qui avaient regardé l'arrivée des Espagnols comme l'invasion d'une nuée de sauterelles parasites, virent avec joie les coffres épuisés du pays se remplir des métaux précieux extraits des mines du nouveau monde.

De Londres, le royal couple alla se retirer dans les ombreuses solitudes de Hampton-Court, et Philippe, fatigué de toutes les momeries auxquelles il avait été forcé de s'associer, se prévalut d'une indisposition de la reine, pour se livrer à l'isolement et à la tranquillité qui convenaient mieux à ses goûts. Cette manière de vivre, qui lui allait si bien, ne

[1] Holinshed, vol. IV, p. 63.

[2] Les Espagnols durent être tout aussi étonnés que les Anglais à la vue d'un tel amas d'or et d'argent dans les coffres de leur roi, — spectacle dont Charles et Philippe, quoique maîtres des Indes, n'eurent que rarement occasion de jouir. Nous sommes toutefois quelque peu incrédule à l'endroit de cette énorme quantité de métaux précieux, surtout en considérant la valeur de la monnaie à cette époque, et le nombre de tonnes d'argent que peuvent traîner cent chevaux, n'y eût-il eu en tout que les deux chariots en question.

paraît pas avoir plu autant à ses sujets anglais. Un vieux chroniqueur du pays se plaint avec amertume de ce que « la porte intérieure du palais était toujours fermée et que nul ne pouvait la franchir sans que l'on sût d'avance ce qu'il venait y faire, ce qui semblait étrange aux Anglais qui n'étaient pas habitués jusqu'alors à de semblables choses [1]. »

Cependant, quoique toutes ses appréhensions subsistassent à l'endroit de sa sécurité personnelle, Philippe était assez sage pour affecter les mêmes manières conciliantes qu'il avait lors de son débarquement, et ce n'était pas avec moins de succès. « Il ne montrait, » dit l'ambassadeur vénitien dans son rapport au sénat, « rien de ce *sosiego*, de cette hautaine indifférence espagnole, qui le distinguait quand il partit la première fois pour l'Italie et les Flandres [2]. Il était réellement aussi accessible qu'on pouvait le désirer et donnait patiemment audience à quiconque lui en faisait la demande; il aimait, » continue Micheli, « à s'occuper lui-même des affaires, et montrait beaucoup de goût à s'y appliquer, » — goût, pouvons-nous ajouter, qui ne fit

[1] Holinshed, ubi supra.

[2] *Relatione di Giov. Micheli*, MS. Michel Soriano, qui représentait Venise à Madrid en 1559, témoigne également, mais dans un langage encore plus énergique, du changement de conduite de Philippe pendant son séjour en Angleterre. « Essendo avvertito prima dal. Cardinale di Trento, poi dalla Regina Maria, et con più efficaccia del padre, che quella riputatione et severità non si conveniva a lui, che dovea dominar nationi varie et popoli di costumi diversi, si mutò in modo che passando l'altra volta di Spagna per andar in Inghilterra, ha mostrato sempre una dolcezza et humanità così grande che non è superato da Prencipe alcuno in questa parte, et benchè servi in tutte l'attioni sue riputatione et gravità regie alle quali e per natura inclinato et per costume, non è però manco grato anzi fano parere la cortesia maggiore che S. M. usa con tutti. » — *Relatione di Michele Soriano*, MS.

qu'augmenter avec les années. « Il parlait peu, mais à propos; en résumé, » conclut Micheli, « c'était un prince de génie, doué d'un esprit vif et d'une maturité de jugement supérieure à son âge. »

Son amour du travail, cependant, n'était pas de nature à lui faire prendre part, avant qu'il en fût temps, à l'administration des affaires; il en laissait discrètement le soin à la reine et à ses ministres, pour le jugement desquels il affectait de montrer la plus grande déférence. Il évitait surtout de paraître s'immiscer en rien dans l'administration de la justice, à moins que ce ne fût pour user du droit de grâce; or, ce mode d'intervention ne pouvait que lui concilier l'affection du peuple [1].

Plus d'un écrivain contemporain témoigne des sympathies ainsi acquises par Philippe, et exalte l'affabilité des manières de ce prince, ce que l'on n'eût guère pu attendre des appréciations populaires sur son compte. « Entre autres choses, » écrit Wotton, le ministre anglais à la cour de France, « j'ai été réellement heureux d'apprendre que sa majesté se conduit si bien et avec tant d'amabilité envers tout le monde; car, à dire vrai, j'ai entendu rapporter par plusieurs personnes que, lorsqu'elle arriva d'Espagne en Italie, il eût été à désirer, aux yeux de plusieurs, qu'elle se fût montrée un peu plus affectueuse qu'on ne la disait être alors [2]. » Un autre contemporain, dans une lettre particulière écrite peu

[1] « Lasciando l' essecution delle cose di giustitia alla Regina, et ai Ministri quand' occorre di condannare alcuno, o nella robba, o nella vita, per poter poi usarli impetrando, come fa, le gratie, et le mercedi tutte; le quali cose fanno, che quanto alla persona sua, non solo sia ben voluto, et amato da ciascuno, ma anco desiderato. » — *Relatione di Giov. Micheli*, MS.

[2] Lettre de Nicholas Wotton à sir William Petre, MS.

après l'entrée du roi à Londres, après avoir dépeint sa personne comme « si bien proportionnée que la nature ne pouvait produire un modèle plus accompli, » conclut en le représentant comme un homme « d'un esprit subtil et du meilleur caractère [1]. »

Depuis le moment de son débarquement, Philippe avait scrupuleusement observé ses pratiques religieuses. « Il était, » dit Micheli, « aussi ponctuel à entendre la messe et à s'acquitter de tous ses devoirs de dévotion, que le serait un moine; plus même, selon certaines gens, qu'il ne convenait à son âge et à son rang. Les ecclésiastiques, » ajoute-t-il, « avec lesquels Philippe était continuellement en relation, louent hautement sa piété [2]. »

Il n'y avait cependant pas d'hypocrisie dans cette conduite. A quelque degré que Philippe ait voulu faire étalage de sa sollicitude pour le bien de la religion, il n'en est pas moins vrai que, pour autant qu'il comprît les intérêts de celle-ci, cette sollicitude était d'une parfaite sincérité. L'état de l'Angleterre, à cette époque, peut l'avoir aidé à surmonter ses scrupules à s'unir à Marie. « Plutôt ne pas régner du tout, » disait-il souvent, « que de régner sur des hérétiques. » Mais quel triomphe pouvait être plus glorieux pour lui

[1] Voy. les remarques de John Elder, ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 258.

[2] « Nella religione, ... per quel che dall' esterior si vede, non si potria giudicar meglio, et più assiduo, et attentissimo alle Messe, a i Vesperi, et alle Prediche, come un religioso, molto più che a lo stato, et età sua, a molte pare che si convenga. Il medesimo conferiscono dell' intrinseco oltra certi frati Theologi suoi predicatori huomini certo di stima, et anco altri che ogni di trattano con lui, che nelle cose della conscientia non desiderano nè più pia, nè miglior intentione. » — *Relatione di Giov. Micheli*, MS.

que de convertir ces hérétiques et de les faire rentrer dans le giron de l'Église? Il désirait ardemment préparer l'esprit de ses nouveaux sujets à recevoir honorablement le légat pontifical, le cardinal Pole, qui avait plein pouvoir de recevoir la soumission de l'Angleterre au Saint-Siége. Il usa de son influence personnelle auprès de la haute noblesse, l'appuyant au besoin de quelques-uns de ces bons lingots péruviens qu'il avait fait transporter à la Tour. Il est tout au moins affirmé qu'il accorda à plusieurs des ministres de la reine, des pensions annuelles s'élevant à la grosse somme de cinquante ou soixante mille couronnes d'or; donnant pour prétexte à ces libéralités son désir de récompenser leur fidélité à la reine [1].

Au commencement de novembre, l'on annonça l'arrivée de Pole. Il avait été retenu pendant plusieurs semaines en Allemagne, par l'empereur, qui nourrissait, — et non à tort, paraît-il, — quelque défiance des dispositions du cardinal au sujet du mariage espagnol; cette difficulté levée, Pole put continuer son voyage. Il arriva dans la Tamise, montant une embarcation splendide, qui portait à la proue une grande croix d'argent, emblème de son autorité; au débarquement, il fut reçu par le roi, la reine et toute leur cour, avec une déférence qui faisait bien augurer du succès de sa mission.

Il était, plus que tout autre, l'homme qu'il fallait pour accomplir celle-ci. Joignant à une bienveillance naturelle l'urbanité et une aisance parfaite de manières, recueillie dans la fréquentation de la société la plus polie de l'Europe, il pouvait, par son origine royale, traiter sur un pied d'égalité avec les personnages du plus haut rang, et se sentir aussi

[1] *Relatione di Giov. Micheli,* MS.

à l'aise au milieu d'une cour qu'au fond d'un couvent. Son long exil lui avait fait connaître l'homme tel qu'il se trouve sous les divers climats, tout en ne l'empêchant pas de comprendre parfaitement, en sa qualité d'Anglais, les préjugés et le caractère particulier de ses compatriotes. « Le cardinal Pole, » dit le ministre vénitien, « est un homme d'une noblesse immaculée et d'une intégrité si grande, qu'il n'accorde rien, même à l'importunité de ses amis. Il est tant aimé, et du prince et du peuple, que partout où il exerce quelque autorité, on pourrait bien l'appeler le roi[1]. » Un cardinal anglais était chose assez rare dans le sacré collége; qu'il s'en trouvât un, dans cette circonstance, et doué encore de toutes les qualités propres à l'accomplissement de sa délicate mission, c'était un fait assez remarquable pour que Philippe et Marie soient excusables d'y avoir vu le doigt de Dieu.

Le 17 du même mois, le parlement s'assembla à Whitehall, vu l'indisposition de la reine, et Pole y prononça le célèbre discours où il récapitula les principaux événements de sa propre vie et les persécutions qu'il avait subies pour sa foi. Il passa en revue les changements de religion qui s'étaient produits en Angleterre et exhorta l'assemblée à

[1] *Relatione di Giov. Micheli*, MS.

Mason, le ministre anglais à la cour impériale, qui fréquentait beaucoup Pole, parle de lui avec la plus grande admiration : « Par sa sagesse, jointe à sa science, à sa vertu et à sa piété, il est un de ces hommes que le monde recherche pour les adorer, et dans le cœur desquels Dieu s'est élevé un temple. Sa conversation est ornée de qualités innombrables, inconnues aux hommes ordinaires, et je voudrais que celui qui l'aime le moins, dans tout le royaume, pût causer une demi-heure avec lui; ce serait un vrai cœur de pierre que celui qu'il ne pourrait amollir. » Lettre de sir John Mason à la reine, MS.

abjurer ses erreurs, en cherchant à se réconcilier avec l'Église catholique. Il l'assura de ses pleins pouvoirs pour donner l'absolution des fautes passées et, — ce qui n'était pas moins important, — pour autoriser à rester légitimes propriétaires tous les détenteurs des biens abbatiaux confisqués sous le roi Henri. Cette dernière concession, qui n'avait été arrachée au pape qu'avec les plus grandes difficultés, conciliant les intérêts temporels et les intérêts spirituels, leva tous les scrupules de la législature. Il y avait probablement peu de membres de la noble assemblée, qui aspirassent à la couronne du martyre.

Le lendemain, et conformément aux ordres royaux, le parlement se réunit de nouveau à Whitehall. Philippe prit place à la gauche de Marie, sous le même dais, tandis que le cardinal Pole s'asseyait à sa droite, mais un peu plus loin [1]. Le chancelier Gardiner présenta une pétition au nom des seigneurs et des communes, demandant la réconciliation avec le Saint-Siége. L'absolution fut solennellement prononcée par le légat et toute l'assemblée reçut à genoux sa bénédiction. L'Angleterre, purifiée de l'hérésie, était, une fois de plus, livrée à l'Église catholique romaine.

Philippe dépêcha immédiatement des courriers portant la bonne nouvelle, vers Rome, Bruxelles et les autres capitales de la chrétienté. Partout l'événement fut célébré par

[1] S'il faut en croire Cabrera, Philippe ne prit pas seulement place au parlement, mais, dans certaine occasion, pour mieux assurer au légat le bon vouloir de l'assemblée, prononça un discours que l'historien rapporte *in extenso*. S'il parla jamais, il n'eût pu se faire comprendre que par miracle, car il ne connaissait pas l'anglais et, dans l'assemblée, il n'y avait probablement pas un membre sur cent qui comprît l'espagnol. Mais à l'historien castillan l'occasion peut sembler digne d'un miracle, — *dignus vindice nodus*.

des réjouissances publiques, telles que s'il se fût agi d'une grande victoire sur les Sarrasins. Comme le zèle de Philippe pour la foi était bien connu, et que ce grand changement avait suivi de près son arrivée en Angleterre, ce fut à lui principalement qu'en revint l'honneur [1]. Ainsi, avant de monter sur le trône d'Espagne, il avait mérité le titre de catholique, tant ambitionné des monarques espagnols. Il avait remporté un succès plus bien grand que son père n'en avait pu jamais obtenir, après des années de lutte, sur les protestants d'Allemagne; plus grand que jamais n'en remportèrent les armes de Cortez ou de Pizarre, dans le nouveau monde. Ces derniers avaient eu à lutter contre des barbares, tandis que le champ de bataille de Philippe était l'un des pays les plus puissants et les plus civilisés de l'Europe.

L'œuvre de conversion fut aussitôt suivie de celle de persécution. L'on ne sait au juste jusqu'à quel point l'influence de Philippe s'y employa; il serait même difficile d'établir quel pouvait être le caractère de cette influence. Il est un fait incontestable qu'immédiatement après l'immolation, à Smithfield, des premiers martyrs de la liberté de conscience, un religieux espagnol, Alphonse de Castro, s'éleva contre ces actes avec amertume et violence; dans un sermon, il les dénonça comme opposés au véritable esprit du christianisme qui est l'esprit de charité et de miséricorde, et qui prescrit à ses ministres, non pas de tirer

[1] « Obraron de suerte Don Felipe con prudencia, agrado, honras, y mercedes, y su familia con la cortesia natural de Espana, que se reduxo Inglaterra todo à la obediencia de la Iglesia Catolica Romana, y se abjuraron los errores y heregias que corrian en aquel Reyno. » Vanderhammen, *Felipe el Prudente*, p. 4.

vengeance du pécheur, mais de l'éclairer sur ses erreurs, afin de l'amener à repentance [1]. Cet audacieux appel ne resta pas sans effet, même à cette époque d'exaltation, et pendant quelques semaines, la persécution parut éteinte, mais pendant ces quelques semaines seulement. La tolérance n'était pas dans l'esprit du XVI[e] siècle, et les charitables doctrines du bon frère tombèrent sur des cœurs dévorés par le fanatisme; l'intolérance raviva bientôt la flamme des bûchers de Smithfield, qui brilla d'un éclat plus ardent que jamais.

Cependant, on se demandait quelle pouvait être la source de ces étranges doctrines. Le prédicateur était confesseur de Philippe, et l'on disait qu'il n'eût pas osé parler aussi hardiment, si ce n'eût été par l'ordre du souverain, ou tout au moins de son consentement. Toute la vie de Philippe proteste contre ces allégations. Quatre années à peine s'étaient écoulées, qu'il légitimait par sa présence un *auto-da-fé* à Valladolid, où quatorze personnes furent brûlées vives : or, le supplice des hérétiques en Angleterre ne pouvait pas plus le révolter que le supplice des hérétiques en Espagne. Si Castro agissait réellement d'après les ordres de Philippe, il y a bien lieu de croire que ce dernier était mû à ce moment moins par des motifs d'humanité que de politique, et que le dégoût manifesté par le peuple, à la vue de ces exécutions, avait peut-être conduit Philippe à user de cet expédient pour se défendre de toute participation à ces actes odieux et se soustraire à la part d'exécration qui pouvait lui en revenir [2].

[1] Strype, *Memorials*, vol. III, p. 209.

[2] Philippe, dans une lettre écrite de Bruxelles à la régente Jeanne, en 1557, semble revendiquer le mérite d'avoir extirpé l'hérésie en Angleterre

Il n'est pas possible de déterminer la somme réelle d'influence qu'exerça Philippe dans cette question, ainsi que dans d'autres ; il est clair qu'il avait soin de ne pas se vanter d'en exercer, pour ne pas éveiller la susceptibilité des Anglais [1].

Il pouvait avoir, à cet égard, un utile auxiliaire dans la reine, qui paraît l'avoir entouré d'une affection que le caractère froid et répulsif de son époux n'était guère fait pour inspirer; mais Philippe était jeune et d'apparence aimable. Il s'était toujours étudié à plaire aux femmes par ses manières, même quand il n'avait pas autant besoin de se rendre agréable qu'en Angleterre. L'amour qu'éprouvait pour lui Marie était un premier amour, car l'empereur était trop âgé pour avoir touché en elle autre chose que la vanité, et Courtenay trop frivole, pour avoir éveillé plus qu'un caprice passager. D'après quelques témoignages, Philippe,

par la destruction des hérétiques. « Aviendo apartado deste Reyno las sectas, i reduzidole à la obediencia de la Iglesia, i aviendo ido sempre en acrecentamiento con el castigo de los Ereges tan sin contradiciones como se haze en Inglaterra. » — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. II, cap. VI. L'empereur, dans une lettre de Yuste, justifie complètement cette prétention de son fils : « Pues en Ynglaterra se han hecho y hacen tantas y tan crudas justicias hasta obispos, por la orden que alli ha dado, como si fuera su Rey naturel, y se lo permiten. » — Carta del Emperador à la Princesa, Mayo 25, 1558, MS.

[1] Micheli, dont le témoignage est des plus précieux, comme il était connu pour s'être joint à Noailles dans son opposition au mariage espagnol, Micheli nous dit que Philippe était scrupuleux dans son observance de tous les articles du traité de mariage : « Che non havendo alterato cosa alcuna dello stile, et forma del governo, non essendo uscito un pelo della capitolatione del matrimonio, ha in tutto tolta via quella paura che da principio fù grandissima, che egli non volesse con imperio, et con la potentia, disporre, et comandare delle cose a modo suo. » — *Relatione di Giov. Micheli*, MS.

par ses habitudes de galanterie, reconnaissait assez mal le dévouement de la reine. L'ambassadeur vénitien dit « qu'il méritait bien toute la tendresse de sa femme, vu qu'il était le meilleur et le plus aimant des maris. » Mais il est probable que l'Italien appréciait la fidélité du meilleur des maris au point de vue, passablement large, des mœurs de son propre pays [1].

Vers le milieu de novembre, le parlement reçut avis de la grossesse de la reine. Cette nouvelle fut accueillie avec la joie que l'on manifestait d'habitude en pareille occasion. L'empereur semble avoir éprouvé un bonheur tout particulier à l'espoir d'un héritier qui, aux termes du traité de mariage, devait diviser le grand empire dont le maître avait employé toute son existence à réunir et à consolider les diverses parties sous un seul sceptre. Peu après, la chambre des communes dressa un acte donnant pouvoir à Philippe d'exercer la régence et de pourvoir à l'éducation de son enfant mineur, en cas d'incapacité physique dont pouvait être éventuellement frappée la reine. La régence devait être limitée par les articles du traité de mariage; mais l'acte en question témoigne évidemment de la confiance que Philippe avait su inspirer à ses nouveaux sujets.

Les symptômes de la grossesse de Marie continuèrent à

[1] « D'amor nasce l'esser inamorata come è et giustamente del marito per quel che s'ha potuto conoscer nel tempo che è stata seco dalla natura et modi suoi, certo da innamorar ognuno, non che chi havesse havuto la buona compagnia et il buon trattamento ch' ell' ha havuto. Tale in verità che nessun' altro potrebbe essergli stato nè migliore nè più amorevol marito. . . . . Se appresso al martello s' aggiungesse la gelosia, della qual fin hora non si sa che patisca, perche se non ha il Re per casto, almanco dice ella so che è libero dell' amor d' altra donna; se fosse dico gelosa, sarebbe veramente misera. » — *Relatione di Giov. Micheli*, MS.

se montrer favorables, et, comme le temps de sa délivrance était proche, des courriers furent tenus en permanence pour annoncer immédiatement l'événement aux cours étrangères. Les vœux du peuple allaient à tel point au delà de la réalité, que le bruit courut de la naissance d'un jeune prince. On sonna les cloches; on alluma des feux de joie; des *Te Deum* furent chantés dans plusieurs églises, et un prédicateur « se hasarda à décrire les formes de l'enfant, s'écriant qu'il était beau, magnifique, incomparable! Mais, » dit le malin chroniqueur, « après tout ce remue-ménage pour saluer l'arrivée du nouveau maître qui devait si assurément venir au monde, il n'arriva à la fin ni jeune maître ni jeune maîtresse, du moins que l'on sache jusqu'à ce jour [1]. »

La maladie de la reine se trouva être finalement une hydropisie. Mais, malgré les résultats mortifiants de tant de symptômes et de préparatifs, et le ridicule qui en était la suite, Marie caressait l'espoir de donner un jour un héritier à la couronne. Son époux ne partageait pas cette illusion, et, à mesure qu'il put se convaincre de son inanité, il se trouva moins porté à vivre dans un pays qui lui était, sous beaucoup de rapports, désagréable. De quelques démonstrations de respect qu'il pût être l'objet, son caractère hautain ne pouvait s'accommoder du rôle secondaire qu'il était forcé de jouer en public, à côté de la reine. Le parlement, de son côté, n'avait jamais accédé au vœu de cette dernière, qui voulait le faire consentir au couronnement de Philippe comme roi d'Angleterre. Quelque poids qu'il eût dans le cabinet, il n'était pas parvenu à assujétir la politique anglaise à ses intérêts, ou, ce qui revient au

[1] Holinshed, vol. IV, p. 70, 82.

même, aux intérêts de son père. Le parlement ne prétendait pas s'écarter des stipulations du traité de mariage, au point de devenir partie en cause dans le différend de l'empereur avec la France [1].

La contrainte que Philippe devait s'imposer constamment pour se plier aux us et coutumes des Anglais, ne pouvait être pour lui que pénible; s'il avait été, sous ce rapport, plus heureux que l'on n'eût pu l'espérer, il n'était pas possible de vaincre de vieux préjugés et l'antipathie profonde vouée aux Espagnols par la masse du peuple, comme en témoignaient les traits mordants lancés, par les pamphlétaires et les faiseurs de chansons, contre le roi et ses courtisans.

Ces derniers étaient encore plus impatients que leur maître de quitter un pays où ils rencontraient tant de sujets de contrariété. Si un Espagnol achetait quelque objet, à ce que dit un de leurs compatriotes, il pouvait être certain de le payer un prix exorbitant [2]. Un autre écrivain dit que, si un Espagnol avait quelque différend avec un Anglais, il subissait la loi anglaise et ne manquait jamais d'avoir tort [3].

[1] Soriano constate le peu d'autorité dont Philippe semblait jouir en Angleterre et le dégoût que lui et son père en ressentaient.

« L' Imperatore, che dissegnava sempre cose grandi, pensò potersi acquistare il regno con occasione di matrimonio di quella regina nel figliuolo; ma non gli successe quel che desiderava, perche questo Re trovò tant' impedimenti et tante difficolta che mi ricordo havere inteso da un personaggio che S. M. si trova ogni giorno più mal contenta d' haver atteso a quella prattica perchè non haver nel regno nè autorità nè obedienza, nè pure la corona, ma solo un certo nome che serviva più in apparenza che in effetto. » — *Relatione di Michele Soriano*, MS.

[2] « Hispani parum humane parumque hospitaliter a Britannis tractabantur, ita ut res necessarias longe carius communi pretio emere cogerentur. » — *Sepulvedæ Opera*, vol. II, p. 501.

[3] « Quando occorre disparere tra un Inglese et alcun di questi, la giustitia non procede in quel modo che dovria. . . . . Son tanti le cavilla-

Qu'ils fussent ou non dans leur droit, les Espagnols ne pouvaient manquer de trouver en abondance des causes d'irritation et de dégoût. Les deux nations étaient trop différentes entre elles pour se comprendre l'une l'autre; aussi ne fut-ce pas avec une médiocre satisfaction que les courtisans de Philippe apprirent que leur maître avait été invité par son père à quitter l'Angleterre, pour venir le rejoindre en Flandre.

La cause de cette démarche, qui remplit d'étonnement l'Espagne, comme toute l'Europe, était l'abdication prochaine de Charles-Quint. Il ne semblait y avoir là, pour Philippe, matière ni à doute ni à délai; mais Marie, désespérée à la perspective d'une séparation, supplia son mari de retarder de quelques semaines son départ; ce ne fut qu'à la longue que, cédant à la nécessité, elle finit par se résigner. Des préparatifs furent faits pour le départ de Philippe, et Marie, le cœur brisé, accompagna son époux jusqu'au bas de la Tamise, à Greenwich. Là ils se séparèrent, et Philippe, faisant d'affectueux adieux à la reine et la recommandant aux soins du cardinal Pole, partit pour Douvres.

Après y être resté quelque peu, par suite des vents contraires, il croisa sur Calais et fit, le 4 septembre, son entrée dans cette place forte, dernier vestige des possessions continentales des Anglais.

Philippe fut reçu par les autorités de la ville, avec tous les honneurs dus à son rang. Il y passa plusieurs jours,

tioni, le lunghezze, et le spese senza fine di quei lor' giuditii, che al torto, o al diritto, conviene ch' il forestiero soccumba; ne bisogna pensar che mai si sottomettessero l' Inglesi come l' altre nationi ad uno che chiamano l' Alcalde della Corte, Spagnuole di natione, che procede sommariamente contra ogn' uno, per vie però, et termini Spagnuoli; havendo gl' Inglesi la lor legge, dalla quale non solo non si partiriano, ma vogliano obligar a quella tutti gl' altri. » — *Relatione di Giov. Micheli*, MS.

recevant les respectueux hommages de la population, et partit en distribuant aux troupes de la garnison un millier de couronnes d'or. Il reprit son voyage, accompagné d'une suite brillante de gentilhommes anglais et espagnols, parmi lesquels se faisaient remarquer les comtes d'Arundel, de Pembroke, de Huntington et d'autres membres de la première noblesse du royaume. Philippe fut rencontré en route par une escorte militaire que lui envoyait son père; et, vers la fin de septembre 1555, accompagné de son brillant cortége, il fit son entrée dans la capitale flamande, où l'empereur et sa cour l'attendaient impatiemment [1].

[1] Holinshed, vol. IV, p. 80. — Strype, *Memorials*, vol. III, p. 227. — *Mémorial de Voyages*, MS. — Leti, *Vita di Filippo II*, tome I, p. 236.

CHAPITRE V.

AFFAIRES D'ITALIE.

(1556-1557.)

Puissance de Philippe. — Paul IV. — La cour de France. — Ligue contre l'Espagne. — Le duc d'Albe. — Préparatifs de guerre. — Campagne victorieuse.

Peu après l'arrivée de Philippe à Bruxelles, eut lieu l'abdication de Charles-Quint, cet acte mémorable à la relation duquel nous avons consacré les premières pages de cet ouvrage. Par suite de ce grand événement, Philippe se vit le chef de la plus vaste et de la plus puissante monarchie de l'Europe; il était roi d'Espagne, c'est-à-dire de Castille, d'Aragon et de Grenade, qui, après des siècles d'autonomie, avaient été réunis en un seul royaume par son père Charles-Quint; il était roi de Naples et de Sicile et duc de Milan, ce qui le mettait à même d'influer puissamment sur l'équilibre de la politique italienne; il était souverain de la Franche-Comté et des Pays-Bas, c'est-à-dire des provinces les plus florissantes et les plus populeuses de la chrétienté, provinces dont les habitants étaient à la tête du progrès dans le commerce, les arts mécaniques et l'agriculture. Comme roi titulaire d'Angleterre, il jouissait d'une influence qui, nous le verrons plus tard, le mettait à même de diriger les conseils de ce pays dans le sens de ses propres desseins. En Afrique, il possédait les îles du Cap Vert et

les Canaries, ainsi que Tunis, Oran et plusieurs autres villes importantes de la côte de Barbarie; il avait les Philippines et les Moluques, en Asie; en Amérique, outre ses possessions des Indes occidentales, il était maître des riches empires du Mexique et du Pérou, et élevait encore des prétentions sur une immense étendue de pays offrant un champ inépuisable à l'esprit d'entreprise et à la cupidité des aventuriers espagnols. De la sorte, les domaines de Philippe s'étendaient dans toutes les parties du globe, et le pavillon de Castille flottait sous les latitudes les plus reculées, sur l'Atlantique, sur l'Océan Pacifique, sur les lointaines mers des Indes, passant de port en port et réunissant par des relations commerciales les membres épars de son vaste empire colonial.

L'armée espagnole se composait de l'infanterie la plus formidable de l'Europe; cette infanterie, formée sous les yeux de Charles-Quint et de ses généraux, avait combattu à Pavie et à Muhlberg ou, dans le nouveau monde, gravi les Andes avec Almagro et Pizarre, aidant ces chefs audacieux à renverser la dynastie des Incas. La marine combinée de l'Espagne et des Flandres surpassait celle d'aucune autre puissance, par le nombre et la dimension des navires dont elle était composée; et, si elle pouvait se voir disputer par l'Angleterre la suprématie sur les « petites mers, » elle voguait en souveraine sur l'immense Océan. Pour subvenir à l'entretien de ce vaste et dispendieux élément de sa puissance, aussi bien que de tous les rouages de son gouvernement, Philippe avait à sa disposition les trésors du nouveau monde; et, si les incessantes entreprises de son père avaient épuisé ses finances, il restait le flot d'argent des mines inépuisables de Zacatecas et de Potosi.

Tout ce vaste empire, avec ses immenses ressources, était aux ordres d'un seul homme; et Philippe le gouvernait avec une autorité plus absolue que celle d'aucun prince d'Europe depuis les Césars. Les Pays-Bas, à la vérité, avaient conservé une indépendance apparente, à l'ombre de leurs anciennes institutions; mais ils consentaient à contribuer aux besoins de la couronne par un subside plus grand, à lui seul, que les revenus du nouveau monde. Naples et Milan étaient gouvernés par des vice-rois, ainsi que les colonies espagnoles de l'Amérique, où ils appliquaient les lois de la mère-patrie avec une autorité presque aussi illimitée que celle du roi. En Espagne même, l'autorité des nobles avait disparu; battue en brèche sous Ferdinand et Isabelle, elle avait été complètement anéantie sous Charles-Quint. Au commencement de son règne, les libertés des communes avaient été sacrifiées, à la fatale bataille de Villalar. Sans noblesse, sans communes, les anciennes cortès étaient devenues une espèce de parade législative, sans autre droit, pour ainsi dire, que celui de présenter des pétitions ou de rédiger de temps à autre quelque plainte vaine contre l'un ou l'autre abus qu'elles n'avaient plus la force de redresser. Toute l'autorité s'était donc concentrée en la personne du souverain, dont la volonté servait de règle au pays. De son palais de Madrid, il envoyait des édits qui avaient force de loi en Espagne et dans ses plus lointaines colonies. Il n'est pas difficile de croire que les nations étrangères suivissent avec intérêt les premiers actes d'un prince, dont la main semblait appelée à peser les destinées de l'Europe, et qu'elles ne vissent pas, sans de vives appréhensions, l'accroissement de ce pouvoir colossal, qui s'était élevé déjà au point de couvrir de son ombre toutes les autres puissances.

Par sa position, Philippe était à la tête des princes catholiques; il était au temporel ce qu'était au spirituel le pape. Dans l'état actuel de la chrétienté, il avait le même intérêt que ce dernier à terrasser l'esprit de réforme religieuse, qui avait commencé à se révéler, soit publiquement, soit en secret, dans toute l'étendue de l'Europe. Il était l'allié naturel du pape; il le comprenait parfaitement et devait agir en conséquence; cependant, chose étrange, sa première guerre, après son avénement au trône, fut entreprise contre le pape lui-même; mais cette guerre, ce ne fut pas Philippe qui la suscita.

Le trône pontifical était, à cette époque, occupé par Paul IV, l'un de ces hommes remarquables qui, parmi les obscurs personnages qui ont régné au Vatican pour tomber ensuite dans l'oubli, se sont réservé une place dans l'histoire. Il était napolitain et appartenait à la famille noble des Caraffa; voué à la vie cléricale, il se fit remarquer de bonne heure par son intelligence et par les fruits précoces qui en furent le produit. Sa mémoire était prodigieuse; et il était non seulement versé très profondément dans la théologie, mais connaissait parfaitement différentes langues anciennes et modernes, et en parlait plusieurs avec facilité. Son rang et sa science lui valurent un avancement rapide dans les dignités ecclésiastiques. En 1513, à l'âge de trente-six ans, il fut envoyé comme nonce en Angleterre; en 1525, il renonça à ses bénéfices et, secondé par un petit nombre de gentilshommes de ses amis, il institua un nouvel ordre religieux, celui des théatins[1]. Le but de cette société était

[1] *Relatione di Roma di Bernardo Navagero*, 1558, publiée dans les *Relazioni degli Ambasciatori Veneti*, Firenze, 1846, vol. VII, p. 378.

Navagero, dans son rapport au sénat, s'étend minutieusement sur les

de combiner, dans une certaine mesure, les habitudes contemplatives de la vie monacale avec les devoirs actifs du clergé séculier. Les membres du nouvel ordre visitaient les malades, enterraient les morts et prêchaient souvent en public, exerçant ainsi les fonctions les plus importantes de la prêtrise. La prédication était une vraie vocation pour Caraffa, dont l'éloquence naturelle, si elle ne laissait pas toujours son auditoire convaincu, l'entraînait au moins par son irrésistible élan [1]. L'association s'employa avec un zèle particulier à réformer le clergé catholique et à s'opposer aux envahissements de l'hérésie qui menaçait l'Église. Caraffa et les siens étaient d'ardents promoteurs de l'Inquisition : une vie d'ascétisme et de mortifications éteint trop souvent toute sympathie pour les souffrances humaines, et conduit ceux qui la pratiquent à considérer les remèdes les plus violents comme les plus efficaces pour la guérison des erreurs spirituelles.

En 1536, Caraffa fut tiré de cette vie austère par Paul III, qui, le mettant dans une situation plus directement en rapport avec les affaires mondaines, le créa cardinal. Depuis le

qualités personnelles ainsi que sur la politique de Paul IV, dont le caractère semble avoir fait l'objet d'une étude curieuse pour le sagace Vénitien.

« Ritornato a Roma, rinuncio la Chiesa di Chieti, che aveva prima, e quella di Brindisi, ritirandosi affatto, e menando sempre vita privata, aliena da ogni sorte di publico affare, anzi, lasciata dopo il saco Roma stessa, passò a Verona e poi a Venezia, quivi trattenendosi lungo tempo in compagnia di alcuni buoni Religiosi della medesima inclinazione, che poi crescendo di numero, ed in santità di costumi, fondarono la Congregazione, che oggi, dal titolo che aveva Paolo allora di Vescovo Teatino, de Teatini tuttavia ritiene il nome. »

Voy. aussi *Relazione della Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, di Pietro Nores, MS.

[1] *Relazione di Bernardo Navagero.*

temps de Ferdinand le Catholique, il avait fait partie du conseil royal de Naples; la famille des Caraffa était cependant du parti d'Anjou, et considérait la maison d'Aragon comme usurpatrice. Le cardinal avait été élevé dans cette croyance politique et, même après son élévation à sa nouvelle dignité, il pressa vivement Paul III de soutenir les prétentions du Saint-Siége à la souveraineté de Naples. Cette conduite, connue de Charles-Quint, causa tant de déplaisir à ce monarque, que Caraffa fut exclu du conseil. Plus tard, quand le cardinal fut promu par le pape, son maître infaillible, à l'archevêché de Naples, Charles s'opposa à sa nomination et mit à la collation des revenus de ce siége tous les obstacles en son pouvoir. Ces vexations firent une impression profonde sur l'esprit du cardinal, que les affronts ne laissaient pas insensible; et ce qui n'avait été chez lui, jusqu'alors, qu'un antagonisme politique, devint une haine personnelle du caractère le plus implacable [1].

Les choses en étaient là quand, à la mort de Marcel II, en 1555, le cardinal Caraffa fut élevé au trône pontifical. Comme de raison, son avénement déplut fort à l'empereur, et causa dans toute l'Europe un grand étonnement, car Caraffa était dépourvu des manières conciliantes qui font mériter la faveur et les suffrages des masses. Mais l'Église catholique avait impérieusement besoin d'un réformateur qui la mît à même de résister aux empiètements du protestantisme; ceci était parfaitement admis, non seulement des ecclésiastiques éminents, mais encore des plus humbles, et tous voyaient dans le nouveau pape l'homme que ses qualités

[1] *Relazione di Bernardo Navagero.* — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Giannone, *Istoria Civile del Regno di Napoli*, Milano, 1823, tom. X, p. 11-13.

rendaient le plus propre à opérer cette réforme. De plus, il avait quatre-vingts ans à l'époque de son élection, et le grand âge avec ses infirmités a toujours été un titre puissant aux yeux du sacré-collége, comme donnant à ses membres les meilleures garanties pour une prompte succession. Mais il est arrivé plus d'une fois que l'heureux élu, qui avait dû son élévation principalement à ses infirmités, s'est vu miraculeusement guéri par le contact de la tiare.

Paul IV, — tel était le nom que prit le nouveau pontife, en témoignage de gratitude pour son patron, — adopta, dès son avénement, un genre de vie auquel ses frères du collége n'étaient pas du tout préparés. L'austérité et l'abnégation de ses jours passés contrastaient d'une manière éclatante avec la pompe dont il entoura son pontificat et avec la profusion luxueuse de sa table. Quand on lui demandait comment il voulait être servi : « De quelle manière, si ce n'est comme l'on sert un grand prince? » répondait-il. Il passait habituellement trois heures à table, et son dîner se composait d'un grand nombre de mets des plus rares et des plus recherchés; nul ne dînait avec lui, quoique un ou plusieurs cardinaux fussent ordinairement présents, causant librement avec lui; et, comme il arrosait ses repas de copieuses rasades du noir et épais vin de Naples, sa conversation devait en éprouver un surcroît de vigueur et d'animation [1]. Dans ces moments, son thème favori était les Espagnols, qu'il dénonçait comme l'écume du monde, comme une

[1] « Vuol essere servito molto delicatamente; e nel principio del suo pontificato non bastavano venticinque piatti; beve molto più di quello che mangia; il vino è possente e gagliardo, nero e tanto spesso, che si potria quasi tagliare, e dimandasi mangiaguerra, il quale si conduce dal regno di Napoli. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

race maudite de Dieu, composée d'hérétiques et de schismatiques, graine de Maures et de Juifs. Il déplorait l'humiliation de l'Italie, courbée sous le joug d'un peuple aussi abject; mais le jour viendrait, selon lui, où Charles et Philippe seraient appelés à rendre compte de leurs usurpations et se verraient chassés du pays [1].

Cependant Paul ne passait pas tout son temps à déblatérer contre les Espagnols ni à s'adonner aux plaisirs de la table. Il se montrait plus actif que jamais aux travaux de cabinet et dans la conduite des affaires; il avait des habitudes irrégulières, tantôt travaillant fort tard dans la nuit, tantôt se levant longtemps avant le jour. Quand il était ainsi occupé, il n'eût pas été bon, pour quelqu'un de sa maison, de se hasarder à pénétrer auprès de lui, sans être appelé.

Paul semblait toujours dans un état de surexcitation nerveuse. « Il est tout nerfs, » dit le ministre vénitien, Navagero; « et quand il marche, c'est d'un pas léger, élastique, comme s'il touchait à peine le sol [2]. » Son arrogance naturelle avait grandi depuis son élévation à la première

[1] « Nazione Spagnuola, odiata da lui, e che egli soleva chiamar vile; ed abieta, seme di Giudei, e feccia del Mondo. » — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS.

« Dicendo in presenza di molti : che era venuto il tempo, che sarebbero castigati dei loro peccati; che perderebbero li stati, e che l' Italia saria liberata. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

Dans une autre occasion, nous trouvons le pape déclamant contre les Espagnols, alors maîtres de l'Italie, mais qui jadis n'y étaient connus que comme des cuisiniers.

« Dice. . . . . di sentire infinito dispiacere, che quelli che solevano essere cuochi o mozzi di stalla in Italia, ora comandino. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

[2] « Cammina che non pare che tocchi terra; è tutto nervo con poca carne. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

dignité de l'Église; il avait toujours eu la plus haute idée de l'autorité sacerdotale, et maintenant qu'il se trouvait assis dans la chaire de saint Pierre, il semblait avoir toute confiance dans son infaillibilité. Il regardait les princes de l'Europe, moins comme ses fils, — selon le langage de l'Église,—que comme des serviteurs soumis à sa volonté; sa manière de voir eût mieux convenu au XII[e] siècle qu'au XVI[e], et il était réellement venu au monde trois siècles trop tard. Dans tous ses actes, il ne prenait conseil que de lui-même; il ne souffrait d'observations de personne, et malheur à quiconque se fût risqué à lui faire quelque remontrance ou, bien plus encore, à mettre obstacle à l'exécution de ses desseins. Il n'éprouvait jamais aucun doute sur la sagesse de ces derniers, et lorsqu'une idée s'était établie dans son esprit, elle y était fixée avec la force d'un fait accompli, sans que nul argument ou nulle persuasion pût la détruire. On rencontre parfois des caractères de cette trempe, qu'une grande force de volonté et une indomptable énergie d'action font passer, aux yeux du monde, pour des génies; en réalité, ce genre de caractère est celui qui supplée le mieux au génie, par l'ascendant qu'il donne à ceux qui le possèdent sur l'esprit du vulgaire. Cependant, il y avait moyen d'approcher le pontife, pour ceux qui comprenaient son caractère et qui, en condescendant à ses volontés, savaient les faire tourner à leur propre profit. Telle était la politique que poursuivaient certains personnages de son espèce, qui, sous son patronage, sortaient de leur obscurité pour venir resplendir aux rayons du soleil à son méridien.

Paul avait, toute sa vie, déclamé contre le népotisme qu'il considérait comme un opprobre pour la papauté. Mais à peine fut-il investi de la tiare, qu'il donna un éclatant exemple

du vice qu'il avait lui-même flétri, en comblant, à la fois, de ses faveurs trois de ses neveux. Ce qu'il y avait de plus remarquable, c'est qu'ils étaient tous trois des hommes dont la vie était un sujet de scandale, même pour les Italiens, qui, on le sait, n'étaient pas des plus scrupuleux, en pareille matière.

Il éleva l'aîné, qui représentait la famille, au rang de duc, en lui donnant une ample fortune prise des dépouilles des Colonna, dont l'illustre maison avait été violemment persécutée par Paul, à cause de son attachement aux intérêts espagnols.

Il fit un autre de ses neveux cardinal, dignité à laquelle le rendaient peu propre et le métier de soldat qu'il exerçait précédemment, et sa vie, qui était celle d'un débauché. Actif et intrigant, il stimulait les sentiments haineux de son oncle contre les Espagnols, qu'il haïssait lui-même à cause d'un affront qu'il avait essuyé, étant au service de l'empereur [1].

Mais Paul n'avait pas besoin d'être excité à cet égard; et il fit voir bientôt qu'au lieu d'une réforme ecclésiastique, il avait à cœur l'exécution d'un projet qui lui était bien plus cher, le renversement du pouvoir espagnol à Naples. Comme Jules II, de belliqueuse mémoire, il avait juré de chasser les *barbares* de l'Italie. Il semblait croire que les foudres du Vatican étaient un grand élément de force contre l'Espagne et l'empire, mais il était trop sensé pour compter

[1] « Servì lungo tempore l' Imperatore, ma con infelicissimo evento, non avendo potuto avere alcuna ricompensa, come egli stesso diceva, in premio della sua miglior età, e di molte fatiche, e pericoli sostenuti, se non spese, danni, disfavore, esilio ed ultiamamente un' ingiustissima prigionia. » — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — *Relazione di Bernardo Navagero.*

exclusivement, dans ce débat, sur son artillerie spirituelle. Par le moyen de l'ambassadeur français à Rome, il entra en négociations avec la France et fit avec celle-ci un traité secret, par lequel chacune des parties contractantes s'engageait à fournir un certain contingent d'hommes et une somme d'argent, pour entreprendre une guerre destinée à l'affranchissement de Naples. Ce traité fut conclu le 16 décembre 1555 [1].

Moins de deux mois après, le 5 février 1556, le versatile roi de France, séduit par les offres avantageuses de Charles et contraint par le fâcheux état de ses finances, abandonna son nouvel allié et signa le traité de Vaucelles, qui lui assurait une trêve de cinq années dans sa guerre contre Philippe.

Paul reçut cette nouvelle au milieu de ses courtisans. Il n'eut pas l'air de beaucoup s'en affecter, mais exprima le pieux espoir que cette paix fût favorable à toutes les nations chrétiennes. En réalité, il n'était pas aussi tranquille à cet égard, qu'il voulait bien le paraître, et sans exhaler sa colère en de vaines menaces, il se mit en mesure de ramener les choses à leur état primitif, c'est-à-dire d'induire le roi de France à renouveler le traité, tout en commençant du même coup les hostilités. Il connaissait le caractère léger du monarque auquel il avait affaire ; en conséquence, il expédia à Paris le cardinal Caraffa, muni de pleins pouvoirs pour la conclusion d'un nouveau traité, et porteur de promesses si tentantes, de la part de sa sainteté, qu'elles devaient déterminer l'acceptation du roi et de ses ministres.

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Summonte, *Historia della Città e Regno di Napoli*, Napoli, 1675, tome IV, p. 278.— Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 20.

Le trône de France était, à cette époque, occupé par Henri II, fils de François Ier; ce prince ne ressemblait nullement à son père, si ce n'est par des côtés trop superficiels pour atteindre ce que l'on nomme le caractère. Il affectait des goûts chevaleresques, excellait dans les exercices du tournoi et se plaisait à entretenir de vagues aspirations vers une réputation militaire. En un mot, il s'imaginait être un héros et il paraît avoir été jusqu'à persuader à certains de ses courtisans qu'il était né pour accomplir de grandes choses. Mais il avait peu des qualités qui font le héros, et il ne l'était pas plus qu'il n'était bon chrétien, quoiqu'il s'efforçât de prouver son orthodoxie en persécutant les protestants, qui commençaient à former une secte redoutable dans le midi de ses États. Il avait peu de confiance dans ses propres ressources, menait une vie facile et indolente, et laissait la direction des affaires à ses favoris et à ses maîtresses.

La plus célèbre de ces maîtresses fut Diane de Poitiers, qui fut créée, par Henri, duchesse de Valentinois, et conserva les charmes de sa personne et son influence sur son royal amant, plus longtemps qu'il n'est d'habitude. Les personnages de la cour, en qui le roi avait le plus de confiance, étaient le duc de Guise et le connétable de Montmorency.

Anne de Montmorency, connétable de France, était l'un des plus fiers gentilshommes de la noblesse française, fier de son nom, de son rang et de son autorité auprès du souverain. Il avait blanchi au service de la cour, et Henri, habitué dès l'enfance à sa société, s'était accoutumé à se reposer entièrement sur lui de l'exécution de ses desseins. Mais le jugement du connétable, s'il était guidé par la bonne foi, n'était pas toujours des meilleurs; ses vues n'étaient pas

larges, à beaucoup près, et, quoique plein de courage, il montrait une capacité fort médiocre pour les questions militaires. C'est peut-être la conscience de cette incapacité, qui le conduisit à conseiller une politique pacifique, en rapport avec ses propres talents. Il était fervent catholique, extrêmement pointilleux sur toutes les cérémonies de dévotion, et, s'il faut en croire Brantôme, il était homme à mêler singulièrement les affaires militaires aux affaires religieuses. Il répétait son *Pater* à certaines heures fixes, quelles que pussent être ses occupations à ces moments, sauf à s'interrompre pour donner des ordres, s'écriant, par exemple : « Tuez-moi un tel! Pendez-moi tel autre! Poursuivez ces coquins à coups de lance! Mettez le feu à ce village! » Et ainsi de suite, après quoi le côté militaire de sa conscience étant satisfait, il reprenait ses patenôtres interrompues [1].

Un caractère tout différent était celui de son jeune rival, François, duc de Guise, oncle de Marie, reine d'Écosse, et frère de la régente; doué d'un esprit audacieux et entreprenant, amoureux de la gloire, brillant et avenant dans ses manières, il charmait la foule, non moins par ses qualités que par le faste de son costume et de son équipage. Il arrivait d'ordinaire à la cour, suivi de trois ou quatre cents cavaliers qui le prenaient pour leur modèle; bien fait de sa personne, il rehaussait ses avantages naturels par l'éclatant

[1] Brantôme, qui a introduit le connétable dans sa galerie de portraits, n'a pas omis cette anecdote caractéristique. « On disait qu'il se falloit garder des patenostres de M. le connestable, car en les disant et marmottant lors que les ocasions se presentoient, comme force desbordemens et desordres y arrivent maintenant, il disoit : Allez moy prendre un tel; attachez celuy là à cest arbre; faictes passer cestuy là par les picques tout à ceste heure, ou les harquebuses tout devant moy; taillez moy en pieces tous ces marauts, etc. » — Brantôme, *Œuvres*, Paris, 1822, tome II, p. 372.

costume de l'époque, — pourpoint cramoisi, manteau d'hermine sans tache et toque ornée d'une plume écarlate. On put le voir souvent ainsi, montant son fringant cheval de bataille et suivi d'une troupe nombreuse de gentilshommes, passer au grand galop par les rues de Paris, au milieu d'un peuple qui l'admirait.

Mais François de Guise n'avait pas l'esprit exclusivement rempli de ces vanités; il était habile dans le conseil et s'était montré le premier capitaine de France. C'est lui qui commandait, au mémorable siége de Metz, où vinrent échouer les forces impériales sous les ordres de Charles et du duc d'Albe. Caraffa n'eut pas grande difficulté à le gagner à sa cause, quand il ouvrit à l'ambitieux duc la perspective brillante de la conquête de Naples. Le rusé cardinal était secondé dans son œuvre par la duchesse de Valentinois. En vain le vieux Montmorency représenta au roi le triste état des finances, qui l'avait poussé à l'ignoble expédient de mettre en vente les emplois publics. D'autre part, on rappelait à Henri que la condition de l'Espagne, après de longues luttes, ne s'était guère améliorée; que les rênes du gouvernement n'étaient plus aux mains du sage Charles, mais bien à celles de son fils encore inexpérimenté; enfin que la coopération de Rome complétait un ensemble de circonstances favorables qu'il ne fallait pas négliger. Le roi était alléché, en outre, par l'assurance que lui donnait Caraffa, que le pape, son oncle, lui accorderait l'investiture du royaume de Naples pour l'un de ses plus jeunes fils, et du duché de Milan pour un autre. L'offre était trop belle pour qu'il pût y résister.

Il y eut une objection cependant; Henri avait certains scrupules de conscience à violer le récent traité de Vaucelles; mais le pape, qui avait prévu le cas, promettait

l'absolution. Comme le roi montrait aussi quelque crainte que le futur successeur de Paul, dont l'âge avancé permettait de prévoir la mort, ne fût pas disposé à maintenir le traité, Caraffa fut autorisé à l'assurer que tout danger de ce côté serait écarté, par la création d'une fournée de cardinaux français, ou tout au moins dévoués aux intérêts de la France.

Toutes les difficultés étant ainsi levées, le traité fut conclu en juillet 1556. Les contractants s'engageaient à fournir chacun environ douze mille fantassins, cinq cents hommes d'armes et le même nombre de chevau-légers. La France devait contribuer aux frais de la guerre pour 350,000 ducats, et le pape pour 150,000. Les troupes françaises devaient être approvisionnées par celui-ci, à charge de remboursement à sa sainteté. Il était, en outre, convenu que la couronne de Naples serait donnée à l'un des fils de Henri, qu'une partie assez importante de ce royaume, du côté du nord, serait annexée aux États du pape, et que d'amples possessions seraient taillées pour les neveux de sa sainteté dans les territoires conquis. En un mot, le système de partage était organisé comme si le morceau eût été déjà pris et prêt à être dépecé par les vainqueurs [1].

Enfin, il fut encore convenu que Henri inviterait le sultan Soliman à renouveler son ancienne alliance avec la France, et à faire une descente avec ses galères sur les côtes de la Calabre. Ainsi le roi très chrétien, avec le pape pour allié, d'un côté, et le grand turc, de l'autre, se préparait à faire la guerre au prince le plus catholique de la chrétienté [2] !

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Summonte, *Historia di Napoli*, tom. IV, p. 280. — Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 21. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 23 et seq.

[2] Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 19.

Pendant ce temps, Paul IV, enorgueilli par la perspective du succès de sa négociation, secoua le peu de pudeur qu'il avait gardé jusqu'alors dans sa conduite. Il éclata en invectives plus amères que jamais contre Philippe, et dit d'un air de défi aux cardinaux espagnols qu'ils pouvaient répéter ses paroles à leur maître. Il parlait d'intenter au roi un procès en règle, pour lui faire rendre Naples, sur lequel il avait perdu ses droits en omettant de payer le tribut annuel au Saint-Siége. Le pape savait fort bien que son prétexte était mal fondé, mais le procès n'en eut pas moins lieu, et un verdict de forfaiture fut prononcé contre le monarque espagnol.

A ces insultes impuissantes, Paul joignit des moyens de vexation plus efficaces. Il persécutait quiconque montrait quelque intérêt à l'Espagne; par ses ordres, les murailles de Rome furent restaurées et les garnisons des frontières reçurent du renfort. Ces mesures causèrent une grande alarme parmi les Romains, qui se souvenaient trop de la dernière guerre contre l'Espagne, sous Clément VII, pour en désirer une nouvelle. Garcilaso de la Vega, qui avait, pendant le règne de Charles-Quint, représenté Philippe à la cour pontificale, rendit un compte détaillé de tous ces faits au vice-roi de Naples. Garcilaso fut immédiatement jeté en prison; l'espagnol Taxis, directeur des postes, subit le même traitement, et de plus fut mis à la torture. L'ambassadeur impérial, Saria, après avoir vainement protesté contre ces actes arbitraires, se rendit auprès du pape pour lui demander ses passeports, et fut laissé pendant une heure à la porte du Vatican, avant qu'on lui permît d'entrer [1].

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo,* MS. — Carta del

Philippe avait connaissance de tous ces faits, et depuis longtemps il s'était préparé à la sombre tempête qu'il voyait s'amasser et se former au delà des Alpes. Vers la fin de l'année précédente, il s'était mis en mesure d'y résister, en confiant le gouvernement de Naples à l'homme le plus sûr dans les moments de crise, au duc d'Albe, alors gouverneur de Milan et commandant en chef de l'armée d'Italie. Comme ce personnage doit occuper une place très grande dans notre récit des événements subséquents, nous croyons utile de jeter un coup d'œil sur sa vie antérieure.

Ferdinand Alvarez de Tolède descendait d'une illustre maison de Castille, dont le nom est associé aux événements les plus mémorables de l'histoire nationale. Il était né en 1508 et, encore enfant, perdit son père au siége de Guelves, en Afrique; ce fut son grand-père, le célèbre conquérant de la Navarre, qui recueillit le jeune orphelin, lequel reçut de lui les premières leçons dans l'art de la guerre, dès sa plus tendre jeunesse. Cette éducation précoce semble avoir développé ses goûts pour la vie militaire; à l'âge de seize ans, nous le voyons quitter secrètement la maison, pour aller s'engager sous les drapeaux du connétable Velasco, au siége de Fontarabie; il devint plus tard gouverneur de cette place. En 1527, n'ayant pas encore vingt ans, il se vit investi, par la mort de son grand-père, de tous les titres et des vastes domaines de la maison de Tolède.

Ses capacités, autant que son rang élevé, ne tardèrent pas à le mettre en évidence et, comme Philippe gagnait en âge, le duc d'Albe fut placé auprès de lui, faisant partie de son

Duque de Alba á la Gobernadora, 28 de Julio, 1556, MS. — Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 15, 16.

conseil et prenant part à la régence de Castille. Il accompagna Philippe dans ses voyages hors d'Espagne et, comme nous l'avons vu, il était de sa suite en Flandre ainsi qu'en Angleterre.

Le duc d'Albe était d'un naturel trop hautain et trop impérieux pour condescendre aux moyens qui conduisent d'ordinaire le mieux à la faveur des rois; et il rencontra à la cour des rivaux plus politiques et doués d'un esprit plus souple que le sien. Cependant Philippe avait compris parfaitement son caractère, et connaissant la force de son intelligence et l'étendue de sa fidélité, il lui témoigna sa confiance en lui donnant des emplois de la nature la plus délicate.

L'empereur, avec sa profondeur de vues habituelle, avait discerné de bonne heure les talents militaires du jeune gentilhomme. Il prit le duc d'Albe avec lui, dans ses guerres d'Allemagne, et ne tarda pas à lui confier le plus haut commandement dans ses armées; il en était ainsi, lors du malheureux siége de Metz, où l'infanterie espagnole fut presque entièrement sacrifiée à l'obstination de Charles.

Le duc déploya, dans sa carrière militaire, quelques-unes des qualités les plus caractéristiques de ses compatriotes; mais c'étaient de ces qualités qui appartiennent à un âge plus avancé. Il ne montrait guère cet esprit aventureux et romanesque du cavalier espagnol, qui semblait rechercher le danger pour le danger, et tout hasarder sur un simple coup d'œil; son trait dominant était la prudence et, sous ce rapport, il en eût remontré à n'importe quel vétéran de l'armée; une prudence poussée au point d'imposer parfois un frein à l'esprit entreprenant de l'empereur. On s'étonnait de voir des épaules aussi jeunes porter une aussi vieille tête.

Cependant cette prudence était accompagnée d'un courage que le danger ne pouvait abattre, et d'une persévérance que le plus rude labeur n'était pas capable de lasser. Pour atteindre un but, il préférait le moyen sûr, fût-il le moins expéditif; dépourvu de cette ambition qui fait aimer les succès pour le prestige qui les entoure, il n'était pas homme à chercher l'éclat d'un brillant coup de main, ni à compromettre les résultats d'une bataille pour profiter d'un incident qui pût mettre en relief sa valeur personnelle. Il considérait froidement la fin de toute chose, et marchait vers son but par un système d'opérations combinées avec la plus grande prévoyance, et qui étaient presque toujours couronnées de succès. Peu de grands capitaines ont été aussi uniformément heureux dans leurs campagnes, et cependant il était rare que ces campagnes fussent marquées, pour lui, par de ces grands coups décisifs qui brillent avec tant d'éclat aux yeux des amants de la gloire. Tels étaient, au point de vue militaire, les traits de caractère les plus saillants du chef auquel Philippe, dans ce moment critique, confia la vice-royauté de Naples [1].

[1] Nous possédons trois biographies du duc d'Albe, qui donnent un aperçu de toute sa carrière. La plus importante est écrite en latin par un jésuite espagnol, nommé Ossorio, et porte pour titre : *Ferdinandi Toletani Albæ Ducis Vita et Res Gestæ*, Salmanticæ, 1669. L'auteur vivait à peu près un siècle après l'époque de son héros; mais, comme il paraît avoir eu accès aux meilleures sources d'information, on peut dire que son récit est établi sur des bases solides. Il écrit d'une manière sensée, en homme qui s'entend aux affaires, ce qui se rencontre plus souvent chez les jésuites que parmi les membres des autres ordres. Il n'y a rien de surprenant à ce que les traits sévères du portrait fussent adoucis sous la main amicale du jésuite, célébrant les hauts faits du grand champion du catholicisme.

Une vie du duc en français, imprimée quelque trente ans plus tard, n'est qu'une traduction de la précédente (*Histoire de Ferdinand-Alvarez de*

Avant d'ouvrir les hostilités contre l'Église, le roi d'Espagne voulut apaiser sa conscience, en obtenant, s'il était possible, de l'Église elle-même la permission de la combattre. Il réunit un congrès de théologiens de Salamanque, d'Alcala, de Valladolid et d'autres endroits encore, et de juristes de ses divers conseils; ce congrès était chargé de résoudre certaines questions qu'il lui posa. Entre autres choses, il demanda aux membres de cette assemblée si, dans le cas d'une guerre défensive contre le pape, il ne serait pas licite de séquestrer les revenus des personnes qui, espagnoles ou non, mais ayant des biens en Espagne, refuseraient d'obéir au souverain; si l'on ne pouvait pas mettre la main sur tous les bénéfices ecclésiastiques et prohiber tout envoi d'argent à Rome; si l'on ne devait pas convoquer un concile pour faire valider l'élection de Paul, que certains vices de forme rendaient, disait-on, irrégulière; s'il n'y avait pas lieu de faire une enquête sur les immenses abus de l'autorité ecclésiastique, et d'aviser aux meilleurs moyens d'y remédier. Ce mot de concile, si menaçant, ne devait pas chatouiller très agréablement les oreilles pontificales; c'était une sorte de camouflet par lequel les princes européens répondaient d'habitude aux menaces d'excommunication lancées contre eux. Les motifs allégués pour la convocation de ce concile n'étaient pas faits pour calmer les nerfs irritables de sa sainteté. Le conclave de théologiens et de

Tolède, Duc d'Albe, Paris, 1699). Un ouvrage qui affiche plus de prétentions est intitulé : *Resultas de la Vida de Ferdinando Alvarez tercero Duque de Alva, escrita por Don Juan Antonio de Vera y Figueroa, Conde de la Roca,* 1643. Il appartient vraisemblablement à une classe d'ouvrages peu rares en Espagne, où le vague et l'incertain tiennent la place du récit simple et où l'écrivain drape son panégyrique monté sur des échasses dans le manteau solennel de la philosophie morale.

juristes rendit aux diverses questions des réponses aussi favorables que Philippe l'avait prévu; et le roi, armé d'une sanction aussi respectable, donna à son vice-roi des ordres pour la mise de Naples en état de défense [1].

Le duc d'Albe n'avait pas attendu ces ordres, et s'était activement occupé de réunir toutes ses ressources et de rassembler des troupes levées dans les Abruzzes et dans d'autres parties du pays. Comme les hostilités étaient inévitables, il résolut de frapper le premier coup et de porter la guerre sur le territoire de l'ennemi, avant que ce dernier eût franchi la frontière napolitaine. Toutefois, aussi bien que son maître, le duc tenait à se dégager, autant que possible, de toute responsabilité personnelle, avant de prendre les armes contre le chef de l'Église; en conséquence, il adressa à ce dernier, ainsi qu'à ses cardinaux, un manifeste où il énumérait en termes pleins d'animation les griefs de son souverain; la liste en était longue : le langage outrageant de Paul; les vexations infligées aux agents de Philippe et à l'ambassadeur impérial; le procès intenté à son maître pour le déposséder du royaume de Naples, enfin les démonstrations belliqueuses du pape sur la frontière, démonstrations qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions. Puis il conjurait sa sainteté de réfléchir, avant de plonger ses États dans les horreurs de la guerre, lui représentant qu'il était de son devoir, comme chef de l'Église, de maintenir la paix dans la chrétienté et non d'y semer la discorde. Il dépeignait les inévitables calamités de la guerre, la ruine et la dévastation qu'elle devait apporter dans les

[1] Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 27. — Consulta hecha a varios letrados y téologos relativamente a las desavenencias con el Papa, MS. Ce document est conservé aux archives de Simancas.

belles plaines de l'Italie, disant que, s'il devait en être ainsi, la faute en serait au pape, qui devait supporter toute responsabilité, la guerre n'étant, du côté de Naples, qu'une guerre défensive. Quant à lui, il n'avait pas le choix de ses devoirs : maintenir intactes les possessions de son souverain, telle était sa mission ; et, avec l'aide de Dieu, il l'accomplirait, dût-il verser la dernière goutte de son sang [1].

Tout en faisant cet appel aux sentiments du pape, le duc d'Albe invoquait les bons offices du gouvernement de Venise, pour amener une réconciliation entre Philippe et le Vatican. Il choisit, pour remettre au pape ce chaleureux manifeste, un personnage important de Naples. Pour toute réponse, l'irritable pontife fit jeter l'envoyé en prison ; on rapporte même qu'il lui fit donner la torture.

Pendant ce temps, le duc d'Albe, qui ne comptait pas beaucoup sur le succès de sa tentative, avait rassemblé une armée, forte en tout de douze mille hommes d'infanterie et de quinze cents cavaliers, avec douze pièces de canon. Son infanterie était principalement composée de Napolitains, la plupart peu aguerris, mais ce qui faisait la force de cette armée, c'étaient les vétérans d'Espagne, qui en formaient le tiers ; le rendez-vous général assigné à ces troupes était

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Andrea, *Guerra de campana de Roma*, Madrid, 1589, p. 14. — Summonte, *Historia di Napoli*, tom. IV, p. 270.

Le récit le plus circonstancié de cette guerre se trouve dans l'œuvre du napolitain Alessandro Andrea, qui fut d'abord publiée en italien, à Venise, et ensuite traduite en espagnol par l'auteur et imprimée à Madrid. Andrea était un soldat de quelque expérience ; et son récit de ces événements est le fruit en partie d'observations personnelles et en partie, comme il le rapporte, des témoignages les plus accrédités. La version espagnole en fut faite à la suggestion de l'un des ministres de Philippe, — ce qui est une assez bonne preuve que l'auteur, dans son récit, s'est conduit en loyal sujet.

San Germano, ville située sur la frontière septentrionale du royaume. Le 1er septembre 1556, le duc, accompagné d'une suite nombreuse de cavaliers, quitta la capitale; il arriva, le 4, à San Germano. Le lendemain, il passa la frontière, à la tête de son armée, et marcha sur Ponte-Corvo, dont les habitants lui ouvrirent les portes sans résistance. Plusieurs autres villes suivirent cet exemple, et le duc d'Albe en prit possession; mais un placard affiché dans la principale église de chacune de ces villes, près d'un écusson aux armes du sacré collége, annonçait qu'il restituerait ces places au nouveau pape élu par ce corps. Il proclamait ainsi, devant le monde chrétien, que l'Espagne faisait la guerre pour se défendre et non par esprit de conquête. Quelques historiens voient dans cet acte une habile manœuvre, faite pour semer des germes de défiance entre le pape et ses cardinaux [1].

Anagni, place de quelque importance, refusa de se rendre aux sommations qui lui furent faites par le duc. Après un siége de trois jours, une brèche ouverte dans les murs par l'artillerie espagnole livra passage à l'ennemi. La malheureuse ville, prise d'assaut, fut mise à sac; en d'autres termes, on ne lui épargna aucune des atrocités permises par la loi barbare de la guerre, à cette époque, qui livrait à la merci de la soldatesque, sans égard pour le sexe ou pour l'âge, la vie et les biens de malheureux sans défense [2].

[1] Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 25. — Carta del Duque de Alba à la Gobernadora, 8 de Settembre 1556, MS.

« In tal modo, non solo veniva a mitigar l'asprezze, che portava seco l' occupar le terre dello stato ecclesiastico, ma veniva a sparger semi di discordia, e di sisma, fra li Cardinali, ed il Papa, tentando d' alienarli da lui, e mostrargli verso di loro riverenza, e rispetto. » — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS.

[2] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS.

Une ou deux autres villes qui résistèrent eurent le sort d'Anagni; et le duc d'Albe, laissant pour garder ses nouvelles conquêtes toutes les troupes dont il pouvait disposer, lança ses légions victorieuses contre Tivoli, ville avantageusement située sur une hauteur, et défendant à l'est la capitale. Cette place se rendit sans offrir de résistance, et le duc, voulant faire reposer ses troupes, y établit son quartier-général, tandis que son armée se répandait dans les faubourgs et les campagnes environnantes, où abondait le fourrage pour sa cavalerie.

Cette rapide suite d'événements, la chute successive de tant de villes et surtout le sort funeste d'Anagni, frappèrent de terreur la population de Rome. Les femmes sortirent en foule de la ville, et une grande partie des hommes les eussent suivies, sans l'intervention du cardinal Caraffa; la panique était aussi grande que si l'ennemi se fût déjà trouvé aux portes de la capitale. Au milieu de la consternation générale, Paul semblait avoir conservé seul sa présence d'esprit. Le ministre vénitien, Navagero, était présent quand il reçut la nouvelle du sac d'Anagni, et il témoigne du sang-froid avec lequel le pape s'occupa de ses travaux officiels, pendant cette matinée, comme si rien ne fût arrivé [1].

Ceci était pour le public; mais ceux qui le virent ce jour là dans l'intimité, purent observer que ce coup avait assez rudement frappé son esprit ardent, pour en faire jaillir des étincelles. Il répondit avec hauteur à l'envoyé vénitien, qui était venu à Rome pour tâcher de négocier la paix et le pressait d'entrer en arrangements avec les Espagnols, que

[1] « Stava intrepido, parlando delle cose appartenenti a quel' uffizio, come se non vi fusse alcuna sospezione di guerra, non che gl' inimici fussero vicini alle porte. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

le duc d'Albe devait commencer par repasser la frontière, et que, s'il avait quelque chose à demander, il pouvait s'adresser alors à lui, comme un fils soumis de l'Église. Cette marche n'était guère de nature à être suivie par l'heureux général [1].

Dans une entrevue qu'il eut avec deux gentilshommes français, qu'il supposait avoir quelque intérêt à lui conseiller la paix, le pape s'écria : « Quiconque me fera faire la paix avec des hérétiques est un suppôt du diable, objet des vengeances célestes, et je prierai Dieu de l'accabler de sa malédiction! Si je vous trouve encore à vous mêler de pareille affaire, je vous abattrai la tête des épaules; et ne croyez pas que ce soit une vaine menace, car j'ai l'œil sur vous; et si je vous surprends à me trahir ou à m'entraîner dans une seconde et maudite trêve, je le jure par le Dieu éternel, je vous ferai jeter la tête bas du corps, quoi qu'il puisse en résulter! » « Et sa sainteté, » dit le narrateur, qui était l'un des témoins de cette scène, « continua de la sorte pendant près d'une heure, allant et venant à grands pas dans l'appartement, parlant de ses griefs et menaçant de nous couper la tête, jusqu'à ce qu'il en eût perdu la respiration [2]. »

Mais l'énergie du pape ne se consuma pas en paroles. Immédiatement il mit la capitale dans les meilleures conditions de défense, leva des impôts pour ses troupes, concentra à Rome les garnisons des places environnantes, se

[1] « Pontifex eam conditionem ad se relatam aspernatus in eo persistebat, ut Albanus copias domum reduceret, deinde quod vellet, a se supplicibus precibus postularet. » — Sepulveda, *De Rebus Gestis Philippi II*, lib. I, cap. XVII.

[2] Sismondi, *Histoire des Français*, tom. XVIII, p. 17.

forma une garde du corps de six ou sept cents cavaliers et eut bientôt la satisfaction de voir ses levées dans le pays lui fournir six mille fantassins parfaitement équipés. Ces soldats avaient l'air martial, sous leurs beaux uniformes et avec leurs bannières aux armes pontificales; sa sainteté les passa en revue, du haut de ses fenêtres, et leur donna sa bénédiction. Mais, d'après un ancien proverbe, le glaive de Rome était sujet à s'émousser, et l'on reconnut bientôt que ces héros de parade n'étaient pas de force à se mesurer avec les redoutables vétérans espagnols.

Parmi les soldats du pape se trouvait un corps de mercenaires allemands, qui faisaient de la guerre une affaire d'argent et se vendaient au plus offrant et dernier enchérisseur; ils étaient luthériens, connaissant peu la religion catholique et ne la respectant guère; ils regardaient curieusement ses rites et ses momeries, et se moquaient de ses cérémonies les plus solennelles, sous les yeux mêmes du pape. Mais Paul qui, en d'autres temps, eût payé de la potence et du bûcher de pareilles irrévérences, ne pouvait se mettre en guerre avec ses défenseurs, et devait digérer de son mieux les affronts qu'ils lui faisaient subir. Il faut avouer que les choses allaient bien mal, le chef de l'Église ayant pour alliés des hérétiques, et des catholiques pour ennemis [1].

Pendant ce temps là, le duc d'Albe occupait toujours Tivoli. S'il eût profité de la panique causée par ses succès, il eût pu, supposait-on, sans grande difficulté, se rendre

[1] « Quel Pontefice, che per ciascuna di queste cose che fosse cascata in un processo, avrebbe condannato ognuno alla morte ed al fuoco, le tollerava in questi, come in suoi defensori. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

maître de la capitale; mais cela n'entrait pas dans les plans de sa politique, qui avait pour but d'amener le pape à céder, plutôt que de causer sa ruine. Il cherchait à réduire Rome en lui coupant les vivres; comme nous l'avons déjà dit, maître de Tivoli, il l'était de tout le pays qui s'étend à l'est de Rome, et il se proposait de s'emparer d'Ostie, pour empêcher toute communication de la capitale avec la côte.

Rassemblant toutes ses forces, il quitta Tivoli et marcha à travers la Campanie, passant au sud de Rome; prenant en route plusieurs places appartenant au Saint-Siége, il arriva devant Ostie au commencement de novembre, et prit position sur les rives du Tibre, à l'endroit où ce fleuve se bifurque, l'une de ses branches allant vers le nord, sous le nom de *Fiumicino* ou petite rivière. La ville ou plutôt le village dont les Espagnols venaient s'emparer, ne se composait que de quelques maisons, jetées çà et là; ce n'était plus cette ville antique, fière de son vaste port qui abritait le commerce du monde entier. Cette localité était défendue par une citadelle de quelque importance, occupée par un corps de troupes choisi, mais peu nombreux et si mal approvisionné de vivres et de munitions que, bien évidemment, le gouvernement n'avait pas dû s'attendre à une attaque de ce côté.

Le duc fit venir un certain nombre de bateaux de Nettuno, ville de la côte, dont il avait également pris possession; il employa ces bateaux à la construction d'un pont où il fit passer un petit détachement de son armée, ainsi que son artillerie. Le hameau en question fut enlevé sans peine, mais, comme la citadelle refusait de se rendre, le duc d'Albe la soumit à un siége en règle, la mettant entre deux batteries armées de ses lourds canons; la garnison répondit avec

énergie au feu violent qu'il ouvrit contre les ouvrages extérieurs.

En même temps, il détacha de son armée un corps de cavalerie considérable, commandé par Colonna, qui balaya tout le pays jusqu'aux murs mêmes de Rome. Un escadron de cavalerie dont l'attitude martiale avait rempli de joie le cœur du vieux pontife, fit une sortie contre les Espagnols, et une rencontre eut lieu, à peu de distance de la ville. Les Romains soutinrent bravement le choc, mais, après avoir brisé leurs lances, ils firent volte-face, et sans plus coup férir, ils abandonnèrent le champ à l'ennemi qui les poursuivit jusqu'aux portes de Rome. Ils furent si rudement traités dans leur fuite, que, malgré toute leur vaillance, il n'y eut plus moyen de les faire sortir des murs de la capitale, quoique le cardinal Caraffa, qui faillit n'en pas réchapper, eût fait à son tour une sortie, suivi d'une poignée de soldats, pour ranimer leur courage abattu [1].

Pendant ce temps, le duc d'Albe pressait vigoureusement le siége d'Ostie; mais, après avoir déjà tenu plus d'une semaine, les assiégés ne se montraient pas disposés à se rendre. A la fin, le 17 novembre, voyant ses vivres et ses munitions près d'être épuisés, le chef espagnol résolut de livrer un assaut général. Le lendemain matin de bonne heure, après avoir entendu la messe comme d'habitude, le duc monta à cheval et, passant entre les rangs de ses troupes pour les animer au combat, donna l'ordre d'attaquer. Un corps d'Italiens fut envoyé le premier, pour escalader les fortifications, mais il fut repoussé avec des pertes considérables, et les officiers ne purent parvenir à rallier leurs sol-

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS.

dats pour remonter à l'assaut. Un détachement choisi de fantassins espagnols fut alors chargé d'accomplir cette dangereuse mission. Ce fut avec une peine incroyable qu'ils réussirent à escalader les remparts, sous une grêle de projectiles de toute espèce, lancés par la garnison, et qu'ils finirent par pénétrer dans la place; mais, arrivés là, ils se trouvèrent aux prises avec des gens d'une bravoure aussi indomptable que la leur. La lutte fut longue et désespérée, telle que l'on n'en avait pas encore vue, de toute la campagne. Le duc, voyant les pertes qu'il avait subies et l'inutilité de sa tentative, donna vers le soir le signal de la retraite. Les assaillants avaient, sans nul doute, le moins beau rôle dans cette affaire, mais les assiégés, épuisés de fatigue et presque sans vivres et sans provisions, ne se sentirent pas la force de résister le lendemain à un nouvel assaut, et, le 19 novembre, la brave garnison capitula avec les honneurs de la guerre [1].

L'issue de la campagne semblait dès lors décidée. Le pape, qui voyait ses principales villes aux mains de l'ennemi et ses communications coupées, à la fois par terre et par mer, devait comprendre qu'il ne lui était pas possible de résister, dans ces conditions, à la puissance de l'Espagne; en tout cas, ses sujets le comprirent, et son attitude menaçante ne les empêcha pas de s'élever énergiquement contre la continuation d'une guerre aussi ruineuse. Mais Paul ne voulait pas entendre parler de la paix; si ses derniers revers

[1] Les détails du siége d'Ostie sont donnés avec plus ou moins de développements par Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS.; Andrea, *Guerra de Roma*, p. 72 et seq.; Campana, *Vita del Catholico Don Filippo Secondo, con le Guerre de suoi Tempi*, Vicenza, 1605, tom. II, fol. 146, 147; Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. II, cap. XV.

l'avaient abattu, il avait le ferme espoir de les réparer à l'arrivée des Français, qui, à ce qu'il apprit avec joie, étaient en pleine marche à travers le Milanais; mais il n'était pas aussi éloigné d'accepter une trêve, qui eût donné à ses alliés le temps d'arriver à son secours.

En conséquence, le cardinal Caraffa eut une entrevue avec le duc d'Albe et entra en négociations avec lui, pour obtenir une suspension d'armes. Cette proposition ne trouva pas le duc intraitable; affaibli par des pertes de tout genre, celui-ci n'était nullement en état, après une rude campagne, de tenir tête à des troupes fraîches, conduites par un chef aussi expérimenté que l'était le duc de Guise; il ne se souciait guère de s'exposer à une seconde rencontre avec le général français, dans des conditions presque aussi désavantageuses que celles qui avaient, à Metz, entraîné sa défaite.

Grâce à des dispositions aussi conciliantes de part et d'autre, une trêve de quarante jours fut bientôt conclue entre les parties; les stipulations en étaient honorables pour le duc d'Albe, qu'elles laissaient nanti de toutes ses conquêtes. Ces arrangements terminés, il leva le camp qu'il avait formé sur la rive méridionale du Tibre, repassa la frontière et, peu de jours après, fit triomphalement son entrée à Naples, à la tête de ses bataillons [1].

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 86 et seq.

L'empereur Charles-Quint, pendant son voyage à Yuste, eut, quant à la trêve, une opinion bien différente de celle du duc d'Albe, reprochant franchement à celui-ci de ne pas avoir, après la prise d'Ostie, frappé un coup décisif, au lieu de laisser aux Français le temps d'entrer en Italie et de se concerter avec le pape. — « El emperador oyò todo lo que v. m[d]. dize del duque y de Italia, y ha tornado muy mal el haver dado el duque oidos á suspension de armas, y mucho mas de haver prorrogado el plazo,

Ainsi finit la première campagne de Rome; campagne qui eût ébranlé la confiance et abaissé l'orgueil d'un pontife moins arrogant que Paul IV. Mais elle ne servit qu'à rendre plus profonde encore sa haine contre les Espagnols et à stimuler ses désirs de vengeance.

por parecelle que será instrumento para que la gente del Rey que baxava á Piamonte se juntasse con la del Papa, ò questa dilacion será necessitar al duque, y estorvalle el effecto que pudiera hazer, si prosiguiera su vitoria despues de haber ganado á Ostia, y entre dientes dixo otras cosas que no pude comprehender. » — Carta de Martin de Gaztelu á Juan Vazquez, Enero 10, 1557, MS.

CHAPITRE VI.

GUERRE AVEC LE PAPE.

(1557.)

Entrée du duc de Guise en Italie. — Opérations dans les Abruzzes. — Siége de Civitella. — Expulsion des Français par le duc d'Albe. — Rome menacée par les Espagnols. — Consentement de Paul à un traité de paix. — Fin de son pontificat.

Pendant que ces événements se passaient en Italie, l'armée française, sous les ordres du duc de Guise, était arrivée sur les frontières du Piémont. Ce capitaine, en quittant Paris, était à la tête d'une armée de douze mille hommes d'infanterie, dont cinq mille Suisses, et le reste composé de Français, parmi lesquels un grand nombre étaient Gascons; sa cavalerie s'élevait à deux mille hommes, et il avait douze pièces de canon; le duc de Guise était, en outre, accompagné d'une brillante troupe de gentilshommes français, jeunes pour la plupart, et qui désiraient ardemment aller moissonner des lauriers sous la conduite de l'illustre défenseur de Metz.

L'armée française ne rencontra aucun obstacle à son passage par le Piémont. Le roi d'Espagne avait ordonné au gouvernement de Milan de renforcer les garnisons des forts,

mais de ne pas engager de combat avec les Français, à moins que ceux-ci ne prissent l'offensive [1]. Des conseillers du duc de Guise l'y engageaient, surtout son beau-père, le duc de Ferrare, qui lui avait amené un renfort de six mille hommes de troupes et le pressait vivement de s'assurer des Milanais, avant d'aller plus loin, pour ne pas laisser derrière lui un dangereux ennemi. Les Italiens, en outre, considéraient cette mesure comme importante, au point de vue de la confiance qu'elle devait donner à la faction d'Anjou, à Naples; elle devait de plus acquérir à la France les États qui suivaient encore une politique indécise ou qui n'avaient consenti que tardivement à une alliance avec l'Espagne.

La France, à cette époque, avait peu d'influence dans les conseils des puissances d'Italie. Gênes, après une tentative de révolution avortée, s'était tournée vers l'Espagne, qui, par la cession de Sienne, s'était assuré la coopération de Côme de Médicis, alors maître de la Toscane. Le duc de Parme, qui avait leurré pendant quelque temps le roi de France, avait été gagné par l'Espagne, au moyen de la restitution de Plaisance dont il avait été dépouillé par Charles-Quint. Son jeune fils, Alexandre Farnèse, avait été envoyé à la cour de Madrid, comme otage, pour y recevoir, sous les yeux de Philippe, cette éducation dont on vit plus tard les fruits dans la guerre des Pays-Bas, où il se montra le premier capitaine de son temps. Venise, du haut de son phare solitaire dans l'Adriatique, observait de loin les changements politiques de l'Italie, toujours prête à les faire tourner à son profit. Sa politique conservatrice, cependant, la poussait à maintenir autant que possible les choses dans le même état;

[1] Sepulveda, *De Rebus Gestis Philippi II*, p. 13.

elle craignait surtout de voir l'équilibre existant, troublé par l'intervention d'une puissance nouvelle sur la scène italienne; et c'est avec empressement qu'elle s'était rendue à l'invitation du duc d'Albe, d'interposer sa médiation entre les parties en conflit. Cette diplomatie toute pacifique rencontra peu d'encouragement chez le belliqueux pontife qui avait déchaîné la guerre sur l'Italie.

Les conseils du duc de Ferrare, quelque judicieux qu'ils fussent en eux-mêmes, ne furent pas écoutés de son gendre, qui brûlait d'atteindre Naples, comme le vrai théâtre de ses conquêtes; le pape, de son côté, le pressait, dans les termes les plus péremptoires, de hâter sa marche vers le but de son expédition. Le général français eut le talent de se faire donner par son gouvernement des instructions dans ce sens, qui semblaient lui dicter sa conduite. Son beau-père fut si indigné de cette résolution, qu'il quitta immédiatement le camp du duc de Guise, emmenant ses six mille soldats et déclarant qu'il avait besoin de toutes les forces qu'il pourrait réunir, pour protéger ses propres États contre les troupes milanaises [1].

Privé ainsi de son renfort italien, le duc de Guise continua sa marche; il entra dans les États de l'Église, suivit le rivage de l'Adriatique, passa par Ravenne et Rimini; puis, se dirigeant vers l'intérieur, il fit halte à Gesi, où il trouva des logements pour ses troupes et du fourrage pour ses chevaux.

Laissant son armée dans cette position favorable, il se rendit aussitôt à Rome, afin d'arranger avec le pape le plan

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 165.

de campagne. Il fut gracieusement reçu par Paul, qui le traita avec la plus grande distinction, comme le champion de l'Église. Enhardi par la présence de l'armée française dans ses domaines, le pape n'hésita pas plus longtemps à proclamer la reprise de la guerre contre l'Espagne. Les recrues romaines, répandues dans la Campanie, assaillirent les places occupées par de faibles garnisons espagnoles; la plupart furent reprises, entre autres Tivoli et Ostie, et le cœur orgueilleux du pontife se gonfla de joie, à la perspective de la chute prochaine de la domination espagnole en Italie.

Après avoir passé plusieurs jours au Vatican, le duc de Guise rejoignit son armée à Gesi. Fortifié par de grandes promesses d'aide, de la part de sa sainteté, il se vit bientôt rejoint par l'un des neveux de Paul, le duc de Montebello, à la tête d'un maigre renfort. Il fut décidé de franchir tout d'un coup la frontière napolitaine, et de commencer les opérations par le siége de Campli.

C'était une ville considérable, située au milieu d'un fertile territoire. La population en avait été fort augmentée par l'arrivée de tous les habitants des alentours, qui étaient venus y chercher un refuge; mais ils firent peu de chose pour défendre la place, qui, ne pouvant tenir contre l'impétuosité des Français, fut emportée d'assaut. Les hommes, — tous ceux, du moins, qui firent résistance, — furent passés au fil de l'épée; les femmes furent abandonnées à la brutalité de la soldatesque. On incendia les maisons après les avoir livrées au pillage, et la florissante cité fut convertie en un monceau de décombres fumants. Le butin fut abondant, car les gens qui s'étaient réfugiés à Campli y avaient apporté avec eux tout ce qu'ils avaient de plus pré-

cieux, et une grande quantité d'argent et d'or fut trouvée dans les maisons. Les celliers y étaient remplis aussi de vins délicats, et les vainqueurs se plongèrent dans l'orgie la plus effrénée, tandis que les malheureux habitants erraient, comme des spectres, parmi les ruines de leurs demeures [1].

Le sort de l'Italie, au XVI[e] siècle, était réellement pénible. Ce malheureux pays avait de beaucoup devancé son époque, dans la plupart des arts qui appartiennent à une société civilisée; ses villes, même les moins importantes, attestaient dans leurs vastes temples et dans leurs nombreux palais les progrès de l'architecture, et leurs places publiques étaient ornées de fontaines artistement travaillées. Des arches solides, en maçonnerie, traversaient les rivières. Les édifices particuliers, aussi bien que les monuments publics, étaient ornés de précieux ouvrages d'art, dont la valeur résidait moins dans la matière que dans les qualités de l'exécution. A peine une génération avait passé depuis que Michel-Ange et Raphaël avaient enfanté leurs miracles de sculpture et de peinture, et maintenant le Corrége, Paul Veronèse et le Titien remplissaient leur pays des immortelles productions qui ont fait, à la fois, les délices et le désespoir de leur postérité. Les lettres ne restaient pas en arrière des arts, et les stances magiques de l'Arioste avaient à peine cessé de retentir, qu'un barde plus grand encore, le Tasse, était venu chanter la grande légende de la chevalerie chrétienne. Cette alliance extraordinaire de l'art raffiné et de la culture littéraire était rendue bien plus remarquable par le contraste qu'elle offrait avec la condition du reste de

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 220. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 86. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. III, cap. IX.

l'Europe, qui ne faisait que se lever au soleil de la civilisation. Mais, malgré tous ces progrès intellectuels, l'Italie manquait malheureusement de certaines qualités propres aux rudes fils du Nord, qualités qui semblent être les conditions mêmes d'une existence nationale. Elle pouvait se montrer glorieuse et fière de ses artistes, de ses poètes, de ses politiques; mais elle avait peu de vrais patriotes, peu de ces hommes qui font reposer toutes leurs espérances sur l'indépendance de leur pays natal. La liberté des anciennes républiques italiennes était morte; parmi ces petits États, à peine y en avait-il un qui ne se fût jeté dans les bras d'un maître. Le principe d'union pour la défense commune contre l'agression étrangère était aussi peu connu que le principe de la liberté politique à l'intérieur; les États se jalousaient l'un l'autre, les communes se portaient mutuellement envie, quand elles ne se voyaient pas déchirées par les luttes intestines des factions; de cette manière, leur force individuelle était également paralysée, aussi bien pour le gouvernement que pour la défense. Le don de la beauté, que l'Italie possédait à un degré si extraordinaire, ne faisait que tenter plus encore ses profanateurs, auxquels elle n'avait ni la force, ni le courage de résister. Le pirate turc s'abattait sur ses rivages, pillait les villes de son littoral, et en emmenait les habitants en esclavage; les Européens, presque aussi barbares que les Turcs, franchissaient les Alpes et, se jetant sur le pays, réduisaient en ruines les villes et les villages couchés au pied des montagnes, au fond de paisibles vallées. Malheur au pays qui, dans un siècle de violence, se voue au culte des arts, négligeant les rudes vertus qui seules peuvent assurer l'indépendance d'un peuple!

Des ruines fumantes de Campli, le duc de Guise conduisit

ses troupes contre Civitella, ville éloignée de quelques milles seulement, et bâtie autour d'une élévation de forme conique, couronnée d'une forteresse bien garnie d'artillerie. C'était une place importante pour le commandement de la frontière, et le duc d'Albe y avait introduit une garnison de douze cents hommes, commandés par un officier expérimenté, le marquis de Santa Fiore. Le général français comprit que la prise de ce fort, immédiatement après le sac de Campli, jetterait la terreur parmi les Napolitains et encouragerait la faction d'Anjou à se déclarer ouvertement en sa faveur.

Comme la place refusait de se rendre, il se prépara à en faire le siége, creusant des tranchées et n'attendant plus que de la grosse artillerie pour commencer activement les hostilités. Au bout de quelques jours, il éleva des batteries, mettant la ville entre quatre feux, et les fit jouer simultanément. Après une vive canonnade, à laquelle les assiégés répondaient avec plus de succès, vu la position dangereuse des assaillants, le duc, qui avait ouvert la brèche, ordonna l'assaut général; les Français s'y élancèrent avec leur impétuosité habituelle, mais furent vigoureusement repoussés par les Italiens. A plusieurs reprises, ils montèrent à la brèche, et se virent rejetés avec des pertes considérables. Le duc, voyant qu'il avait agi avec trop de précipitation, fût obligé de battre en retraite, et fit de nouveau jouer ses batteries, jour et nuit, mais sans grand effet, vu la direction verticale de son feu. L'armée française, par contre, souffrit cruellement de celui de la place.

Les femmes de Civitella égalèrent les hommes en intrépidité. Armées de la cuirasse et du bouclier, on put les voir sur les remparts, à côté de leurs frères et de leurs époux, aux postes les plus périlleux; lorsque l'une d'elles tombait,

une antre s'avançait aussitôt pour la remplacer [1]. Le sort funeste de Campli leur avait appris qu'il n'y avait pas de merci à espérer des vainqueurs, et au déshonneur, elles préféraient la mort.

La monotonie des opérations finit par lasser les troupes du duc de Guise. L'esprit turbulent du soldat français, qui aime à renverser tous les obstacles qu'il rencontre en chemin, s'atrophiait dans une suite d'opérations prolongées, dépourvues d'incidents et de péripéties, et qui eussent mieux convenu au caractère patient et persévérant de l'Espagnol. L'armée commençait à murmurer contre le pape, qu'elle regardait comme l'auteur de ses misères; les soldats étaient, disaient-ils, conduits par des prêtres, « qui savaient mieux prier que se battre [2]. »

Le duc lui-même avait, contre le pape, des causes d'irritation qu'il n'essayait pas de dissimuler; de toutes les magnifiques promesses de sa sainteté, il n'avait reçu que peu de secours en munitions, en hommes et en argent; et de tous les gentilshommes du parti d'Anjou, pas un ne s'était hasardé à se déclarer pour lui ou à prendre du service sous ses drapeaux. Il représenta tout cela, avec beaucoup de chaleur, au neveu du pape, le duc de Montebello; l'Italien récrimina non moins vivement, de son côté, et l'on dit que le duc de Guise mit brusquement fin à la discussion en jetant sa serviette, — d'autres disent un plat, — à la tête de son allié [3]. Quoi qu'il en soit, Montebello irrité quitta le camp et retourna à Rome. Mais le défenseur de l'Église était un personnage trop important pour qu'il fût sage de se

[1] Andrea, *Guerra de Roma*, p. 226.
[2] Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 40.
[3] Sismondi, *Histoire des Français*, tom. XVIII, p. 39.

mettre mal avec lui, et Paul jugea prudent, au moins pour le présent, de cacher sa colère et son humiliation.

Sur ces entrefaites, arrivèrent de grandes pluies qui causèrent beaucoup de mal aux Français, endommageant leurs provisions et leur poudre. Ces mêmes pluies firent grand bien aux assiégés, en remplissant leurs citernes; ce qui fit s'écrier à l'impie général : « Dieu doit être devenu Espagnol [1] ! »

Pendant que ces événements se passaient dans le nord du royaume de Naples, le duc d'Albe faisait de grands préparatifs de défense, au midi. Il avait vu avec satisfaction son adversaire perdre du temps à Gesi d'abord, puis au siége de Civitella, et il avait parfaitement mis cette faute à profit. En arrivant à Naples, il avait convoqué les hauts barons, pour leur exposer nettement la situation et leur demander un emprunt extraordinaire de deux millions de ducats. Ces seigneurs répondirent avec empressement à cet appel; mais, comme il ne put être réuni immédiatement qu'un tiers de la somme, le duc obtint de l'assemblée un ordre aux gouverneurs des diverses provinces, d'inviter les ecclésiastiques les plus importants de leurs districts respectifs, à fournir les deux autres tiers de l'emprunt. Au cas où ils n'y auraient pas consenti de bonne grâce, ils devaient y être contraints par la saisie de leurs revenus [2].

Par un autre décret du conseil, la vaisselle d'or et d'argent, appartenant aux couvents et aux églises de tout le royaume, devait être évaluée, puis employée au service du gouvernement. Une grande quantité en fut prise dans

[1] « Encendido de colera, vino a dezir, Que Dios se auia buelto Espanol. » — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 228.

[2] Giannone, *Istoria di Napoli*, t. X, p. 35.

une ville des Abruzzes, pour être envoyée à Naples; mais il en résulta un tel tumulte dans le peuple, que l'on crut prudent de suspendre provisoirement l'exécution de la mesure.

Le vice-roi accrut encore ses ressources par la séquestration des revenus appartenant aux ecclésiastiques qui résidaient à Rome. Par ces divers expédients, il se trouva en possession de fonds suffisants pour poursuivre la guerre comme il l'entendait. Il réunit vingt-deux, d'autres disent vingt-cinq mille hommes, dont trois mille vétérans espagnols seulement, cinq mille Allemands, et le reste tous Italiens, pour la plupart recrutés dans les Abruzzes et sur lesquels il n'y avait guère à compter; outre ces diverses troupes, il avait sept cents hommes d'armes et quinze cents chevau-légers. Son armée, quoique fort inférieure en discipline à celle de son adversaire, — au moins en ce qui concerne les Italiens, — était donc de beaucoup supérieure en nombre [1].

On tint un conseil de guerre, où plusieurs furent d'avis que le vice-roi se tînt sur la défensive, attendant, aux environs de la capitale, l'approche de l'ennemi. Mais le duc d'Albe regarda cette conduite comme pusillanime et de nature à faire supposer qu'il n'était pas sûr de lui-même, tout en inspirant de la défiance à ses troupes. Il résolut de marcher sans hésitation contre l'ennemi, pour l'empêcher de prendre pied dans le royaume.

Pescara, sur l'Adriatique, fut l'endroit désigné pour la réunion de l'armée, et le duc d'Albe, pour s'y rendre, quitta Naples, le 11 avril 1557. Il concentra dans cette place toutes ses forces, avec son artillerie et ses approvisionnements

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Andrea, *Guerra dè Roma*, p. 237. — Ossorio, *Albæ Vita*, tom. II, p. 64.

qui lui arrivaient par mer. Après avoir passé son armée en revue, il se mit en marche vers le nord. En atteignant Rio Umano, il détacha un fort corps de troupes pour aller prendre possession de Giulia Nuova, ville de quelque importance tombée récemment au pouvoir de l'ennemi. Le duc d'Albe supposait, et non à tort, paraît-il, que le chef français s'était assuré de cette place pour le cas d'un échec devant Civitella, la position de Giulia Nuova le mettant à même de conserver ses communications avec la mer. La garnison française fit une sortie contre les Espagnols, mais fut refoulée avec perte; et, comme les troupes du duc d'Albe poursuivaient les Français, qui fuyaient dans la plus grande confusion à travers les rues de la ville, celle-ci tomba au pouvoir des vainqueurs, et le vice-roi s'y installa.

A l'approche de l'armée espagnole, le duc de Guise vit la nécessité d'amener ses opérations contre Civitella à un résultat décisif; en conséquence, et comme dernier effort, il se prépara à un assaut général. Mais l'attaque vivement conduite, fut repoussée par la garnison plus vivement encore; et le général français, profondément humilié de ses revers successifs, se vit obligé d'abandonner le siége. Il ne put même pas effectuer sa retraite sans essuyer encore des pertes par suite des attaques des braves défenseurs de la ville assiégée, qui s'élancèrent à la suite de ses troupes déconfites, jusque dans la vallée voisine de Nireto. Ainsi finit le siége de Civitella, auquel on peut bien attribuer l'issue de la guerre, par la confiance qu'il inspira aux Napolitains et par le loisir qu'il donna au duc d'Albe de réunir toutes ses ressources. Le siége avait duré vingt-deux jours, pendant quinze desquels le feu des quatre batteries françaises avait été constamment ouvert contre la place. Le

vice-roi, plein d'admiration pour la conduite héroïque des habitants de Civitella, leur accorda des immunités importantes, à perpétuité; les femmes elles-mêmes eurent leur part dans les honneurs décernés aux citoyens, et quiconque épousait une jeune fille de Civitella participait aux mêmes immunités, de quelque partie du pays qu'il fût [1].

Les deux armées étaient campées à très peu de distance l'une de l'autre, mais nulle démonstration ne se fit, d'aucun côté, pour en arriver à une solution. Il n'entrait pas dans les plans du duc d'Albe d'attaquer, et son adversaire lui était trop inférieur en forces pour offrir le combat. Or, comme le premier quittait Giulia Nuova, pour occuper une position quelque peu plus rapprochée du camp français, le duc de Guise crut prudent de ne pas rester davantage, et battant en retraite avec toute son armée, il passa le Tronto, évacuant sans plus de délai le royaume de Naples.

Le général espagnol ne tenta pas de poursuivre son adversaire, ni même de l'inquiéter dans sa retraite; il fut sévèrement critiqué pour cette conduite, d'autant plus que le passage d'une rivière offre toujours des avantages nombreux à l'assaillant. Mais le duc d'Albe ne combattait jamais, quand il pouvait aboutir sans combattre : quelque beau que soit le jeu, les chances d'une lutte armée ne peuvent jamais faire prévoir, d'une manière certaine, le résultat; mais ces dernières n'étaient pas autant en faveur des Espagnols que l'on eût bien pu le croire. Le duc de Guise replia ses batail-

[1] On trouvera les détails du siége de Civitella dans Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS; Andrea, *Guerra de Roma*, p. 222 et seq.; Ossorio, *Albæ Vita*, tom. II, p. 53-59; Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. III, cap. IX; De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 87 et seq., etc.

lons dans un ordre admirable, protégeant sa retraite avec l'élite de son infanterie et de sa cavalerie, arme dans laquelle il l'emportait de beaucoup sur son adversaire; une lutte immédiate dans ces conditions n'eût pas fait présager un succès certain en faveur des Espagnols. Le but du duc d'Albe, du reste, avait été, moins de défaire les Français que de défendre Naples; or ce dernier but était atteint, et sans grandes pertes; et plutôt que de courir des risques pour le dépasser, il fit comme dit le vieux proverbe, un pont d'or à son ennemi en retraite [1] D'après ses propres paroles, « il n'avait pas envie de jouer le royaume de Naples contre l'habit brodé du duc de Guise [2]. »

A la retraite des Français, le duc d'Albe mit le siége devant deux ou trois places de peu d'importance, dans la prise desquelles lui et ses lieutenants se rendirent coupables de la plus froide cruauté; quoique, selon le jugement du chroniqueur, ce ne fût pas de la cruauté, « mais une sévérité salutaire, ayant pour but d'apprendre à d'aussi petites places, à ne pas défier l'autorité du souverain [3]. » Peu après, le duc d'Albe traversa, à son tour, le Tronto, et prit position non loin des Français, qui campaient aux environs d'Ascoli. Quoique les deux armées ne fussent séparées que de quelques milles, il n'y eut pas de tentatives d'hostilités, à l'exception d'une escarmouche où un petit nombre d'hom-

[1] « Quiso guardar el precepto de guerra que es : Hazar la puente de plata al enemigo, que se va. » — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 285.

[2] « No pensava jugar el Reyno de Napoles contra una casaca de brocado del Duque de Guisa. » — Vera y Figueroa, *Resultas de la Vida del Duque de Alva*, p. 66.

[3] « Quiso usar alli desta severidad, no por crueza, sino para dar exemplo a los otros, que no se atreuisse un lugarejo a defenderse de un exercito real. » — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 292.

mes de part et d'autre furent engagés, et qui se termina à l'avantage des Espagnols. Cet état de choses prit fin par une invitation que fit le pape au général français, de se rapprocher de Rome, afin de protéger la capitale. Le duc, enchanté sans doute de trouver un prétexte aussi honnête pour se retirer, et satisfait d'avoir pu se maintenir si longtemps contre des forces supérieures, se replia en bon ordre sur Tivoli, où il prit ses cantonnements, pour le motif que cette ville commandait à l'est les avenues de Rome et offrait à ses troupes un excellent abri. La manière dont le duc d'Albe resta fidèle à l'attitude défensive qu'il avait adoptée dès le commencement de la campagne, et cela, dans des circonstances qui eussent tenté bien d'autres de s'en écarter, est une preuve remarquable de sa persévérance et de l'inflexibilité de son caractère; cette conduite montre aussi quel empire il savait exercer sur l'esprit de ses troupes que, dans de pareilles circonstances, il pouvait maintenir dans une obéissance complète à ses volontés.

La cause des alarmes du pape étaient les succès rapides du confédéré du duc d'Albe, Marc-Antoine Colonna, qui avait défait les milices pontificales et pris ville sur ville dans la Campanie, jusqu'à ce que les Romains en vinssent à trembler pour leur capitale. Colonna était occupé à assiéger Segni, place importante, et le duc d'Albe, délivré de la présence des Français, résolut de marcher à son aide. Il repassa de nouveau le Tronto, et traversant le territoire napolitain, s'arrêta quelques jours à Sora; il traversa ensuite la frontière, mais à peine était-il entré dans la Campanie, qu'il apprit la chute de Segni. Cette place, après une courageuse défense, avait été emportée d'assaut; la soldatesque brutale y commit toutes les atrocités habituelles, et les couvents eux-mêmes

ne furent pas à l'abri des outrages. Ce fut en vain que Colonna intervint pour empêcher ces ignobles excès : la tempête des passions étouffait la voix de l'autorité. Il importait peu, à cette époque, qu'une ville tombât aux mains des Allemands, des Français ou des Italiens : c'était tout un; et la malheureuse Segni, qui brillait, la veille peut-être, de richesse et de beauté, fut la proie de ses vainqueurs et leur servit de paie, pour les indemniser de leurs arriérés, — d'habitude fort longs alors; — et c'était un mode de paiement qui convenait aussi bien au général qu'à ses troupes [1].

Le saccage de Segni causa une profonde consternation dans la capitale, qui n'avait plus, disait-on, qu'à se préparer à subir le même sort. Paul IV, incapable de peur, était possédé d'une fureur impuissante. « Ils ont pris Segni, » dit-il dans un conclave de cardinaux; « ils ont assassiné le peuple, détruit les propriétés, incendié les habitations; faisant pis encore, demain ils pilleront Palliano, mais la mesure de leurs cruautés ne sera pas encore pleine : ils saccageront Rome elle-même, et ma propre personne ne sera pas respectée par eux. Mais, pour moi, j'aspire à me trouver auprès du Christ, et j'attends sans crainte la couronne du martyre [2]. » Paul IV, après avoir déchaîné cette tempête sur l'Italie, commençait à se regarder comme un martyr!

[1] Andrea, *Guerra de Roma*, p. 302. — Ossorio, *Albæ Vita*, tom. II, p. 96. — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS.

[2] « Los enemigos han tomado a Sena con saco, muerte, y fuego. . . . . Entraran en Roma, y la saqueran, y prenderan a mi persona; y yo, que desseo ser co Christo, aguardo sin miedo la corona del martirio. » — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 303.

« Si mostro prontissimo e disposto di sostenere il martirio. » — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS.

Mais, dans cette extrémité même, quoique poussé de tous côtés à faire des concessions, il ne voulut rien rabattre de son arrogance; il persista à prétendre, comme une condition *sine qua non*, que le duc d'Albe évacuât incontinent le territoire romain, en restituant toutes ses conquêtes. Quand le duc fut informé de ces prétentions, il répondit froidement : « que sa sainteté paraissait supposer, par méprise, que sa propre armée était devant Naples, tandis que c'était l'armée espagnole qui se trouvait aux portes de Rome [1]. »

Après la prise de Segni, le duc d'Albe effectua sa jonction avec les forces italiennes, et marcha sur la ville de Colona, en Campanie, où il cantonna son armée. Là, il conçut un plan dont le caractère aventureux semble difficile à concilier avec la prudence habituelle du général espagnol. C'était de faire, de nuit, l'assaut de Rome. Il ne communiqua pas tout son projet à ses officiers, mais leur ordonna simplement de se préparer à marcher, la nuit suivante, qui était celle du 26 août, contre une ville voisine dont il ne leur révéla pas le nom. C'était, leur disait-il, une riche cité, mais il recommanda expressément que nulle violence ne fût exercée contre les habitants, ni contre leurs propriétés; il défendit même aux soldats d'entrer dans les maisons, mais promit qu'une augmentation de paie conpenserait l'absence de butin. Les hommes devaient s'armer légèrement et partir sans bagage, portant leur chemise au dessus de la cotte de mailles, afin de pouvoir se reconnaître dans l'obscurité.

La nuit était noire, mais malheureusement, une bourrasque de pluie vint endommager les chemins, au point d'entraver la marche des troupes, qui n'arrivèrent qu'à

[1] Andrea, *Guerra de Roma*, p. 306.

l'aube au lieu de leur destination. A leur grande surprise, elles découvrirent alors que l'objet de l'attaque projetée était la ville de Rome elle-même.

Le duc d'Albe s'arrêta à peu de distance, dans un pré, et envoya en avant un faible détachement pour reconnaître la capitale, qui semblait endormie dans le calme le plus complet. Mais, en approchant davantage, les Espagnols aperçurent une grande lueur, pareille à celle d'un grand nombre de torches réunies, et qui semblait aller et venir à l'intérieur des murs, comme si quelque grande agitation eût régné parmi les habitants de cette partie de la ville; peu après, on vit quelques cavaliers sortir par l'une des portes et partir dans la direction du camp français, vers Tivoli. Le duc, en recevant cette nouvelle, ne douta pas que les Romains n'eussent, de l'une ou de l'autre manière, eu vent de son dessein, et comprit que les cavaliers étaient allés donner l'alarme aux Français, à Tivoli, de sorte qu'il allait se trouver pris entre deux ennemis. Ne se souciant guère de se mettre dans une situation aussi critique, il renonça à sa tentative et, par une contremarche rapide, reprit ses positions de la veille.

Le duc avait, dans cette circonstance, à moitié tort et à moitié raison. Les lumières que l'on avait vues briller dans la ville, provenaient d'une patrouille de Caraffa, qui, prévenu des préparatifs faits dans le camp espagnol, craignait une attaque et s'assurait par lui-même, avant le jour, que tout était en bon ordre; mais les cavaliers qui étaient sortis dans la direction du camp français, étaient loin de se douter que des bataillons ennemis se trouvassent à une portée de fusil de leurs murs [1].

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Andrea,

Tel est le récit qui nous est fait de cette singulière affaire. Quelques historiens prétendent que le but du général espagnol n'était pas d'attaquer Rome, mais seulement de feindre une attaque, afin de donner, par la panique qui en serait résultée, un prétexte suffisant au pape pour mettre fin à la guerre. A l'appui de cette allégation, ils rapportent qu'au moment de partir, le duc exprima à son fils la crainte qu'une fois le pied mis dans Rome, les troupes ne pussent être retenues et empêchées de la saccager [1]. D'autres disent que ce n'était pas une feinte, mais bien une surprise sérieusement méditée, qui n'échoua que par l'apparition des lumières et par l'état de défense où l'on crut trouver la place. Un écrivain affirme avoir vu les échelles, portées par un corps de deux cents arquebusiers, désignés pour faire l'escalade des murailles [2].

Le ministre vénitien, Navagero, nous assure que le dessein avoué du duc d'Albe était de s'emparer de la personne de sa sainteté, ce qui devait, croyait-il, mettre, d'un seul coup, fin à la guerre; selon la même autorité, l'oncle du duc, le cardinal de Sangiacomo, l'avait supplié de ne pas s'exposer au sort de ceux de ses compatriotes qui avaient fait le sac de Rome sous le connétable de Bourbon, et qui tous avaient, tôt ou tard, fini mal [3]. Ceci peut avoir fait quelque impres-

Guerra de Roma, p. 306-311. — *Relazione di Bernardo Navagero.* — Ossorio, *Albæ Vita*, tom. II, p. 117 et seq. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XI.

[1] « Dixo a Don Fernando de Toledo su hijo estas palabras : Temo que hemos de saquear a Roma, y no querria. » — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 312.

[2] Andrea, *Guerra de Roma*, p. 312.

[3] « Il Cardinal Sangiacomo, suo zio, dopo la tregua di quaranta giorni, fu a vederlo e gli disse : Figliuol mio, avete fatto bene a non entrare in

sion sur l'esprit du duc d'Albe, qui, malgré sa nature inflexible, avait des scrupules de conscience et était, comme beaucoup d'autres de son temps, accessible aux arguments basés sur la superstition.

Nous ne pouvons admettre qu'une chose : c'est que toute l'affaire, — les préparatifs de l'attaque, les ordres donnés aux officiers, et la retraite soudaine motivée par la découverte d'une apparente trahison,—que toute l'affaire, disons-nous, devait être réelle et sérieuse. Il est fort possible que le duc, comme le prétend le ministre vénitien, n'ait rien voulu de plus que s'emparer du pape; mais personne ne croira que les choses en fussent restées là. Une fois entré à Rome, le duc d'Albe eût été impuissant à refréner la licence de sa soldatesque, et l'on eût pu assister, une fois de plus, aux scènes qui marquèrent la prise de Rome par le connétable de Bourbon, ou par les Goths.

Le lendemain matin, les Romains furent frappés de terreur, en apprenant le danger qui les avait menacés pendant la nuit, et le voisinage de l'ennemi qui, semblable au loup rôdant autour d'une bergerie, avait failli se jeter sur sa victime pour l'étrangler dans son sommeil. Toutes les horreurs du sac de Rome par le connétable de Bourbon, se dressèrent devant les imaginations, ou plutôt dans les souvenirs, — car il y avait encore des citoyens assez âgés pour se rappeler ce jour terrible; le peuple demanda hautement la paix avant qu'il ne fût trop tard pour l'obtenir, exprimant sa volonté avec une énergie qui témoignait du danger qu'il y aurait à la méconnaître. Strozzi, le plus éminent des capi-

Roma, come so che avete potuto; e vi esorto che non lo facciate mai; perchè, tutti quelli della nostra nazione che si trovarono all' ultimo sacco, sono capitati male. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

taines italiens, dit nettement au pape qu'il n'y avait pas à choisir, et que la seule chose qu'il eût à faire était d'entrer sans retard en pourparlers avec l'ennemi [1].

Paul put se convaincre encore davantage de cette vérité, en voyant lui manquer, dans cette extrémité, le secours sur lequel il avait compté le plus. Il était arrivé au camp français des nouvelles de la victoire décisive, remportée par les Espagnols à Saint-Quentin; bientôt après, le duc de Guise avait reçu du roi l'ordre de rentrer le plus tôt possible avec son armée, afin de protéger Paris. Le duc, qui ne demandait probablement pas mieux que de terminer une campagne aussi stérile en lauriers pour les armes de la France, déclara que « nulles chaînes ne seraient assez fortes pour le retenir en Italie. » Sans retard, il se rendit au Vatican et donna connaissance à sa sainteté des ordres de son maître. Le cas était si urgent que Paul ne pouvait raisonnablement s'opposer au départ du duc; mais il prenait rarement conseil de la raison, et, dans un accès de fureur, il dit à ce dernier : « Allez donc! Et emportez avec vous la conviction d'avoir fait peu pour votre roi, moins encore pour l'Église, et rien pour votre propre honneur [2]! »

Des négociations s'ouvrirent alors, à Cavi, pour un arrangement entre les parties belligérantes; le cardinal Caraffa comparut pour le pape, son oncle, et le duc d'Albe pour les Espagnols. Par la médiation de Venise, les articles du traité furent finalement réglés, le 14 septembre, quoique l'inflexible pontife insistât pour obtenir des conditions presque aussi extravagantes que celles qu'il avait posées antérieure-

[1] *Relazione di Bernardo Navagero.*
[2] Sismondi, *Histoire des Français*, tom. XVIII, p. 41.

ment. Il était stipulé, dans un article préliminaire, que le duc d'Albe demanderait publiquement pardon et recevrait l'absolution, pour avoir porté les armes contre le Saint-Siége. « J'aimerais mieux voir périr le monde, » dit Paul, « que de renoncer à cette clause; et cela, moins pour moi-même que pour l'honneur de Jésus-Christ [1] ! »

Il était convenu, par le traité, que les troupes espagnoles se retireraient immédiatement du territoire de l'Église, que toutes les places prises à celle-ci seraient restituées; et que l'armée française pourrait retourner librement dans son pays. Philippe ne prit pas autant de soin que Paul de ses alliés : Colonna, qui avait rendu tant de services à sa cause, ne fut pas même réintégré dans les possessions dont le pape l'avait dépouillé; mais un article secret stipulait que ses droits seraient déterminés ultérieurement par l'arbitrage du pape et du roi d'Espagne [2].

Le traité, comme le duc d'Albe le fit observer avec amertume, « semblait avoir été dicté plutôt par le vaincu que par le vainqueur. » Il fut pénible au duc d'exécuter ce traité, surtout pour la clause qui le concernait personnellement : « Si j'étais le roi, » dit-il avec hauteur, « sa sainteté enverrait l'un de ses neveux à Bruxelles, implorer mon pardon, au lieu que je dusse lui envoyer mon général pour implorer le sien [3] ! » Mais le duc n'avait pas la faculté de faire intervenir sa volonté dans l'affaire; les ordres de Phi-

[1] Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 43.

[2] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Andrea, *Guerra de Roma*, p. 314. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 128. — Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 45. — Ossorio, *Albæ Vita*, tom. II, p. 131.

[3] « Hoggi il mio Rè ha fatto una gran sciocchezza, e se io fossi stato in suo luogo, et egli nel mio, il Cardinal Carafa sarebbe andato in Fiandra à

lippe étaient péremptoires et lui commandaient de s'arranger avec le pape, si la chose était faisable. Depuis longtemps le roi s'était accoutumé à l'idée qu'il ne pouvait sortir ni honneur ni profit d'une guerre avec l'Église, guerre qui non seulement répugnait à ses propres sentiments, mais le mettait dans une fausse position et compromettait surtout ses intérêts politiques.

L'annonce de la paix causa chez les Romains une joie aussi grande que l'avait été d'abord leur consternation; cette joie était telle qu'elle ne fut pas beaucoup altérée par une calamité qui, en d'autres temps, eût plongé la ville dans le deuil et la désolation. Le Tibre, grossi par les pluies d'automne, avait débordé, emportant dans sa furie des arbres et des maisons, noyant des bestiaux et des hommes, et ouvrant une large brèche dans les murs qui entouraient la capitale. Il était fort heureux que ce dernier accident ne fût pas arrivé quelques jours plus tôt, quand l'ennemi était aux portes de Rome [1].

Le 27 septembre 1557, le duc d'Albe fit publiquement son entrée à Rome. Il était escorté par la garde pontificale, revêtue de son éclatant uniforme; dans la ville, il fut rejoint par d'autres troupes qui, pour ce service de parade, firent aussi bonne contenance que les meilleurs soldats. Lorsqu'il eut franchi les portes, son cortége se grossit de plusieurs milliers de citoyens, qui faisaient retentir l'air de leurs acclamations, saluant le général espagnol des noms de défenseur et de libérateur de Rome; le gouvernement papal put prendre pour lui ces aménités. La procession s'avança,

far quelle stesse sommissioni à sua Maestà che io vengo hora di fare à sua Santità. » — Leti, *Vita di Filippo II*, tom. I, p. 293.

[1] *Relazione di Bernardo Navagero.*

comme le cortége triomphal d'un conquérant revenant de ses campagnes pour monter au Capitole où l'attendraient des lauriers.

Arrivé au Vatican, le capitaine espagnol tomba à genoux devant le pape, et lui demanda pardon pour l'offense dont il s'était rendu coupable, en portant les armes contre l'Église. Paul, apaisé par cet acte de soumission, s'empressa d'absoudre le duc, auquel il fit l'insigne honneur de lui donner un siége à sa propre table, tandis qu'il envoyait à la duchesse la rose d'or consacrée, présent réservé d'habitude aux personnes royales et aux illustres champions de l'Église [1].

Mais le caractère altier du duc d'Albe voyait dans tout cela plus d'humiliation que de triomphe; sa conscience, comme celle de son maître, se sentait grandement allégée de n'avoir plus à porter la responsabilité d'une telle guerre; mais il avait aussi une conscience militaire, qui se révoltait contre les conditions de la paix. Il brûlait de rentrer à Naples, où l'état des choses exigeait impérieusement sa présence; et, quand il y revint, il trouva amplement de quoi s'occuper, à redresser les abus qui s'étaient multipliés pendant la guerre, et principalement à rétablir, autant que possible, l'état des finances, tâche presque aussi difficile que celle d'expulser de Naples les Français [2].

[1] Giannone, *Istoria di Napoli,* tom. X, p. 45. — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo,* MS. — Leti, *Vita di Filippo II,* tom. I, p. 293. — Andrea, *Guerra de Roma,* p. 316.

[2] Charles-Quint, qui reçut à Yuste l'annonce de la paix, fut aussi indigné que le duc lui-même des conditions auxquelles elle s'était faite. Son indignation éclata même contre le duc, comme s'il eût été l'auteur du traité. Il ne voulut pas consentir à lire les dépêches de celui-ci, disant qu'il en savait déjà assez, et longtemps après « on l'entendit encore

C'est ainsi que finit la guerre avec Paul IV, guerre où ce pontife s'était jeté sans y être préparé, qu'il avait conduite sans jugement, et terminée sans honneur. A la vérité, personne n'en retira de l'honneur, mais chacun y moissonna amplement les calamités qui suivent toujours la guerre.

Les Français eurent le sort qui les attendait invariablement, chaque fois que, séduits par le fantôme de la gloire militaire, ils passaient les Alpes pour aller ravager l'Italie, « le tombeau des Français, » comme l'appelle un vieux proverbe du pays. Le duc de Guise, après une campagne malheureuse, où sa plus grande gloire avait consisté à ne pas subir de défaite en règle, s'estima heureux de pouvoir rentrer librement dans son pays, avec les débris de son armée. Le royaume de Naples, outre les ravages dont ses frontières avaient été le théâtre, se vit chargé d'une dette qui continua à peser lourdement sur les générations suivantes; encore la paix ne débarrassa-t-elle pas Naples de tous ses maux; au printemps de l'année suivante, 1558, une escadre turque aborda en Calabre, et les musulmans saccagèrent plusieurs des villes principales du littoral, massacrant les habitants ou les traînant en esclavage[1]. Tels étaient les beaux fruits de l'alliance entre le grand-turc et le chef de l'Église catholique. Soliman était entré dans la ligue, à l'invitation des princes chrétiens; mais il ne fut pas aussi facile d'apaiser l'esprit de destruction qu'il ne l'avait été de le susciter.

Comme il était juste, du reste, le poids de la guerre retomba le plus sur celui qui l'avait provoquée. Paul, du

murmurer entre ses dents, » de manière à faire connaître clairement la nature de ses pensées. — *Retiro y Estancia*, ap. Mignet, *Charles-Quint*, p. 307.

[1] Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 46.

haut du Vatican, put distinguer la marche de l'ennemi, à travers les ruines fumantes de la Campanie; il avait vu ses villes saccagées, ses troupes dispersées, sa capitale même menacée, et ses sujets poussés à la rébellion par des taxes exorbitantes. La paix ne lui assura l'objet d'aucune de ses prétentions, tandis qu'il avait l'humiliante conviction d'avoir dû cette paix, non au succès de ses armes, mais à la tolérance ou plutôt à la superstition de ses ennemis. Une leçon eût dû suffire, cependant, pour lui apprendre que les foudres du Vatican ne pouvaient plus, comme au temps des Croisades, frapper d'épouvante le cœur des rois.

Dans cette guerre, Paul avait appelé les Français pour l'aider à chasser les Espagnols; il se disait que, cela fait, il serait aisé de les faire déloger eux-mêmes, mais « que les Espagnols étaient comme le chiendent, qui jette ses racines partout où on le sème. » — Ce grand effort est le dernier qui fut tenté pour renverser le pouvoir de l'Espagne à Naples; et le sceptre de ce royaume continua de se transmettre dans la dynastie de Castille, sans plus d'opposition que dans toute autre partie du vaste empire espagnol.

Ainsi délivré de ses travaux militaires, Paul s'occupa des grandes réformes, auxquelles il avait dû principalement son élection, comme étant l'homme le plus capable de les réaliser; mais il donna d'abord une singulière preuve d'abnégation, en commençant par réformer sa famille. Comme nous l'avons vu, nul n'avait plus déclamé contre le népotisme, que lui-même avant son élection; contre le népotisme, ce péché mignon de ses prédécesseurs, qui, vieux pour la plupart et sans enfants, reportaient leur affection sur leurs neveux et leurs plus proches parents. Or, la partialité de Paul, en faveur de ses neveux, fut mise en relief par leur

conduite; la haine commune de l'Espagnol étant entre eux le seul lien réel, et ce lien venant à se rompre par la paix, Paul ouvrit l'oreille aux accusations formulées contre ses parents. Convaincu enfin de l'indignité de ceux-ci, et témoin de la manière dont ils avaient abusé de sa confiance, il ôta tous leurs emplois aux Caraffa, qu'il relégua dans la partie la plus éloignée de ses États. Son successeur les frappa plus sévèrement encore, en faisant périr deux des frères, le duc et le cardinal, par la main du bourreau [1].

Après avoir donné cette preuve de l'empire qu'il savait exercer sur lui-même, Paul s'appliqua aux réformes qui avaient attiré autrefois son attention. Il essaya d'introduire une discipline plus stricte et une meilleure observance de la morale, dans les ordres monastiques comme dans le clergé séculier. Il dirigea surtout ses efforts contre le protestantisme qui, parti des extrémités de la chrétienté, avait fini par en envahir la tête. Le mode d'action qu'il adopta était fort nettement défini : méprisant les voies plus douces de la persuasion, il recourut pleinement à la persécution, et déclara que l'Inquisition était le vrai moyen de battre en brèche les défenses des hérétiques. Il suivit si bien son principe à la lettre, qu'en très peu de temps les prisons du saint-office regorgèrent de victimes; personne ne se sentait plus en sûreté; la défiance devint universelle et engendra une panique presque aussi grande, que lorsque les Espagnols étaient aux portes de la capitale.

Heureusement, ces craintes furent dissipées par la mort soudaine de Paul, qui succomba aux atteintes d'une fièvre, le 18 août 1559, dans la quatre-vingt-troisième année de

[1] Giannone, *Istoria di Napoli,* tom. X, p. 50. — Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo,* MS.

son âge, et la cinquième de son pontificat. Il n'avait pas rendu le dernier soupir, que le peuple se leva en masse, força les cachots de l'Inquisition et rendit les captifs à la liberté; puis on attaqua la maison du grand inquisiteur, on la brûla de fond en comble, et ce fut à grand'peine que ce fonctionnaire put s'échapper sain et sauf. La foule arracha les armes des Caraffa, qui figuraient sur les édifices publics, et sa colère alla jusqu'à s'assouvir sur la statue du pape, qui fut renversée, décapitée et jetée dans le Tibre, au milieu des huées et des imprécations. Tel fut le sort du réformateur qui, dans ses réformes, ne montra ni humanité, ni sensibilité pour les souffrances de ses semblables [1].

Cependant, malgré tous ses défauts, le caractère de Paul IV offre quelque chose à notre admiration; son projet, — repris de Jules II, — de chasser de l'Italie les *barbares*, était, quoique impraticable, une noble conception. « Quel que puisse être le sentiment des autres, » dit-il un jour, à l'ambassadeur de Venise, « je veux servir mon pays. Si ma voix n'est pas entendue, j'aurai du moins la consolation de l'avoir élevée pour défendre une cause aussi grande; et je penserai qu'un jour l'on pourra dire qu'un Italien, un vieillard, penché sur le bord de la tombe, et que l'on eût pensé n'avoir plus qu'à se reposer et à pleurer sur ses fautes, avait l'âme remplie de ce glorieux dessein [2]! »

[1] Nores, *Guerra fra Paolo Quarto e Filippo Secondo*, MS. — Giannone, *Istoria di Napoli*, tom. X, p. 50.

[2] « Della quale se altri non voleva aver cura, voleva almeno averla esso; e sebbene i suoi consigli non fossero uditi, avrebbe almeno la consolazione di avere avuto quest' animo, e che si dicesse un giorno : che un vecchio Italiano che, essendo vicino alla morte, doveva attendere a riposare e a piangere i suoi peccati, avesse avuto tanto alti disegni. » — *Relazione di Bernardo Navagero.*

CHAPITRE VII.

GUERRE AVEC LA FRANCE.

(1557.)

L'Angleterre entre dans la guerre. — Préparatifs de Philippe. — Siége de Saint-Quentin. — Déroute de l'armée française. — Assaut de Saint-Quentin. — Succès des Espagnols.

Tandis que les événements rapportés dans le chapitre précédent se passaient en Italie, la guerre prenait, au nord de la France, des proportions plus considérables et faisait attendre des résultats plus importants. Henri ayant rompu le traité et envoyé une armée au delà des Alpes, Philippe avait, sans perdre de temps, réuni des troupes à petit bruit. Les préparatifs qu'il avait faits le mettaient en état non seulement de défendre l'entrée des Pays-Bas, mais de porter la guerre sur le territoire ennemi.

Il envoya son ministre privé, Ruy Gomez, en Espagne, pour demander à la fois des secours en hommes et en argent; il l'avait chargé de voir son père Charles-Quint, de lui faire connaître la situation et de réclamer son aide pour obtenir l'argent nécessaire [1].

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. II. — Carta del Rey Don Felipe Segundo a Ruy Gomez de Silva a 11 de Març̧o 1557, MS. — *Papiers d'État de Granvelle*, tom. V, p. 61, 63.

Philippe avait surtout à cœur d'amener l'Angleterre à entrer dans la guerre. Pendant tout le temps qu'il resta dans les Pays-Bas, il communiqua constamment avec le cabinet anglais et prit un vif intérêt au gouvernement du royaume. Les minutes du conseil privé lui étaient envoyées et revenaient régulièrement, avec des observations écrites de sa main en marge. Il discutait ainsi et critiquait librement toute mesure grave, et nous le voyons, dans une occasion, demander qu'il ne soit porté devant le parlement rien d'important qui ne lui ait d'abord été soumis [1].

Au mois de mars 1557, Philippe fit un second voyage en Angleterre, où la reine, toujours passionnée, le reçut avec toute espèce de marques de tendresse et d'affection. Elle n'avait cessé de l'importuner dans ses lettres pour qu'il revînt auprès d'elle. Dans cette position élevée qui la plaçait au dessus de l'amitié, Marie avait besoin d'être aimée, d'être soutenue par son époux. Son affection, pour être bornée à une seule personne, n'en était que plus profonde.

Philippe n'eut pas de peine à décider la reine, selon ses désirs, à la guerre avec la France. Elle était engagée à prendre ce parti, non seulement par sa déférence habituelle envers son mari, mais par un ressentiment très explicable contre la politique de Henri II. Plus d'une fois, elle s'était vue insultée à sa cour par l'ambassadeur de France; plus d'une fois, des conspirations, sinon dirigées, du moins encouragées secrètement par la France, avaient menacé son trône. Cependant il n'était pas facile d'amener la nation

[1] Tytler, dans son ouvrage *England under Edward VI and Mary*, vol. II, p. 483, a donné des extraits des minutes du conseil avec les commentaires de Philippe en marge. Ces commentaires, écrits de la main du roi, semblent aussi longs que les minutes mêmes.

anglaise à penser comme sa souveraine. Une clause particulière du traité de mariage avait réglé que l'Angleterre ne prendrait aucune part à une guerre contre la France, et les événements accomplis depuis avaient plutôt rendu les Anglais jaloux des Espagnols que des Français.

La tentative insurrectionnelle de Stafford, qui vint de France en Angleterre, à cette époque, fit pour Philippe ce que n'auraient pu faire peut-être ni ses raisonnements ni l'autorité de Marie. C'était un dernier affront à ajouter à tous ceux que la France avait fait subir à l'Angleterre. Le parlement reconnut qu'il n'était plus de son honneur de traiter avec une puissance, qui s'obstinait à fomenter des conspirations destinées à renverser le gouvernement et à plonger le pays dans les horreurs de la guerre civile. Le 7 juin, un héraut fut chargé d'aller, avec l'ancien cérémonial quelque peu tombé en désuétude, déclarer la guerre au roi de France au milieu de sa cour, dans sa capitale. Il s'acquitta de cette mission avec un tel air de défi, que le vieux et bouillant connétable de Montmorency, enclin aux procédés expéditifs, pressa fortement le roi de faire pendre sur-le-champ l'envoyé [1].

L'état des affaires réclamait impérieusement la présence de Philippe dans les Pays-Bas. Après un séjour de moins de quatre mois à Londres, il fit ses derniers adieux à la reine inconsolable, dont l'excessive tendresse paraît n'avoir pas été plus de son goût que la froideur de ses sujets.

Il ne pouvait y avoir de position plus misérable que celle

[1] Herrera, *Historia General del Mundo*, d. XV. Anos del Tiempo del Senor Rey Don Felipe II, Valladolid, 1606, lib. IV, cap. XIII. — Gaillard, *Histoire de la rivalité de la France et de l'Espagne*, Paris, 1801, tom. V, p. 243.

de Marie. Maladive et ridicule aux yeux de tous par les espérances dont elle se berçait dans son mal ; menacée sans cesse de perdre la couronne ou même de périr, par des conspirations auxquelles sa sœur était soupçonnée de prendre part ; découragée à la vue du déclin de sa popularité, amené par le sombre système de persécution qu'elle avait adopté sur les ordres de ses directeurs de conscience ; sans amis, sans enfants, et, pour ainsi dire, veuve, elle était seule au monde, plus à plaindre que la dernière de ses sujettes. Elle n'a pourtant pas excité la commisération des écrivains protestants, qui la représentent sous les traits odieux d'une fanatique. On peut croire qu'en compensation les historiens catholiques l'ont revêtue de toutes les gloires du martyre et de la sainteté. L'expérience démontre pleinement que les actes publics ne font pas toujours sûrement juger l'homme privé, surtout quand ces actes ont rapport à la religion. Dans l'Église romaine, l'individu peut se considérer comme relevé, jusqu'à un certain point, de sa responsabilité morale, par cette discipline qui le force d'abandonner sa conscience à la direction de ses conseillers spirituels. S'il n'est plus permis, en ce siècle de lumières, de chercher une excuse dans un pareil abaissement, il n'en était pas ainsi dans la première moitié du xvi[e] siècle, au temps de Marie, où la réformation n'avait pas encore introduit dans la religion cet esprit de libre recherche, qui se retrouve de nos jours, au moins dans une certaine mesure, jusqu'aux extrémités les plus reculées de la chrétienté.

Un examen plus approfondi des documents contemporains et surtout de la correspondance de la reine, porte à croire qu'avec toutes les infirmités d'une nature aigrie par la maladie et par les difficultés de sa position, Marie possédait

plusieurs des bonnes qualités des reines illustres dont elle descendait, Catherine d'Aragon et Isabelle de Castille. C'était la même tendresse, le même dévouement conjugal, le même courage dans les moments de danger, le même désir ardent, mais mal éclairé, de faire son devoir, et malheureusement la même bigoterie. Ce fut, en effet, pour Marie, comme pour Isabelle la Catholique, un malheur que, dans leur position de souveraines indépendantes, cette bigoterie ait eu les suites fatales qui ont laissé sur l'histoire de leur règne une souillure ineffaçable [1].

De retour à Bruxelles, Philippe s'occupa des préparatifs de la campagne. Il employa l'argent venu d'Espagne à payer un corps considérable de mercenaires allemands. De tous les pays, l'Allemagne fournissait, à cette époque, le plus de soldats de fortune, gens qui servaient indifféremment sous la bannière de qui les payait le mieux. Ce n'étaient pas exclusivement des fantassins, comme les Suisses; outre les piquiers, *lanzknechts,* il y en avait un grand nombre de cavaliers, reîtres, comme on les appelait, *reiters*, qui, avec la cuirasse et toute une armure défensive, portaient des pistolets, probablement de fabrication grossière, mais qui les rendaient formidables, parce que cette arme était alors peu connue. C'étaient réellement les soldats les plus redoutés de ce temps. Les hommes d'armes, chargés de lances pesantes, étaient rangés en ligne et, pour manœuvrer avec avantage, avaient besoin d'une plaine ouverte, parce que leurs rangs étaient rompus au moindre obstacle et qu'une fois rompus il devenait difficile de les rétablir. Mais les

[1] Voyez l'excellent ouvrage de Tytler, *Reigns of Edward VI and Mary.* Les études nécessitées par ce travail ont conduit cet auteur sincère à des conclusions très favorables au caractère personnel de la reine Marie.

reîtres, avec leurs cinq ou six pistolets passés à la ceinture, formaient des colonnes d'une profondeur considérable, la portée de leurs armes leur permettant d'accomplir toutes les évolutions de la cavalerie légère, auxquelles ils étaient parfaitement dressés. La force de la cavalerie de Philippe résidait encore dans une belle troupe de lanciers bourguignons, et dans un grand nombre de nobles et de cavaliers espagnols, venus pour cueillir des lauriers, sous les yeux de leur jeune roi, sur les champs de bataille de la France. C'est d'Espagne également qu'était tirée l'élite de l'infanterie : ces hommes, indifférents aux dangers et doués d'une merveilleuse patience, que nul soldat ne possédait à un plus haut degré, portaient à la cause qu'ils défendaient ces sentiments, qui ne sauraient appartenir à des étrangers mercenaires. Le roi attendait encore et il reçut bientôt après un renfort de huit mille Anglais, commandés par le comte de Pembroke. Ces troupes pouvaient bien se battre courageusement sur le sol où les armes de l'Angleterre avaient remporté deux des victoires les plus mémorables qu'aient enregistrées ses annales.

La force totale de l'armée, non compris les Anglais, était de trente-cinq mille fantassins et douze mille cavaliers, outre un train nombreux d'artillerie de campagne [1]. Le commandement de cette armée fut donné à Emmanuel-

[1] Comp. De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 148; Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. IV; Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, parte II, lib. IX; Herrera, *Historia General*, lib. IV, cap. XIV.

L'historien ici, comme presque toutes les fois qu'il s'agit de calculs numériques, doit se contenter des estimations qui lui paraissent se rapprocher le plus de la vérité. Des écrivains portent l'infanterie espagnole à cinquante mille hommes. Nous avons suivi le contemporain De Thou, qui pose un chiffre moins élevé et n'eût pas voulu sans doute diminuer les forces d'un ennemi.

Philibert, prince de Piémont, plus connu sous le nom de duc de Savoie. Personne n'avait des intérêts plus considérables engagés dans la querelle; la France l'avait dépouillé de ses États et il ne pouvait les recouvrer que si la guerre avait une issue favorable pour lui. Il n'était âgé, à cette époque, que de vingt-neuf ans, mais il avait une grande expérience des affaires militaires, et Charles-Quint, ayant de bonne heure reconnu ses capacités, lui avait confié des commandements importants. On peut dire que sa vie entière avait été pour lui l'apprentissage de la profession des armes. Il n'avait aucun goût pour les plaisirs efféminés, mais il aimait de se livrer, dans ses moments de loisir, aux rudes exercices de la chasse. Il avait fortifié sa constitution, naturellement assez faible, en vivant autant que possible en plein air. Même pour causer ou pour dicter à son secrétaire, il se promenait dans son jardin. Il était insensible à la fatigue; après une journée entière passée à chasser, il semblait n'avoir pas besoin de repos, et on l'avait vu dans une expédition, comme les chevaliers errants d'autrefois, boire, manger, dormir, sans quitter de trente jours son armure.

Il avait un genre de vie modéré, mangeait peu et buvait de l'eau. Il apportait aux affaires une attention scrupuleuse, était économe de ses paroles, et, comme on peut le voir au style piquant de ses lettres, il avait un coup d'œil perçant qui, sous l'extérieur des actions humaines, en pénétrait les motifs [1].

Son éducation n'avait pas été négligée. Il parlait plusieurs langues avec facilité et, quoiqu'il ne se plût guère dans la

[1] Voyez les lettres du duc publiées dans les *Papiers d'État de Granvelle*, tome V, *passim*, — lettres qui, traitant des affaires, sont remplies de critiques piquantes sur le caractère des hommes qui s'y trouvaient mêlés.

lecture, il aimait à lire l'histoire. Il avait la passion des mathématiques, qui lui servirent dans sa profession, et passait pour un excellent ingénieur[1]. Il était de taille moyenne et bien fait, mais légèrement cagneux. Il avait la taille svelte, les cheveux blonds et une démarche très agréable.

Tel était Emmanuel-Philibert, à qui Philippe confia le commandement de ses troupes et dont il soutint vivement les prétentions à la main d'Élisabeth d'Angleterre. Personne n'était plus digne d'être l'époux de la royale princesse; mais le duc était catholique, et, en outre, Élisabeth avait été témoin de la réprobation qui avait frappé le mariage de sa sœur avec un prince étranger. Philippe, qui eût volontiers employé la contrainte, fit à la reine des recommandations assez pressantes pour montrer l'importance qu'il attachait à ce mariage. La conduite de Marie, en cette occasion, prouva beaucoup en sa faveur; en priant son mari de ne pas lui témoigner de déplaisir, elle lui dit avec dignité qu'elle ne pouvait en conscience faire violence aux inclinations de sa sœur[2].

D'après le plan de campagne arrêté dans le cabinet de Philippe[3], le duc devait immédiatement assiéger une des grandes villes, situées au nord de la Picardie, province qui, dans un certain sens, commandait l'entrée des Pays-Bas. Rocroy fut d'abord choisi. Mais la garnison, bien pourvue de munitions de guerre, se maintint dans ses lignes de défense, et un feu si bien nourri fut dirigé contre les Espa-

[1] *Relazione della Corte di Savoja* di Giov. Francesco Morosini, 1570, dans les *Relazioni degli Ambasciatori Veneti,* vol. IV.

[2] Voyez la lettre de la reine à Philippe, dans Strype, *Catalogue of Originals,* No 56.

[3] *Papiers d'État de Granvelle,* tom. V, p. 115.

gnols, que le duc, voyant que le siége prendrait probablement plus de temps qu'il n'en valait la peine, leva le camp et résolut de marcher sur Saint-Quentin. C'était une ancienne ville-frontière de Picardie, importante, en temps de paix, comme un des entrepôts du commerce qui se faisait entre la France et les Pays-Bas. Saint-Quentin était, à cette époque, un excellent lieu de dépôt pour tout ce que l'ennemi en maraude rapportait des Flandres. Cette ville était bien défendue par sa position naturelle et avait eu autrefois de très bonnes fortifications, mais, ainsi que dans plusieurs villes-frontières, elles avaient été très négligées pendant les dernières années.

Avant d'ouvrir les opérations contre Saint-Quentin, le duc de Savoie, pour dérouter l'ennemi et l'empêcher de jeter du secours dans la place, se présenta devant la ville de Guise et fit semblant d'y vouloir mettre le siége. Après cette démonstration, il reprit sa marche et arriva tout à coup devant Saint-Quentin, qu'il investit avec toute son armée.

Cependant les Français surveillaient avec inquiétude les mouvements des Espagnols. Leurs forces étaient réunies sur plusieurs points, en Picardie et en Champagne. Le corps principal était commandé par le duc de Nevers, gouverneur de cette dernière province, seigneur connu par sa bravoure et qui avait déjà servi. Il réunit ses troupes à celles du connétable de France, Montmorency, qui occupait le centre de la Picardie et qui prit le commandement, peu en rapport avec son caractère brusque et emporté. A peine le plan des Espagnols fut-il reconnu que l'on décida de renforcer la garnison de Saint-Quentin, qui n'aurait pu autrement, on le comprenait, tenir seulement une semaine. Gaspard de Coligny, amiral de France, se chargea de cette mission

périlleuse [1]. Coligny, chef d'une ancienne et illustre famille, était l'un des hommes les plus remarquables de son temps. Le massacre de la Saint-Barthélemy, dont il fut la plus grande victime, a rattaché de lamentables souvenirs à son nom célèbre. Il avait embrassé les opinions de Calvin, et il leur fit honneur par l'austérité de ses mœurs et la pureté de sa vie. L'ordre plein de convenance qui régnait dans sa maison et la scrupuleuse attention qu'elle portait à l'accomplissement des devoirs de la religion, contrastaient fortement avec la conduite licencieuse de tant de catholiques, du reste, aussi prêts que Coligny à se battre pour la défense de leur foi. Il avait été, dans les premières années de sa vie, le compagnon de plaisirs du duc de Guise [2]. Mais la persécution ayant poussé les calvinistes ou huguenots à prendre vis-à-vis du gouvernement une position indépendante et même hostile, les deux amis, complètement séparés par leurs opinions et par leurs intérêts, se changèrent en ennemis mortels. Cette heure n'était pas encore venue; mais l'hérésie, qui bientôt devait ébranler la France à son centre, travaillait silencieusement sous terre.

Bien instruit dans les affaires militaires, doué d'un esprit

[1] De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 147. — *Commentaires de François de Rabutin*, dans la *Nouvelle collection des Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, par MM. Michaud et Poujoulat, Paris, 1838, tom. VII, p. 535. — Herrera, *Historia General*, lib. IV, cap. XIV. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. V.

[2] « Ils furent tous deux dans leurs jeunes ans. . . . . sy grands compagnons, amis et confederez de court, que j'ay ouy dire à plusieurs qui les ont veus habiller le plus souvant des mesmes parures, mesmes livrées, . . . tous deux fort enjoüez et faisant des follies plus extravagantes que tous les autres; et sur tout ne faisoient nulles follies qu'ils ne fissent mal, tant ils étoient rudes joüeurs et malheureux en leurs jeux. » — Brantôme, *Œuvres*, tom. III, p. 265.

intrépide et fécond en ressources, l'amiral était fait pour entreprendre la tâche difficile de défendre Saint-Quentin. C'était d'ailleurs, il le sentait, un devoir pour lui, gouverneur de la Picardie. Sans perdre de temps, il se mit à la tête de mille ou douze cents hommes, cavaliers et fantassins, et il usa si bien de vitesse, qu'il réussit à entrer dans la place, avant son complet investissement. Il eut toutefois à regretter de ne s'y voir suivi que par sept cents de ses hommes, les autres étant restés en arrière, harassés de fatigue ou égarés en chemin.

L'amiral trouva la place dans un état pire encore qu'il ne s'y attendait. Les fortifications étaient très délabrées et, sur plusieurs points, la maçonnerie des murs était si faible qu'elle eût pu tomber avant qu'un coup de canon fût tiré par l'ennemi. La ville avait des vivres pour trois mois et les magasins étaient suffisamment fournis de munitions de guerre ; mais il n'y avait pas cinquante arquebuses dont on pût faire usage.

Saint-Quentin, bâti sur une petite hauteur, était couvert d'un côté par des marais ou plutôt par un marécage d'une grande étendue, que traversait la Somme ou un affluent de cette rivière. Sur le côté de la rivière où la ville est située, campait l'armée assiégeante, dont les lignes s'avançaient jusqu'au bord même du marécage. Un large fossé défendait la muraille extérieure, mais ce fossé était commandé par les maisons des faubourgs, dont les assiégeants s'étaient déjà rendus maîtres. Il y avait, en outre, tout près de la ville, un épais fourré d'arbres, qui pouvait servir très bien à couvrir l'approche de l'ennemi.

Le premier acte de l'amiral fut d'ordonner une sortie; il passa le fossé et brûla plusieurs maisons jusqu'à terre. Les

arbres qui bordaient la rivière furent abattus et le terrain découvert aux approches de la ville. Tous les préparatifs furent faits pour une longue défense. On s'assura exactement de la quantité de provisions qui se trouvaient dans la place, et l'on fixa la ration quotidienne de chacun. Comme les ressources n'étaient pas en rapport pour longtemps avec l'augmentation de la population, Coligny donna ordre à tous les habitants, excepté à ceux qui s'employaient activement à défendre la ville, de la quitter sans délai. Il y en eut beaucoup qui voulurent, sous l'un ou l'autre prétexte, y rester et partager le sort de la garnison. Mais l'amiral fut, grâce à cet ordre, débarrassé de sept cents personnes inutiles, qui en restant auraient succombé à la famine, et, comme il le remarquait froidement, « leurs cadavres auraient amené la peste parmi les soldats [1]. »

Coligny assigna différents postes à ses troupes; il leur promit fièrement de tenir contre toutes les armées d'Espagne, et cherchait par son air de bonne humeur à leur inspirer une confiance qu'il était loin de sentir lui-même. D'une des plus hautes tours de la ville, il inspectait les alentours, essayait de reconnaître les gués les plus praticables dans le marécage, et fit avertir Montmorency que, si elle n'était pas secourue, la garnison ne pouvait tenir au delà de quelques jours [2].

[1] « Il falloit les nourrir ou les faire mourir de faim, qui eust pu apporter une peste dans la ville. » — *Mémoires de Gaspard de Coligni*, dans la *Collection universelle des Mémoires particuliers relatifs à l'Histoire de France*, Paris, 1788, tom. XL, p. 252.

[2] *Mémoires de Gaspard de Coligni*, dans la *Collection universelle des Mémoires particuliers relatifs à l'Histoire de France*, Paris, 1788, tom. XL, p. 252. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 151. — Rabutin, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 540. — Garnier, *Histoire de France*, Paris, 1787, tom. XXVII, p. 358.

Ce général, peu après le départ de l'amiral, s'était avancé avec l'armée aux environs de Saint-Quentin, et il l'avait établie dans les villes de La Fère et de Ham, ainsi que dans les villages voisins, pour surveiller les mouvements des Espagnols et agir, à l'occasion, de concert avec les assiégés. Il résolut en même temps de renforcer la garnison, s'il était possible, au moyen de deux mille hommes placés sous le commandement de Dandelot, frère puîné de l'amiral et qui n'était ni moins entreprenant ni moins audacieux que lui. Mais cette expédition aboutit à un misérable échec. Par la trahison ou l'ignorance du guide, la petite troupe fit fausse route et arriva sur l'un des avant-postes de l'ennemi; dans le trouble qu'amena cet accident, elle fut mise en déroute et un grand nombre de soldats furent taillés en pièces ou se noyèrent dans le marécage. Leur chef, avec ceux qui restaient, réussit à regagner La Fère, à la faveur de la nuit.

Le connétable se décida à faire une nouvelle tentative, en plein jour. Il voulait faire passer la Somme dans des barques, à un corps de troupes, également commandé par Dandelot; il devait lui-même, avec toute son armée, couvrir ce passage. Cette armée était très inférieure en nombre à celle des Espagnols; elle se montait en tout à environ dix-huit mille fantassins et six mille cavaliers, avec un train d'artillerie de seize pièces [1]. Il y avait, sous les bannières de France comme sous celles d'Espagne, une foule de merce-

[1] On diffère moins sur le chiffre de l'armée française que sur celui de l'armée espagnole. Nous avons suivi les historiens français, Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 354, et De Thou, tome III, p. 148, lequel cependant réduit de mille hommes la force de la cavalerie. Voyez, d'un autre côté, les auteurs espagnols, Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. VII; Herrera, *Historia General*, lib. IV, cap. XV; Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, parte II, lib. IX.

naires allemands. Les paysans français, à l'exception des Gascons, qui formaient un beau corps de fantassins, avaient depuis longtemps cessé de servir à la guerre; mais la chevalerie était représentée par une aussi brillante troupe de nobles et de chevaliers que jamais on en vit combattre sous l'étendard fleurdelisé.

Le 9 août 1557, l'armée entière s'ébranla et le lendemain, jour mémorable de la Saint-Laurent, à neuf heures du matin, elle prit position sur le bord de la Somme. Sur la rive opposée, tout près de la ville, se déployait l'armée espagnole, couvrant le terrain, aussi loin que portait le regard, de pavillons blancs, tandis que les bannières d'Espagne, de Flandre et d'Angleterre, mêlées et flottant au souffle de la brise du matin, indiquaient les différentes nations dont cette armée était composée [1].

A la droite du connétable était un moulin à vent, qui commandait un gué de la rivière conduisant aux quartiers des Espagnols. Un petit détachement de l'ennemi l'occupait. La première pensée de Montmorency fut de s'en rendre maître, ce qu'il fit sans difficulté, et y plaçant une garnison, sous le commandement du prince de Condé, il se mit à l'abri d'une surprise de ce côté. Il profita ensuite d'une élévation de terrain pour établir son artillerie de manière à balayer la rive opposée, et il ouvrit tout d'abord une vive canonnade contre l'ennemi. Des collines avaient caché la marche des Français, si bien que, lorsqu'ils parurent tout à coup au bord de la Somme, ce fut comme s'ils étaient tombés du ciel et les premiers coups de canon mirent un grand désordre dans les rangs des Espagnols. Ceux-ci se précipi-

[1] Rabutin, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 548.

tèrent çà et là, des boulets traversèrent la tente du duc de Savoie, et il eut à peine le temps de se sauver, tenant son armure à la main. Il lui fallut abandonner ses positions, et il descendit la rivière à la distance de trois milles, jusqu'aux quartiers du comte d'Egmont, commandant de la cavalerie [1].

Montmorency, enflé de ce petit succès comme si c'eût été une victoire, s'occupa alors de faire passer la rivière à ses troupes. Il rencontra plus de difficultés qu'il ne s'y attendait. Il n'y avait pas de barques prêtes, et l'on perdit deux heures à s'en procurer. On n'en put trouver plus de quatre ou cinq et si petites que le transport des troupes ne pouvait s'opérer qu'en un grand nombre de voyages. Les barques, remplies d'autant d'hommes qu'elles en pouvaient porter, s'arrêtèrent de l'autre côté, au bord du marécage ou plutôt du bourbier, et quelques soldats, en étant sortis pour les alléger, s'enfoncèrent dans la boue et furent suffoqués [2]. Pour comble de malheur, les troupes recevaient le feu incessant d'un corps espagnol, établi par le général sur une hauteur commandant le lieu où se faisait la traversée.

Tandis que le transport des troupes s'effectuait lentement par ces causes, le duc de Savoie tenait un conseil de

[1] Rabutin, ubi supra.—Monpleinchamp, *Histoire d'Emmanuel Philibert, duc de Savoie*, Amsterdam, 1699, p. 146. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 157.

Le premier de ces auteurs, François de Rabutin, est une des meilleures autorités à consulter pour la connaissance de ces affaires, auxquelles il prit part sous les ordres du duc de Nevers.

[2] « Encore à sortir des bateaux, à cause de la presse, les soldats ne pouvoient suivre les addresses et sentes qui leur estoient appareillés; de façon qu'ils s'escartoient et se jettoient à costé dans les creux des marets, d'où ils ne pouvoient sortir, et demeuroient là embourbez et noyez. » — Rabutin, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 549.

guerre et décidait que l'ennemi, s'étant aventuré si près, il ne lui permettrait pas d'échapper à une bataille. Il y avait un gué praticable à un endroit de la rivière, tout près des quartiers du comte d'Egmont; cet officier reçut l'ordre de le passer, à la tête de sa cavalerie, et d'amuser l'ennemi pour donner au gros de l'armée espagnole, commandé par le duc, le temps d'arriver.

Lamoral, comte d'Egmont et prince de Gavre, personnage qui occupera une grande place dans la suite de ce récit, était un noble flamand d'une ancienne et illustre famille. Il se fit de bonne heure remarquer par l'empereur, qui l'éleva à différentes charges importantes, tant civiles que militaires, dont il s'acquitta avec honneur. A cette époque, âgé de trente-cinq ans, il occupait la position de lieutenant-général de la cavalerie et celle de gouverneur des Flandres.

D'Egmont était d'une nature fière et ambitieuse; il avait l'imagination pleine de rêves de gloire et le succès l'avait si fort enorgueilli, que le duc de Savoie fut forcé, un jour, de lui rappeler durement qu'il n'était pas le commandant en chef de l'armée [1]. A ces défauts il joignait d'excellentes qualités, qui les accompagnent assez souvent. Il était franc et courageux et, quoiqu'il fût prompt à s'emporter, il avait un cœur bon et généreux. Il se distinguait par des manières chevaleresques et par des talents brillants, qui imposaient et plaisaient au peuple, dont il fut aimé plus tard pour son dévouement à la cause de la liberté. C'était un officier vif, intrépide, bien propre à un coup de main et à toute affaire qui réclamait, comme celle-ci, de l'énergie et de l'activité. Aussi entreprit-il avec ardeur la tâche qui lui était assignée.

[1] Brantôme, *Œuvres*, tom. I, p. 361.

Les chevau-légers passèrent d'abord le gué, dont l'existence était connue de Montmorency, qui y avait envoyé, pour s'opposer au passage des Espagnols, un corps de cavalerie allemande, dont il y en avait plusieurs au service de France. Mais ce corps était trop faible, et les cavaliers bourguignons, suivis de l'infanterie, avançaient devant le feu, aussi froidement et en aussi bon ordre que s'ils avaient été à la parade [1]. Le connétable reçut bientôt la nouvelle que l'ennemi commençait à passer, et, comprenant la faute qu'il avait commise, il envoya au secours des soldats allemands un escadron de cavalerie, avec le duc de Nevers. Il était trop tard; quand le duc arriva, l'ennemi avait déjà passé en si grand nombre que c'eût été folie de l'attaquer. Après s'être un instant concerté avec ses officiers, Nevers résolut de se replier par une contre-marche aussi rapide que possible sur le gros de l'armée.

Le prince de Condé, on le sait, occupait le moulin qui commandait l'autre gué, à la droite du connétable de Montmorency. Du haut du bâtiment, il pouvait suivre les mouvements des Espagnols et voir leurs bataillons déboucher dans la plaine, sans presque rencontrer d'opposition de la part des Français. Il en informa immédiatement le connétable et lui remontra la nécessité de battre promptement en retraite. Le vieux général ne voulut pas recevoir le conseil d'un homme plus jeune que lui, et il répondit aigrement : « J'étais soldat avant que le prince de Condé ne fût au

[1] Nous rapportons l'assertion de Monpleinchamp (*Histoire du duc de Savoie*, p. 147), qui attribue cependant à l'artillerie le feu dont il s'agit; cela est peu probable, les batteries françaises se trouvant placées à trois milles de distance, en amont de la rivière. Mais l'exactitude ne paraît pas être la qualité dominante de cet écrivain.

monde et, avec la grâce de Dieu, je compte lui donner, pendant de longues années encore, de bonnes leçons en fait de guerre. » Il ne voulut pas quitter la place où il était, avant que le dernier des soldats de Dandelot n'eût passé la rivière [1].

Cette confiance fatale avait sa cause dans l'information qu'il avait reçue, que le gué n'était pas assez large pour permettre à plus de quatre ou cinq hommes de passer de front; il avait donc le temps de faire transporter ses soldats et d'assurer sa retraite sur La Fère. Malheureusement, comme l'événement le prouva, le gué était si large que quinze à vingt personnes pouvaient y marcher de front.

Cependant les Français qui avaient passé la rivière, après avoir mis le pied sur l'autre bord, furent en grand nombre tués ou dispersés par les arquebusiers espagnols; d'autres se perdirent dans le marécage, et, de deux mille qu'ils étaient, il n'y en eut que quatre cent cinquante qui, mouillés, blessés, épuisés, réussirent à se jeter dans Saint-Quentin, avec Dandelot à leur tête. Le connétable, ayant vu partir la dernière barque, donna aussitôt des ordres pressants pour la retraite. L'artillerie fut envoyée en avant, l'infanterie suivit et derrière vint, avec la cavalerie, l'arrière-garde, dont Montmorency prit en personne le commandement. Il essaya de regagner le temps précieux qu'il avait perdu, en accélérant sa marche, que les lourds canons de l'avant-garde ralentirent cependant.

Nous avons vu que le duc de Nevers, refusant de livrer

[1] « Manda au prince, pour toute réponse, qu'il étoit bien jeune pour vouloir lui apprendre son metier, qu'il commandoit les armées avant que celui-ci fût au monde, et qu'il comptoit bien en vingt ans lui donner encore des leçons. » — Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 364.

bataille aux Espagnols qui avaient passé la rivière, s'était préparé à se replier sur le gros de l'armée. En arrivant sur le terrain occupé auparavant par l'armée française, il le trouva abandonné; il fit sa jonction avec Condé, qui tenait encore le moulin, et tous deux partirent en toute hâte pour rejoindre le connétable.

Cependant le comte d'Egmont, s'étant assuré qu'il avait des forces suffisantes pour attaquer l'ennemi, ordonna aussitôt de marcher en avant, sans attendre l'arrivée de nouvelles troupes, qui auraient partagé avec lui les honneurs de la victoire. Traversant la plaine où s'était arrêté le connétable, il prit la grand'route de La Fère. Mais le terrain montant qui le séparait de l'armée française l'empêcha de voir l'ennemi, avant une bonne demi-lieue de chemin. Le jour était déjà très avancé, et le comte avait des craintes de voir sa proie lui échapper, si vite qu'il la poursuivît. Mais, en tournant la colline, il eut la satisfaction d'apercevoir les colonnes françaises en pleine retraite. Une troupe de goujats et d'autres individus qui fermaient la marche, à la suite de l'arrière-garde, furent saisis, à cette brusque apparition des Espagnols, d'une panique qui faillit gagner le reste de l'armée [1]. Se retirer devant l'ennemi, est déjà un aveu de faiblesse qui suffit pour démoraliser le soldat. Montmorency, dont ce tumulte éveilla l'attention, vit les sombres nuages qui s'amoncelaient sur les hauteurs et il reconnut qu'ils allaient bientôt fondre sur lui. Dans cette grave occurrence, il demanda conseil à un vieil officier, d'Oignon, qui était

[1] Rabutin, qui rapporte ce fait, dit qu'il serait impossible de dire comment le désordre commença; ce fut comme un coup de foudre, à tel point que nul ne put se rappeler distinctement ce qui s'était passé. — Rabutin, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 550.

près de lui, pour savoir ce qu'il avait à faire : « Si vous me l'aviez demandé deux heures plus tôt, » répondit l'autre, « je vous l'aurais dit; il est trop tard maintenant [1]. » Il était trop tard, en effet, et il n'y avait plus rien à faire que de retourner la tête et de combattre les Espagnols. Aussi le connétable fit arrêter son armée et se prépara à recevoir l'ennemi.

D'Egmont, le voyant dans ces dispositions, partagea ses troupes en trois divisions. Il confia la première, qui devait tourner le flanc gauche de l'armée française, au prince de Brunswick et au comte de Hornes, dont le nom fut plus tard associé au sien dans une plus triste circonstance. La deuxième division, composée pour la plus grande partie d'Allemands, fut placée sous le commandement du comte de Mansfeldt, qui eut l'ordre d'attaquer le centre. Il devait lui-même, à la tête de ses lanciers bourguignons, manœuvrer sur la gauche contre l'aile droite de Montmorency. On sonna la charge; les chevaux partirent au grand galop et toute la colonne tomba comme l'éclair sur l'ennemi. Les Français reçurent ce choc en soldats aguerris qu'ils étaient, mais la cavalerie se porta contre eux avec la furie d'un torrent qui balaie toute chose sur son passage, et il sembla pendant quelques instants que tout fût perdu. Mais la chevalerie française se comporta avec honneur; à l'appel de Montmorency, qui se jeta bravement au plus fort de l'action, elle se rallia et, revenant à la charge, força les assaillants de reculer à leur

[1] « Appellant à lui dans ce trouble le vieux d'Oignon, officier expérimenté, il lui demanda : bon homme, que faut-il faire? Monseigneur, répondit d'Oignon, il y a deux heures que je vous l'aurois bien dit, maintenant je n'en sais rien. » — Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 368.

tour. Le combat, rétabli dans des conditions plus égales, aboutit à une mêlée furieuse; on se battit homme contre homme, cheval contre cheval; on eût dit que les combattants luttaient de valeur personnelle plutôt que de tactique ou de science militaire. L'issue de la lutte fut longtemps douteuse, et les Espagnols n'auraient pas fini par l'emporter, s'ils n'avaient reçu à leur secours des renforts en infanterie et en grosse cavalerie. Ne pouvant résister à ces forces considérables, la cavalerie française, accablée par le nombre, mais non vaincue en valeur, commença à lâcher pied. Serrée de près par d'Egmont, qui excitait ses soldats à redoubler d'efforts, elle rompit à la fin les rangs. La retraite dégénéra en déroute; les cavaliers, dispersés dans la plaine et fuyant dans toutes les directions, furent poursuivis avec ardeur par l'ennemi, surtout par les *schwarzreiters* allemands, — ces cavaliers, « noirs comme les démons [1], » — qui firent usage de leurs armes à feu de manière à achever la défaite des Français.

Dans ce désordre, les Gascons, l'élite de l'infanterie française, montrèrent un admirable sang-froid [2]. Formés en carrés, avec les piquiers armés de leurs longues lances en avant et les arquebusiers au centre, ils présentaient des lignes serrées, impénétrables à l'ennemi, comme ces rochers où le flot écumant de la mer vient bruyamment expirer, dans un accès de fureur impuissante. En vain la cavalerie espagnole faisait le tour de cette masse solide, hérissée de

[1] « Noirs comme de beaux diables. » — Brantôme, *Œuvres*, tom. III, p. 185.

[2] « Icelles compagnies de fantrie, en ce peu qu'elles se comportoient, autant belles, bien complettes et bien armées, que l'on en avoit veu en France il y avoit long-temps. » Rabutin, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 551.

pointes d'acier, cherchant à s'y ouvrir un passage; par instants un coup de feu, qui renversait un soldat de sa selle, les avertissait de ne pas trop se rapprocher.

Les choses en étaient là, quand le duc de Savoie, suivi du reste de l'armée, y compris l'artillerie, arriva sur le champ de bataille. Il ne pouvait venir plus à propos. Les fortes pièces de canon furent bientôt tournées contre les carrés de l'infanterie française, dont la masse compacte offrait aux boulets un facile point de mire. Ces rangs si fermes furent brisés, et, au moment où ces braves s'efforçaient vainement de les reformer sur les corps de leurs camarades tués, la cavalerie profita des éclaircies faites par le canon, pour pénétrer jusqu'au centre de la phalange. Les longues lances des piquiers leur devinrent dès lors inutiles, et, frappant à droite et à gauche, les cavaliers portèrent la mort de tous côtés. Ce fut un désordre complet et un désastre irréparable. Personne ne pensa plus à se battre, ni même à se défendre : on ne songea plus qu'à fuir. Les Français se renversèrent l'un l'autre, dans leur empressement à s'échapper. Ils se mêlèrent bientôt avec les cavaliers en déroute, qui firent passer leurs chevaux sur les corps mêmes de leurs compatriotes. Des chevaux couraient par la plaine sans cavalier. La plupart des soldats jetèrent leurs armes pour fuir plus rapidement. Tous s'efforcèrent de se dérober à la terrible poursuite qui faisait trembler l'arrière-garde. Les pièces d'artillerie, les bagages encombraient la route et entravaient la course des fuyards. Le carnage fut horrible; le meilleur sang de France coula comme de l'eau.

Cependant on fit grâce de la vie à ceux qui demandèrent merci. Des milliers de soldats mirent bas les armes et on leur fit quartier. Nevers, d'après certains récits, couvrit le

flanc droit de l'armée française. D'après d'autres, il en était séparé par un vallon. Dans tous les cas, il n'eut pas plus de succès que son chef. Son beau corps de chevau-légers, bientôt enveloppé par la cavalerie des comtes de Hornes et de Brunswick, fut taillé en pièces. Il fut assez heureux pour s'échapper avec le prince de Condé et ramener à La Fère les débris de ses troupes.

Si les Espagnols avaient continué la poursuite, peu de Français auraient survécu pour raconter l'histoire de la déroute de Saint-Quentin. Mais le combat avait duré quatre heures, il se faisait tard, et les vainqueurs, accablés de fatigue et rassasiés de carnage, se contentèrent de camper sur le champ de bataille.

Pendant ce temps, les Français entraient un à un dans La Fère; réunis pêle-mêle sur les places publiques ou dans les quartiers qu'ils occupaient précédemment, ils semblaient un troupeau de daims saisis d'une panique et qui ont encore les oreilles pleines des bruits de la chasse. Mais ces braves cavaliers secouèrent cette terreur et reprirent courage, en entendant dire que leur général, Montmorency, continuait à tenir tête à l'ennemi, avec un corps de vaillants compagnons d'armes. A cette nouvelle, tout faibles et blessés qu'ils étaient, ils sautèrent en selle, à peine descendus de cheval, et se trouvèrent prêts à revenir au combat[1].

Mais ce bruit était sans fondement; Montmorency était

[1] « A ces nouvelles s'esleverent tellement leurs esprits et courages, qu'ils recoururent incontinent aux armes, et n'oyoit-on plus partout que demander harnois et chevaux, et trompettes sonner à cheval, ayant chacun recouvert ses forces et sentimens pour venger la honte précédente; toutefois ce murmure se trouva nul, et demeura assoupi en peu d'heures. » — Rabutin, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 552.

prisonnier des Espagnols. Le vieillard avait exposé sa vie pendant tout le temps de l'action, comme s'il eût voulu montrer qu'il n'avait aucune peur du danger où il avait conduit son armée. Quand il vit que la journée était perdue, il se jeta au plus fort de la mêlée, estimant la vie peu de chose en comparaison de l'honneur. Un coup de pistolet tiré par un schwarzreiter lui cassa la cuisse et l'empêcha de résister davantage; il tomba au pouvoir des Espagnols, qui le traitèrent avec les égards dus à son rang. Le nombre des prisonniers fut très grand; des rapports le portent à six mille hommes, dont six cents étaient, dit-on, gentilshommes et personnes de condition. Comme d'habitude, on est loin d'être d'accord sur le chiffre des tués, qui varie de trois à six mille. Les gens de qualité y entraient dans une plus grande proportion que d'ordinaire. Plus d'une famille noble de France prit le deuil, ce jour-là. Parmi ceux qui moururent, il y eut un prince du sang, Jean de Bourbon, comte d'Enghien. Mortellement blessé, le prince fut porté dans la tente du duc de Savoie, où il ne tarda pas à expirer, et son corps fut envoyé aux Français, à La Fère, pour y recevoir les honneurs de la sépulture. En regard de ce sanglant relevé, la perte des Espagnols ne dépassa pas mille hommes; tous les rapports l'établissent [1].

Plus de quatre-vingts étendards, y compris ceux de la cavalerie, tombèrent aux mains des vainqueurs, avec l'artillerie, les convois de munitions et les bagages de l'ennemi.

[1] Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, parte II, lib. IX.

D'après certains rapports, les pertes n'auraient été que de cinquante hommes; en présence de l'acharnement et de la durée du combat, il est difficile d'admettre ce chiffre. Ceci rappelle les batailles contre les Maures, où, s'il faut en croire les Espagnols, les pertes de ceux-ci étaient, en moyenne, dans la proportion d'un homme à cent du côté de l'ennemi.

La France n'avait plus éprouvé une pareille défaite depuis la bataille d'Azincourt [1].

Le roi Philippe avait quitté Bruxelles et établi sa résidence à Cambrai, pour être plus près du duc de Savoie, avec qui il entretenait journellement des communications pendant le siége. Aussitôt après la bataille, le 11 août, il visita le camp. En même temps il écrivait à son père, lui exprimant son regret de n'avoir pas été là pour partager la gloire de la journée [2]. L'empereur semble avoir éprouvé le même regret [3]. Il est bien certain que, si Charles avait eu la direction des affaires, il n'eût pas été absent. Mais Philippe n'avait pas l'esprit hardi et aventureux de son père; son talent se montrait plus dans la méditation que dans l'action; sa prévoyance calme et délibérée le rendait plus propre au conseil qu'au combat. S'agissait-il de faire des levées, de chercher de l'argent, de régler l'organisation de l'armée, il était infatigable. C'est sous ses yeux que les plans de campagne étaient arrêtés, et il faisait preuve d'une grande sagacité dans le choix de ses agents. Il laissait prudemment à ceux-ci la conduite de la guerre, pour laquelle il n'avait pas de

[1] Pour ce qui précède, voyez Rabutin, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 548-552; Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. VII; Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, part. II, lib. IX; Monpleinchamp, *Vie du duc de Savoie*, p. 146-150; Herrera, *Historia General*, lib. IV, cap. XV; De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 154-160; Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 361-372; Carta de Felipe 2o á su padre annunciandole la victoria de San Quentin, MS.

[2] « Pues yo no me hallé alli, de que me pesa lo que V. M. no puede pensar, no puedo dar relacion de lo que paso sino de oydas. » — Carta de Felipe 2o á su padre, 11 de Agosto 1557, MS.

[3] Cela paraît résulter d'une lettre du majordome de Charles, Luis Quixada, au secrétaire Juan Vazquez de Molina, MS.

« Siento que no se puede conortar de que su hijo no se hallase en ello. »

goût et peut-être pas d'aptitude; il ne se croyait pas, comme son rival, Henri II, un grand capitaine, pour avoir remporté le prix d'un tournoi.

Philippe fut accompagné au camp par les troupes de sa maison. Il parut, en cette occasion, armé de pied en cap, chose qui ne lui était pas ordinaire. Il se plaisait, paraît-il, à se faire peindre en tenue militaire; il y a du moins plusieurs portraits de lui, dont un est l'œuvre du Titien, qui le représentent dans ce costume. Il envoya un de ces portraits, conservé jusqu'à nos jours, à la reine Marie, qui, dans ce siècle de chevalerie, doit avoir ressenti quelque orgueil, en voyant son mari dans cet attirail guerrier.

A son arrivée au camp, le roi fut reçu avec tous les honneurs dus aux vainqueurs : fanfares, salves d'artillerie, acclamations des soldats. Le duc de Savoie fit déposer à ses pieds les bannières et les autres trophées de la victoire, et, s'agenouillant devant lui, voulut lui baiser la main ; mais le roi le releva et l'embrassa, en disant qu'il devait de la reconnaissance au général qui avait remporté pour lui une pareille victoire. En même temps, il fit un compliment bien mérité à d'Egmont et à ses braves compagnons, pour le rôle brillant qu'ils avaient eu dans la bataille [1].

La première chose à faire était de s'occuper des prisonniers, dont le grand nombre embarrassait les vainqueurs. Philippe renvoya tous ceux qui étaient d'un rang obscur, à condition qu'ils ne porteraient plus, de six mois, les armes contre les Espagnols. Cette condition ne nuisit pas beaucoup au service de l'armée française, parce que ces hommes, à leur retour, furent envoyés en garnison dans des villes

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. VII.

éloignées, et que leur place fut prise par les soldats qu'ils avaient relevés. Les cavaliers et les personnes de condition furent logés dans des forteresses, où ils pouvaient être retenus sûrement, jusqu'à ce que le chiffre de leur rançon eût été fixé pour chacun d'eux. Ces rançons formaient une part importante du butin du vainqueur; on peut en juger par la somme que le connétable offrit pour se racheter, ainsi que son fils; elle était, rapporte-t-on, de cent soixante-cinq mille couronnes d'or [1]! Le soldat de ce temps, qui encourait la perte de sa fortune aussi bien que de sa liberté, combattait, il faut l'avouer, avec des chances pires que celles du soldat de nos jours.

Un conseil de guerre fut convoqué pour décider des opérations ultérieures. Quand Charles-Quint reçut la nouvelle de la victoire de Saint-Quentin, on dit que la première chose dont il s'informa fut « si Philippe était à Paris [2]. » On ne peut douter que, si Charles avait eu le commandement, il n'eût poursuivi le succès, en se présentant tout à coup devant la capitale de la France. Mais Philippe n'avait pas cette nature ardente qui dédaigne, ou du moins franchit les obstacles sur sa route. Charles calculait les chances de succès; Philippe, celles d'un échec. Le caractère de Charles

[1] De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 246.

[2] Brantôme raconte cette anecdote avec son ironie ordinaire : « Encor, tout religieux, demy sainct qu'il estoit, il ne se peut en garder que quant le roy son fils eut gaigné la bataille de Sainct-Quentin de demander aussi tost que le courrier luy apporta des nouvelles, s'il avoit bien poursuivi la victoire, et jusques aux portes de Paris. » — *Œuvres*, tom. I, p. 11.

Louis Quixada, dans une lettre écrite de Yuste, à cette époque, raconte l'histoire autrement, et sa version, pour être moins piquante, n'en est probablement que plus exacte. « S. Mag. está con mucho cuidado por saber que camino arrá tomado el Rey despues de acabada aquella empresa de San Quintin. » — Carta de 27 de Septembre 1557, MS.

permettait des exploits plus brillants, mais aussi l'exposait à de plus tristes revers; son esprit entreprenant était plus propre à fonder un grand empire, la prudence de Philippe était mieux faite pour le conserver. Philippe arrivait toujours à temps, et sa politique circonspecte convenait probablement mieux à sa position et à son caractère que la politique plus hardie de l'empereur.

Lorsque le duc de Savoie insista, comme on le rapporte, afin que le roi profitât de la panique du moment pour marcher tout d'abord sur la capitale de la France, Philippe considéra les dangers d'une pareille entreprise. Il aurait laissé derrière lui plusieurs forteresses importantes, occupées par l'ennemi; il aurait dû passer des rivières, présentant des lignes de défense où il était facile de tenir contre des forces, même supérieures aux siennes; Paris était couvert par des ouvrages formidables et, au premier appel, quarante mille citoyens pouvaient être armés pour sa défense. Il n'était pas sage de pousser l'ennemi à une résolution extrême, de forcer un peuple brave et généreux, comme le peuple français, à se lever en masse, ainsi qu'il le ferait pour défendre la capitale. L'empereur, son père, avait autrefois envahi la France, à la tête d'une armée puissante, et mis le siége devant Marseille. Tous savaient le résultat de cette invasion. « Les Espagnols, » disait-on d'une manière insultante, « étaient entrés dans le pays, se régalant de dindons, et avaient été heureux d'en pouvoir sortir, se nourrissant de racines [1]. » Philippe résolut donc de se tenir à son premier plan d'opérations et de tirer avantage du dernier succès de ses armes, pour presser le siége de Saint-

[1] « Para no entrar en Francia como su padre comiendo pabos, i salir comiendo raizes. » — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. VIII.

Quentin avec toutes ses forces. Il n'est guère facile aujourd'hui, après le temps qui s'est passé, de prononcer sur la sagesse de cette décision, mais les événements qui suivirent sont de nature à nous la faire approuver.

Des préparatifs furent alors faits pour pousser le siége avec vigueur. Outre les canons qui se trouvaient déjà dans le camp et ceux qui avaient été pris dans la bataille, on avait fait venir de Cambrai un grand nombre de pièces pour augmenter l'artillerie de siége. Le duc passa la rivière et emporta le faubourg d'Ile, après une vive résistance de la part des Français, qui brûlèrent les maisons dans leur retraite. Le commandant espagnol profita de cet avantage pour établir, tout près de la ville, des batteries dont le feu incessant faisait trembler dans leurs fondements les vieilles murailles et les vieilles tours de la ville. Les mineurs se mirent également à l'œuvre et percèrent des galeries qui passaient presque au centre de la place.

Pendant ce temps, la condition des assiégés était extrêmement critique, non pas tant à cause du manque de vivres, bien que l'approvisionnement fût peu considérable, que par suite des fatigues excessives des habitants. Coligny déploya dans ce moment toute l'énergie de son caractère. Il sentait combien il était important de tenir le plus longtemps possible, pour donner à la nation le temps de se remettre de son récent désastre. Il s'efforçait de communiquer son courage aux cœurs de ses soldats, en partageant les travaux et les privations du dernier d'entre eux. Il ranimait ceux qui se montraient découragés, en les assurant qu'ils allaient recevoir des secours. Il félicitait les uns de leur vaillance, et flattait les autres en prenant leur avis. Il parlait bruyamment des ressources qu'il avait à sa disposition et permet-

tait à ses soldats de le jeter, pieds et poings liés, dans le fossé, si quelqu'un l'entendait exprimer la pensée de se rendre. Il promettait qu'il en serait fait autant à celui d'entre eux, qui tiendrait le même langage [1].

Le duc de Nevers, qui s'était établi aux environs de Saint-Quentin avec les débris de l'armée française et ce qu'il avait pu lever encore de troupes, entretenait des communications avec l'amiral. Il réussit, une fois, à faire passer dans la ville un renfort de cent vingt arquebusiers; il lui en coûta un nombre trois fois plus élevé de ces hommes, qui furent taillés en pièces par les Espagnols. Cependant la garnison n'était nullement encore assez forte pour s'acquitter de la tâche qui lui était imposée. Faiblement nourris, ne se reposant presque jamais, combattant et veillant tour à tour, ces soldats passaient le jour à défendre les brèches qu'ils réparaient la nuit, sans qu'elle fût assez longue pour ce travail. Il n'y avait pas de corps assez robuste pour résister à ce régime.

Coligny avait heureusement à son service un habile ingénieur, du nom de Saint-Remy, qui l'aidait à réparer les dégâts causés aux ouvrages par l'artillerie et par le jeu non moins destructeur des mines. A défaut de maçonnerie solide, on employait toute espèce de matériaux pour fermer les brèches. On se servit de troncs d'arbres; on remplit de terre des barques qui, placées sur le rempart en ruines, tinrent lieu d'un bon bastion aux mousquetaires français. Mais le moment était venu où l'habileté de l'ingénieur et le

[1] « Si l'on m'oyoit tenir quelque langage, qui approchast de faire composition, je les suppliois tous qu'ils me jettassent, comme un poltron, dedans le fossé par dessus les murailles; que s'il y avoit quelqu'un qui m'en tint propos, *je ne lui en ferois pas moins.* » — Coligni, *Mémoires*, dans la *Collection universelle des Mémoires*, tom. XL, p. 272.

courage de la garnison ne pouvaient plus servir de rien. Onze brèches qui donnaient accès dans la place avaient été ouvertes, et Saint-Remy prévint l'amiral qu'il ne pouvait plus prendre l'engagement de tenir encore vingt-quatre heures [1].

Le duc de Savoie vit aussi que le temps était venu de mettre fin au siége par un assaut général, qu'il fixa au 27 août. La veille, il fit mettre le feu à trois mines, qui renversèrent des fragments de murs, mais ne produisirent pas l'effet qu'il en avait attendu. Dans la matinée du 27, toutes ses troupes se trouvèrent sous les armes. Le duc les partagea en autant de corps qu'il y avait de brèches, et plaça ces différents corps sous les ordres de ses meilleurs et de ses plus braves officiers, se réservant de diriger lui-même l'assaut.

Coligny fit également ses préparatifs avec un sang-froid consommé. Il établit un corps de troupes à chacune des brèches; il se chargea, avec son frère Dandelot, d'en défendre deux, qui, plus exposées encore que les autres, pouvaient être regardées comme les endroits les plus dangereux. Il eut la satisfaction de voir, en cette heure d'épreuve, tous ses hommes, soldats et officiers, animés de son esprit héroïque.

Avant de donner l'assaut à la ville, le duc de Savoie ouvrit contre elle une vive canonnade pour balayer les barricades de troncs d'arbres et les autres travaux de défense, qui avaient servi à fermer momentanément les murs. Le feu dura plusieurs heures et le signal de l'assaut ne fut donné que dans l'après-midi. Les soldats s'élancèrent en avant, Espagnols, Flamands, Anglais, Allemands, excités par des

[1] Gaillard, *Rivalité de la France et de l'Espagne*, tom. V, p. 253.

sentiments de rivalité nationale. Un corps de huit mille braves Anglais s'était, au début de la campagne, placé sous l'étendard de Philippe[1]; ils recherchaient avidement l'occasion de se distinguer qui leur avait été refusée à la bataille de Saint-Quentin, où la cavalerie avait décidé principalement du sort de la journée. Mais il n'y avait point de soldats plus ardents à rechercher des exploits que les Espagnols, combattant sous les yeux de leur souverain, qui observait le combat, du haut d'une éminence voisine.

Il n'y avait pas d'obstacles redoutables à surmonter pour les assaillants; aussi eurent-ils bientôt franchi les fragments de maçonnerie et les décombres dispersés au pied des remparts, et, sous un feu roulant de mousqueterie, ils se présentèrent devant les brèches. Les braves, postés pour les défendre, étaient en force suffisante pour occuper les espaces vides; leur position élevée leur donnait de l'avantage sur les assaillants, et ils se tenaient à leur place, avec la résolution de gens préparés à mourir plutôt que de se rendre. Un combat acharné s'engagea sur toute l'étendue des remparts, et les Français, soutenus par un courage indomptable, se battirent avec la vigueur de troupes fraîches et non de soldats affaiblis par une nourriture insuffisante et par des fatigues excessives. Après une lutte terrible, qui dura près d'une heure, les Espagnols furent repoussés sur tous les points. Ils n'avaient pas emporté une seule brèche; épuisés, découragés, ils furent forcés de reprendre leur position première.

Après cet échec humiliant, le duc ne laissa pas longtemps respirer ses soldats, avant de recommencer l'assaut. Cette

[1] Burnet, *Reformation*, vol. III, p. 636.

fois il dirigea la principale attaque contre une tour où la résistance avait été la plus faible. Coligny, en effet, se fiant à la plus grande solidité des ouvrages, y avait placé les troupes sur lesquelles il comptait le moins. Mais un cœur vaillant vaut toutes les défenses du monde. Après une lutte vive mais de peu de durée, les assaillants réussirent à emporter la tour, firent lâcher pied à ses timides défenseurs, et, s'établissant sur le rempart, restèrent maîtres d'une partie des murs. Ce passage ouvert, Espagnols, Allemands, Anglais, tous s'y précipitèrent impétueusement, descendant comme un torrent du haut des remparts et prenant à dos la garnison. Cependant Coligny et son frère Dandelot étaient accourus en cet endroit, suivis d'un petit nombre de soldats, dans l'espoir de prévenir, s'il était possible encore, le désastre dont ils étaient menacés. Mais ils furent mal soutenus, et accablés par le nombre, ils furent foulés aux pieds, désarmés et faits prisonniers. La garnison, qui veillait aux autres brèches, continua une résistance désespérée; mais, attaquée à la fois de front et en flanc, elle fut taillée en pièces, prise ou mise hors de combat. Au bout d'une demi-heure la lutte avait cessé sur les remparts, et la ville appartenait aux Espagnols[1].

[1] Pour des détails plus ou moins étendus sur la prise de Saint-Quentin, voy. Coligni, *Mémoires*, dans la *Collection universelle des Mémoires*, tom. XL; Rabutin, *Mémoires*, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 556 et seq.; De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 164-170; Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, parte II, lib. IX; Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. IX; Monpleinchamp, *Vie du duc de Savoie*, p. 152.

Juan de Pinedo, écrivant au secrétaire Vazquez, en date de Saint-Quentin, 27 août, et parlant du rude combat qui eut lieu pendant l'assaut, fait particulièrement l'éloge de la bravoure des Anglais : — « Esta tarde entre tres y quatro horas se ha entrado San Quentin á pura

Une scène de désordre et de violence suivit cette mêlée, humaine en comparaison. Les troupes victorieuses se répandirent par la ville, en quête de butin et se livrant à ces actes de barbarie, qui, même dans notre siècle éclairé, se voient souvent encore dans les villes prises d'assaut. Les malheureux habitants fuyaient devant les soldats; les vieillards, les infirmes, les femmes, les enfants se réfugiaient dans les greniers, dans les caves, dans tous les recoins où ils pouvaient se dérober à la vue de ceux qui les poursuivaient. On n'entendait que les gémissements des blessés et des mourants, les cris des femmes et des enfants, « si pitoyables, » dit un témoin, le comte de Bedford, « qu'ils auraient attendri le cœur de tout chrétien [1]; » ces cris et ces gémissements se mêlaient aux bruyantes acclamations des vainqueurs chargés de butin, qui, dans le délire de l'ivresse, finirent par mettre le feu à plusieurs maisons et ajoutèrent encore aux horreurs de cette scène le danger d'un incendie général. Peu de temps encore, et la ville eût été réduite en cendres; et les excès de ses soldats eussent fait perdre à Philippe le fruit d'une victoire si chèrement achetée.

Le roi venait d'entrer dans Saint-Quentin. Il n'avait jamais vu d'assaut encore, et l'horrible spectacle dont il fut témoin toucha son cœur. Il fit prendre aussitôt des mesures pour arrêter l'incendie, et il fut défendu, sous peine de mort, de faire aucun mal aux vieillards, aux infirmes, aux femmes, aux enfants, aux ministres de la religion, ou de

fuerça peleando muy bien los de dentro y los de fuera, muy escogidamente todos, y por estremo los Ingleses. » — MS.

[1] Lettre du comte de Bedford à sir William Cecil (datée « de notre camp devant Saint-Quentin, le 3 septembre 1557 »), ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 493.

toucher aux édifices religieux, surtout aux reliques du bienheureux saint Quentin. Plusieurs centaines de pauvres gens se présentèrent, dit-on, devant Philippe et réclamèrent sa protection ; sur son ordre, ils furent conduits, sous une forte escorte, en lieu de sûreté [1].

Il n'était pourtant pas possible d'empêcher le pillage de la ville. Il eût été aussi facile d'arracher au tigre la proie qu'il déchire. Le pillage d'une ville prise d'assaut était considéré comme le droit du soldat, et il y comptait aussi régulièrement que sur sa paie. Ce furent les mercenaires allemands qui se distinguèrent le plus dans cette œuvre impitoyable ; leur rapacité brutale remplit d'indignation leurs frères d'armes mêmes ; ceux-ci furent, semble-t-il, particulièrement irrités de la manière dont les schwarzreiters s'approprièrent sans scrupule, non seulement leur part de butin, mais celle des Anglais et des Espagnols [2].

Ainsi tomba l'antique ville de Saint-Quentin, après une défense qui fait un égal honneur au courage de la garnison et au talent de son commandant. Malgré des fortifications en mauvais état, le manque d'armes et la faiblesse de sa garnison, qui ne fut en aucun temps de plus de mille hommes, la ville tint presque un mois entier contre une puis-

[1] D'après Sepulveda (*De Rebus Gestis Philippi II*, lib. I, cap. XXX), il n'y avait pas moins de quatre mille femmes. Il n'est guère probable que Coligny eût consenti à distribuer des rations à tant de bouches inutiles.

[2] « The Swartzrotters, being masters of the king's whole army, used such force, as well to the Spaniards, Italians, and all other nations, as unto us, that there was none could enjoy nothing but themselves. They have now showed such cruelty, as the like hath not been seen for greediness : the town by them was set a-fire, and a great piece of it burnt. » — Lettre du comte de Bedford à Cecil, ap. Tytler, *Edward VI and Mary*, vol. II, p. 493.

sante armée, combattant sous les yeux de son souverain et conduite par un des meilleurs capitaines de l'Europe [1].

Philippe, ayant pris des mesures pour la restauration des fortifications de Saint-Quentin, plaça la ville sous la protection d'une garnison espagnole et marcha contre le Catelet, place forte du voisinage, mais dont les défenseurs, bien différents des braves de Saint-Quentin, après avoir fait mine, pour un instant, de résister, capitulèrent le 6 septembre. Vint ensuite la reddition de Ham, autrefois ville forte en grande réputation dans la Picardie. Philippe mena alors ses bataillons victorieux contre Noyon et contre Chauny, qui fut mis à sac par la soldatesque. La France voyait avec consternation les forteresses qui garnissaient sa frontière, tomber l'une après l'autre au pouvoir d'un ennemi, qui, on l'eût dit, prenait pied pour toujours sur son territoire. Si Philippe ne profita pas de son succès pour pousser ses conquêtes plus loin encore, il faut l'attribuer, non à sa nonchalance, mais à la conduite ou plutôt à la composition de son armée, réunion de soldats qui, vendant leur épée à qui l'achetait le plus cher, se souciaient peu de la bannière sous laquelle ils combattaient. Venus de différents pays, et vivant les uns à côté des autres dans un même camp, ces soldats, par une rivalité née d'un amour-propre national, montrèrent bientôt

[1] Rabutin, *Mémoires*, dans la *Nouvelle Collection des Mémoires*, tom. VII, p. 537-564. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 149-170. — Campana, *Vita di Filippo Secondo*, parte II, lib. IX.

Le meilleur compte rendu que nous ayons du siége de Saint-Quentin est celui que Coligny a donné dans ses mémoires (voy. *Collection universelle des Mémoires*, tom. XL, p. 217-290). Il l'écrivit dans les loisirs de sa captivité, alors que les événements étaient encore tout frais dans sa mémoire. Son récit simple et sans prétentions doit inspirer confiance, et, si l'auteur entre parfois dans des détails très minutieux, on peut le pardonner au général, devenu historien.

de l'animosité entre eux. Les Anglais se disputaient avec les Allemands; ni les uns ni les autres ne pouvaient supporter les manières insolentes des Espagnols; les Allemands se plaignaient de ne pas recevoir leurs arriérés de solde, plainte probablement bien fondée, puisque, malgré ses immenses ressources, Philippe, dans une circonstance grave, eut de la peine à se procurer de l'argent, comme il arrivait à tous les princes, dans ce temps où l'on ne connaissait pas un bon système d'impôts. Séduits par les offres supérieures que leur faisait Henri II, les schwarzreiters désertèrent en grand nombre l'étendard de Philippe pour celui de son rival.

Les Anglais étaient également mécontents. Ils avaient quitté leur pays avec cette aversion pour les Espagnols, qui s'y était manifestée depuis le mariage de la reine. Les fiers insulaires n'étaient pas satisfaits de servir sous Philippe. Ils se battaient, disaient-ils, non pour l'Angleterre, mais pour l'Espagne. Chaque conquête nouvelle ajoutait à la puissance d'un monarque déjà bien trop puissant; ils avaient fait assez et insistaient pour qu'il leur fût permis de retourner chez eux. Le roi, qui ne craignait rien tant qu'une rupture entre ses sujets anglais et espagnols, rupture que l'état des choses lui faisait regarder comme prochaine, fut forcé de consentir à ce qu'on lui demandait.

Par le départ des Anglais et la retraite des Allemands, les forces de Philippe étaient si considérablement réduites, qu'il n'était plus en état de faire des conquêtes et pouvait à peine tenir la campagne. La saison était, de plus, fort avancée; on était à la fin d'octobre. Aussi, après avoir placé des garnisons dans les villes conquises et avoir mis celles-ci dans le meilleur état de défense, il porta le camp à Bruxelles

et bientôt après établit son armée dans ses quartiers d'hiver [1].

Ainsi finit la première campagne de Philippe II, la première et, à l'exception de la suivante, la seule campagne à laquelle il ait été présent. Elle avait été excessivement heureuse pour lui; outre les places importantes qu'il avait prises sur la frontière de Picardie, il avait remporté une victoire signalée. Mais cette campagne n'est pas aussi mémorable au point de vue de ses résultats militaires qu'à un point de vue moral. Elle montra aux nations européennes que le sceptre de l'Espagne avait passé aux mains d'un prince aussi attentif que son prédécesseur aux intérêts de l'État, et qui, s'il n'avait pas l'active ambition de Charles-Quint, supporterait probablement aussi peu une injure d'un de ses voisins. La victoire de Saint-Quentin, arrivant au commencement de son règne, rappelait la victoire gagnée à Pavie par son père, à la même époque de sa vie, et, comme celle-là, faisait augurer un brillant avenir. Philippe, peu habitué à laisser paraître au dehors ses sentiments, témoigna la joie qu'il ressentait du succès de ses armes, en faisant élever plus tard le magnifique palais de l'Escurial, en l'honneur du bienheureux saint Laurent, attribuant à l'intercession de ce saint une victoire remportée le jour de sa fête.

[1] De Thou, *Histoire universelle*, t. III, p. 173-177. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XIII. — Sepulveda, *De Rebus Gestis Philippi II*, lib. I, cap. XXXII.

CHAPITRE VIII.

PAIX DE CATEAU-CAMBRÉSIS.

(1557-1559.)

Efforts extraordinaires de la France. — Calais surpris par le duc de Guise. Invasion de la Flandre par les Français. — Bataille sanglante de Gravelines. — Négociations pour la paix. — Mort de Marie. — Avénement d'Élisabeth au trône. — Traité de Cateau-Cambrésis.

Ce qui se passait en France justifiait l'opinion que Philippe avait de la fidélité du peuple français. Henri II n'eut pas plus tôt reçu la nouvelle de la fatale bataille de Saint-Quentin, qu'il envoya des courriers dans toutes les directions, pour appeler la chevalerie française sous sa bannière et demander aux villes une aide dans cette extrémité. Tous les nobles furent prompts à répondre à cet appel; ils accoururent en foule avec leur suite, et non seulement les grandes villes, mais celles d'un ordre inférieur se soumirent volontiers à de lourdes contributions pour le service public. Paris donna noblement l'exemple. Cette capitale ne crut pas son devoir accompli par des processions du clergé, avec la reine et la famille royale en tête, exposant dans leurs mains les reliques des différentes églises. Tous les citoyens en état de porter les armes s'enrôlèrent pour la défense de la ville; des

sommes considérables furent réunies pour fortifier Montmartre et couvrir les frais de la guerre [1].

A l'aide de ces ressources et d'autres encore, Henri fut bientôt en mesure de pouvoir lever un corps considérable de mercenaires suisses et allemands. Les troupes indigènes servant à l'extérieur furent rappelées. Le vieux maréchal de Termes revint de Toscane, avec une petite armée, et le duc de Guise partit de Rome, avec le reste de ses bataillons. Ce général populaire fut reçu avec enthousiasme; on eût dit que la France entière avait les yeux fixés sur lui, comme sur son libérateur. On célébra sa dernière campagne dans le royaume de Naples, comme si elle eût été une suite de victoires éclatantes. Il fut créé lieutenant-général de l'armée et les plus anciens capitaines se montrèrent fiers de prendre du service sous un chef aussi renommé.

Le gouvernement s'empressa de tirer parti des ressources extraordinaires mises à sa disposition. Quoique l'on fût au cœur de l'hiver, il fut résolu qu'on se livrerait à une entreprise propre à compenser les désastres de la dernière campagne et à relever les esprits de leur abattement. On forma le projet de reprendre la place forte de Calais, dont les Anglais étaient maîtres depuis plus de deux siècles.

La France avait toujours douloureusement ressenti l'affront que lui faisait subir un ennemi, qui semblait avoir mis à perpétuité le pied sur son territoire. Elle aspirait à reprendre Calais, tout aussi ardemment que les musulmans d'Espagne, repoussés en Afrique, à recouvrer leurs anciennes possessions dans le royaume de Grenade. Elle ne cessait de

[1] De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 163-176. — Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 377 et seq.

déclarer sa pensée à cet égard dans ce mot populaire, appliqué à tout général qu'elle tenait en médiocre estime : « Il n'est pas homme à chasser les Anglais de France [1]. » Cependant c'était chez elle un désir plutôt qu'une attente. La place était si forte, si bien gardée et si accessible aux Anglais, qu'elle semblait imprenable. Ces mêmes raisons et la longue durée de la possession avaient, d'un autre côté, inspiré une grande confiance aux Anglais, comme le montrait une inscription placée sur les portes de bronze de la ville : « Quand les Français assiégeront Calais, le plomb et le fer nageront comme le liége [2]. » Ainsi qu'il arrive souvent, cette confiance fut la cause de leur ruine.

L'évêque d'Acqs, l'envoyé de France en Angleterre, revenant de ce pays, peu de temps auparavant, avait passé par Calais, et il avait fait un singulier rapport du délabrement des fortifications et de la faiblesse de la garnison, en un mot, du mauvais état de défense où se trouvait la place. Toutefois le duc de Guise, aussi prudent que brave, ne voulait pas se livrer à une entreprise aussi hasardeuse, sans avoir des renseignements plus précis. Dès qu'il les eut obtenus, il embrassa, avec son ardeur habituelle, le projet qu'il était chargé d'exécuter. On dit que le plan adopté avait été originairement conseillé par Coligny. Afin de tromper l'ennemi, le duc envoya la plus forte division de son armée,

[1] « C'étoit un proverbe reçu en France pour désigner un mauvais général, un guerrier sans mérite, de dire : *il ne chassera pas les Anglois de la France.* » — Gaillard, *Rivalité de la France et de l'Espagne*, tom. V, p. 260.

[2] « Aussi les Anglois furent si glorieux (car ils le sont assez de leur naturel) de mettre sur les portes de la ville que, lors que les François assiegeront Calais, l'on verra le plomb et le fer nager sur l'eau comme le liege. » — Brantôme, *Œuvres*, tome III, p. 203.

sous les ordres du duc de Nevers, dans la direction de Luxembourg. Il entra ensuite avec le reste de ses troupes en Picardie, comme pour menacer une des places conquises par les Espagnols. Bientôt après, les deux corps d'armée opérèrent leur jonction, et le duc de Guise, par une marche rapide, se présenta, avec toutes ses forces réunies, sous les murs de Calais.

La ville était défendue par une bonne citadelle et par deux forts. L'un d'eux, qui en commandait l'entrée du côté de la mer, fut pris d'assaut par le duc, le 2 janvier 1558. L'autre, qui regardait la terre, fut emporté le jour suivant. Maître de ces deux points, le duc se sentit à l'abri de toute attaque, par terre ou par mer. Il tourna alors les terribles batteries de son artillerie contre la citadelle, qui subit jour et nuit une furieuse canonnade. Le 5, comme une brèche était ouverte, les troupes victorieuses s'y élancèrent et, accablant la garnison, plantèrent sur les murailles de Calais l'étendard aux couleurs de France. Le comte de Wentworth, commandant de Calais, incapable de défendre davantage, avec sa petite garnison, la place dont les lignes de défense étaient au pouvoir de l'ennemi, capitula le 8. La prise de Calais fut suivie de celle de Guines et de Ham. Ainsi, en peu de jours, les Anglais furent entièrement chassés du terrain qu'ils possédaient en France depuis le temps d'Édouard III.

La chute de Calais causa la sensation la plus profonde des deux côtés de la Manche. Les Anglais consternés crièrent tout haut à la trahison du commandant; ils auraient avec plus de raison blâmé la perfidie du gouvernement, qui avait si sottement négligé de pourvoir à la défense de la place. Philippe, pressentant les desseins des Français, avait fait part de ses soupçons au gouvernement anglais et

lui avait offert d'augmenter la garnison d'un renfort de troupes espagnoles. Mais ses alliés, suspectant peut-être les motifs qui lui faisaient faire cette proposition, méprisèrent son conseil ou du moins négligèrent d'en profiter [1]. Lorsque la ville fut prise, il offrit encore d'envoyer un corps d'armée pour la reprendre, à la condition que les Anglais l'appuyeraient avec une flotte suffisante. Le même sentiment de méfiance fit peut-être refuser de nouveau ces offres, sous prétexte qu'il n'y avait pas assez d'argent pour couvrir ces dépenses, et l'occasion de reprendre Calais fut à jamais perdue [2].

Ce ne fut pas, en réalité, une grande perte pour l'Angleterre. Comme plus d'une de ses possessions coloniales d'aujourd'hui, Calais lui coûtait chaque année plus qu'il ne valait. La grande importance de cette ville consistait dans les facilités qu'elle donnait pour une invasion en France; mais on pouvait se demander si, pour servir à la guerre avec ce pays, guerre toujours populaire chez les Anglais avant le temps de Philippe II, la possession de Calais était vraiment d'une grande valeur. Le mal réel que la prise de cette place fit à l'Angleterre, fut de blesser son orgueil national.

La France tressaillit d'une joie sans bornes; elle n'eût pas fait davantage, si le duc de Guise avait traversé le détroit et pris Londres même. La promptitude avec laquelle ce brillant exploit avait été accompli, la bravoure que le jeune général avait déployée pendant l'assaut, où il avait exposé sa vie, la générosité dont il avait fait preuve en aban-

[1] Burnet, *History of the Reformation*, vol. III, p. 646.
[2] *Ibid.*, p. 650.

donnant sa part de butin aux soldats, tout avait frappé la vive imagination des Français. Le duc devint plus que jamais l'idole du peuple.

Cependant, dans la suite de la campagne, ses armes ne furent plus couronnées d'un succès aussi brillant. Au mois de mai, il marcha dans le Luxembourg contre la ville forte de Thionville, qui se rendit après vingt jours de siége. Ayant pris encore une ou deux places de moindre importance, l'armée française perdit près de trois semaines dans l'inaction, si nous ne tenons pas compte de l'activité causée par les dissensions intestines qui se produisirent dans l'armée même. Il est difficile de bien juger la conduite tenue par les généraux de cette époque, ayant une armée composée en grande partie de mercenaires étrangers, si peu attachés au service où ils étaient engagés, qu'ils étaient toujours prêts à le quitter à la première occasion. Entre ces mercenaires, les schwarzreiters allemands se faisaient surtout remarquer par une insolence et une insubordination, qui en faisaient des amis presque aussi dangereux que les ennemis eux-mêmes. L'importance qu'ils attachaient à leurs services les leur faisait mettre à des prix exorbitants. Quand leur paie était arriérée, comme il n'arrivait que trop souvent, ils se payaient eux-mêmes en pillant le pays ami où ils se trouvaient, ou bien ils entraient en mutinerie ouverte. Un baron allemand, dans une certaine occasion, alla jusqu'à viser avec son pistolet la tête du duc de Guise. Cet esprit de révolte fit de si grands progrès qu'il fallut une adresse et un sang-froid singuliers à ce capitaine populaire, pour ramener ces aventuriers à une espèce de soumission à son autorité. La perte de temps dont ces désordres furent cause eut les suites les plus désastreuses.

Le duc avait laissé Calais sous la garde d'une forte garnison commandée par le maréchal de Termes. Il ordonna plus tard à ce vieil officier de prendre le commandement d'un corps de quinze cents chevaux et de cinq cents hommes de pied, tirés en partie de la garnison même, et d'entrer dans la Flandre occidentale, où le duc de Guise se proposait de le rejoindre avec ses troupes; ils devaient occuper ainsi les Espagnols et les empêcher de tenter une seconde invasion en Picardie.

Le plan était bien tracé et le maréchal l'exécuta fidèlement pour sa part. Il entra par la route de Saint-Omer dans la Flandre, aux environs de Dunkerque, mit le siége devant cette florissante cité, la prit d'assaut et la livra au pillage. Il avança ensuite jusqu'à Nieuport, mais la fatigue et les grandes chaleurs lui occasionnèrent une attaque de goutte, qui le frappa d'incapacité. L'officier, à qui échut le commandement, laissa les soldats se répandre dans le pays, où ils commirent des actes de violence et de rapacité que le code de ce siècle sans scrupules ne pouvait même pas sanctionner. Les malheureux habitants, chassés de leurs demeures, appelèrent à grands cris leur gouverneur, le comte d'Egmont, pour les protéger. Le duc de Savoie se trouvait alors à Maubeuge, dans la province de Namur, mais il envoya l'ordre à d'Egmont de réunir toutes les troupes qu'il pourrait lever dans le pays voisin et de couper la retraite aux Français, jusqu'à ce qu'il fût arrivé lui-même pour le soutenir et châtier l'ennemi.

D'Egmont, indigné à la vue des maux que souffraient ses compatriotes, et brûlant du désir de la vengeance, montra le plus grand empressement à obéir à cet ordre. Des volontaires venaient à lui de tous les côtés, et il se trouva bientôt

à la tête d'une armée de dix ou douze mille fantassins et de deux mille cavaliers. Il passa aussitôt la frontière avec ces troupes, et envoya un détachement en avant pour tenir la grand'route par laquelle de Termes était entré en Flandre.

Le commandant français, averti trop tard de ces mouvements, vit qu'il était nécessaire de quitter tout d'abord sa position, pour assurer, s'il était possible, sa retraite. Le duc de Guise était à quelque distance, occupé des troubles qui avaient éclaté parmi ses soldats. Les Flamands gardaient la route par laquelle le maréchal était entré en Flandre. Un autre chemin restait ouvert à celui-ci le long du bord de la mer, dans le voisinage de Gravelines, où l'Aa jette ses eaux dans l'Océan. A la marée basse, cette rivière était guéable et un chemin s'offrait, conduisant en ligne droite à Calais.

De Termes vit qu'il n'y avait pas de temps à perdre. Il se fit transporter de son lit de malade dans une litière, et donna immédiatement l'ordre de la retraite. En quittant Dunkerque, il mit le feu à la ville, dont les maisons étaient tout ce qui restait de leurs biens aux malheureux habitants. Sa marche fut embarrassée par l'artillerie, par les bagages et surtout par la quantité de butin qu'il rapportait des provinces pillées. Il réussit cependant à passer l'Aa, quand l'eau était basse, et atteignit les sables de l'autre côté; mais arrivé là, il se trouva en présence de l'ennemi [1].

[1] De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 238. — Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 512. — Rabutin, dans la *Nouvelle collection des mémoires*, tom. VII, p. 598. — Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, part. II, lib. X. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XXI. — Herrera, *Historia General*, lib. V, cap. V. — Monpleinchamp, *Vie du duc de Savoie*, p. 154.

D'Egmont, en recevant la nouvelle des mouvements du maréchal, avait traversé le gué plus haut, à un endroit où le lit de la rivière était moins large. Laissant derrière lui son artillerie et même ses bagages pour être plus léger, il poussa rapidement jusqu'au rivage et l'atteignit à temps pour couper la retraite à l'ennemi. Il ne restait au maréchal de Termes d'autre alternative que de s'ouvrir un chemin à travers les Espagnols ou de se rendre.

Tout malade qu'il était, le maréchal monta à cheval et adressa quelques paroles à ses troupes. Étendant la main vers les ruines fumantes de Dunkerque, il dit à ses soldats qu'ils ne pouvaient pas retourner sur leurs pas; se tournant ensuite vers Calais : « Voilà votre pays, » dit-il, « et il nous faut battre l'ennemi pour y rentrer. » Il résolut cependant de ne pas commencer l'action, mais de se fortifier le plus possible dans sa position et d'y attendre l'attaque des Espagnols.

Il plaça son infanterie au centre et la fit soutenir de chaque côté par la cavalerie. Il disposa sur le devant l'artillerie, consistant en six ou sept fauconneaux, pièces de campagne d'un plus petit calibre, et relégua à l'arrière-garde un corps considérable de piquiers gascons, pour servir de réserve, en cas de besoin. La rivière de l'Aa, qui passait derrière ses troupes, le protégeait convenablement de ce côté; il couvrit son aile gauche par une barricade faite des bagages et des wagons de l'artillerie; son aile droite, appuyée à la mer, lui semblait suffisamment garantie.

Le comte d'Egmont, voyant les Français prêts à livrer bataille, eut bientôt pris toutes ses dispositions. Il partagea sa cavalerie en trois divisions; il se proposait de commander lui-même le centre, formé principalement de lourds hommes

d'armes et de quelques cavaliers flamands. A l'aile droite, il plaça la cavalerie légère, à la gauche les cavaliers espagnols; il rangea son infanterie de façon qu'elle pût appuyer les différents corps de cavalerie. Ayant terminé ces arrangements, il donna au centre et à l'aile gauche l'ordre de charger, et courut au grand galop sur l'ennemi.

Quoique un peu gênés par l'artillerie de ce dernier, les bataillons s'avancèrent en bon ordre et tombèrent sur la gauche et sur le centre des Français, avec une telle furie, que chevaux et cavaliers, par la violence du choc, roulèrent par terre. Mais les gentilshommes français qui formaient la cavalerie avaient la rare bravoure de ceux qui combattirent à Saint-Quentin; désarçonnés pour un instant, ils ne furent pas accablés et, après une lutte désespérée, ils réussirent à reformer leurs rangs et à repousser les assaillants. D'Egmont revint à la charge, mais il fut de nouveau repoussé, après avoir perdu un plus grand nombre d'hommes que la première fois. Les Français, poursuivant leurs avantages, forcèrent l'ennemi de se retirer dans ses lignes. En même temps les canons dirigés sur le flanc découvert des troupes en retraite, leur firent un mal considérable. D'Egmont eut son cheval tué sous lui, et fut sur le point d'être foulé aux pieds par ses propres soldats. Sur ces entrefaites, les Gascons de la réserve, armés de leurs longues lances, arrivaient pour soutenir la cavalerie et remplissaient l'air des cris de « Victoire [1]! »

La bataille semblait déjà perdue pour l'Espagne, quand l'aile gauche de cavaliers espagnols, qui n'avait pas encore donné, voyant les troupes françaises en désordre dans

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XXI.

leur empressement, les chargea brusquement de flanc. Cette manœuvre eut pour effet d'arrêter la poursuite et de donner aux fuyards le temps de se rallier; pendant ce temps, d'Egmont, monté sur un cheval frais, s'était jeté au milieu de ses troupes; il s'efforçait de ranimer leur courage et de reformer leurs rangs confondus. Ensuite, les excitant de la voix et leur donnant l'exemple, il s'écria : « Nous sommes vainqueurs! que ceux qui aiment la gloire et leur patrie me suivent [1]! » et il courut au grand galop vers l'ennemi.

Les Français, étroitement serrés de front et de côté, lâchèrent pied à leur tour et battirent en retraite jusqu'à ce qu'ils eussent repris leurs premières positions. En même temps, les lansquenets au service d'Egmont s'avancèrent bravement sous le feu de l'artillerie et s'emparèrent des canons, chassant avec leurs lances les hommes qui les gardaient [2]. Ce fut dès lors une mêlée générale, et, comme les combattants se trouvaient resserrés dans un espace étroit, ils se battirent comme se battent des gens presque égaux en nombre et qui ont conscience de peser chacun de son poids dans la balance de la victoire. L'issue du combat fut décidée par un événement que personne, ni d'un côté ni de l'autre, ne pouvait amener et que nul n'avait prévu.

Une escadre anglaise de dix à douze vaisseaux stationnait à quelque distance, mais hors de vue des combattants. Attiré par le bruit de la bataille, le commandant se dirigea vers le théâtre de l'action et, disposant sa flottille le long du rivage, ouvrit le feu contre l'aile droite des Français qui était

[1] « Nous sommes vainqueurs; que ceux qui aiment la gloire et leur patrie me suivent. » — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 240.

[2] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XXI.

la plus rapprochée du rivage [1]. Il est probable que l'éloignement ne permit pas aux canons anglais de faire beaucoup de mal, et l'on rapporte même qu'ils tuèrent quelques Espagnols. Mais, se voyant attaqués par un nouvel ennemi, qui semblait sortir des profondeurs de l'Océan, les Français furent saisis d'une panique; dans son empressement à se dérober au feu de l'escadre, la cavalerie qui se trouvait à l'aile droite se jeta sur le centre, passant sur le corps de ses frères d'armes; toute discipline fut oubliée, cavaliers et fantassins se mêlèrent dans un désordre complet. D'Egmont saisit ce moment pour tenter une nouvelle charge, et à la fin, entièrement rompus, les rangs des ennemis découragés s'ouvrirent de tous les côtés. L'intrépide troupe de Gascons qui formait la réserve tint seule pendant quelque temps, jusqu'à ce que, vigoureusement chargés par les lanciers espagnols, ils se débandèrent et furent dispersés comme le reste de l'armée.

La déroute devint alors générale, et la cavalerie victorieuse parcourut la plaine, foulant aux pieds et massacrant de tous côtés les fuyards. Beaucoup de ceux qui ne tombèrent pas sous leurs coups périrent dans les eaux de l'Aa, grossi en ce moment par la marée montante; d'autres se noyèrent dans la mer. Quinze cents, au moins, de ceux qui s'enfuirent du champ de bataille, furent tués, dit-on, par les paysans qui gardaient les passages, et qui tirèrent une cruelle vengeance de la dévastation du pays [2]. On porte à deux mille le nombre des Français qui périrent dans le combat et

[1] De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 240. — Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 516.

[2] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XXI. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 241.

à cinq cents au plus celui des Espagnols, ou plutôt des Flamands qui composaient le gros de l'armée. Les pertes les plus fortes furent celles de la cavalerie française; des récits qui ne sont guère croyables, la font tailler en pièces jusqu'au dernier homme [1]. Il y eut trois mille prisonniers, entre autres le maréchal de Termes lui-même, qu'une blessure à la tête avait mis hors de combat; les bagages, les munitions, le riche butin pris dans les Flandres furent le prix de la victoire. Moins importante sous le rapport du chiffre des troupes engagées dans l'action, la victoire de Gravelines fut aussi complète que celle de Saint-Quentin [2].

Cependant les Français, qui avaient une puissante armée sur pied, étaient dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui pour supporter leurs revers. Le duc de Guise, dès qu'il

[1] « Ma della caualleria niuno fu quasi, ch' ò non morisse combattendo ò non restasse prigione, non potendosi saluar fuggendo in quei luoghi paludosi, malageuoli. » — Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, parte II, lib. X.

[2] Pour les détails de cette bataille, voy. Campana, *Vita del Re Filippo Secondo*, parte II, lib. X; Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XXI; De Thou, *Histoire universelle*, tome III, p. 239-241; Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 513 et seq.; Rabutin, dans la *Nouvelle collection des mémoires*, tom. VII, p. 598; Herrera, *Historia General*, lib. V, cap. V; Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, tom. IX, p. 396; Monpleinchamp, *Vie du duc de Savoie*, p. 155.

Nous ne connaissons pas d'action dont les récits soient aussi inconciliables dans leurs détails que ceux de la bataille de Gravelines. Les autorités ne sont même pas d'accord sur ce point, si c'est une flotte anglaise qui tira sur les troupes françaises. Un historien dit que c'était une escadre espagnole venant de Guipuscoa; un autre prétend que les marins descendirent sur le rivage et se battirent avec l'ennemi. Il n'est pas facile de faire sortir une probabilité de tant d'improbabilités. Il est un fait cependant, le plus important, sur lequel tout le monde est d'accord, c'est que le comte d'Egmont remporta une victoire décisive sur les Français à Gravelines.

eut appris ce qui s'était passé, se mit en marche avec toutes ses forces et prit une solide position derrière la Somme, pour couvrir la Picardie contre une invasion. Le duc de Savoie, joignant ses forces à celles du comte d'Egmont, s'établit sur la ligne de l'Anthies et fit semblant de vouloir mettre le siége devant Doullens. Les rois de France et d'Espagne se mirent tous les deux en campagne. Depuis des années, on n'avait plus vu en France une armée aussi bien conduite et aussi nombreuse que celle de Henri; ce prince pouvait se sentir pourtant humilié, à juste titre, en réfléchissant que la majorité de ses troupes était de mercenaires étrangers s'élevant, dit-on, au nombre de quarante mille hommes. Philippe avait des forces égales, et la longue durée de la guerre lui avait permis de réunir autour de lui ses meilleurs capitaines, entre autres le duc d'Albe, dont la prudence pouvait servir à tempérer la hardiesse et l'esprit aventureux du duc de Savoie.

Une plaine, de quatre lieues de large, séparait les deux armées; des escarmouches avaient lieu, à l'occasion, entre les deux cavaleries légères et pouvaient tout à coup amener un engagement général. Tous les yeux étaient fixés sur le champ de bataille où les deux plus grands princes de l'Europe pouvaient, d'un moment à l'autre, se disputer l'hégémonie. A la place de ces princes, leurs pères, Charles-Quint et François 1er, eussent bientôt vidé leur querelle par les armes; mais Philippe n'était pas disposé à risquer dans une dernière bataille les avantages certains qu'il avait déjà remportés. Henri était moins porté encore à jouer tout, sa capitale et peut-être sa couronne, sur le hasard d'un seul coup de dés.

Il y avait un grand nombre de raisons qui faisaient pré-

férer aux deux monarques une solution pacifique de leur différend, et qui les éloignaient de la guerre. C'était d'abord le délabrement de leurs finances[1]. Lorsque Ruy Gomez de Silva fut, comme nous l'avons vu, envoyé en Espagne par Philippe, il avait l'ordre d'employer tous les moyens qu'il pourrait imaginer pour se procurer de l'argent. Les charges furent mises en vente au plus haut enchérisseur; les revenus publics furent engagés; de grandes sommes furent empruntées au commerce à des intérêts exorbitants; des emprunts forcés furent imposés aux individus, surtout à ceux qui étaient connus pour avoir reçu de riches cargaisons par les derniers arrivages du nouveau monde. Trois cent mille ducats furent prélevés sur la foire prochaine de Villalon. La régente Jeanne se laissa persuader de vendre la pension annuelle, qui lui était assignée sur l'*alcavala*, moyennant une somme tout juste suffisante à répondre aux exigences de son rang; on obtint du roi de Portugal qu'il envoyât dans les Flandres une partie de ce qu'il possédait pour avoir les profits de la vente [2]. Tels étaient les misérables moyens, dont

[1] Il existe une lettre pleine d'intérêt de la sœur de Philippe, la régente Jeanne, à son père, l'empereur, alors au monastère de Yuste. Elle fut écrite un an à peu près avant cette période de la présente histoire. Jeanne y donne beaucoup de bonnes raisons, surtout le désordre des finances, qui doivent faire désirer à Philippe de profiter d'une campagne heureuse pour conclure la paix avec la France. Ce sont les mêmes raisons qui, sans effet sur Charles-Quint, se présentaient en ce moment avec tant de force à l'esprit de Philippe et de ses ministres. La prise de Calais, qui suivit de près cette lettre, et les grands préparatifs faits par Henri, furent un poids jeté dans la balance de l'ennemi, qui dès lors reprit courage pour continuer la guerre, laquelle finit par sa défaite à Gravelines. — Carta de la Princesa Juana al Emperador, 14 de Diciembre 1557, MS. — Carta del Emperador á la Princesa, 26 de Diciembre 1557, MS.

[2] *Relatione di Giovanni Micheli*, MS. — Cabrera, *Filipe Segundo*,

Philippe, qui avait hérité de son père cette politique d'expédients précaires, se servit pour rétablir son trésor épuisé. Outre l'argent qu'il obtint de la Castille, les États des Pays-Bas, comme un don extraordinaire, ne lui accordèrent pas moins d'un million et demi de ducats[1]. Si considérables qu'elles fussent, ces sommes furent bientôt absorbées par les frais d'entretien des armées de France et d'Italie. La correspondance de Philippe avec ses ministres est pleine de représentations sur le mauvais état des finances, sur les arriérés dus aux troupes et sur la nécessité de secours immédiats pour le sauver de la banqueroute. Les perspectives que les ministres lui ouvraient en retour, n'étaient rien moins qu'encourageantes [2].

Une autre raison qui faisait désirer par ces deux princes la fin de la guerre, c'était le désordre qui existait dans leurs royaumes. L'hérésie protestante avait déjà commencé à lever sa tête redoutable dans les Pays-Bas, et les huguenots commençaient à attirer l'attention du gouvernement français. Henri II, non moins animé que Philippe lui-même, de l'esprit de l'Inquisition, aspirait au moment de détruire dans leur germe les doctrines hérétiques. Il était fortifié dans

lib. IV, cap. II, IV. — Campana, *Vita di Filippo Secondo*, part. II, lib. XI.

[1] *Relatione di Giovanni Micheli*, MS.

[2] « Yo os digo que yo estoy de todo punto imposibilitado á sostener la guerra. . . . . Estos términos me parecen tan aprestados que so pena de perderme no puedo dejar de concertarme. » — Lettre de Philippe à l'évêque d'Arras (12 février 1559), dans les *Papiers d'État de Granvelle*, tom. V, p. 454 et alibi.

Philippe conta au ministre vénitien qu'il était dans un si grand embarras que, si le roi de France n'avait pas fait les premières démarches pour venir à des arrangements, lui, Philippe, eût été obligé de les faire. — Campana, *Vita di Filippo Secondo*, parte II, lib. XI.

cette pieuse résolution par Paul IV, qui, aujourd'hui qu'il était empêché de faire la guerre à ses voisins, paraissait décidé à ne pas permettre aux autres de se battre. Il envoya des légats à Philippe et à Henri, pour les conjurer de tourner leurs armes non plus l'un contre l'autre, mais ensemble contre les hérétiques qui, dans leurs États, sapaient les fondements de l'Église [1].

Les deux rois étaient, de plus, entretenus dans leurs dispositions pacifiques par les prisonniers français, et surtout par Montmorency, dont l'autorité à la cour était si grande que Charles-Quint avait déclaré sa capture « plus importante que l'eût été celle même de Henri [2]. » Le vieux connétable était très impatient de rentrer dans son pays, où il voyait avec inquiétude l'ascendant que son absence et la prolongation de la guerre donnaient à son rival, le duc de Guise, dans les conseils du roi. Des négociations furent ouvertes par son entremise avec la cour de France, jusqu'au moment où Henri II pensant, avec raison, que ces négociations seraient mieux conduites par un congrès régulier, que par des prisonniers à la garde de ses ennemis, des délégués furent nommés de part et d'autre pour régler les conditions d'un arrangement [3]. Montmorency et son compa-

[1] Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XVI. — Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, tom. VII, p. 397.

[2] « Hablò que era de tener en mas la pressa del Condestable, que si fuera la misma persona del Rey, porque faltando el, falta el govierno jeneral todo. » — Carta del Mayordomo Don Luis Mendez Quixada al Secretario Juan Vazquez de Molina, MS.

[3] Le gouvernement français avait d'excellents motifs pour se montrer défiant. Il paraît, d'après la correspondance de Granvelle, que ce ministre se servit d'un *respectable* agent pour prendre soin des lettres de Saint-André et probablement des autres prisonniers, et que ces lettres passaient

gnon de captivité, le maréchal de Saint-André, furent compris parmi les membres de la commission. Mais le personnage le plus important qui en fit partie, du côté de la France, fut le cardinal de Lorraine, frère du duc de Guise, homme d'un esprit subtil et intrigant, qui, comme toute sa famille, en dépit de ses protestations pacifiques, pouvait être regardé comme représentant le parti de la guerre en France [1].

Du côté de l'Espagne, les personnages choisis étaient les plus remarquables par leur talent et par leur autorité dans le royaume; leurs noms, célèbres en bien ou en mal, seront immortels dans l'histoire. Il y avait, entre autres, le duc d'Albe et le grand homme qui fut plus tard son adversaire dans les Pays-Bas, Guillaume d'Orange. Mais le personnage principal de la commission, l'homme qui de fait la dirigea, était Antoine Perrenot, évêque d'Arras, mieux connu sous son titre plus récent de cardinal Granvelle. C'était le fils du célèbre chancelier de ce nom sous Charles-Quint, et son père l'avait formé de bonne heure, moins aux devoirs de la profession ecclésiastique qu'à ceux de la vie publique. Il profita si bien de cette instruction que, du temps de l'empereur, il succéda à son père dans la confiance du roi, et qu'il le

à l'inspection de Granvelle avant de parvenir au camp français. Voyez *Papiers d'État de Granvelle*, tom. V, p. 168.

[1] Quelques historiens, et parmi eux Sismondi, semblent donner aux déclarations de ce Français intrigant plus de crédit qu'elles n'en méritent. (*Histoire des Français*, tome XVIII, p. 73.) Granvelle, qui comprenait mieux le caractère de son adversaire, ne se laissa pas duper aussi facilement. Un memorandum, qui se trouvait dans ses papiers, s'exprime ainsi sur le cardinal : « Toute la démonstration que faisoit ledict cardinal de Lorraine de désirer paix, estoit chose faincte à la françoise et pour nous abuser. » — *Papiers d'État de Granvelle*, tom. V, p. 168.

surpassa par son talent pour les affaires. Son esprit conciliant et son zèle pour les intérêts de Philippe le recommandèrent à la faveur de ce monarque; son adresse insinuante et la connaissance qu'il avait des caractères, le rendaient bien propre à conduire des négociations où il y avait tant de sentiments irritables à rapprocher, tant d'intérêts opposés et complexes à concilier.

Comme une suspension des hostilités avait été convenue pour toute la durée des négociations, il fut décidé qu'on éloignerait les deux armées du voisinage l'une de l'autre, de crainte qu'une seule étincelle n'amenât, à un moment donné, une explosion générale. Les deux rois annoncèrent plus ouvertement leurs intentions pacifiques, en licenciant une partie de leurs mercenaires étrangers, dont les services étaient achetés à un prix ruineux, qui constituait un des plus grands maux de la guerre.

Le congrès se réunit, le 15 octobre 1558, à l'abbaye de Cercamp près de Cambrai. Entre personnes si bien disposées, on pouvait croire que des conditions générales d'un arrangement seraient bientôt réglées. Mais la guerre, dont le commencement remontait assez haut sous le règne de Charles-Quint, avait duré si longtemps que beaucoup de territoires avaient changé de maître pendant la contestation, et il n'était pas facile de juger les titres qu'on faisait valoir à leur possession; c'est ainsi que les États du duc de Savoie avaient passé à Henri II, qui d'ailleurs alléguait pour les garder un droit d'héritage par sa grand'mère. Cependant il n'était pas possible que Philippe abandonnât son allié, l'homme qu'il avait placé à la tête de ses armées. Mais le plus grand obstacle venait de Calais. « Si nous retournons sans avoir repris Calais, » disaient les envoyés anglais, qui

prirent aussi part au congrès, « nous serons lapidés par le peuple [1]. » Philippe soutint les réclamations de l'Angleterre, et pourtant il était évident que la France ne cèderait jamais une place d'aussi grande importance pour elle, tombée enfin en sa possession, après tant d'années de vaines espérances. Tandis que le congrès s'occupait, presque sans espoir, de régler ces difficultés, un événement survint, qui suspendit les négociations pour quelque temps et exerça une profonde influence sur les affaires de l'Europe. Ce fut la mort de l'une des parties engagées dans la guerre, la reine Marie d'Angleterre.

La santé de Marie n'avait fait que décliner depuis les derniers temps, par l'effet d'une maladie à la fois physique et morale. La perte de Calais pesa lourdement sur son esprit; elle comprenait la honte qui en rejaillirait sur son règne et l'impopularité nouvelle qui en serait la suite pour elle. « Quand je mourrai, » disait-elle dans cet énergique langage avec lequel une phrase semblable de leur grand amiral a depuis familiarisé les Anglais, « on trouvera Calais écrit dans mon cœur [2]. »

Philippe, qui n'avait pas été exactement informé du mauvais état de santé de la reine, avait, au commencement de novembre, envoyé le comte, plus tard duc de Feria, à Londres, avec des lettres pour Marie. Ce seigneur, qui avait épousé l'une des filles d'honneur de la reine, était haut placé

[1] « Adjoustant que, si Calaix demeuroit aux François, ny luy ny ses collègues n'oseroyent retourner en Angleterre, et que certainement le peuple les lapideroit. » — *Papiers d'État de Granvelle*, p. 319.

[2] « Were I to die this moment, want of frigates would be found written on my heart. » L'original de cette lettre de Nelson se trouve dans la curieuse collection de lettres autographes, qui appartenait à feu sir Robert Peel.

dans la faveur de son maître. A des manières courtoises et à un grand faste dans son genre de vie, il joignait une finesse et une solidité de jugement, qui le rendaient éminemment propre à remplir sa mission. La reine reçut avec beaucoup de joie les lettres qu'il lui apportait, bien qu'elle fût trop malade pour les lire. Feria, voyant l'état où elle se trouvait, s'empressa de travailler, avec le conseil, à assurer sa succession à Élisabeth.

Il eut l'honneur de souper avec la princesse à sa résidence de Hatfield, éloignée d'environ dix-huit milles de Londres. L'Espagnol s'étendit, dans le cours de la conversation, sur les bonnes dispositions de son maître pour Élisabeth, marquées par les services qu'il lui avait rendus en ami pendant son emprisonnement, et lui communiqua le désir qu'il avait de la voir monter sur le trône. L'envoyé se garda d'ajouter que ce désir ne provenait pas encore tant de l'intérêt pris par Philippe à la princesse, que de sa jalousie contre la France, qui paraissait disposée à soutenir les prétentions élevées par Marie Stuart, femme du dauphin, à la couronne d'Angleterre[1]. La princesse se montra reconnaissante de la protection qu'elle avait reçue de Philippe, au milieu de ses peines passées. « Mais pour sa position présente, » dit-elle, « elle ne devait rien au roi, pas plus qu'aux seigneurs anglais, malgré la fidélité dont ils se vantaient. Cette position, elle

[1] On peut juger des sentiments de Philippe à cet égard par un passage d'une de ses lettres à Granvelle, où il dit que la mort de la jeune reine d'Écosse, alors très malade, mettrait fin aux prétentions de la France sur l'Angleterre et tirerait l'Espagne d'un grand embarras. « Si la reyna moça se muriesse, que diz que anda muy mala, nos quitaria de hartos embaraços y del derecho que pretenden á Inglaterra. » — *Papiers d'État de Granvelle*, tom. V, p. 643.

la devait au peuple et elle ne s'appuyait que sur le peuple [1]. » Cette réponse d'Élisabeth nous donne le secret de son heureuse fortune.

L'œil pénétrant de l'envoyé découvrit bientôt que la princesse d'Angleterre obéissait à de funestes influences. Les personnes qui avaient le plus sa confiance, écrivait-il, penchaient évidemment et décidément vers l'hérésie des luthériens, et il en tirait les présages les plus fâcheux pour le sort à venir du royaume.

Le 17 novembre 1558, après un règne court mais très désastreux, la reine Marie mourut. Sa destinée avait été des plus misérables; sans reproche dans sa vie privée et d'une religion sincère, quoique mal éclairée, elle a laissé un nom, le plus exécré parmi tous ceux des souverains d'Angleterre. Sans doute, on trouve une explication toute simple de ce fait, dans les persécutions qui jetèrent comme un sombre nuage sur son règne; mais ces persécutions, œuvre commune de la famille des Tudor, n'auraient pas attiré tant de haines à Marie, si elles n'avaient pas été dirigées contre les ministres d'une religion, qui venait d'être la religion reconnue de l'État. C'est ainsi que le sang des martyrs cimenta une grande et puissante Église, prête à porter témoignage, dans le temps et malgré tout, contre la violence sauvage de ses oppresseurs.

Il y avait encore une autre cause à l'impopularité de

[1] « Tras esto véola muy indignada de las cosas que se han hecho contra ella en vida de la Reina : muy asida al pueblo, y muy confiada que lo tiene todo de su parte (como es verdad), y dando á entender que el Pueblo la ha puesto en el estado que está; y de esto no reconoce nada á V. M. ni á la nobleza del Reino, aunque dice que la han enviado á prometer todos que la serán fieles. » — *Memorias de la Real Academia de la Historia*, Madrid, 1832, tom. VII, p. 254.

Marie. La fille de Catherine d'Aragon n'avait pu manquer d'être élevée dans le respect de l'illustre maison dont elle était issue; l'éducation commencée au berceau fut continuée dans les années suivantes. Lorsque la jeune princesse fut fiancée à son cousin Charles-Quint, il fut convenu qu'elle s'instruirait dans la langue et dans les institutions de la Castille, et qu'elle porterait même le costume du pays. « Et qui, » s'était écrié Henri VIII, « pourrait mieux lui donner cette instruction que la reine, sa mère? » Après que le mariage de son royal fiancé avec l'infante de Portugal eut rompu cet accord, Charles continua de s'intéresser vivement au sort de sa jeune parente; de son côté, elle se tournait naturellement vers l'empereur, comme vers l'homme qui lui était le plus proche, pour obtenir des conseils et un appui. Ainsi rattachée à l'Espagne par les liens de la parenté, de la sympathie et de l'intérêt, Marie fut en réalité plutôt espagnole qu'anglaise, et quand, pour combler la mesure, arriva cet odieux mariage espagnol et qu'elle donna sa main à Philippe II, il sembla que le dernier lien qui la retenait encore à son pays natal fût brisé. Elle fut dès lors une étrangère au milieu de ses sujets. Il en était tout autrement de sa sœur et de son héritière, Élisabeth, qui régna sur son peuple en véritable reine anglaise, confondant ses propres intérêts avec ceux de l'Angleterre. Elle en fut récompensée par le dévouement le plus profond du peuple, et réunit autour de sa mémoire ces souvenirs patriotiques, qui, en dépit de tant de fautes, rendent, encore aujourd'hui, son nom cher aux Anglais.

A la mort de sa sœur, Élisabeth monta sans opposition sur le trône de ses ancêtres. Le lecteur verra volontiers le portrait que l'ambassadeur de Venise fait d'elle à cette époque,

ou plutôt deux années auparavant, lorsqu'elle était âgée de vingt-trois ans. « La princesse, » dit-il, « est aussi belle d'esprit que de corps, quoique sa figure soit moins belle qu'agréable par son expression [1]. Elle est grande et bien faite, a le teint clair et olivâtre, de beaux yeux et des mains petites et délicates, dont elle est fière. Elle a un esprit excellent, beaucoup d'adresse et d'empire sur elle-même; elle l'a prouvé à satiété dans les rudes épreuves qu'elle a traversées dans la première période de sa vie. Elle a un caractère impérieux et hautain, dont elle a hérité de son père, Henri VIII, qui, dit-on, à cause de sa ressemblance avec lui, avait pour elle une tendresse toute particulière [2]. » Il montrait cette préférence, il faut l'avouer, d'une étrange façon.

Une des premières choses que fit Élisabeth, fut d'écrire à Philippe une lettre fort convenable en latin, pour lui notifier son avénement au trône; elle exprimait l'espoir qu'ils continueraient d'entretenir « les mêmes relations amicales qui avaient existé entre leurs ancêtres, et de meilleures encore, s'il était possible. »

Philippe reçut la nouvelle de la mort de sa femme, à Bruxelles, où les obsèques de la reine furent célébrées avec

[1] « Non manco bella d' animo che sia di corpo; ancor' che di faccia si può dir' che sia piu tosto gratiosa che bella. » — *Relatione di Giovanni Micheli*, MS.

[2] « Della persona è grande, et ben formata, di bella carne, ancor che olivastra, begl' occhi, et sopra tutto bella mano, di che fa professione, d'un spirito, et ingegno mirabile : il che ha saputo molto ben dimostrare, con l' essersi saputa ne i sospetti, et pericoli ne i quali s' è ritrovata cosi ben governare. . . . . Si tien superba, et gloriosa per il padre; del quale dicono tutti che è anco più simile, et per cio gli fu sempre cara. » — *Relatione di Giovanni Micheli*, MS.

une grande solennité, le jour même où ses funérailles avaient lieu à Londres. Il donna à sa mémoire toutes les marques extérieures du respect; mais ce n'est pas se montrer injuste envers Philippe, que de supposer son cœur touché peu profondément par la perte d'une femme, plus âgée que lui de plusieurs années, dont le caractère s'était aigri et dont les charmes personnels s'étaient depuis longtemps fanés, par l'effet de la maladie. Néanmoins, ce ne fut pas sans des sentiments d'un profond regret que l'ambitieux monarque vit le sceptre de l'Angleterre, quelque inutile qu'il eût été pour lui, échapper brusquement à sa main.

Nous avons vu déjà que Philippe, pendant son séjour dans le pays, eut plus d'une fois l'occasion d'employer ses bons offices en faveur d'Élisabeth. Ce furent peut-être les relations amicales où il se trouvait avec elle, tout autant que les qualités personnelles de la princesse, qui lui valurent de la part du roi cet intérêt, dont les marques éveillèrent dans le cœur de la reine une sorte de jalousie [1]. Quoi qu'il en soit, des motifs d'une nature tout autre que des raisons de sentiment, l'engagèrent alors à maintenir, s'il était possible, son pouvoir en Angleterre, par un mariage avec Élisabeth, l'héritière de Marie.

Un mois ne s'était pas écoulé depuis que les restes de Marie étaient déposés dans l'abbaye de Westminster, quand le royal veuf fit demander directement par son ambassadeur, Feria, la main de la nouvelle reine. Son ardeur ne l'entraîna cependant pas dans une déclaration d'amour inconsidérée;

[1] Le ministre d'Espagne, Feria, désirait que son maître lui permît de rappeler la jalousie de Marie, comme un titre de recommandation pour Philippe près d'Élisabeth. Mais celui-ci eut le bon esprit ou le bon goût de refuser. — *Memorias de la Real Academia*, tom. VII, p. 260.

au contraire, les propositions qu'il fit renfermaient des conditions très prudentes.

Il devait être entendu qu'Élisabeth serait catholique et romaine, et que, si elle ne l'était pas déjà, elle répudierait ses erreurs et le deviendrait; elle obtiendrait du pape une dispense de mariage; il serait permis à Philippe de visiter l'Espagne, toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire dans l'intérêt de ce royaume; — condition qui tend à faire croire que l'excessive tendresse de Marie ou sa jalousie l'avait plus d'une fois contrarié sous ce rapport. Il devait être également convenu que les enfants issus du mariage n'hériteraient pas, comme par le contrat avec Marie, des Pays-Bas, mais que ceux-ci passeraient au fils de Philippe, don Carlos, prince des Asturies.

Feria eut l'ordre de faire ces propositions de vive voix et non par écrit : « Bien que, » ajouta son prudent maître, « ce ne soit pas un affront pour un homme, de voir ses propositions rejetées, quand elles sont fondées, non sur des considérations mondaines, mais sur son zèle pour son Créateur et les intérêts de la religion. »

Élisabeth reçut de la manière la plus gracieuse l'offre de la main de Philippe, dans les termes où cette offre était faite. Elle dit, en effet, à l'ambassadeur que « dans une affaire de cette nature, elle ne pouvait rien faire sans avoir consulté le parlement; mais son maître pouvait être assuré que, s'il lui était conseillé de se marier, il n'y avait personne qu'elle pût lui préférer[1]. » Philippe parut satisfait de l'encouragement qui lui était donné, et peu après il fit

[1] « Dijo que convendria consultarlo con el Parlamento; bien que el Rey Catolico debia estar seguro que en caso de casarse, seria él preferido á todos. » — *Memorias de la Real Academia*, tom. VII, p. 264.

parvenir à Élisabeth une lettre écrite de sa propre main, dans laquelle il tâchait de lui marquer combien il avait à cœur le succès de la mission de son ambassadeur.

Cependant la suite des événements en Angleterre ne tarda pas de faire voir que ce succès n'était pas à espérer, et que les prévisions de Feria sur la politique d'Élisabeth étaient fondées. Le parlement adopta bientôt des mesures qui finirent par le renversement de l'Église catholique romaine, et la restauration de la religion réformée. Il était parfaitement évident que ces mesures, si elles n'étaient pas d'abord dictées par la reine, devaient au moins avoir reçu sa sanction.

En conséquence, Philippe consulta deux de ses ministres, en qui il se confiait le plus, sur la convenance d'écrire à ce propos à Élisabeth, pour lui déclarer ouvertement que, si elle ne désavouait pas publiquement la conduite du parlement, le mariage ne pourrait pas avoir lieu [1]. La vanité de la reine serait flattée de l'expression du regret qu'il avait d'abandonner l'espoir d'obtenir sa main; mais, comme il en faisait modestement la remarque, après que toutes les conséquences de ce fait auraient été exposées à Élisabeth, quoi qu'il arrivât, elle ne devait s'en prendre qu'à elle-même [2]. Les sages conseillers, appelés rarement, sans

[1] « Paresceme que seria bien que el conde le hablasse claro en estas cosas de la religion, y la amonestasse y rogasse de mi parte que no hiziesse en este parlamento mudança en ella, y que si la hiciesse que yo no podria venir en lo del casamiento, como en effecto no vendria. » — Carta del Rey Phelipe al Duque de Alba, 7 de Febrero 1559, MS.

[2] « Convendria que hablasse claro á la Reyna, y le dixesse rasamente que aunque yo desseo mucho este negocio (y por aqui envanesçella quanto pudiesse), pero que entendiesse que si haria mudança en la religion, yo lo hacia en este desseo y voluntad por que despues no pudiesse dezir que no se le avia dicho antes. » —*Ibid.*

doute, à délibérer sur des questions d'une nature aussi délicate, se rallièrent entièrement à l'opinion de leur maître; en tous cas, ils considéraient comme impossible qu'il épousât une protestante.

On n'a pas dit quel fut l'effet de ces remontrances, pleines de franchise, sur l'esprit de la reine. Toujours est-il certain que Philippe ne fut plus en faveur comme auparavant; Élisabeth, jetant le masque, répondit nettement à Feria, qui la pressait, qu'elle éprouvait de grands scrupules à demander une dispense au pape [1]; et peu après, elle déclara en plein parlement, comme elle le répétait souvent, qu'elle ne se proposait pas autre chose que de vivre et de mourir fille [2]. On ne peut guère supposer qu'Élisabeth eut jamais, en aucun temps, sérieusement la pensée de se marier avec Philippe; si elle lui donna des encouragements, ce ne fut que jusqu'au moment où elle se sentit assez fermement assise sur le trône, pour n'avoir rien à craindre de la mauvaise humeur qu'elle devait s'attirer par un refus. Ce n'était là qu'une comédie où le cœur n'eut probablement, de côté ni d'autre, aucun rôle; mais, il faut le reconnaître, c'est la reine d'Angleterre qui la joua le mieux.

Philippe supporta ce désappointement avec une grande force d'âme. Il exprima ses regrets à Élisabeth de ce qu'elle eût pris une décision si contraire à ce que l'intérêt public semblait réclamer. Mais, puisqu'elle en jugeait autrement, il y acquiesçait, et espérait seulement que le même but

[1] « Dijo que pensaba estar sin casarse, porque tenia mucho escrupulo en lo de la dispensa del Papa. » — *Memorias de la Real Academia*, tom. VII, p. 265.

[2] *Ibid.*, p. 266.

serait atteint par la continuation de leur amitié [1]. Malgré toute sa philosophie, on peut bien croire qu'un homme du caractère de Philippe, devait garder de la rancune au fond du cœur, et très probablement, à des raisons politiques il s'en mêla d'autres d'une nature personnelle, pour amener les longues hostilités qui eurent lieu, plus tard, entre les deux royaumes d'Espagne et d'Angleterre.

Les conférences pour le traité de paix furent reprises au mois de février, et le lieu de la réunion fut transporté de l'abbaye de Cercamp à Cateau-Cambrésis. Les négociations furent menées avec plus de vigueur qu'auparavant, à cause des nécessités qui pressaient vivement les deux monarques. Philippe, pour sa part, devait de si grands arriérés à son armée, qu'il dit franchement à ses ministres « qu'il était à la veille de la ruine et que la paix seule pouvait le sauver [2]. » On peut supposer que, dans cet état de choses, Philippe était désavantageusement placé pour débattre les conditions de la paix avec son adversaire. Mais le roi et ses ministres cachèrent le mieux possible la réalité; ils affectèrent, devant

[1] « Aunque habia recibido pena de no haberse concluido cosa que tanto deseaba, y parecia convenir al bien publico, pues á ella no le habia parecido tan necessario, y que con buena amistad se conseguiria el mismo fin, quedaba satisfecho y contento. » — *Memoria de la Real Academ.*, ubi sup.

[2] Le duc de Savoie, dans une lettre à Granvelle, dit que le roi doit plus d'un million de couronnes, rien qu'à ses troupes allemandes, et que, si ses ministres n'ont pas un moyen secret de battre monnaie, Philippe doit être dans le plus cruel embarras où jamais souverain se soit trouvé. « No ay un real y devéseles á la gente Alemana, demas de lo que seles a pagado aora de la vieja deuda, mas d'un mylion d'escudos. . . . . Por esso mirad como hazeys, que sino se haze la paz yo veo el rey puesto en el mayor trance que rey s'a visto jamas, si él no tiene otros dineros, que yo no sé, á que el senor Eraso alle algun secretto que tiene reservado para esto. » — *Papiers d'État de Granvelle*, tom. V, p. 458.

leurs alliés ainsi que devant leurs ennemis, une confiance dans leurs ressources, qu'ils étaient loin d'éprouver, comme ces garnisons à demi affamées, qui, manquant de vivres, font bravement semblant d'en avoir en suffisance, afin de capituler le plus honorablement possible avec les assiégeants [1].

Toutes les difficultés furent à la fin aplanies, sauf l'embarrassante question de Calais. La reine d'Angleterre, le bruit en courait dans le camp, aurait fait couper la tête au ministre qui se désisterait sur ce point. Marie, la jeune reine d'Écosse, venait d'épouser le dauphin de France, plus tard François II. On proposa que la fille aînée, issue de ce mariage, serait unie au fils aîné d'Élisabeth et lui apporterait Calais en dot. De cette façon, la ville fût revenue à l'Angleterre, sans déshonneur pour la France [2]. Tels étaient les expédients imaginés par les négociateurs, pour tâcher de se tirer d'embarras!

A la fin, voyant l'absolue nécessité d'arriver à une solution, Philippe ordonna aux plénipotentiaires espagnols d'envoyer à Feria, son ministre à Londres, ses dernières instructions. L'envoyé fut autorisé à dire que, bien que l'Angleterre eût perdu Calais par sa propre négligence, Philippe n'en

[1] Le ministre à Londres avait l'ordre d'affecter la même confiance devant les Anglais. « Todavia mostramos rostro á los Franceses, como tambien es menester que alla se haga con los Ingleses, que no se puede confiar que no vengan Franceses á saber dellos lo que alli podrian entender. » — *Papiers d'État de Granvelle*, p. 479.

[2] *Ibid.*, p. 468.

« That the said Dolphin's and Queen of Scott's eldest daughter shall marry with your highnes eldest sonne, who with her shall have Callice. » — Forbes, *State Papers of Elizabeth*, vol. I, p. 54.

Il semblait que l'on tînt pour assuré qu'Élisabeth ne mourrait pas fille, malgré ses déclarations tant de fois renouvelées.

réclamerait pas moins fidèlement avec elle la restitution de cette place. Mais elle devait être prête, d'un autre côté, à le soutenir de toutes ses forces par terre et par mer, non pas dans une campagne, mais pour toute la durée de la guerre, si longue qu'elle fût. C'était au gouvernement à bien peser si la chose valait ce qu'il l'achèterait; Feria devait entretenir la reine en particulier et la conduire, s'il était possible, à la conclusion désirée, mais en lui faisant croire qu'elle y venait d'elle-même plutôt que par son conseil. Elle devait supporter la responsabilité de ce qu'elle ferait[1]. La lettre des plénipotentiaires, qui est très longue, est un modèle du genre et nous montre que, sous plusieurs rapports, la science de la diplomatie a fait peu de progrès depuis le xvie siècle.

Élisabeth n'avait pas besoin d'excitations pour être lassée d'une guerre qui couvrait d'un sombre nuage l'aurore de son règne. Son inquiétude avait augmenté, lorsqu'elle avait vu l'Écosse prendre part à la guerre, et des hostilités, d'ailleurs sans importance encore, éclater aux frontières de ce pays. L'état même de son royaume ne lui permettait pas de faire les efforts extraordinaires que lui demandait Philippe; il était pourtant évident que si elle ne les faisait pas ou si elle refusait d'entrer dans le traité, elle devrait continuer la guerre, seule et avec ses propres forces. Dans ces circonstances, le gouvernement anglais finit par consentir à un arrangement, qui, s'il ne lui rendait pas Calais, sauvait du

[1] « Hablando con la reyna sin persuadirla, ny á la paz, ny á que dexe Calaix, ny tampoco á que venga bien á las otras condiciones propuestas por los Franceses, paraque en ningun tiempo pueda dezir que de parte de S. M. la hayan persuadido á cosa que quiçá despues pensasse que no le estuviesse bien, V. S. tenga respecto á proponerle las razones en balança, de manera que pesen siempre mucho mas las que la han de inclinar al concierto. » — *Papiers d'État de Granvelle*, p. 479.

moins les apparences, de manière à satisfaire l'orgueil national. Il fut convenu que Calais serait restitué au bout de huit années. Si la France manquait à cette obligation, elle devait payer cinq cent mille couronnes à l'Angleterre, qui n'en conserverait pas moins ses droits sur Calais. Si l'une ou l'autre des parties contractantes ou leurs sujets contrevenaient, pendant cette époque, au traité, ou violaient la paix entre les deux pays, l'agresseur perdrait tout droit sur le territoire en discussion [1]. Il n'était guère probable que ces huit années se passeraient, sans donner à la France, sous cette condition, un prétexte plausible pour retenir Calais.

Le traité avec l'Angleterre fut signé le 2 avril 1559; celui entre la France et l'Espagne le fut le lendemain. Aux termes de ce dernier traité, les alliés de Philippe, la Savoie, Mantoue et Gênes, étaient remis en possession des territoires dont ils avaient été dépouillés dans les premières années de la guerre. Quatre ou cinq places importantes de la Savoie étaient seulement réservées, pour servir de garantie au roi de France, jusqu'à ce qu'il eût été décidé sur ses prétentions à l'héritage de ce royaume.

Les conquêtes faites par Philippe en Picardie, devaient être échangées contre celles des Français en Italie et dans les Pays-Bas. Cet échange était fort avantageux à Philippe. Sous Charles-Quint, l'Espagne avait subi de grands revers et le roi reçut alors plus de deux cents villes en échange de ses cinq places de Picardie [2].

Un traité aussi désavantageux pour la France excita l'indignation du duc de Guise, qui dit hautement à Henri qu'un

[1] Voy. le traité dans Dumont, *Corps diplomatique*, Amsterdam, 1728, tom. V, p. 31.

[2] Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 570.

trait de plume coûterait au pays plus que trente années de guerre. « Donnez-moi la moindre des places que vous allez rendre, » dit-il à Philippe, « et j'entreprendrai de la défendre contre toutes les armées de l'Espagne [1] ! » Mais Henri soupirait après la paix et après le retour de son ami, le connétable. Il affecta une grande déférence pour l'avis du duc, mais il écrivit à Montmorency que les Guise en étaient toujours à leurs vieilles ruses [2], et il ratifia le traité.

Le jour où les plénipotentiaires des trois grandes puissances eurent achevé leur œuvre, ils allèrent en procession solennelle à l'église, remercier le Tout-Puissant de l'heureux accomplissement de leurs travaux. Le traité fut alors rendu public, et, malgré ce qu'il renfermait d'humiliant pour la France, si l'on excepte quelques esprits ambitieux, qui auraient trouvé leur compte à la continuation des hostilités, la nation fut unanime à applaudir joyeusement au retour de la paix. Ce sentiment fut celui de tous les peuples qui avaient pris part à la guerre. Les plus éloignés, comme celui d'Espagne, se réjouirent de voir cesser une querelle qui épuisait leurs finances; et la France, devenue le théâtre de la guerre, avait un motif de plus que les autres pays pour désirer la paix.

La réputation que ces campagnes avaient acquise à Philippe, grandit considérablement par suite de ces négociations, dont la marche, longue et embarrassée, se trouve exposée dans la correspondance qui nous a été heureusement conservée parmi les papiers de Granvelle. Celui qui explore

[1] « Mettez-moi, sire, dans la plus mauvaise des places qu'on vous propose d'abandonner, et que vos ennemis tâchent de m'en déloger. » — Gaillard, *Rivalité de la France et de l'Espagne*, tom. V, p. 294.

[2] Garnier, *Histoire de France*, tom. XXVII, p. 567.

ces pages s'y formera probablement la conviction que les plénipotentiaires espagnols firent preuve d'une adresse, d'une connaissance des hommes avec qui ils traitèrent et d'une diplomatie savante, que ceux de France et d'Angleterre furent loin de posséder au même degré. Toutes les négociations se déroulèrent sous les yeux de Philippe; il ne se fit rien que par son conseil ou, tout au moins, avec sa sanction. L'issue de la situation le plaça dans un frappant contraste avec Henri II, qui abandonna les alliés de la France à leur destinée, quand Philippe soutenait fermement les siens.

Les premières campagnes de Philippe avaient réparé les malheurs des dernières de Charles-Quint, et le traité conclu avait rapporté à l'Espagne plus de provinces qu'elle n'avait perdu de villes [1]; ainsi, le roi s'était montré aussi habile dans le conseil qu'heureux sur le champ de bataille. Victorieux en Picardie et à Naples, il avait traité en vainqueur avec le roi de France, et rabaissé l'arrogance de Rome, dans une guerre où il n'était entré qu'à son corps défendant [2]. Fidèle à ses alliés, redoutable à ses ennemis, Philippe ne

[1] « Pour tant de restitutions ou de concessions que revenoit-il à la France? moins de places qu'elle ne cédoit de provinces. » — Gaillard, *Rivalité de la France et de l'Espagne*, tom. V, p. 292.

[2] Charles, qui, dans sa retraite monastique de Yuste, devait naturellement éprouver plus de scrupules à la pensée d'une collision avec Rome, qu'à l'époque où, jeune encore, il retenait le pape prisonnier dans sa capitale, approuva résolûment la conduite de son fils. C'était une guerre forcée, dit-il dans une lettre à Juan Vazquez de Molina, et Philippe n'en supporterait les conséquences ni devant Dieu ni devant les hommes.

« Pues no se puede hazer otra cosa, y el Rey se ha justificado en tantas maneras cumpliendo con Dios y el mundo, por escusar los danos que dello se seguiran, forzada sera usar del ultimo remedio. » — Carta del Emperador á Juan Vazquez de Molina, 8 de Agosto 1557, MS.

jouit probablement jamais, dans aucun autre moment de sa vie, d'autant de considération réelle aux yeux de l'Europe, qu'au temps où il signa le traité de Cateau-Cambrésis.

Pour cimenter l'union des différentes puissances, et faire accepter plus facilement par la nation française le traité, en lui donnant l'air d'un contrat de mariage, une alliance avait été proposée entre les maisons royales de France et d'Espagne. Il fut d'abord convenu que la princesse Élisabeth, fille de Henri, donnerait sa main à don Carlos, fils et héritier de Philippe. Ces jeunes gens étaient presque du même âge, ayant chacun près de quatorze ans. Mais tout espoir d'un mariage anglais étant dissipé, on jugea faire plus d'honneur à la France en mettant, dans le traité de mariage, le père au lieu du fils, le roi lui-même au lieu de son héritier présomptif; l'inégalité d'âge entre Philippe et Élisabeth n'était pas assez grande pour donner lieu à une objection sérieuse. On dit que la proposition vint des négociateurs français; les envoyés d'Espagne répondirent que, malgré la répugnance de leur maître à se remarier, cependant par égard pour le roi de France et animé d'un vif désir pour le bien public, il faisait volontiers taire ses scrupules, et acceptait la main de la princesse, avec la même dot qui avait été promise à son fils don Carlos [1].

La reine Élisabeth paraît avoir été piquée au vif, en voyant Philippe si tôt consolé de l'insuccès de ses démarches

[1] « Il nous a semblé mieulx de leur dire rondement, que combien vostre majesté soit tousjours esté dure et difficile à recepvoir persuasions pour se remarier, que toutesfois, aiant représenté à icelle le désir du roi très chrestien et le bien que de ce mariage pourra succéder, et pour plus promptement consolider ceste union et paix, elle s'estoit résolue, pour monstrer sa bonne et syncère affection, *d'y condescendre* franchement. » — Granvelle, *Papiers d'État*, tom. V, p. 580.

près d'elle. « Votre maître, » dit-elle avec vivacité à Feria, « doit avoir été fort amoureux de moi, pour n'avoir pas pu attendre quatre mois! » L'ambassadeur répondit assez brusquement, en rejetant la faute de ce qui s'était passé, sur la reine même. « Cela n'est pas, » répliqua-t-elle, « je n'ai jamais donné à votre roi de réponse définitive. » « Il est vrai, » dit Feria, « seulement le refus était fait en termes couverts, et je n'aurais pas voulu demander à votre altesse un non tout court, qui eût pu troubler les relations entre de si grands princes[1]. »

Au mois de juin 1559, le duc d'Albe vint en France pour réclamer la royale fiancée et l'épouser au nom de son maître; il était accompagné de Ruy Gomez, comte de Melito, mieux connu sous le titre de prince d'Eboli, du prince d'Orange, du comte d'Egmont et d'autres seigneurs, dont le haut rang et le caractère devaient relever l'éclat de cette ambassade. Il fut reçu en grande pompe par Henri, qui se montra, avec toute sa cour, empressé de donner à l'envoyé toutes les marques de respect, qui pouvaient témoigner de leur contentement. Le duc étala le train fastueux d'un véritable hidalgo. Tout en se conformant à l'usage français, en saluant les dames de la cour, il refusa de prendre cette liberté avec sa future reine ou de se couvrir en sa présence, comme on l'en pressa plusieurs fois; cette puérilité fit l'admiration des Français, qui la trouvèrent digne de la noblesse de manières des Castillans[2].

[1] « El Conde la dijo, que aunque las negativas habian sido en cierto modo indirectas, él no habia querido apurarla hasta el punto de decir redondamente que no, por no dar motivo á indignaciones entre dos tan grandes príncipes. » — *Mem. de la Academia*, tom. VII, p. 268.

[2] « Osservando egli l' usanza Francese nel baciar tutte l' altre Dame

Le 24 juin, le mariage fut célébré dans l'église de Notre-Dame. Le roi Henri livra sa fille, et le duc d'Albe prit par procuration la place du roi. A la fin de la cérémonie, le prince d'Eboli passa au doigt de la princesse, comme un don de son époux, un anneau de diamant d'un prix inestimable, et la belle Élisabeth, l'épouse destinée à don Carlos, devint celle du roi, son père. Ce fut une union malheureuse, destinée à fournir par ses suites mystérieuses un plus grand nombre de pages au roman qu'à l'histoire.

Le mariage fut suivi d'une série de fêtes brillantes, dont la principale fut un tournoi, le plus magnifique des spectacles, dans ce siècle qui les aimait passionnément. Henri était très occupé, en ce moment, du travail d'extermination de l'hérésie protestante, qui, nous l'avons vu, avait commencé à lever sa tête formidable, dans la capitale de ses États [1]. Dans la soirée du 15 juin, il assista à une séance du parlement, et fit arrêter quelques-uns des membres principaux pour la hardiesse de leur langage en sa présence.

di Corte, nell' arriuar alla futura sua Reina, non solo intermise quella famigliare cerimonia, ma non uolle nè anche giamai coprirsi la testa, per istanza, che da lei ne gli fusse fatta; il che fu notato per nobilissimo, e degno atto di creaza Spagnuola. » — Campana, *Filippo Secondo*, parte II, lib. XI.

[1] L'œuvre d'extermination ne devait pas s'arrêter à la capitale ni aux États de Henri, si on peut en croire les plénipotentiaires anglais, qui, dans une lettre datée de janvier 1559, informaient leur reine « qu'il y avait des arrangements pris entre le dernier pape, le roi de France et le roi d'Espagne, lesquels réuniraient leurs forces pour la suppression de la religion... Leur but était de forcer le reste de la chrétienté, c'est-à-dire les protestants, à reconnaître l'autorité du pape et sa religion. » (Forbes, *State Papers*, vol. I, p. 296.) Sans prouver directement ces intelligences secrètes, des informations, puisées à d'autres sources et qui constituent des présomptions graves, se retrouveront dans plus d'un passage de cette histoire.

Il les fit mettre en prison, différant leur jugement jusqu'à ce que fût terminée la grande affaire du tournoi.

Le roi se plaisait dans ces exercices guerriers, où il pouvait étaler la grâce de sa personne et son incomparable habileté de cavalier, sous les yeux des beautés de sa cour assemblée [1]. Il resta, en cette occasion, à la hauteur de sa réputation, remporta successivement tous les prix, et désarçonna quiconque rencontra sa lance. Dans la soirée, comme les jeux étaient près de finir, il remarqua le jeune comte de Montgomery, noble écossais et capitaine de ses gardes, qui s'appuyait sur sa lance, signe qu'il n'avait pas encore été vaincu. Le roi l'invita à courir avec lui pour sa dame. En vain la reine, dans le sombre pressentiment d'une catastrophe, supplia son époux de se tenir satisfait des lauriers qu'il avait déjà conquis; Henri s'obstina à aller au devant de sa destinée, et força le comte de se remettre en selle, malgré son extrême lassitude. Les champions se rencontrèrent au milieu de l'arène; le choc fut terrible. Montgomery était un rude joûteur; il donna un si grand coup de sa lance sur le casque de son adversaire, que les attaches de la visière en furent rompues. La lance se brisa, et un des éclats atteignit le roi à la tempe, si fortement que l'œil fut mis à nu. Le malheureux prince chancela sur sa selle, et il fût tombé sans l'aide du connétable, du duc de Guise

[1] Brantôme, qui reconnaît les faveurs qu'il a reçues de Henri II, en lui donnant une grande place dans sa galerie de portraits, vante son gracieux maintien dans le tournoi et son admirable talent de cavalier.

« Mais sur tout ils l'admiroient fort en sa belle grace qu'il avoit en ses armes et à cheval; comme de vray, c'estoit le prince du monde qui avoit la meilleure grace et la plus belle tenuë, et qui sçavoit aussi bien moustrer la vertu et bonté d'un cheval, et en cacher le vice. » — *Œuvres*, tom. II, p. 353.

et d'autres seigneurs, qui l'emportèrent dans leurs bras, sans qu'il donnât signe de vie. Henri était blessé mortellement. Il languit dix jours dans une pénible agonie et mourut le 9 juillet, dans la quarante-deuxième année de son âge et la treizième de son règne. C'était un funeste augure pour le mariage d'Élisabeth [1].

La nouvelle de la mort du roi fut reçue avec des démonstrations de tristesse dans tout le royaume. Il n'avait aucune de ces qualités solides qui font un grand ou un bon prince; mais il avait des qualités brillantes, plus propres peut-être à gagner l'affection d'un peuple, aussi épris de l'apparence que celui de Henri [2]. Il y eut cependant, dans le royaume, des gens, et c'était la secte naissante des huguenots, qui virent d'un tout autre œil la mort du roi, et s'en réjouirent, comme de la fin de leur persécution. Ils avaient peu de raisons de se réjouir : le sceptre passa aux mains d'une série de princes imbéciles, ou plutôt de leur mère, la fameuse Catherine de Médicis, qui régna à leur place et finit par se montrer le plus implacable ennemi que les huguenots eussent jamais vu se dresser contre eux.

[1] Brantôme, p. 351. — De Thou, *Histoire universelle*, tom. III, p. 367. — Cabrera, *Filipe Segundo*, lib. IV, cap. XXIX. — Campana, *Filippo Secondo*, parte II, lib. XI. — Forbes, *State Papers*, vol. I, p. 151.

[2] Le commissaire anglais, sir Nicholas Throckmorton, témoigne de la popularité de Henri. « There was marvailous great lamentation made for him, and weaping of all sorts, both men and women. » — Forbes, *State Papers*, vol. I, p. 151.

CHAPITRE IX.

DERNIERS JOURS DE CHARLES-QUINT.

(1556-1558.)

Charles à Yuste. — Son genre de vie. — Intérêt qu'il prend aux affaires publiques. — Célébration de ses obsèques. — Sa dernière maladie. — Sa mort. — Son caractère.

Tandis que se passaient les événements rapportés dans le chapitre précédent, un autre événement avait lieu, qui, arrivé plus tôt, eût eu une grande influence sur la politique européenne, et dont la nouvelle fut partout reçue au milieu de l'attention générale. Ce fut la mort de l'empereur Charles-Quint, dans sa retraite monastique de Yuste. On a vu, dans les premières pages de cette histoire, que ce monarque, après son abdication, s'était retiré au couvent des frères hiéronymites dans les montagnes de l'Estramadure. Le lecteur peut prendre intérêt à l'y suivre, et à voir comment il se fit à ce changement et passa les derniers jours de son orageuse existence. Le tableau que nous pouvons en donner différera, sous certains rapports, de ceux que donnent les historiens précédents, qui écrivaient lorsque les archives de Simancas, renfermant les détails les plus authentiques,

étaient inaccessibles à tous, aux habitants du pays comme aux étrangers [1].

Charles, nous l'avons déjà vu, avait formé de bonne heure la résolution de déposer, dans un temps futur, les soucis de la royauté, pour s'appliquer, dans une retraite solitaire, à l'œuvre de son salut. Sa femme, l'impératrice Isabelle, comme il le déclara lui-même à Yuste, avait conçu le même dessein pieux [2]. Elle mourut trop tôt pour l'exécuter, et Charles fut trop occupé de ses entreprises ambitieuses pour réaliser son projet, jusqu'à l'automne de 1555, où la maladie, le découragement et le dégoût du monde l'amenèrent à résigner le sceptre qu'il avait tenu pendant quarante ans, et à vivre dans le repos et l'obscurité.

L'endroit qu'il avait choisi pour y fixer sa résidence, est situé à sept lieues environ de la ville de Plasencia, sur le penchant de la chaîne de montagnes qui traverse la province de l'Estramadure. Là, enfoui dans cette rude Sierra, couronnée d'épaisses forêts de châtaigniers et de chênes, s'élevait, à l'abri des âpres vents du nord, le couvent des hiéronymites. Au sud, une pente douce aboutissait à une vaste plaine, la *Vera* de Plasencia, comme on la nommait, qui, fertilisée par les torrents de la Sierra, présentait dans sa riche végétation un contraste saisissant avec la sauvage physionomie des montagnes. C'était un endroit bien choisi pour y vivre retiré, loin du monde, dans la

[1] Cette illusion agréable ne devait pas se réaliser. Depuis que ceci a été écrit, dans l'été de 1851, la vie claustrale de Charles-Quint, sujet vierge alors, a été trois fois racontée, grâce aux travaux de M. Stirling, de M. Amédée Pichot et de M. Mignet. D'un autre côté, la publication des documents originaux de Simancas par M. Gachard permettra à chacun de vérifier l'exactitude de ces récits.

[2] Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 611.

prière et dans des méditations religieuses. La communauté des hiéronymites avait prospéré dans ce paisible séjour; plusieurs moines avaient acquis une réputation de sainteté et quelques-uns de science, comme le prouvait une grande quantité de manuscrits, recueillis dans la bibliothèque du couvent. Les libéralités avaient plu sur la communauté, qui était devenue propriétaire de terres considérables dans le voisinage, et employait généreusement sa fortune à distribuer des aumônes aux pauvres, qui venaient les chercher à la porte du couvent. Peu de temps avant que Charles vînt établir sa résidence parmi eux, les frères avaient ajouté à leur domaine un spacieux carré de bâtiments d'une architecture assez élégante.

Trois ans avant que l'empereur s'y retirât, il avait envoyé un habile architecte, chargé de pourvoir à ce qu'il fût logé comme il le souhaitait. L'architecte eut peu de chose à faire. Il fit construire contre les murs du monastère, au midi, un petit bâtiment renfermant huit chambres, quatre à chaque étage. Les chambres étaient basses et de dimension moyenne. Elles étaient abritées par un portique, des deux côtés, contre les rayons du soleil, tandis qu'une galerie ouverte, passant au milieu de la maison, la rendait parfaitement aérée. Mais Charles, goutteux, craignait plus les brouillards que la chaleur, et il prit soin de faire placer des foyers dans les appartements, luxe peu connu dans cette région tempérée.

Une des fenêtres de sa chambre s'ouvrait sur l'intérieur de la chapelle du monastère, et ainsi Charles, lorsqu'il était alité et trop malade pour aller entendre la messe, pouvait assister à l'élévation de l'hostie. L'ameublement, d'après un écrivain qui fait d'ordinaire autorité, était des plus simples.

Charles, dit-on, borna le soin qu'il prenait de ses membres goutteux, à se pourvoir d'un fauteuil ou plutôt d'un demi-fauteuil, qui en vente publique n'eût pas valu quatre réaux [1]. L'inventaire des meubles que renfermait la résidence de Yuste contredit formellement ce rapport. Au lieu de ce demi-fauteuil, nous y voyons figurer, outre d'autres siéges en velours, deux fauteuils réservés spécialement à l'empereur. Il y en avait un d'une construction particulière, qui était garni de six coussins et d'un marche-pied, et où le monarque infirme se reposait. Sa garde-robe témoignait de la même sollicitude portée sur la recherche des choses qui font l'aisance de la vie. L'inventaire, dans un de ses détails, mentionne seize robes de soie et de velours, fourrées d'hermine, d'édredon ou de la moelleuse toison de la chèvre de Barbarie. L'appartement de Charles n'était pas décoré seulement d'une manière convenable mais fastueusement ; c'étaient des dais de velours, des tapis de Turquie et d'Alcaraz ; une tapisserie, dont on mentionne vingt-cinq pièces, richement ornée de représentations de fleurs et d'ani-

[1] « Una sola silla de caderas, que mas era media silla, tan vieja y ruyn que si se pusiera en venta no dieran por ella quatro reales. » — Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 610. — Voy. aussi *El Perfecto Desengano*, por el Marqués de Valparayso, MS.

Ce dernier écrivain, parlant de l'ameublement, se sert précisément, sauf un seul mot, des mêmes termes que Sandoval. Tous deux prétendent avoir puisé leurs renseignements dans la Vie claustrale de Charles-Quint, par le prieur de Yuste, Fray Martin de Angulo. C'est là, sans doute, une des meilleures autorités ; le prieur, qui vit constamment Charles, dans les dernières années de sa vie, écrivit sa relation à la demande et pour l'instruction de la régente Jeanne. Il n'est pas facile de dire pourquoi le bon père a montré son héros dans cet état de pauvreté. Peut-être pensait-il faire ressortir ainsi la grandeur d'âme de l'empereur, qui volontairement échangeait les splendeurs du trône contre une vie de mortifications monacales.

maux. Douze tentures, du plus beau drap noir, couvraient les murs de la chambre à coucher de l'empereur, qui portait le deuil déjà depuis la mort de sa mère. Parmi les ornements des chambres, on trouve quatre grandes horloges d'un travail achevé. Charles avait aussi un grand nombre de montres, bien plus rares alors qu'aujourd'hui. Il tenait beaucoup à ces horloges et prit soin, pour les avoir constamment en bon état, d'amener avec lui à Yuste l'ouvrier qui les avait faites. Charles était servi dans de la vaisselle d'argent; les plus petits ustensiles de sa cuisine et les moindres objets de sa chambre à coucher étaient de ce précieux métal, et pesaient tous ensemble près de quatorze mille onces [1].

L'inventaire mentionne un très petit nombre de livres, traitant presque tous de sujets religieux. Les goûts artistiques de Charles se montraient dans une collection, petite mais choisie, de tableaux qu'il avait apportés avec lui pour l'embellissement de sa retraite. Neuf étaient sortis du pinceau du Titien. Charles tenait en grande estime les œuvres de l'illustre Vénitien, et il voulait que la main de ce peintre fît connaître ses traits à la postérité. L'empereur avait emporté à Yuste quatre portraits de l'impératrice et de lui par le Titien, et il avait, parmi les autres œuvres du même maître, quelques-unes de ses meilleures productions, entre autres le fameux tableau de la gloire, où Charles et l'impératrice apparaissent au milieu de la foule des élus, soutenus par des anges et dans la posture d'une humble adoration [2]. Ce

[1] Le lecteur trouvera un extrait de l'inventaire des joyaux, de la vaisselle, du mobilier, etc., de l'empereur dans *Cloister Life of Charles the Fifth*, Londres, 1852, Appendix, et dans Pichot, *Chronique de Charles-Quint*, Paris, 1854, p. 537 et seq.

[2] Mignet a consacré deux pages à la description de ce remarquable

tableau était pendu au pied de son lit ou, selon un autre rapport, au dessus du maître-autel dans la chapelle. On dit que Charles avait l'habitude de contempler longuement et passionnément cette toile, qui évoquait en foule dans son esprit les plus tendres souvenirs; les yeux arrêtés sur l'image d'une personne qui lui avait été si chère en ce monde, il aspirait peut-être au moment où il se retrouverait avec elle, dans les demeures célestes où le peintre l'avait placée [1].

Un escalier ou plutôt une pente douce, appropriée à la faiblesse des membres de Charles, conduisait de la galerie de sa maison aux jardins, qui s'étendaient au bas et qu'une haute muraille renfermait, de manière à en dérober parfaitement la vue au dehors. Le jardin était rempli d'orangers, de citronniers, de figuiers et de différentes plantes aromatiques, qui croissent naturellement dans ce sol. L'empereur avait du goût pour l'horticulture, et se plaisait beaucoup à soigner les jeunes plantes et à tailler les arbres. Son jardin

tableau, dont il existe encore une reproduction par la gravure, exécutée sous les yeux mêmes du Titien. — *Charles-Quint*, p. 214, 215.

[1] Vera y Figueroa, *Vida y Hechos de Carlos V*, p. 127.

Un écrivain, dans le *Fraser's Magazine*, d'avril et mai 1851, a publié deux articles excellents sur la vie claustrale de Charles-Quint, et n'a pas oublié de mentionner cette toile remarquable. Ces articles sont évidemment le fruit d'une étude attentive des meilleures autorités, dont quelques unes ne sont pas très accessibles à un Anglais. L'auteur a réuni de curieux détails sur les personnes qui avaient accompagné l'empereur dans sa retraite; et, bien qu'il ne paraisse pas s'être douté du grand intérêt que Charles prenait aux affaires publiques, il a présenté le tableau le plus complet qui ait été fait jusqu'ici de cette époque intéressante de la vie de l'empereur.

[Nous laissons subsister cette note, telle qu'elle a été d'abord écrite, après la publication de l'œuvre de M. Stirling, *Cloister Life*, qui a révélé le nom de l'auteur de ces beaux articles.]

lui procurait aussi le meilleur moyen de prendre de l'exercice, et, quand il faisait beau, il se promenait d'habitude le long d'une avenue de grands châtaigniers, qui menait à une petite chapelle, située dans le bois voisin et dont on voit encore aujourd'hui les ruines. De ces arbres il y en a un qui est particulièrement connu ; c'est un grand noyer, qui projette encore au loin son ombre, sous laquelle le monarque pensif venait s'asseoir, méditant sur l'avenir incertain ou peut-être sur les gloires flétries du passé.

Charles avait été autrefois le cavalier le plus accompli de son temps. Il s'était fait suivre à Yuste d'un petit cheval et d'une mule, espérant être capable de prendre de l'exercice. Mais ses membres, que le lourd cheval de guerre des Flamands et le genet sauvage de l'Andalousie ne fatiguaient pas jadis, après des journées entières, ne pouvaient plus maintenant supporter même le mouvement d'un pauvre cheval sans vigueur, et, après une seule tentative qu'il fit à Yuste, à son arrivée, et qui faillit amener un évanouissement, il renonça pour toujours à monter à cheval [1].

Il y a peu d'endroits plus intéressants aujourd'hui à visiter, que celui où le grand empereur choisit sa retraite loin des soucis pénibles du gouvernement ; et il n'y a guère longtemps, le voyageur eût reçu des habitants du monastère le même accueil hospitalier qu'ils ont toujours été prêts à faire à l'étranger. Mais, en 1809, les Français saccagèrent le

[1] Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 610. — Siguença, *Historia de la Orden de San Geronimo*, Madrid, 1595-1605, IIe partie, p. 190. — Ford, *Handbook of Spain*, Londres, 1845, p. 551.

Parmi ces auteurs, le père Siguença et Ford sont ceux qui ont le mieux décrit cet endroit, le premier tel qu'il était de son temps, et l'autre tel qu'on le voit de nos jours.

couvent, et les farouches soldats de Soult convertirent ce monument en un monceau de ruines. Même la collection de manuscrits, formée avec tant de patience par les frères, n'échappa point à la condamnation générale. Le *palais* de l'empereur, comme les moines, dans leur simplicité, aimaient à appeler ce bâtiment, n'eut guère un meilleur sort, quoiqu'il le dût aux mains des compatriotes mêmes de Charles, les libéraux de Cuacos. Ces patriotes firent servir le rez-de-chaussée à des écuries pour leurs chevaux et les chambres du haut à des magasins de blé. Les feuilles des mûriers furent cueillies dans le jardin pour la nourriture des vers à soie, qui filèrent en liberté leur cocon dans les salles, désertes désormais, de la royauté. Néanmoins le site est resté, dans l'ensemble de son aspect, ce qu'il était au temps de Charles. Les cimes nues de la Sierra s'élèvent encore au dessus des ruines du monastère. Les flancs raboteux des montagnes sont encore tapissés de sauvages forêts. Tout en bas, le regard du voyageur se porte sur la belle *Vera* de Plasencia, qui étale l'exubérante végétation d'autrefois, et le voyageur, errant sous les portiques en ruines et les arcades désolées du palais, respire l'odeur de milliers de plantes aromatiques et de fleurs sauvages, croissant à la place, aujourd'hui solitaire et abandonnée, où se trouvait, il y a trois siècles, le jardin de l'impérial reclus [1].

[1] Voy. l'éloquente conclusion de M. Stirling (*Cloister Life of Charles the Fifth*).

Ford, dans son admirable *Guide*, qui peut servir de manuel à celui qui veut connaître l'Espagne du fond de son cabinet, aussi bien qu'au voyageur dans ce pays, a consacré quelques pages à une visite qu'il fit à ce lieu retiré, où, comme il dit, l'âme de ce grand homme mort paraît avoir élu sa dernière demeure. Quelques lignes de cet ouvrage du touriste anglais rendront cette scène plus vivante aux yeux du lecteur que la description

Charles, quoique porté en litière par les montagnes, avait beaucoup souffert pendant son long et laborieux voyage de Valladolid. Il passa quelque temps dans le village voisin de Xarandilla et de là, après avoir fait, au milieu des larmes, ses adieux à la plus grande partie de sa suite, il se dirigea avec le reste sur le monastère de Yuste. Le 3 février 1557, il entra dans la demeure qui devait être son dernier lieu de repos [1]. Les moines de Yuste avaient été très flattés de la préférence donnée à leur couvent sur les autres. A son entrée dans la chapelle, la communauté entière chanta un Te-Deum, et, quand l'empereur se fut prosterné devant l'autel, les moines s'assemblèrent autour de lui, empressés de l'assurer de leur respectueuse obéissance. Charles les reçut avec affabilité, et, après avoir examiné son habitation, il se déclara très satisfait du logement qui lui avait été préparé. Il n'avait pas le caractère inconstant; lent à former ses plans, il l'était plus encore à les changer. Jusqu'au dernier jour qu'il passa à Yuste, bien que l'on ait dit le contraire, il paraît avoir été très content de la détermination qu'il avait prise, comme du lieu qu'il avait choisi.

D'abord, il se prépara à se conformer, autant que sa santé le lui permettait, aux observances religieuses du monastère.

moins animée de notre texte. « Comme les fenêtres étaient toutes larges ouvertes à la brise fraîche, chargée des senteurs du thym, le regard s'étendait dans cette claire soirée sur la vallée sans, bornes, et, dans l'orangerie abandonnée, les rossignols chantaient doucement aux étoiles brillantes, qui se réfléchissaient comme des diamants dans le noir étang couché à nos pieds. Combien de fois Charles avait-il, dans une nuit sereine, assisté à ce spectacle, qui est resté le même et auquel lui seul manquait maintenant! » *Handbook of Spain*, p. 553.

[1] Carta de Martin de Gaztelu al Secretario Vazquez, 5 de Febrero 1557, MS.

Il ne se proposa pourtant pas de descendre à l'infime condition d'un moine ordinaire. Il avait gardé avec lui une cinquantaine de personnes de sa suite, pour la plupart des Flamands [1]. Ce n'était pas beaucoup, sans doute, et plus d'un simple gentilhomme du pays avait autant de gens à son service. Mais nous voyons, au nombre de ces personnes, des officiers qui conviennent mieux à la maison d'un prince qu'à la cellule d'un reclus. C'étaient le majordome, l'aumônier, le maître de la garde-robe, le gardien des joyaux, les chambellans, deux horlogers, plusieurs secrétaires, le médecin, le confesseur, outre les cuisiniers, les confiseurs, les boulangers, les brasseurs, les garde-chasse et de nombreux valets. Plusieurs de ces personnes semblent n'avoir pas été satisfaites, autant que leur maître, de cette vie retirée, et avoir jeté plus d'un regard, plein de regret, sur les pompes et les vanités mondaines qu'elles avaient laissées derrière elles. Tels étaient du moins les sentiments de Quixada, le majordome de l'empereur, qui dirigeait la maison de son maître et avait toute sa confiance. « La chambre à coucher de sa majesté, » dit-il, d'un ton dolent, « est assez bonne, mais la vue qu'elle procure est misérable : d'arides montagnes couvertes de chênes rabougris et des rochers ; un jardin d'une étendue moyenne, avec un petit nombre d'orangers ; des routes à peine praticables, tant elles sont escarpées et pierreuses ; pour toute eau, celle du torrent qui s'épanche de la

[1] Leurs noms et leurs emplois sont marqués dans le codicille que Charles rédigea peu de jours avant sa mort. Voy. le document en entier dans Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 662.

Une liste plus satisfaisante en a été dressée par l'infatigable M. Gachard, d'après divers documents qu'il a réunis et qui lui ont fourni les moyens de corriger l'orthographe de Sandoval, très incorrecte quand il s'agit de noms flamands. Voy. *Retraite et mort de Charles-Quint*, tom. I, p. 1.

montagne; une solitude affreuse! » Les chambres, basses et tristes, doivent, il le prédit, être nécessairement humides et pernicieuses pour les infirmités de l'empereur [1]. « Quant aux moines, » observe le secrétaire Gaztelu, avec le même ton de mauvaise humeur, « plaise à Dieu que sa majesté puisse les souffrir; cela ne lui sera pas aisé, car ce sont des gens insupportables [2]. » Il est évident que les personnes de la suite de Charles auraient volontiers échangé les mortifications de la vie monastique contre la vie de fêtes et de banquets de Bruxelles.

Le digne prieur du couvent, en s'adressant à Charles, le saluait du nom de *paternidad*, jusqu'à ce qu'un des moines lui eût représenté qu'il convenait de substituer à ce nom celui de *magestad* [3]. Charles avait, en effet, droit à ce titre, puisqu'il était encore empereur. Sa renonciation à la couronne impériale, qui, nous l'avons vu, avait suivi de près

[1] « Las vistas de las pieças de su magestad no son muy largas, sino cortas, y las que se véen, o es una montana de piedras grandes, o unos montes de robles no muy altos. Campo llano no le ay, ni como podesse pasear, que sea por un camino estrecho y lleno de piedra. Rio yo no vi ninguno, sino un golpe de agua que baza de la montana : huerta en casa ay una pequena y de pocos naranjos. . . . . El aposento baxo no es nada alegre, sino muy triste, y como es tan baxo, creo será humido. . . . . Esto es los que me parece del aposento y sitio de la casa y grandissima soledad. » — Carta de Luis Quixada á Juan Vazquez, 30 de Noviembre 1556, MS.

Le majordome termine en priant Vazquez de ne pas montrer cette lettre à sa maîtresse, la régente Jeanne, ne voulant pas passer pour contrarier en rien les désirs de l'empereur.

[2] « Plegue á Dios que los pueda sufrir, que no será poco, segun suelen ser todos muy importunos, y mas los que saben menos. » — Carta de Martin de Gaztelu, MS.

[3] « Llamando al Emperador *paternidad*, de que luego fué advertido de otro frayle que estava á su lado, y acudio con *magestad*. » — *Ibid.*

son abdication comme roi d'Espagne, n'avait pu être effectuée, parce que la diète ne siégeait pas à l'époque où son envoyé, le prince d'Orange, devait se trouver à Ratisbonne, au printemps de 1557. La guerre avec la France avait fait désirer à Philippe que son père restât quelque temps encore empereur d'Allemagne. Ce ne fut qu'une année après l'arrivée de Charles à Yuste que la diète, réunie à Francfort, accepta sa renonciation, le 28 février 1558. Charles continuait d'être empereur et d'en garder la qualification dans sa correspondance [1].

On ne manque pas de renseignements sur la manière dont le monarque employait son temps. Il entendait la messe tous les matins dans la chapelle, quand sa santé le lui permettait. Après la messe, il se mettait à table de bonne heure et dînait seul, plutôt que de prendre place au réfectoire du couvent. Il tenait à découper la viande qu'on lui servait, bien que ses doigts goutteux ne fussent pas toujours dans le meilleur état pour se livrer à cet exercice [2]. Son médecin était d'ordinaire présent à ses repas et pouvait voir ainsi comment l'empereur, qui n'avait pas le don de l'abstinence, suivait ses prescriptions. Le flamand Van Male, gentilhomme de la chambre, qui jouissait de la faveur de Charles, y assistait assez souvent aussi. C'était un homme fort instruit et les discussions qu'il ouvrait avec le docteur servaient à tromper l'ennui du dîner. La conversation tombait fréquemment sur quelque sujet d'histoire naturelle, science

[1] « Emperador semper augusto de Alemania. »

[2] Ses dents, paraît-il, n'étaient guère dans un meilleur état que ses doigts. — « Era amigo de cortarse el mismo lo que comia, aunque ni tenia buenas ni desembueltas las manos, ni los dientes. » — Siguença, *Orden de San Geronimo*, parte III, p. 192.

de prédilection de l'empereur; lorsque ces deux hommes ne parvenaient pas à s'entendre, on faisait appel au savoir réel du confesseur, qui mettait fin à la dispute.

Après le dîner, son repas principal et qui lui prenait beaucoup de temps, Charles écoutait la lecture de quelques passages pris dans un de ses théologiens favoris. Au temps où il était du monde, il affectionnait surtout, dit-on, le récit fait par Comines de la vie de Louis XI [1], prince dont la maxime : « *Qui nescit dissimulare nescit regnare*, » convenait bien au génie de l'empereur. Il chercha cependant alors un guide plus sûr pour la direction de sa conscience, et se faisait lire une homélie de saint Bernard ou plus habituellement saint Augustin, qu'il se plaisait surtout à entendre [2]. Vers le soir, il écoutait un sermon fait par l'un de ses prédicateurs. Trois ou quatre frères, les plus distingués par leur éloquence dans l'ordre des hiéronymites, avaient été envoyés à Yuste pour le service spécial de l'empereur. Quand il n'était pas en état d'assister à un de ces sermons, il s'en faisait rendre compte par son confesseur, le père Jean de Regla. Charles observait ponctuellement les grands jeûnes et les fêtes de l'Église; ses infirmités le dispensaient, il est vrai, de jeûner, mais en revanche il se flagellait cruellement. En carême, particulièrement, il se fustigeait avec tant de vigueur, que l'on trouvait la discipline toute tachée de son sang, et cet objet, précieux souvenir de sa piété, fut toujours, dit-on, cher à Philippe, qui le légua par testament à son fils [3].

[1] De Thou, *Hist. universelle*, tom. III, p. 293.

[2] « Quando comia, leya el confesor una leccion de San Augustin. » — *El Perfecto Desengano*, MS.

[3] Strada, *De Bello Belgico*, tom. I, p. 15. — Vera y Figueroa, *Vida y*

L'attention toujours plus grande qu'il apportait à ses intérêts spirituels le rendait plus attentif à ceux des autres, comme les moines sujets à faiblir l'éprouvèrent souvent à leurs dépens. Remarquant que plusieurs des plus jeunes frères passaient plus de temps qu'il n'était convenable à causer avec les femmes qui venaient pour affaires à la porte du couvent, Charles fit publier l'ordre que toute femme qui se hasarderait à s'approcher du couvent, à deux portées d'arbalète, recevrait cent coups de fouet [1]. Dans une autre occasion, ses efforts officieux pour ranimer le zèle d'un des plus jeunes moines lui attirèrent, dit-on, ces aigres paroles de la part de celui-ci : « Ne pouvez-vous être content d'avoir si longtemps bouleversé le monde, sans qu'il vous faille encore troubler le repos d'un pauvre couvent! »

Son goût pour la musique, dont l'Église romaine fait un si grand usage, lui faisait prendre encore plaisir à ces exercices spirituels. Il chantait bien lui-même et l'on pouvait

Hechos de Carlos V, p. 123. — Siguença, *Orden de San Geronimo*, parte III, p. 195.

Ce dernier auteur entre dans des détails minutieux sur les habitudes et les occupations de l'empereur à Yuste. Siguença était le prieur de l'Escurial, et, dans ce palais-couvent des hiéronymites, il doit lui avoir été facile de s'entretenir constamment avec ceux de ses frères qui avaient vu Charles à Yuste. Son ouvrage, qui parut au commencement du siècle suivant, est devenu rare, si rare qu'ayant peine à s'en procurer un exemplaire, M. Gachard a dû se contenter de quelques extraits manuscrits. Nous avons eu la bonne fortune d'en obtenir un très bel exemplaire, de MM. Rich frères, libraires à Londres, dignes fils d'un homme qui, pendant plus de trente années, s'est fait distinguer, par sa sagacité et son activité, entre toutes les personnes qui recherchent les livres rares et ayant de la valeur.

[1] « Mando pregonar en los lugares comarcanos que so pena de cien açotes muger alguna no passasse de un humilladero que estasa como dos tiros de ballesta del Monasterio. » — Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 612; et le Sosie de Sandoval, Valparayso, *El Perfecto Desengano*, MS.

souvent entendre, par la fenêtre ouverte de sa chambre à coucher, sa voix claire et sonore accompagnant le chant des moines dans la chapelle. Le chœur était composé entièrement de moines, et Charles ne souffrait pas que personne s'y mêlât. Son oreille était prompte à reconnaître une voix étrangère, comme à saisir une fausse note; alors il s'arrêtait quelquefois dans ses prières, et il soulageait à demi-voix sa colère par une de ces exclamations grossières, qui, si elles s'accordaient avec les habitudes du vieux soldat, convenaient peu à son genre de vie présent [1].

Tout le temps qu'il ne donnait pas à ses exercices religieux, il le partageait entre diverses occupations, pour lesquelles il avait toujours eu du goût, sans trouver guère de loisir pour s'y livrer. Outre la passion du jardinage, il avait celle des arts mécaniques. Quelques années auparavant, étant en Allemagne, il avait inventé une espèce de voiture assez ingénieuse, pour son usage personnel [2]. Il avait amené avec lui à Yuste un ingénieur nommé Torriano, fameux par les grands travaux hydrauliques qu'il construisit à Tolède. Avec l'assistance de cet homme, mécanicien des

[1] « Si alguno se errava dezia consigo mismo : O *hideputa bermejo*, que aquel erro, o otro nombre semejante. » — Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 613.

Nous ne voulons pas blesser des oreilles délicates en traduisant ces mots de poissarde. Reconnaissons toutefois que l'auteur du *Perfecto Desengano* ne met pas ces expressions grossières dans la bouche de Charles. Il déclare cependant, tout comme Sandoval, suivre le MS. du prieur Angulo.

[2] « Non aspernatur exercitationes campestres, in quem usum paratam habet tormentariam rhedam, ad essedi speciem, præcellenti arte, et miro studio proximis hisce mensibus a se constructam. » — *Lettres sur la vie intérieure de l'empereur Charles-Quint*, écrites par Guillaume Van Male, gentilhomme de sa chambre, et publiées, pour la première fois, par le baron de Reiffenberg. Bruxelles, 1843, in-4o, ép. 8.

plus habiles, il s'amusa à faire un grand nombre de marionnettes représentant des soldats occupés à faire l'exercice. L'historien nous suppose très disposés à le croire sur parole, quand il nous parle d'oiseaux de bois inventés par ces deux excellents ouvrierset volant par les fenêtres ouvertes, devant les moines émerveillés [1]. Mais rien ne les surprit autant qu'un petit moulin à bras, propre à moudre le blé, et qui donnait assez de farine en un jour pour faire vivre un homme pendant une semaine et plus. Les bons pères trouvaient à ces merveilles un parfum prononcé de sorcellerie, et c'est peut-être l'arme qui fut tournée contre le malheureux ingénieur, lors de la persécution que lui fit subir plus tard l'Inquisition.

Charles se plaisait beaucoup, en outre, aux travaux de l'horlogerie. Il avait une grande quantité de pendules et de montres, qui mêlaient leur tictac dans ses appartements, et on conte que la difficulté qu'il rencontrait à en faire marcher deux d'accord, lui arracha un jour une exclamation sur la folie de toute tentative, faite pour amener un certain nombre d'hommes à penser de même sur la religion, quand il n'était pas possible de régler deux horloges de manière à établir entre elles un parfait accord. C'est là une réflexion philosophique qu'il paraît difficile d'attribuer à l'homme qui, couché sur son lit de mort, pressait son fils de maintenir l'Inquisition comme le ferme rempart de la foi catholique. On peut voir encore, ou du moins l'on voyait, il y a peu de temps, dans les jardins de Yuste, un cadran solaire, que Torriano construisit pour permettre à son maître de mesurer plus exactement le temps, qui s'écoulait

[1] « Interdum ligneos passerculos emisit cubiculo volantes revolantesque. » — Strada, *De Bello Belgico*, tom. I, p. 15.

avec lenteur, au milieu des monotones occupations du monastère [1].

Quoique ennemi des visites de curiosité ou de simple cérémonie [2], Charles consentait à recevoir quelques-uns des nobles dont les terres étaient situées dans le voisinage et qui, animés de sentiments de fidélité et d'affection envers leur ancien maître, étaient empressés de lui témoigner leur respect dans sa retraite. Mais, entre tous ceux qu'il reçut, aucun ne paraît lui avoir fait plus de plaisir que François Borja, duc de Gandia, que l'Église romaine a mis plus tard au nombre de ses saints. Comme Charles, il avait occupé dans le monde une haute et brillante position; comme lui, il avait reconnu que la gloire terrestre n'est que vanité. A la fleur de l'âge, il quitta la scène agitée où il avait joué un rôle, et entra dans un collége de jésuites. Invité par l'empereur, Borja fit plus d'une visite à Yuste, et Charles trouvait une grande consolation à causer, avec cet ancien ami, des sujets qui leur offraient à tous deux le plus vif intérêt. Ces entrevues eurent pour résultat de les confirmer l'un et l'autre dans leur conviction qu'ils avaient fait sagement de renoncer au monde et de se consacrer au service du ciel.

L'empereur reçut aussi la visite de ses deux sœurs, les reines douairières de France et de Hongrie, qui, nous l'avons vu, avaient accompagné leur frère à son retour en Espagne. Mais le voyage était trop difficile et le logement à Yuste trop peu commode, pour engager ces princesses à y prolonger leur séjour, ou, sauf une seule exception de la part de la reine de Hongrie, à y renouveler leur visite.

[1] Ford, *Handbook of Spain*, p. 552.

[2] « A nemine, ne a proceribus quidem quacumque ex causa se adiri, aut conveniri, nisi ægre admodum patiebatur. » *Sepulvedæ Opera*, t. II, p. 541.

Mais il y avait quelqu'un à qui l'empereur s'intéressait bien autrement qu'à ses sœurs; c'était un enfant, de douze ans à peine, recueilli dans la famille de son majordome Quixada, au village voisin de Cuacos. C'était, comme on le nomma dans la suite, don Juan d'Autriche, le futur héros de Lépante. Il était le fils naturel de Charles, fait ignoré de tous, du vivant de son père, à l'exception de Quixada, qui fit entrer l'enfant dans le couvent comme son page. Celui-ci, à cet âge, montrait déjà, par quelques lueurs, cette brillante intelligence qui le fit remarquer plus tard; il était la consolation des vieux jours de son père, chez lequel il entretenait ces sentiments d'affection qui auraient pu se flétrir dans l'atmosphère glaciale du cloître.

Les étrangers étaient sûrs d'être bien reçus quand, arrivant du théâtre de la guerre, ils pouvaient fournir des renseignements, recherchés par l'empereur, sur l'état des choses au dehors. C'est ainsi que nous le trouvons causant avec un officier, du nom de Spinosa, venu des Pays-Bas, et lui faisant mille questions sur l'état de l'armée, l'organisation et l'équipement des différents corps et d'autres particularités, témoignant ainsi le vif intérêt qu'il prenait à la conduite de la guerre [1].

C'est une opinion communément répandue que l'empereur, après sa retraite à Yuste, y vécut comme s'il y était enterré vif, et retranché entièrement du monde : — « aussi parfaitement détaché des affaires du royaume et du gouver-

[1] « Le hizo mas preguntas que se pudieran hazer á la donzella Theodor, de que todo dio buena razon y de lo que vio y oyo en Francia, provisiones de obispados, cargos de Italia, y de la infanteria y caballeria, artilleria, gastadores, armas de mano y de otras cosas. » — Carta de Martin de Gaztelu á Juan Vazquez, 18 de Mayo 1558, MS.

nement, » dit un de ses biographes, « que s'il n'y avait jamais pris part [1] ; » — « si profondément absorbé dans sa solitude, » dit un autre contemporain, « que ni les révolutions, ni les guerres, ni l'arrivage de monceaux d'or des Indes n'avaient le pouvoir de troubler sa tranquillité [2]. »

Il en était si peu ainsi, que l'empereur continua non seulement de s'intéresser aux affaires publiques, mais de les diriger en grande partie, du fond de son couvent [3]. Philippe, qui avait le bon sens d'écouter la longue expérience et la sagesse de son père, lui demandait constamment son avis sur les grandes questions politiques; et il était si loin de ressentir ces sentiments de jalousie dont on l'accuse souvent, que nous le voyons, dans un moment où l'horizon était particulièrement chargé de nuages, supplier l'empereur de quitter sa retraite et de l'assister non seulement de ses conseils, mais de sa présence et de son autorité [4]. La fille

[1] « Retirose tanto de los negocios del Reyno y cosas de govierno, como si jamas uviera tenido parte en ellos. » — Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 614. — Voy. aussi Valparayso, *El Perfecto Desengano*, MS., qui se sert des mêmes expressions, empruntées probablement à Angulo, à moins que nous ne les supposions pillées dans Sandoval.

[2] « Ut neque aurum, quod ingenti copia per id tempus Hispana classis illi advexit ab India, neque strepitus bellorum, ... quidquam potuerint animum illum flectere, tot retro annis assuetum armorum sono. » — Strada, *De Bello Belgico*, tom. I, p. 14.

[3] Il est singulier que Sepulveda, qui vit Charles dans sa retraite, soit, que nous sachions, le seul historien qui ait reconnu ce fait, si bien établi par les lettres de Yuste. « Summis enim rebus, ut de bello et pace se consuli, deque fratris liberorum et sororum salute, et statu rerum certiorem fieri non recusabat. » — *Opera*, tom. II, p. 541.

[4] « Supplicando con toda humildad e instancia á su Magestad tenga por bien de esforzarse en esta coyuntura, socorriéndome y ayudándome, no solo con su parecer y consejo que es el mayor caudal que puedo tener, pero con la presencia de su persona y autoridad, saliendo del monasterio, á la

de l'empereur, Jeanne, régente de Castille, de Valladolid où elle résidait, à cinquante lieues seulement de Yuste, entretenait une correspondance suivie avec son père, qu'elle consultait sur la conduite du gouvernement. Quoiqu'il pût se sentir soulagé de toute responsabilité, Charles paraît s'être inquiété du succès de l'administration de Philippe, autant que si c'eût été la sienne. « Écrivez plus amplement, » dit un de ses secrétaires, dans une lettre au secrétaire du conseil de la régente; « l'empereur tient à connaître ce qui se passe, dans tous les détails [1]. » Charles suivit avec l'attention la plus soutenue la marche de la campagne d'Italie. Il ne manifestait aucun des scrupules témoignés par Philippe, mais il déclarait hautement que, devant Dieu et devant les hommes, la guerre avec le pape était une guerre juste [2]. Quand il recevait des lettres de l'étranger, on l'entendait même regretter de n'y pas trouver l'annonce de la mort de Paul ou de Caraffa [3] ! Il fut très chagriné de la trêve accordée par le duc d'Albe au pontife romain, et laissa même percer, à cette occasion, le regret d'avoir résigné le pouvoir. Il fut bien plus encore mécontent de la paix et de ses conditions, publiques et secrètes, et, quand le duc d'Albe parla d'évacuer Naples, sa colère, comme le

parte y lugar que mas comodo sea á su salud. » — *Retiro, Estancia*, etc., ap. Mignet, *Charles-Quint*, p. 256, note.

[1] « Siempre, en estas cosas, pregunta si no hay mas. » — Carta de Martin de Gaztelu á Juan Vazquez, 8 de Noviembre 1556, MS.

[2] « Pues no se puede hazer otra cosa, y el Rey se ha justificado en tantas maneras cumpliendo con Dios y el mundo, por escusar los danos que dello se seguiran, forzado sera usar del ultimo remedio. » — Carta del Emperador á Vazquez, 8 de Agosto 1557, MS.

[3] « Del Papa y de Caraffa se siente aqui que no haya llegado la nueva de que se han muerto. » — Carta de Martin de Gaztelu á Juan Vazquez, 8 de Noviembre 1556, MS.

remarque son secrétaire, « alla plus loin qu'il ne convenait à sa mauvaise santé [1]. »

Il prit le même intérêt à la guerre avec la France. La prise de Calais le jeta dans les plus vives alarmes. Mais, dans les lettres qu'il écrivit en cette circonstance, au lieu de perdre son temps à se lamenter vainement, on le voit appliqué seulement à rechercher les meilleurs moyens d'aider Philippe au milieu de ses embarras [2]. La nouvelle de la victoire de Saint-Quentin lui rendit la fierté qu'il avait perdue. Il tourna ses regards vers Paris et se montra empressé de connaître la route que son fils avait prise après la bataille [3]. Au rapport de Brantôme, en apprenant cette nouvelle, il demanda brusquement : « Philippe est-il à Paris? » — Il jugeait son fils d'après lui-même [4].

Dans un autre moment, nous le voyons conduire des négociations avec la Navarre [5] et ouvrir de nouveau une

[1] « Sobre que su magestad dizo algunas cosas con mas colera de la que para su salud conviene. » — Carta de Martin de Gaztelu á Juan Vazquez, 10 de Enero 1558, MS.

[2] Voy. surtout Carta del Emperador á su Alteza, 4 de Febrero 1558, MS.

[3] « Su Magestad está con mucho cuidado por saber que camino ará tomado el Rey despues de acabada quella empresa. » — Carta de Luis de Quixada á Juan Vazquez, 27 de Setiembre 1557, MS.

[4] Brantôme, *Œuvres*, tom. I, p. 11.

Que Charles ait ou non fait cette question, il est évident, d'après une lettre conservée dans la collection de Gonzalez, qu'elle était au fond de sa pensée. « Su Magestad tenia gran deseo de saber que partido tomaba el rey su hijo despues de la victoria, y que estaba impacientissimo formando cuentas de que ya deberia estar sobre Paris. » — Carta de Quixada, 19 de Setiembre 1557, ap. Mignet, *Charles-Quint*, p. 279.

Il est singulier que cette intéressante lettre ne se trouve ni dans la collection de M. Gachard, ni dans celle que nous possédons et qui est prise aux mêmes sources.

[5] Cartas del Emperador á Juan Vazquez, de Setiembre 27 y Octubre 31, 1557, MS.

correspondance avec sa sœur, la régente de Portugal, pour faire reconnaître son petit-fils Carlos, en qualité d'héritier de la couronne de ce pays, si le jeune roi, son cousin, venait à mourir. Ce plan échoua, car la régente n'eût voulu y entrer, selon ce qu'elle dit, à aucun prix. Mais c'était une idée grandiose, celle de réunir sous un même sceptre ces deux pays, qu'une communauté de race, de langue et d'institutions, semblait destiner naturellement à n'en former qu'un seul. Ce vaste projet montre qu'au fond du cloître, l'ambitieuse imagination de l'empereur n'était pas éteinte. Quel eût été le ravissement de Charles, s'il avait pu prévoir que cette réunion tant désirée s'accomplirait sous Philippe [1] !

Mais l'objet qui occupait particulièrement l'attention de

[1] L'empereur marque son désir de voir son petit-fils recueillir cette succession, dans une lettre adressée ultérieurement à Philippe. (Carta del Emperador al Rey, 31 de Marzo 1558, MS.) Un compte rendu complet de cette affaire de Portugal a été donné par Cienfuegos, *Vida de S. Francisco de Borja*, Barcelona, 1754, p. 269 et suiv.

La personne que Charles employa dans cette affaire délicate n'était autre que son ami, François Borja, l'ancien duc de Gandia, qui avait, comme lui, cherché à l'ombre du cloître une retraite loin du monde. Les biographes, qui rappellent les miracles et les vertus merveilleuses du saint jésuite, consacrent plusieurs chapitres à ses visites à Yuste. Ses conversations avec l'empereur sont rapportées avec une minutie que Boswell pourrait envier et qui pourrait nous trouver sceptiques, si nous ne supposions pas qu'elles ont été rapportées par Borja lui-même. Un des sujets qui revenaient le plus souvent dans la discussion, étaient les mérites de l'ordre dans lequel l'ami de l'empereur était entré. Cet ordre n'avait pas encore atteint cette haute position où sa rare discipline le fit parvenir par la suite, et Charles eût volontiers persuadé à son ami d'en sortir pour entrer dans celui des hiéronymites, dont il partageait l'habitation. Mais il paraît que Borja, s'il ne satisfit pas l'empereur, le réduisit du moins au silence, par des arguments qui prouvent que son esprit pénétrant discernait déjà les germes de la future grandeur du nouvel ordre. — *Ibid.*, p. 273-279. — Ribadeneira, *Vita Francisci Borgiæ*, lat. trans. Antverpiæ, 1598, p. 110 et seq.

Charles dans sa retraite était, par une assez grande singularité, la situation financière du royaume. « J'ai sans cesse pris soin, » écrit-il à Philippe, « d'insister, dans toutes mes lettres à votre sœur, sur la nécessité qu'il y a de vous procurer de l'argent; je ne puis plus guère vous être autrement utile [1]. » En effet, il paraît qu'on avait constamment recours à lui, quand il s'agissait de trouver de l'argent pour continuer la guerre. Ce fait démontre l'erreur où sont tombés les historiens qui accusent Philippe d'avoir retiré à son père les moyens de conserver un train de maison convenable à Yuste. En réalité, Charles établissait lui-même le montant de sa pension, et on le voit, dans une de ses lettres, la fixer, au lieu de seize mille ducats, dont elle était auparavant, à vingt mille, payables par quart et d'avance [2]. On peut penser que le payement n'eut pas toujours lieu exactement, dans un pays où cette exactitude eût été un miracle.

Charles avait un plus grand sujet d'irritation dans la conduite de quelques-uns des agents du gouvernement avec qui il avait affaire, quand il s'occupait de finances. Rien ne paraît avoir autant excité sa bile à Yuste, que la manière d'agir de certains membres de la chambre de commerce de Séville. « J'ai tardé de vous écrire, » dit-il dans une lettre à sa fille, la régente, « pour voir si, avec le temps, ma colère

[1] Carta del Emperador al Rey, 25 de Mayo 1558, MS.

On lit en marge de cette lettre les notes suivantes de Philippe lui-même, qui montrent l'importance qu'il attachait à l'entremise de son père dans cette question : « Volvérselo a suplicar con gran instancia, pues quedamos in tales términos que, si me ayudan con dinero, los podriamos atraer á lo que conviniesse. » « Besalle las manos por lo que en esto ha mandado y suplicalle lo lleve adelante y que de acá se hará lo mismo, y avisarle de lo que se han hecho hasta agora. »

[2] « Carta Del Emperador á Juan Vazquez, 31 de Marzo 1557, MS.

ne tomberait pas. Mais, loin de là, elle augmente et elle ira en augmentant, jusqu'au jour où j'apprendrai que ceux qui ont fait le mal l'ont expié. N'étaient mes infirmités, » ajoute-t-il, « j'irais moi-même à Séville, je rechercherais les auteurs de cette coquinerie et leur ferais bientôt rendre compte de leur conduite [1]. » « L'empereur me commande » écrit son secrétaire Gaztelu, « d'ordonner que les coupables soient jetés dans les fers et, pour les mortifier davantage, qu'ils soient conduits en plein jour à Simancas, où ils seront logés, non dans des tours ni dans des chambres, mais dans une prison. Vraiment son indignation est si grande, et il me dicte des expressions d'une telle violence sanguinaire, que vous me pardonnerez, si mon langage n'est pas aussi mesuré qu'il devrait l'être [2]. » Il était d'usage que la chambre de commerce reçût l'or arrivant des Indes, pour compte de l'État ou des particuliers ; elle le tenait à la disposition du gouvernement et payait les marchands intéressés en fonds publics. Naturellement les marchands n'avaient pas dans cette garantie la confiance que leur donnait la possession même de leur or. Ils s'entendirent avec des membres de la chambre de commerce et rentrèrent secrètement en jouissance de leur bien. Le gouvernement fut ainsi frustré, aux yeux de l'empereur, de sommes considérables sur lesquelles il avait compté. C'était là, semblait-il, le crime qui

[1] Carta del Emperador á la Princesa, 31 de Marzo 1557, MS. — La lettre entière de Charles est singulièrement caractéristique. Le ton d'autorité qui y règne montre qu'en déposant la couronne il n'avait pas déposé le caractère d'un souverain et même d'un souverain absolu.

[2] « Es tal su indignacion y tan sangrientas las palabras y vehemencia con que manda escribir á v. m. que me disculpará sino lo hago con mas templança y modo. » — Carta de Martin de Gaztelu á Juan Vazquez, 12 de Mayo 1557, MS.

avait porté au comble l'indignation de Charles, dont le tempérament phlegmatique avait toujours été sujet à ces brusques accès de colère; il ne semble pas que sa vie monastique ait eu le pouvoir de modifier son caractère à cet égard.

Pendant les dix premiers mois qui suivirent son arrivée à Yuste, la santé de l'empereur s'était généralement améliorée, grâce à l'influence d'une douce température, au repos de la vie claustrale et surtout à l'absence des soucis de la royauté [1]. Les attaques de goutte avaient été plus rares et moins fortes qu'auparavant. Mais, au printemps de 1558, la maladie reparut avec une nouvelle violence. « Je n'ai pas, » écrit-il à Philippe, « été en état d'entendre un seul sermon, de tout le carême [2]. » Il fut des mois entiers sans presque avoir la force de tracer une ligne. Ses souffrances physiques pesaient sur son esprit, qui tomba dans un profond abattement, à la nouvelle de la mort d'Éléonore, sœur de Charles et reine douairière de France et de Portugal. Cet événement eut lieu au mois de février 1558.

Les liens d'une affection profonde et réciproque unissaient, paraît-il, Charles et ses deux sœurs. La douceur de caractère de la reine Éléonore la rendait particulièrement chère à l'empereur, qui ressentit cette perte aussi vivement qu'il eût ressenti celle d'un de ses enfants. « Elle était bonne

[1] « Sa Majesté était si bien, » écrit Gaztelu, dans les premiers jours de l'été de 1557, « qu'elle pouvait se lever de son siége et tenir son arquebuse sans aide. » L'empereur pouvait même tirer les pigeons ramiers avec son fusil de chasse. — Carta de Gaztelu á Vazquez, 5 de Junio 1557, MS.

[2] « Porque desde tantos de noviembre hasta pocos dias hame ha dado [la gota] tres vezes y muy rezio, y me ha tenido muchos dias en la cama, y hestado hasta de poco acá tan trabajado y flaco que en toda esta quaresma no he podido oyr un sermon, y esto es la causa porque no os escribo esta de mi mano. » — Carta del Emperador al Rey, 7 de Abril 1558, MS.

chrétienne, » dit-il à son secrétaire Gaztelu, et, les joues inondées de larmes, il ajouta : « Nous nous sommes toujours aimés. Elle était mon aînée de quinze mois, et, avant qu'il se soit écoulé autant de temps, je l'aurai rejointe [1]. » La moitié de ce temps n'était pas passée que la triste prédiction s'était accomplie.

A cette époque, ainsi qu'on le verra plus loin, l'attention du gouvernement s'était éveillée sur l'hérésie luthérienne, qui avait déjà commencé à se montrer sur plusieurs points du pays. Charles avait une large part de cet esprit de bigoterie, qui appartenait à la famille royale de Castille, dont il descendait. Tant qu'il avait été assis sur le trône, des considérations politiques avaient un peu contenu ses sentiments, mais, retiré au fond d'un cloître, il ne consulta plus d'autres intérêts que ceux de la religion et il donna un libre essor à l'intolérance qui lui était naturelle. Dans une lettre adressée, le 3 mai 1558, à sa fille Jeanne, il s'exprime ainsi : « Dites au grand inquisiteur, de ma part, qu'il soit à son poste et qu'il mette la hache à la racine du mal, avant qu'il se propage. Je me repose sur votre zèle pour faire punir les coupables, sans aucune distinction, avec toute la rigueur due à leurs crimes [2]. » Dans une autre lettre à sa

[1] « Sintiolo cierto mucho, y se le arrasáron los ojos, y me dijo lo mucho que él y la de Francia se habian siempre querido, y por cuan buena cristiana la tenia, y que le llevaba quince meses de tiempo, y que, segun él se iba sintiendo, de poco acá podria ser que dentro de ellos le hiciese compania. » — Carta de Gaztelu á Vazquez, 21 de Febrero 1558, ap. Gachard, *Retraite et mort*, t. I, p. 270. Voy. aussi Mignet, *Charles-Quint*, p. 339.

[2] « Y que para ello les deis y mandeis dar todo el favor y calor que fuere necesario y para que los que fueren culpados sean punidos y castigados con la demostracion y rigor que la cualidad de sus culpas mereceran y esto sin exception de persona alguna. » — Carta del Emperador á la Princesa, 3 de Mayo 1558, MS.

fille, écrite trois semaines plus tard, il dit : « Si je n'avais pas une entière assurance que vous ferez votre devoir et couperez court au mal en châtiant tout d'abord les coupables, je ne sais comment je pourrais me retenir de quitter le couvent, pour appliquer de mes mains le remède [1]. » Ainsi Charles élevait la voix du fond de sa retraite au milieu des montagnes, et assumait en grande partie la responsabilité d'une sanglante persécution, que ses efforts et son influence rendirent plus active et qui porta malheur à l'Espagne, lorsque Charles lui-même en avait déjà rendu compte à Dieu.

Vers le milieu du mois d'août, le vieil ennemi de l'empereur, la goutte, revint le tourmenter plus cruellement. Des symptômes d'une nature alarmante se produisirent en même temps; il était clair que la forte constitution de Charles était brisée. On attribua ces symptômes à un froid que le malade avait pris; il semble qu'il y avait pourtant de bonnes raisons pour les rapporter à son intempérance. Il continuait, en effet, à satisfaire son appétit à l'aide des mets qui lui convenaient le moins, tout comme aux jours où une vie plus active les lui faisait mieux digérer. Le médecin, il est vrai, se tenait près de lui, aussi empressé que le docteur de Sancho Pança, dans son île, à s'élever contre ce que faisait son maître. Malheureusement, il ne possédait pas la même autorité, et un pâté d'anguilles, un chapon bien épicé ou toute autre friandise condamnée exerçait sur Charles une fascination trop grande, pour qu'il pût prendre garde aux avertissements de son médecin.

Le mauvais état de santé de l'empereur peut lui avoir

[1] « No se si toviera sufrimiento para no salir de aqui arremediallo. » — Carta del Emperador á la Princesa, 25 de Mayo 1558, MS.

donné un pressentiment de sa fin prochaine, et il le marqua, on l'a vu, quelque temps auparavant, dans une conversation avec Gaztelu. Ce sont peut-être les sérieuses réflexions, suite naturelle de ce pressentiment, qui lui inspirèrent à la fin du mois d'août l'idée étrange de se préparer au dénouement de sa vie, en faisant célébrer ses funérailles. Il consulta à cet égard son confesseur, homme accommodant, qui l'encouragea dans l'exécution de son projet, en le lui faisant considérer comme un acte méritoire. La chapelle fut donc tendue de noir et l'éclat de centaines de cierges ne suffit pas à dissiper l'obscurité où elle était plongée. Les moines en costume et la maison de l'empereur, vêtue d'habits de deuil, s'y pressaient autour d'un grand catafalque, couvert d'un drap noir et élevé au centre de la chapelle. Le service funèbre eut alors lieu, et, tandis que les moines chantaient tristement, des prières montèrent au ciel pour y faire recevoir, dans les demeures des bienheureux, l'âme qui avait quitté la terre. Les assistants remplis de douleur fondirent en larmes, soit que le tableau de la mort de leur maître se présentât à leur esprit, ou qu'ils fussent touchés de pitié à la pensée qu'il étalait si déplorablement sa faiblesse d'esprit. Charles, enveloppé dans un manteau de couleur sombre et portant dans la main un cierge allumé, se tenait mêlé avec les gens de sa maison et assistait au spectacle de ses obsèques. Il mit fin à cette lamentable cérémonie en remettant son flambeau au prêtre, en signe qu'il rendait son âme au Tout-Puissant.

Tel est le rapport que nous donnent de cette parodie lugubre les chroniqueurs hiéronymites, qui nous font connaître la vie de Charles-Quint dans le couvent de Yuste. Les historiens qui se sont succédé jusqu'à nos jours l'ont répété, sans

lui rien faire perdre [1]. Il ne paraît pas qu'on ait eu le moindre donte sur de l'exactitude de ce récit, avant que le scepticisme historique de notre temps l'eût soumis à un examen plus critique. On découvrit alors qu'il n'y a pas un mot relatif à cette affaire, dans les lettres d'aucune des personnes de la suite de l'empereur, résidant à Yuste. Cependant il existe de longues lettres écrites par le médecin de Charles, par son majordome et par son secrétaire, le 31 août, jour des funérailles, et le 1er septembre. Le silence gardé par ces personnes est inconcevable, avec l'impression toute récente, produite par cet événement.

Une chose est certaine, c'est que, si les funérailles ont réellement eu lieu, elles n'ont pu être célébrées au jour qu'on leur assigne : en effet, le 31 août, l'empereur souffrait d'un accès de goutte, mal que le médecin décrit dans tous ses détails et dont le malade ne devait pas se relever jamais. Il est donc tout à fait incroyable que ces lettres n'eussent rien dit d'une cérémonie, qui devait avoir eu un aussi mauvais effet sur le système nerveux de Charles.

Cependant le récit de ces obsèques nous vient d'un des hiéronymites alors demeurant à Yuste, qui parle des émo-

[1] L'historique de cette affaire nous montre par un excellent exemple la vérité du *crescit eundo*. L'auteur du manuscrit découvert par M. Bakhuizen, et dont il sera question plus amplement à la note suivante, était présent à la cérémonie et se borne néanmoins à une esquisse de ce tableau. Siguença, qui pour le temps et l'autorité le suit de près, parle du cierge allumé que Charles remit au prêtre. Strada, écrivant près d'un siècle plus tard, met fin à cette comédie en faisant tomber le rideau sur l'évanouissement de l'empereur. Enfin Robertson, après avoir revêtu l'empereur du drap mortuaire et l'avoir couché dans son cercueil, où il prie avec l'assistance pour le repos de son âme, l'y laisse livré à ses méditations après le départ des moines. Il n'est pas facile de dire où Robertson a puisé ces détails ; ce n'est certainement pas chez les autorités qu'il cite.

tions qu'il ressentit avec les autres membres de la communauté, en voyant un homme s'enterrer ainsi tout vivant et assister avant sa mort à ses propres funérailles [1]. Le même récit est fait par un autre membre de la communauté, le prieur de l'Escurial, qui était parfaitement à même de s'entretenir à ce sujet avec des témoins oculaires [2]. Enfin le fait est confirmé par plus d'un écrivain assez rapproché de cette époque, pour pouvoir s'en assurer [3]. En effet, les personnes

[1] « Et j'assure que le cœur nous fendait de voir qu'un homme voulût en quelque sorte s'enterrer vivant, et faire ses obsèques avant de mourir. » — Gachard, *Retraite et mort*, tom. I, p. 56.

M. Gachard a donné une traduction du chapitre relatif aux funérailles, qui se trouve dans un curieux manuscrit, traitant de la vie de Charles-Quint au couvent de Yuste, découvert par M. Bakhuizen dans les archives de Bruxelles. L'auteur étant un des frères qui habitaient le couvent à l'époque où l'empereur y résidait, le manuscrit acquiert ainsi la plus grande autorité. M. Gachard rendra certainement un service signalé à l'histoire en le publiant dans le second volume de son ouvrage : *Retraite et mort.*

[2] Siguença, *Historia de la Orden de San Geronimo*, part. III, p. 200, 201.

L'ouvrage de Siguença, qui unit une science curieuse à une élégante simplicité de style, fut le fruit de plusieurs années de travail. Le troisième volume, renfermant la partie relative à l'empereur, parut en 1605, un an avant la mort de l'auteur, qui, nous l'avons déjà remarqué, doit avoir communiqué journellement avec plusieurs des moines, lorsque, après la mort de Charles, leur résidence fut transférée de Yuste aux sombres solitudes de l'Escurial.

[3] Citons, entre autres, Vera y Figueroa, comte de la Roca, dont l'ouvrage peu étendu parut en 1613; Strada, qui écrivit une vingtaine d'années plus tard, et le marquis de Valparayso, dont le manuscrit porte la date de 1638. Nous ne parlons pas de Sandoval, souvent cité comme une autorité au sujet des funérailles de l'empereur, et qui, en disant que l'argent destiné à de fausses obsèques fut enfin employé à de vraies, fait supposer que les fausses n'eurent pas lieu.

Il est à désirer que le manuscrit de Fray Martin de Angulo soit découvert et mis au jour. Prieur de Yuste au temps où Charles y demeurait, son témoignage serait irrécusable. Sandoval et le marquis de Valparayso

qui nous ont les premières rapporté ce fait, se trouvaient en position de le connaître si bien, qu'on ne pourrait croire à une erreur de leur part, au cas où leur récit serait controuvé. On aurait à leur reprocher d'avoir sciemment débité un mensonge. Il est bien vrai que les moines ne se font pas toujours scrupule d'en inventer, surtout lorsqu'ils tournent à l'honneur de leur ordre. Mais quel intérêt les hiéronymites auraient-ils eu à fabriquer un mensonge aussi extravagant? Cette supposition ne s'accorde guère avec le caractère respectable des écrivains, ni avec l'air de simplicité et de bonne foi qui se remarque dans leurs récits [1].

Il nous est permis de sentir notre confiance ébranlée, à la pensée qu'aucune des lettres écrites de Yuste ne fait allusion à ces funérailles, et que surtout celles-ci n'ont positivement pas pu avoir lieu au jour qui leur est assigné. Cependant nous devons reconnaître qu'il y a loin d'une erreur de date à la preuve de l'invention d'un fait, et d'ailleurs, nous avons eu plus d'une fois l'occasion de le remarquer, l'exactitude chronologique n'était pas plus, au XVI[e] siècle, la vertu des moines que des autres personnes écrivant l'histoire. Il n'y aurait rien d'étrange à ce que les funérailles eussent été célébrées quelques jours avant la date qu'on leur assigne. Nous n'avons pas de lettres de Yuste datées entre le 18 et le 28 août; du moins, nous n'en connaissons pas et nous ne sachions pas qu'il y en

déclarent tous deux suivre principalement le récit d'Angulo, et cependant ils ne s'accordent pas dans la description des obsèques.

[1] On peut dire que l'ouvrage du moine de Yuste, Siguença, est *simplex munditiis*, simple et sans apprêt. Ce manuscrit, découvert à Bruxelles, porte, dit M. Gachard, le cachet de la simplicité et de la vérité. — *Retraite et mort*, tom. I, p. 20.

ait de citées par d'autres. Si plus tard on en découvre une écrite pendant cet intervalle, on y trouvera peut-être une allusion faite à cet événement. S'il n'y a pas eu de lettres écrites dans ce moment, le silence gardé par les personnes qui écrivirent à la fin d'août et au commencement de septembre peut s'expliquer par ceci, qu'il s'était écoulé un trop long temps depuis les obsèques de l'empereur, pour que ces personnes pussent supposer qu'il existât un rapport quelconque entre ce fait et la maladie de l'empereur, dont il s'agit dans leur correspondance. A quelque point de vue que l'on se place, les difficultés se présentent d'elles-mêmes, mais le lecteur peut trouver tout aussi raisonnable de s'en rendre compte par la supposition d'une erreur involontaire, que par celle d'un pur mensonge.

Le caractère même de Charles donnerait quelque probabilité à la première de ces opinions. Il y avait dans le sang royal de Castille un germe de folie, qui fut surtout remarquable chez la mère de l'empereur, Jeanne, et qui parut aussi, à un certain degré, dans les actes de celui-ci, avant qu'il se retirât au monastère de Yuste. Si nous ne nous accordons pas avec Paul IV pour regarder cette retraite même de Charles comme une preuve évidente qu'il était fou [1], nous le voyons cependant, à cette époque, près de donner, en plus d'une occasion, des signes de folie. C'est ainsi qu'il prenait un étrange plaisir à faire célébrer les obsèques, non seulement des membres de sa famille, mais de toute personne qui paraissait avoir droit à cet honneur par sa position. Il ne mourait pas un chevalier de la Toison d'or, sans qu'il ne lui fît faire des funérailles solennelles.

[1] Mignet, *Charles-Quint*, p. 1.

C'étaient là, semblait-il, les fêtes de la vie monastique de Charles. Ces lugubres cérémonies avaient pour lui un attrait puissant, qui rappelle la démence de Jeanne, sa mère, voyageant partout avec le cadavre de son mari, dont elle refusait obstinément de se séparer. C'est après avoir fait célébrer les obsèques de ses parents et de sa femme, qui durèrent plusieurs jours, qu'il eut, nous dit-on, l'idée de commander les siennes, extravagance qu'il est plus facile d'admettre, si l'on pense à l'état maladif où pouvait se trouver son esprit, surexcité par une longue et triste préparation à la mort.

Quoi qu'il en soit de cet enterrement théâtral, il paraît que Charles se trouva indisposé, le 30 août, et qu'à la suite de cette indisposition les symptômes les plus alarmants se déclarèrent dès le lendemain. Les hiéronymites qui se sont constitués ses biographes entrent ici dans certains détails, que les lettres de Yuste ne nous donnent pas. Ils racontent que, dans la soirée du 31, Charles se fit apporter un portrait de l'impératrice, sa femme; il en avait, nous l'avons vu, plus d'un dans sa collection. Il resta longtemps à regarder cette belle figure, « comme si, » dit le chroniqueur, « il priait la morte de tenir prête pour lui une place dans les célestes demeures qu'elle était allée habiter [1]. » Il passa de cette contemplation à celle du tableau du Titien, « L'agonie dans le jardin des olives, » puis à cette œuvre immortelle de ce peintre, qui a nom « Gloria » et qui ornait, dit-on, le maître-autel de l'église du couvent; ce tableau suivit ensuite les restes de l'empereur à l'Escurial [2]. Il arrêta

[1] « Estuvo un poco contemplandole, devia de pedirle, que le previniesse lugar en el Alcazar glorioso que habitava. » — Vera y Figueroa, *Carlos Quinto*, p. 127.

[2] Ce tableau célèbre, une des meilleures productions de ce maître, est

si longtemps ses yeux sur cette toile et avec une attention si soutenue, que le médecin s'inquiéta, craignant l'effet d'une pareille surexcitation, dans l'état de faiblesse où était le malade. Ces inquiétudes étaient bien fondées; en effet, Charles, sortant enfin de sa rêverie, se tourna vers le docteur et lui déclara qu'il se trouvait mal. Le pouls annonçait une fièvre chaude. Les symptômes devenant plus graves, le médecin le saigna, sans qu'il en éprouvât aucun soulagement[1]. La régente Jeanne, en apprenant le danger que courait son père, se hâta de lui envoyer de Valladolid son médecin. Mais la science humaine était désormais impuissante, et bientôt il devint évident que l'empereur touchait à la fin de sa vie[2].

Charles reçut la fatale nouvelle, non seulement avec calme mais avec joie. C'était, dit-il, ce que depuis longtemps il avait désiré. Son premier soin fut d'achever de prendre des arrangements relativement à ses affaires. Il ajouta, le 9 septembre, un codicille à son testament. Ce testament, fait quelques années auparavant, était très étendu et le codicille n'avait pas le mérite d'être court. Il avait principalement pour but de pourvoir au sort de ceux qui avaient suivi l'empereur à Yuste. Celui-ci n'y fait pas une seule fois mention de son fils, don Juan d'Autriche.

aujourd'hui un des plus magnifiques ornements du musée de Madrid. — Voy. Ford, *Handbook of Spain*, p. 758.

[1] Pour les détails donnés plus haut sur le commencement de la maladie de Charles, voy. Siguença, *Orden de San Geronimo*, parte III, p. 201; Vera y Figueroa, *Carlos Quinto*, p. 127; Valparayso, *El Perfecto Desangano*, MS.

[2] Vera y Figueroa, *Carlos Quinto*, p. 127. — Siguença, *Orden de San Geronimo*, parte III, p. 201. — Carta de Luis Quixada al Rey, 17 de Setiembre 1558, MS.

Il paraît qu'il avait communiqué ses intentions au sujet de ce fils à son majordome, Quixada, qui s'était secrètement et longuement entretenu avec son maître, quelques jours avant la mort de ce dernier. Les recommandations de Charles semblent avoir été scrupuleusement observées par Philippe[1].

Une des clauses de ce codicille mérite de fixer l'attention. L'empereur supplie son fils, au nom de l'obéissance qu'il lui doit, de faire poursuivre et juger tous les hérétiques qui se trouvent dans ses États, sans exception et sans faire grâce à personne. Il conjure Philippe d'aimer la sainte Inquisition, comme le meilleur instrument mis à sa disposition pour accomplir cette bonne œuvre. « Ainsi, » dit-il en finissant, « vous aurez ma bénédiction et le Seigneur vous favorisera dans toutes vos entreprises[2]. » Telles furent les dernières paroles du monarque mourant, à son fils. Elles ne tombèrent pas dans une oreille indocile, et elles aiguisèrent le glaive de la persécution que Philippe avait déjà tiré du fourreau.

[1] Il paraît que la régente Jeanne soupçonnait, pour l'une ou l'autre raison, que l'enfant confié aux soins de Quixada était le fils de l'empereur. Quelques semaines après la mort de son père, elle fit écrire une lettre au majordome pour lui demander s'il en était ainsi et lui témoigner son désir de pourvoir en ce cas, d'une manière convenable, au sort de don Juan. Le circonspect Quixada, qui raconte le fait dans sa correspondance privée avec Philippe, essaya de donner le change à la régente, en déclarant que l'enfant était le fils d'un ami à lui, et que l'empereur ne l'ayant pas du tout mentionné dans son testament, le bruit venu à l'oreille de la régente ne pouvait avoir aucun fondement. « Ser ansy que yo tenya un muchacho de hun caballero amygo myo que me abia encomendado anos a, y que pues S. M. en su testamento ni codecilyo, no azia memorya del, que hera razon tenello por burla. » — Carta de Luis Quixada al Rey, 28 de Noviembre 1558, MS.

[2] Codicilo del Emperador, ap. Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 657.

Le 19 septembre, les forces de Charles avaient baissé au point qu'on jugea le temps venu de lui administrer l'extrême-onction. Il voulut la recevoir dans les formes en usage pour les moines, c'est-à-dire avec l'addition d'une litanie, des sept psaumes de la pénitence et de plusieurs autres passages des Écritures. Cette cérémonie était plus longue et plus fatigante ainsi, qu'elle ne l'était pour les laïques; Charles eut pourtant la force de la supporter et il voulut communier le lendemain, comme il l'avait souvent fait pendant le cours de sa maladie. Son confesseur lui représentant qu'après l'extrême-onction ce n'était plus nécessaire, il répondit : « Cela peut être, mais c'est une bonne précaution pour le long voyage que je vais entreprendre [1]. » Épuisé comme il l'était, il se tint, pendant la cérémonie, agenouillé un quart d'heure dans son lit, rendant grâce à Dieu de sa miséricorde et manifestant le plus profond repentir de ses péchés, avec une sincérité qui touchait le cœur de tous les assistants [2].

Pendant sa maladie, il avait trouvé des consolations dans la lecture qu'il se faisait faire de passages des Écritures et particulièrement des psaumes. Quixada, attentif à empêcher qu'on troublât le repos du malade dans ses derniers moments, ne permettait qu'à un très petit nombre de personnes d'entrer dans sa chambre. De ce nombre était Barthélemy de Carranza, promu depuis peu au siége archiépiscopal de Tolède. Carranza avait pris une grande part aux

[1] « Si bien no sea necessario no os parece, que es buena compania para jornada tan larga. » — Sandoval, p. 617.

[2] Carta sobre los ultimos momentos del Emperador Carlos V, escrita en Yuste, el 27 de Setiembre 1558, dans les *Documentos Inéditos*, tom. VI, p. 668.

persécutions ordonnées en Angleterre sous Marie; il devait, pendant le reste de sa vie, être lui-même la victime d'une persécution, exercée par un bras plus puissant que le sien, celui de l'Inquisition. Les paroles mêmes de consolation qu'il faisait entendre à ce lit de mort furent précieusement recueillies par le confesseur de Charles, qui devait les faire servir, au jour où le prélat fut accusé d'hérésie.

Le 21 septembre, fête de la Saint-Mathieu, l'empereur, qui était resté longtemps sans parler, sentant son heure venir, s'écria tout à coup : « Il est temps! » Un cierge fut placé allumé dans sa main droite, comme il se levait appuyé sur l'épaule du fidèle Quixada. De sa main gauche il essayait de porter à ses lèvres un crucifix d'argent. C'était le crucifix que l'impératrice, sa femme, avait embrassé à l'heure de sa mort, et Charles avait ordonné à Quixada de le garder à sa disposition pour le même moment [1]. Il l'avait reposé quelque temps sur son cœur; l'archevêque de Tolède le prit et le tint devant les yeux à demi éteints de Charles, qui regarda longtemps et avidement le symbole sacré, souvenir pour lui d'amours terrestres aussi bien que célestes. L'archevêque répétait le psaume *De Profundis*, — « Du fond de l'abîme j'ai crié vers toi, Seigneur! » — lorsque le mourant, faisant un faible effort pour embrasser le crucifix, s'écria d'une voix si haute qu'on l'entendit de la chambre voisine : « Ah! Seigneur! » et retombant sur son oreiller, il mourut sans convulsions [2]. Il n'avait cessé de demander dans ses

[1] Carta de Luis Quixada á Juan Vazquez, 25 de Setiembre 1558, MS. — Carta del mismo al Rey, 30 de Setiembre 1558, MS. — Carta del Arzobispo de Toledo á la Princesa, 27 de Setiembre 1558, MS.

[2] « Tomo la candela en la mano derecha la qual yo tenya y con la yzquyerda tomo el crucifixo deziendo, ya es tiempo, y con dezir

prières, craignant peut-être une folie héréditaire, qu'il mourût en possession de ses facultés [1]. Ses vœux furent exaucés.

Le corps de l'empereur, embaumé et placé dans un cercueil de plomb, fut exposé dans la chapelle durant trois jours, et trois discours furent prononcés par les meilleurs prédicateurs du couvent. Il fut ensuite confié à la terre, avec la solennité requise, au milieu des prières et des larmes des moines et des serviteurs de Charles, et en présence d'une foule nombreuse accourue des environs.

L'enterrement n'eut toutefois pas lieu sans difficulté. Charles avait demandé par son testament d'être enterré en partie sous le maître-autel, de manière que sa tête et le haut de son corps fussent à la place où le prêtre se tenait pour célébrer la messe. L'empereur avait fait cette demande par pure humilité, mais elle souleva une question parmi les moines scrupuleux : convenait-il que des ossements, autres que ceux d'un saint, occupassent une place aussi auguste que celle où s'élève l'autel? La querelle échauffa les esprits

Jesus acabo. » — Carta de Luis Quixada á Juan Vazquez, 25 de Setiembre 1558, MS.

Pour les détails de cette scène, voy. Carta del mismo al mismo, 21 de Setiembre 1558, MS.; Carta del mismo al Rey, 21 de Setiembre, MS.; Carta del mismo al mismo, 30 de Setiembre, MS.; Carta del Arzobispo de Toledo á la Princesa, 21 de Setiembre, MS.; Carta del Medico del Emperador (Henrico Matisio) á Juan Vazquez, 21 de Setiembre, MS.; Carta sobre los ultimos momentos del Emperador, 27 de Setiembre, dans les *Documentos Inéditos*, vol. VI, p. 667; Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 618.

On trouvera, dans la collection publiée par M. Gachard, tous les manuscrits cités ici.

[1] « Temiendo siempre no lo poder tener en aquel tiempo. » — Carta de Luis Quixada al Rey, 30 de Setiembre, MS.

un peu plus qu'il ne séait en ce moment; enfin cette importante affaire fut réglée; on pratiqua une ouverture dans le mur et on y fit passer la tête de l'empereur, de manière que les pieds touchaient l'extrémité du terrain consacré [1]. Le corps de l'empereur ne garda pas longtemps cette place à Yuste. Avant qu'il se fût écoulé plusieurs années, il fut transféré par ordre de Philippe II dans l'Escurial, et il a continué de reposer dans ce magnifique mausolée, près du corps de l'impératrice Isabelle.

Le service funèbre de Charles fut célébré en grande pompe par la cour de Rome, par la régente Jeanne à Valladolid, et plus magnifiquement encore par Philippe II à Bruxelles. Celui-ci reçut à Arras la nouvelle de la mort de son père. Il se retira immédiatement dans un monastère aux environs de Bruxelles, où il resta enfermé durant plusieurs semaines. Il donna l'ordre de sonner les cloches de toutes les églises, de tous les couvents des Pays-Bas, trois fois par jour durant quatre mois, et défendit qu'il y eût, de tout ce temps, des fêtes ou des réjouissances publiques. Le 28 décembre, le roi entra de nuit dans Bruxelles et le lendemain, avant l'heure des vêpres, une procession eut lieu à l'église Sainte-Gudule, objet aujourd'hui encore de l'admiration du voyageur et l'un des plus beaux monuments de l'architecture du moyen âge dans les Pays-Bas.

La procession était formée par le haut clergé, les membres des différentes communautés religieuses, tenant dans leurs mains des cierges allumés, par les seigneurs et les cavaliers vivant à la cour, par les grands officiers de la couronne et la maison du roi, tous en grand deuil. A la suite

[1] *Documentos Inéditos*, tom. VI, p. 669.

venaient les chevaliers de la Toison d'or, revêtus des insignes et du magnifique costume de leur ordre. Le marquis d'Aguilar portait le sceptre impérial, le duc de Villahermosa le glaive, le prince d'Orange le globe et la couronne de l'empire. Philippe marchait à pied, la tête ensevelie dans un large capuchon, et enveloppé dans un manteau de couleur sombre, dont la queue était portée par Ruy Gomez de Silva, le ministre favori du roi. Le duc de Savoie venait ensuite, seul aussi et la tête couverte, en sa qualité de prince du sang. Des détachements de la garde espagnole et allemande, dans leur costume national, escortèrent la procession dans son passage par les principales rues de la ville, illuminées par des flambeaux dont l'éclat dissipait l'obscurité croissante de la nuit.

On remarquait dans la procession une longue suite de chevaux, conduits chacun par deux gentilshommes et étalant sur leurs housses brillantes, ainsi que sur les bannières dont ils étaient chargés, les devises et les armes des nombreux États que l'empereur avait gouvernés.

Mais rien dans ce spectacle n'attirait autant l'attention de la foule qu'une magnifique galère, ornée sur les côtés de peintures de batailles, inspirées par différentes actions auxquelles Charles avait pris part; les voiles de soie noire étaient couvertes d'inscriptions en lettres d'or, rappelant les triomphes du héros.

Quoique l'église Sainte-Gudule ne fût pas à une grande distance du palais, il fallut deux heures à cette procession pour y arriver. Dans la nef s'élevait une espèce de chapelle, construite pour la circonstance. Le haut de cette chapelle ou plutôt le dais qui la surmontait, orné de quatre couronnes en or, reposait sur quatre piliers d'architecture ionique,

curieusement travaillés. A l'intérieur était un sarcophage, couvert d'un drap de velours noir, avec une grande croix rouge au dessus. La couronne impériale, avec le globe et le sceptre, fut déposée dans cette chapelle, qui était éclairée par trois mille cierges.

En avant se trouvait une estrade tapissée de noir, portant un trône dressé pour Philippe. Les seigneurs et les grands officiers de la couronne s'assirent sur les marches de l'estrade. Des draperies de velours noir et des pièces de drap d'or, aux armes de l'empereur, étaient tendues d'un côté à l'autre de la nef, bordée en haut de galeries préparées pour la duchesse de Lorraine et les dames de la cour [1].

Le voyageur qui visite aujourd'hui ce monument vénérable, où Charles-Quint avait l'habitude de tenir les chapitres de la Toison d'or, s'il regarde la figure caractéristique de ce monarque sur les vitraux coloriés des superbes fenêtres de l'église, se rappellera le jour mémorable où le peuple flamand et toutes les personnes de haut rang, avec toutes les beautés de la capitale, s'assemblèrent pour célébrer les obsèques du grand empereur ; où, dans des nuages d'encens, sous l'éclat de milliers de lumières, les sons graves de l'orgue, résonnant sous les longues voûtes, se mêlèrent à la voix des prêtres, chantant un triste *Requiem* pour l'âme de leur souverain mort [2].

[1] Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 620.

[2] Telles étaient, du moins, les images qui se présentaient à notre esprit, comme nous errions dans les vastes nefs de cette vieille et belle cathédrale, lors d'un voyage que nous fîmes à Bruxelles, il y a quelques années, dans l'été de 1850. Peut-être le lecteur nous excusera-t-il de transcrire ici, comme se rattachant à ce récit, une rapide esquisse de cette cathédrale, qui se trouve dans une de nos lettres, adressée, de la ville même, à un ami :

« En ce moment, dans la belle cathédrale de Bruxelles, dédiée à une

Nous sommes entré dans quelques détails sur les derniers jours de Charles-Quint ; cet empereur exerça dans sa retraite une trop grande influence sur les affaires publiques, pour que l'on regarde ce récit comme un épisode sans importance dans l'histoire de Philippe II. Avant d'abandonner pour toujours ce sujet, nous rapporterons brièvement quelques particularités, concernant l'homme privé plutôt que l'homme politique, dont une main plus habile que la nôtre a depuis longtemps tracé un portrait immortel.

Charles, au moment de sa mort, était dans sa cinquante-huitième année. Il avait vieilli avant l'âge. On peut dire, en effet, qu'ayant vécu dans une constante agitation d'esprit et de corps, il mourut de vieillesse prématurée. Son développe-

certaine sainte Gudule, l'orgue magnifique qui remplit les nefs profondes des sons les plus émouvants, et la voix des prêtres vêtus de leurs riches robes de pourpre et d'or, se mêlèrent dans un chant qui mourait sous les voûtes immenses de l'église. C'était un service funèbre qui commençait ; le cercueil d'un riche bourgeois, à en juger par le luxe de ses ornements, se trouvait dans le chœur. Un certain nombre de personnes étaient agenouillées, priant avec une attention soutenue et sans se laisser distraire par des étrangers protestants, qui regardaient curieusement les tableaux et les statues dont la cathédrale est remplie. Nous fûmes surtout frappé de voir une pauvre femme, à genoux devant la châsse de la sainte, dont le corps de marbre, pudiquement couvert d'un voile de gaze blanche, était sous ses yeux, séparé d'elle seulement par une grille légère. Le soleil couchant rayonnait à travers les riches vitraux peints de magnifiques fenêtres, hautes de cent pieds au dessus du sol. Ces vitraux remontent au temps de Charles-Quint, dont nous découvrîmes bientôt la figure si connue, avec la mâchoire proéminente de la maison d'Autriche. Comme nous entendions l'antienne s'élever vers le ciel du fond de cette antique cathédrale, témoin du passage de tant de générations, et qui renfermait encore l'image de ceux qui avaient autrefois prié dans son enceinte, nous nous trouvâmes ramené à une époque éloignée, et, pour un instant, contemporain de ce grand siècle depuis si longtemps écoulé, où Charles-Quint tenait dans cette église même les chapitres de la Toison d'or. »

ment physique s'était pourtant opéré avec une très grande lenteur. Il était âgé de près de vingt-un ans qu'il n'avait pas encore de barbe au menton [1], et, à trente-six ans, des cheveux gris commencèrent à se montrer à ses tempes. A quarante, la goutte avait livré de rudes assauts à sa constitution originairement forte, et il n'avait pas atteint la cinquantaine, quand cet homme, qui pouvait rester à cheval jour et nuit pendant ses campagnes, qui paraissait insensible à la fatigue des chasses dans les sauvages solitudes des Alpuxarras, dut, pauvre perclus, se faire porter en litière à la tête de ses armées [2].

Le développement de son intelligence fut aussi lent que celui de son corps. Tant que Chièvres vécut, Charles ne parut pas avoir d'autre volonté que celle de ce seigneur flamand, qui prit soin de son enfance. Lorsque, à l'âge de dix-sept ans, il visita pour la première fois l'Espagne, il donnait si peu de promesses qu'il était impossible à ceux qui le voyaient de plus près, de démêler les signes de sa future grandeur. Cependant le jeune prince semblait avoir conscience de posséder les éléments de cette grandeur, et il attendait son heure avec patience. A dix-huit ans, dans un tournoi à Valladolid, il prit pour devise le mot « *Nondum,* » « pas encore. »

Quand la mort du ministre flamand eut fait sortir le jeune monarque de cet état de dépendance, il prit en mains les

[1] « De Rege vero Cæsare ajunt, qui ab eo veniunt, barbatum jam esse. » — *Petri Martyris Opus Epistolarum*, Amstelodami, 1670, fol. 7, ep. 734.

[2] Dans cette esquisse du caractère de Charles-Quint, nous n'avons pas hésité à consulter le portrait, fait de main de maître, que Ranke a donné de ce monarque, dans son introduction à la partie, consacrée à l'Espagne, de son grand ouvrage sur les nations de l'Europe méridionale.

rênes du gouvernement, comme Louis XIV à la mort de Mazarin. Il se montra dès lors sous un jour tout nouveau; il fit même preuve d'une plus grande indépendance que ses prédécesseurs. Il ne confia plus, comme eux, toute chose à un conseil d'État. Il ne se fia qu'à lui-même, et s'il s'ouvrait librement à quelque ministre favori, tel que le vieux Granvelle et le cardinal son fils, c'était pour recevoir des conseils et non des observations. Il s'instruisait patiemment des affaires publiques, et les envoyés étrangers, en l'écoutant, s'étonnaient de le voir informé de ce qui se passait à la cour de leur pays, ainsi que de l'objet de leur mission.

Cependant il n'avait pas, à ce qu'il paraissait, une compréhension vive ou, pour mieux dire, il arrivait lentement à la réalisation de ses idées. Il faisait attendre les courriers plusieurs jours, avant de prendre une décision à leur communiquer. Mais, dès qu'il en avait pris une, aucune puissance au monde n'eût pu l'y faire renoncer. Comme il s'entretenait un jour avec le vénitien Contarini sur ce trait de son caractère, cet ambassadeur dit courtoisement que « ce n'était pas obstination que de persister dans de sages résolutions. » « Il est vrai, » dit l'empereur, « mais il m'arrive d'en soutenir qui ne sont pas sages [1]. »

Son infatigable activité d'esprit et de corps contrastait fortement avec l'espèce de léthargie qui marqua les premières années de sa vie. Cet immense empire, qui embrassait les Pays-Bas, l'Espagne, la Germanie et le nouveau monde, donnait lieu à des difficultés que la plupart des princes eussent trouvées insurmontables; au moins eussent-

[1] « Qualche fiate io son fermo in le cattive. » — Contarini, cité par Ranke, *Ottoman and Spanish Empires*, p. 29.

ils été obligés de déléguer, en grande partie, leur autorité, et de partager avec d'autres les soins du gouvernement. Mais Charles voulait tout faire par lui-même, imaginer seul ses plans et seul les exécuter. Le nombre de ses voyages par terre et par mer, d'après l'énumération que lui-même en fait, dans son discours d'adieux, tient vraiment du prodige, dans un siècle qui n'était pas celui des chemins de fer et des bateaux à vapeur. Il menait, pour ainsi dire, la vie d'un courrier, mais il ne voyageait pas sans but important. Il savait où sa présence était nécessaire; ponctuel et prompt, il arrivait à temps partout. Aucune partie de ses vastes possessions n'était à une trop grande distance pour lui; il semblait qu'il eût le don d'ubiquité.

La conscience qu'il avait de sa force enflamma son ambition, qui avait jusque là brûlé silencieusement dans son cœur. La grandeur de ses plans donna naissance à l'opinion générale qu'il aspirait à la monarchie universelle. Comme son grand-père, Ferdinand, et comme plus tard son fils, Philippe, il couvrit ses projets du manteau de la religion, ou, pour le juger avec plus d'indulgence, il introduisit dans sa politique personnelle des principes religieux, qui influèrent sur ses actes. On l'eût dit toujours prêt à combattre pour la croix; il affectait de confondre la cause de l'Espagne avec celle de la chrétienté. Il fit la guerre aux Turcs et arrêta en Hongrie les flots de l'invasion musulmane. Il combattit les protestants et défit leurs armées au centre de l'Allemagne. Il passa la Méditerranée et humilia le croissant à Alger. Il se confia dans l'honneur de François Ier et traversa la France pour aller tirer vengeance des Flamands révoltés. Il entra deux fois en ennemi sur le territoire français et arriva aux portes de Paris. Au lieu de la modeste légende

qu'il avait prise dans sa jeunesse, il adopta la fière devise « *Plus ultra* » et il établit le droit qu'il avait de la porter, en faisant passer l'Océan à ses flottes et en plantant la bannière de Castille sur les lointains rivages du Pacifique. Ses entreprises furent en général heureuses, et le succès lui donna plus de confiance encore en lui-même. Son mot favori était : « Moi-même et le bon moment. » L'*étoile d'Autriche* est passée en proverbe. Ce n'est qu'au soir de sa vie qu'il se plaignit de l'inconstance de la fortune et des nuages qui obscurcissaient son étoile, à mesure qu'elle descendait sur l'horizon.

C'est ainsi que le système nerveux de Charles était entretenu dans un état de surexcitation constante; il n'est pas étonnant que sa santé ait succombé à un pareil régime, comme meurt une plante à laquelle des stimulants extraordinaires demandent, au prix de son existence, une production au dessus de ses forces naturelles.

Charles avait des habitudes pour la plupart peu conformes aux prescriptions de l'hygiène. Il ne dormait habituellement que quatre heures, temps trop court pour réparer la fatigue causée par un travail incessant [1]. Son tempérament phlegmatique ne le portait pas à des excès; il y en avait un cependant auquel il était enclin; il était d'une gourmandise on ne peut plus funeste à sa santé. Un Vénitien contemporain nous rapporte que le matin, avant de se lever, il se faisait d'ordinaire servir un chapon en pot, assaisonné de sucre, de lait et d'épices. Il dînait à midi d'un grand

[1] Voy. Bradford, *Correspondance de l'empereur Charles-Quint avec ses ambassadeurs aux cours d'Angleterre et de France*, Londres, 1850, p. 367. Cet ouvrage est accompagné de récits et d'une notice biographique sur l'empereur, et renferme d'intéressants détails, peu connus, sur Charles-Quint.

nombre de plats. Peu après vêpres, il faisait un nouveau repas, et prenait volontiers à son souper, quand la soirée était plus avancée, des anchois ou toute autre nourriture comme il l'aimait, d'une saveur grossière et forte [1]. Comme il se plaignait un jour à son maître d'hôtel de ce qu'on ne lui donnait que des aliments insipides, celui-ci, connaissant la passion de Charles pour les horloges, répondit, pour sortir d'embarras, « qu'il ne savait qu'y faire, à moins de servir à sa majesté un ragoût de montres ! » La plaisanterie eut de l'effet, elle provoqua chez l'empereur un accès d'hilarité, tel qu'on lui en vit rarement dans ses derniers jours [2].

En vain le cardinal Loaysa, son confesseur, fit, avec une indépendance qui l'honore, des remontrances à son maître sur sa gourmandise, l'assurant qu'il ferait plus pour le salut de son âme en combattant ce défaut qu'en infligeant la discipline [3]. C'est chose pitoyable que de voir Charles, avec

[1] « Nel mangiare ha S. Maestà sempre eccesso. . . . . La mattina svegliata ella pigliava una scodella di pesto cappone con latte, zucchero et spezierie, popoi il quale tornava a riposare. A mezzo giorno desinava molte varietà di vivande, et poco da poi vespro merendava, et all' hora di notte se n'andava alla cena mangiando cose tutte da generare humori grossi et viscosi. » — Badovaro, *Notizie delli Stati et Corti di Carlo Quinto Imperatore et del Re Cattolico*, MS.

[2] « Disse una volta al Maggiordomo Monfalconetto con sdegno, ch'aveva corrotto il giudicio a dare ordine a' cuochi, perche tutti i cibi erano insipidi, dal quale le fu riposto : Non so come dovere trovare più modi da compiacere alla maestà V. se io non fo prova di farle una nuova vivanda di pottaggio di rogoli, il che la mosse a quel maggiore et più lungo riso che sia mai stato veduto in lei. » — *Ibid.*

[3] *Briefe an Kaiser Karl V, geschrieben von seinem Beichtvader*, Berlin, 1848, p. 159 et al.

Ces lettres du confesseur de Charles, qui renferment de curieux détails, utiles à l'éclaircissement de l'histoire de l'empereur, sont conservées dans les archives de Simancas. L'ouvrage cité plus haut comprend l'original castillan, avec une traduction allemande.

cette inclination, obtenir si facilement la dispense de jeûner, au lieu d'épargner un peu plus son dos pour punir davantage son estomac, par où il péchait. Même au monastère de Yuste, il continuait de flatter des goûts pernicieux. Friand d'anchois, de pattes de grenouilles et de pâtés d'anguille, il en mangeait avidement sous les yeux mêmes de son médecin. Il eût sagement agi en abandonnant plus souvent son dîner solitaire, pour prendre sa part des aliments plus simples, servis dans le réfectoire.

A ces goûts grossiers, Charles en joignait d'autres plus raffinés et d'un caractère spirituel. Nous avons parlé de sa passion pour la musique et du plaisir qu'il prenait à l'art, qui en est voisin, de la peinture, surtout aux œuvres du Titien. Il se fit peindre plusieurs fois par ce maître éminent, dont il voulait, comme nous l'avons vu, que la main le fît passer à la postérité. L'empereur avait encore un goût et peut-être un talent, qui, avec une éducation différente et dans une autre sphère, lui eût fait suivre la carrière des lettres.

On rapporte une curieuse conversation qui aurait eu lieu entre l'empereur et Borja, le saint futur, lors d'une visite faite à Yuste par le jésuite. Charles demandait à son ami si c'était faire mal, pour un homme, que d'écrire son autobiographie, s'il le faisait avec modestie et sans avoir pour mobile la vanité. Il disait avoir écrit ses mémoires, non pour se glorifier lui-même, mais pour redresser un grand nombre d'erreurs qui le concernaient, et mettre sa conduite dans son véritable jour [1]. On serait peut-être curieux de

[1] « Si hallais, » dit le royal auteur, sur un ton d'humilité rare chez ses confrères en lettres, « que alguna vanidad secreta puede mover la pluma (que siempre es prodigioso Panegerista en causa propria), la arrojaré de

savoir la réponse faite par le bon père à cette question; mais on ne la connaît pas. Il est à désirer qu'elle ne fût pas de nature à engager l'empereur à détruire son manuscrit, qui n'est jamais venu à la lumière.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de motif de douter qu'à une époque de sa vie il n'eût composé une partie de son autobiographie. Il y avait, nous l'avons déjà dit, dans la maison de l'empereur, un savant flamand, Guillaume Van Male ou Malinæus, comme il se nommait en latin, qui, sous le titre de gentilhomme de la chambre, écrivit plus d'une longue lettre pour Charles alité, et fit maintes fois la lecture au monarque, couché pour prendre du repos et non, comme il pourrait sembler, pour dormir [1]. Ce personnage nous raconte que Charles, voyageant sur le Rhin, écrivit un compte-rendu de ses expéditions jusqu'à l'année 1550 [2].

Cela n'est pas très clair. Un compte-rendu, écrit dans ces circonstances et en si peu de temps, ne pourrait être qu'une esquisse bornée aux traits les plus généraux. Cependant Van Male assure avoir lu le manuscrit, dont il vante la diction élégante et claire, et il se proposa de le traduire en latin, dans un style qui réunirait à la fois les qualités distinctives de Tacite, de Tite-Live, de Suétone et de

la mano al punto, para dar al viento lo que es del viento. » — Cienfuegos, *Vida de Borja*, p. 269.

[1] « Factus est anagnostes insatiabilis, audit legentem me singulis noctibus facta cœnula sua, mox librum repeti jubet, si forte ipsum torquet insomnia. » — *Lettres sur la vie intérieure de Charles-Quint*, écrites par G. Van Male, ép. 7.

[2] « Scripsi. . . . . . liberalissimas ejus occupationes in navigatione fluminis Rheni, dum otii occasione invitatus, scriberet in navi peregrinationes et expeditiones quas ab anno XV in præsentem usque diem, suscepisset. » — *Ibid.*, ép. 5.

César [1] ! Le chambellan, dans son accès d'enthousiasme, se lamente sur ce que Charles, au lieu de livrer cet écrit au public, l'ait, en jaloux, enfermé et tenu sous clef [2].

La passion d'écrire qui tourmentait l'empereur se manifesta sous une autre forme encore ; il traduisit le « *Chevalier délibéré,* » poème français alors populaire, célébrant la cour de son ancêtre, Charles le Téméraire de Bourgogne. Van Male, qui paraît avoir rempli près de Charles-Quint les fonctions que Voltaire remplissait près de Frédéric, lorsqu'il s'annonçait comme lavant le linge sale du monarque, fut aussi chargé d'examiner cette traduction, à laquelle il reconnut un grand mérite sous le rapport du langage et du choix des expressions. L'empereur la donna à Acuna, bon poète de cour, pour la mettre en vers espagnols. Il se proposait de confier le poème ainsi transformé à Van Male. Un mauvais plaisant, l'historien Avila, assura à l'empereur que le gentilhomme de la chambre ne pouvait gagner à ce travail moins de cinq cents couronnes d'or. « Et Guillaume les mérite bien, » dit le monarque, « car il a beaucoup sué

[1] « Statui novum quoddam scribendi temperatum effingere, mixtum ex Livio, Cæsare, Suetonio, et Tacito. » — *Ibid.*

[2] A la mort de l'empereur, ses mémoires étaient en la possession de Van Male, qui plus tard se plaignit souvent, les larmes aux yeux, que Quixada les lui eût enlevés. Mais il se souvenait assez de ce qu'ils renfermaient, disait-il, pour refaire, comme il se le proposait, la vie de son maître. (*Papiers d'État de Granvelle*, tom. VI, p. 29.) Philippe, pensant que Van Male aurait pu mettre ce projet à exécution, ordonna à Granvelle de faire une perquisition dans les papiers de ce pauvre gentilhomme, à sa mort, et, s'il trouvait un pareil manuscrit, de le lui envoyer pour être jeté au feu ! (*Ibid.*, p. 273.) Philippe, dans sa tendresse pour la mémoire de son père, a sans doute pensé qu'un homme ne peut être un héros aux yeux de son valet de chambre. La perquisition ne fit pourtant pas découvrir de mémoires.

sur cet ouvrage [1]. » Il fit donc imprimer à deux mille exemplaires le poème, qui devait paraître sans nom d'auteur. Le pauvre Van Male, qui considérait tout autrement les profits de l'entreprise et ne voyait rien de sûr que le prix de l'édition, eût bien voulu échapper à cette preuve de la libéralité de son maître. Mais ce fut en vain; Charles n'était pas homme à se laisser détourner de ses projets généreux, et le poème vint au monde, sans une ligne de préface, pour le recommander à la faveur du public comme l'œuvre en partie d'une main royale [2].

Quoi qu'il en soit relativement à l'autobiographie de Charles, il est certain que celui-ci n'était pas indifférent à la gloire après la mort. Il reconnaissait que le nom le plus

[1] « Bono jure, ait, fructus ille ad Gulielmum redeat, ut qui plurimum in opere illo sudarit. » — *Ibid.*, ép. 8.

[2] « Ne in proemio quidem passus est ullam solertiæ laudem adscribi. » — *Lettres sur la vie intérieure de Charles-Quint*, écrites par G. Van Male, ép. 6.

La correspondance latine de Van Male, d'où est tirée cette plaisante anecdote, a été publiée pour la première fois par le baron de Reiffenberg, pour compte de la société des *Bibliophiles belges*, à Bruxelles, en 1843. Elle renferme des renseignements intéressants sur le genre de vie de Charles-Quint pendant les cinq années qui précédèrent son abdication. Van Male accompagna son maître dans sa retraite et son nom figure dans le testament, parmi ceux des personnes de la maison impériale qui furent pensionnées. Sans doute, cette pension le mit plus à son aise que sa traduction, qui, malgré plusieurs éditions dans le cours du siècle, fit probablement entrer peu d'argent dans la poche du chambellan, lequel mourut moins de deux ans après son maître.

La correspondance de Van Male n'a été tirée qu'à un petit nombre d'exemplaires, destinés aux membres de la société. Nous devons l'exemplaire dont nous nous sommes servi à M. Van de Weyer, l'éminent ambassadeur de Belgique à Londres. Cet ami des lettres n'est pas moins connu par sa bibliothèque, une des plus belles qui appartiennent à des particuliers en Europe, que par l'obligeance avec laquelle il la met à la disposition des savants.

grand ne tarde pas à tomber dans l'oubli, s'il n'est, pour ainsi dire, embaumé dans le chant du poète ou dans le récit du chroniqueur. Il attendait un historien qui fît pour lui avec la plume ce que Titien avait fait avec le pinceau, et qui l'exposât devant la postérité dans ses proportions réelles et sous une forme durable. A cet égard, il paraissait moins obéir à un sentiment de vanité que céder à un désir naturel de voir son caractère et sa conduite, mis dans un jour avantageux, comme il s'y attendait, aux yeux de l'humanité occupée à le contempler ou à le critiquer.

Le savant Sepulveda fut la personne choisie par l'empereur pour cette tâche délicate. Charles regardait Sleidan comme un calomniateur, et Jove, qui était tombé dans un autre extrême, et qui avait écrit sur lui avec ce qu'il appelait la « plume d'or » de l'histoire, passait dans son esprit pour un flatteur [1]. Charles invita Sepulveda à lui demander tous les renseignements relatifs à son gouvernement. Mais, quand l'historien le pria d'écouter ce qu'il avait écrit, l'empereur refusa. « Je ne veux, » répondit-il, « ni écouter ni lire ce que vous avez dit de moi. Que d'autres le fassent, quand je ne serai plus. Mais, s'il vous faut des éclaircissements sur quelque point, je serai toujours prêt à vous les fournir [2]. » Une histoire composée de cette manière est bien près d'être une autobiographie; elle doit inspirer la même défiance et donne lieu aux mêmes objections que ce genre d'écrit.

[1] Paul Jove fut si mal récompensé de ses paroles emmiellées, que ses yeux s'ouvrirent tout à coup sur un côté nouveau du caractère de Charles, dont il flétrit plus tard l'avarice. — Voy. Sepulveda, *De Rebus Gestis Caroli V*, lib. XXX, p. 534.

[2] « Haud mihi gratum est legere vel audire quæ de me scribuntur; legent alii cum ipse a vita discessero; tu siquid ex me scire cupis, percunctare, nec enim respondere gravabor. » — *Ibid.*, p. 533.

Sepulveda fut l'un des rares personnages qui eurent fréquemment accès près de Charles dans sa retraite de Yuste [1], et l'empereur faisait cas de cet historien, au point qu'il prit particulièrement soin d'empêcher qu'on ne touchât à son manuscrit, avant la mise sous presse de l'ouvrage [2].

Tels sont les faits et les anecdotes les plus intéressants, que nous avons pu recueillir sur l'homme qui régna, pendant quarante ans, sur un plus vaste empire et avec une autorité plus absolue, que nul monarque depuis Charlemagne. Il paraîtra étrange peut-être que nous ayons négligé de faire ressortir un côté de son caractère, le plus saillant dans la race royale dont il descendait, au moins du côté de sa mère, sa bigoterie. Mais cette bigoterie se fit moins remarquer chez lui que chez d'autres membres de sa famille; sa politique sur le trône, indépendante à un haut degré de ses principes religieux, ressemble plus à celle de son grand-père, Ferdinand le Catholique, qu'à celle de son fils, Philippe II, ou de son imbécile petit-fils, Philippe III.

Mais le nuage qui couvrait l'esprit de Charles prit une teinte plus sombre de fanatisme, après sa retraite au monastère de Yuste. Nous avons vu qu'en mourant il légua par ses dernières paroles l'Inquisition, comme un don inestimable, à son fils. C'est ainsi qu'il s'efforçait encore de nourrir au cœur de la régente Jeanne, l'esprit de persécution [3]. Et s'il est vrai, comme nous l'assure son biographe, que Charles exprima le regret d'avoir respecté le sauf-

[1] Charles, s'il aimait à recevoir les étrangers qui lui apportaient des nouvelles des pays éloignés, ne souffrait guère, comme l'historien nous le rapporte, les visites de simple cérémonie. — Voy. Sepulveda, *De Rebus Gestis Caroli V*, lib. XXX, p. 541.

[2] Carta del Emperador al Secretario Vazquez, 9 de Julio 1558, MS.

[3] « Si me hallara con fuerças y dispusicion de podello hacer tambien

conduit de Luther [1], on n'a guère lieu de s'attrister en le voyant échanger le glaive et le sceptre contre le bréviaire du moine, et le trône des Césars contre un monastère perdu dans les solitudes de l'Estramadure.

procurara de enforçarme en esto caso á tomar cualquier trabajo para procurar por mi parte el remedio y castigo de lo sobre dicho sin embargo de los que por ello ho padescido. » — Carta del Emperador á la Princesa, 3 de Mayo 1558, MS.

[1] « Yo erré en no matar a Luthero, ... porque yo no era obligado á guardalle la palabra por ser la culpa del hereje contra otro mayor Senor, que era Dios. » — Sandoval, *Hist. de Carlos V*, tom. II, p. 613.

Voy. aussi Vera y Figueroa, *Carlos Quinto*, p. 124.

APPENDICE.

Ce chapitre fut écrit dans l'été de 1851, une année avant l'apparition de l'ouvrage de M. Stirling, « *La vie claustrale de Charles-Quint,* » bientôt suivi des remarquables études de MM. Amédée Pichot, Mignet et Gachard, qui ont porté la lumière jusque dans les plus mystérieux réduits du monastère de Yuste. La publication de ces différents récits ne permettait plus au nôtre, puisé aux mêmes sources et principalement dans les archives de Simancas, de révéler des faits nouveaux; cependant il nous était impossible de le détacher de l'histoire d'un règne sur lequel Charles, du fond même de son couvent, a exercé une si profonde influence. Au lieu de le supprimer, nous l'avons complété par des emprunts faits à ces travaux tout récents, que nous avons pris soin de citer chaque fois que nous y avons recouru.

Le public ne connaissait jusqu'ici le grand empereur que par le récit de Robertson, écrivain qui a fait preuve d'un jugement subtil, uni à un esprit vraiment philosophique, et qu'un style d'une élégance classique a justement placé au premier rang, parmi les historiens de Charles-Quint. Mais Robertson, dans les pages qu'il consacra aux derniers

jours de l'empereur, ne se fondait que sur des autorités de peu de valeur, sur des renseignements qui, pris de seconde main, étaient loin d'être exacts; on a, en effet, relevé les contradictions qu'ils présentent avec les détails fournis par des documents authentiques, tels que les lettres de Charles, des personnes de sa suite, et les rapports des hiéronymites de Yuste. Ces documents existent, pour la plupart, dans les archives de Simancas, mais, du temps de Robertson, l'entrée de ce précieux dépôt, gardé avec autant de jalousie qu'un harem, était interdite à tous, étrangers ou indigènes. Ce n'est que tout récemment, en 1844, qu'un gouvernement plus libéral fit ouvrir ces portes, fermées durant plusieurs siècles; on vit alors, pour la première fois, dans les salles poudreuses de Simancas, les érudits s'occuper d'exhumer ces manuscrits depuis si longtemps enterrés. C'est vers ce temps que notre ami, don Pascal de Gayangos, ayant obtenu une autorisation à cet effet, passa plusieurs semaines dans ce couvent, à réunir pour nous des matériaux, qui forment en partie la base de notre précédent chapitre.

Pendant que ces documents restaient ainsi cachés à tous les yeux, un savant archiviste de Simancas, don Thomas Gonzalez, mécontent des récits inexacts faits des derniers jours de Charles-Quint, avait profité des manuscrits qu'il avait sous la main, pour exposer, sous un jour nouveau et d'une manière authentique, la vie de l'empereur à Yuste. Il intitula cet écrit : « *Retiro, Estançia y Muerte del Emperador Carlos Quinto en el Monasterio de Yuste.* » Cet ouvrage, qui devait sa principale valeur aux nombreux extraits qu'il donnait des lettres de Charles et des gens de sa maison, resta manuscrit du vivant de l'auteur et, à la mort de celui-ci, passa à son frère, qui, l'ayant augmenté d'une table des matières, chercha à le vendre, mais à un prix si exorbitant qu'il ne trouva pas un acheteur. Enfin le gouvernement français l'acquit pour une somme de quatre mille francs, bien inférieure à celle que l'on en avait demandée d'abord, mais déjà fort élevée, si l'on songe que cette vente eut lieu à l'époque même où allaient être ouvertes les archives renfermant les documents

originaux qui avaient servi à Gonzalez. Le manuscrit fut placé dans les archives du ministère des affaires étrangères, confiées alors à la surveillance de M. Mignet ; il ne pouvait tomber dans de meilleures mains que dans celles de ce savant, qui avait déjà porté, avec tant de succès, le flambeau de la critique sur plusieurs points des plus obscurs dans l'histoire de l'Espagne. Cependant les travaux de M. Mignet l'entraînèrent dans une autre direction, et, pendant huit années, le manuscrit de Gonzalez resta aussi ignoré du monde dans les archives de Paris, qu'il l'avait été dans celles de Simancas. Ce ne fut pas un écrivain français qui essaya d'en tirer enfin parti, mais un Anglais, M. Stirling, connu par ses « *Annales des artistes espagnols*, » ouvrage qui fait honneur à son auteur et nous le montre également instruit de l'état des arts et des lettres dans la péninsule.

M. Stirling, voyageant en Espagne, en 1849, avait fait un pèlerinage à Yuste ; les traditions et les souvenirs qui se rattachent à ce monastère avaient laissé dans son esprit une profonde impression ; de retour en Angleterre, il écrivit sur ce sujet deux excellents articles, que le *Fraser's Magazine* publia dans ses livraisons d'avril et mai 1851. On trouva dans ces essais, dont le fond était pourtant emprunté à des récits imprimés, et par conséquent faciles à consulter, des détails nouveaux et du plus grand intérêt ; c'était la preuve de l'examen superficiel que les prédécesseurs de M. Stirling avaient fait de cette partie de la vie de Charles-Quint. Cependant l'auteur avait négligé de faire ressortir un des côtés de la vie de l'empereur, l'influence qu'il exerça sur la conduite des affaires publiques. C'était là un secret que les manuscrits de Simancas devaient révéler.

M. Stirling avait appris dans cette encyclopédie, qui s'appelle le *Guide en Espagne*, l'existence de l'ouvrage de Gonzalez, mais, à l'époque où il écrivit ses essais, il ignorait ce qu'il était devenu ; plus tard, quand il le sut, il se rendit à Paris et, à l'aide des renseignements qu'il puisa dans ce manuscrit, il composa son livre, « *La vie claustrale de Charles-Quint*. » Ce travail attira bientôt l'atten-

tion du monde savant, fut réimprimé plusieurs fois et lu, en un mot, avec une avidité, qui s'expliquait à la fois par l'importance du fond et par l'attrait de la forme.

Les lettrés habitant Paris s'empressèrent alors de tirer parti du trésor qu'ils avaient si longtemps négligé. En 1854, moins de deux années après l'apparition du livre de M. Stirling, M. Amédée Pichot publia sa « *Chronique de Charles-Quint*, » ouvrage dont le cadre, bien loin de ne renfermer que les derniers jours de l'empereur, embrasse sa vie entière. Les détails y abondent sur les habitudes personnelles de Charles, sur l'organisation intérieure et sur la politique de son gouvernement; il s'y mêle des incidents historiques, subsidiaires plutôt qu'essentiels pour la marche du récit, d'ailleurs égayé par un grand nombre d'observations ingénieuses sur l'état des mœurs, des arts et de la civilisation à cette époque.

Peu après, M. Gachard, chargé par le gouvernement belge de faire des recherches étendues dans les archives de Simancas, fit connaître, en partie, au public le résultat de ses travaux, dans le premier volume de son ouvrage : « *Retraite et mort de Charles-Quint.* » Ce volume contient les lettres de l'empereur et des personnes de sa maison, bases du manuscrit de Gonzalez; il mettait à la disposition du futur biographe de Charles les documents originaux, éléments de l'histoire de ses derniers jours.

Enfin M. Mignet publia son œuvre, si impatiemment attendue, « *Charles-Quint, son abdication, son séjour et sa mort au monastère de Yuste.* » C'était la réimpression, sous une forme plus complète et plus soigneusement élaborée, d'une série d'articles, dont le premier suivit de près l'apparition du travail de M. Stirling. L'historien français traite ce sujet avec la clarté et l'élévation qui distinguent son génie; il est précis et pénétrant quand il discute les points difficiles et controversés; il présente sous un jour lumineux le tableau de la vie monastique de Charles et ne laisse plus rien à désirer à ses lecteurs.

Le critique peut trouver quelque intérêt à comparer les manières

différentes dont ces écrivains ont traité leur sujet, d'après leur goût particulier ou la tournure de leur génie. Il y a dans le récit plus dégagé et plus familier de M. Stirling une certaine veine de bonne humeur, qui se manifeste par des réflexions piquantes, lesquelles accusent chez cet auteur un esprit satirique, auquel Charles donne souvent prise, par sa parcimonie et sa gourmandise, dont le couvent de Yuste même ne le guérit pas. M. Mignet a présenté tout autrement l'empereur; il l'a placé sur un piédestal et ne veut pas reconnaître chez son héros le plus petit défaut, qui puisse déparer cette statue majestueuse. Enfin M. Amédée Pichot, s'inspirant de l'école romantique plutôt que classique, pour la disposition de son sujet, se complaît dans divers épisodes pittoresques, qu'il a rattachés habilement à son récit principal, de manière à lui conserver l'unité d'intérêt.

Quelque opinion que l'on se forme du talent avec lequel chacun de ces éminents écrivains a accompli sa tâche, toujours est-il certain que leurs travaux ont fait de la partie de l'histoire de Charles-Quint, la plus obscure auparavant, celle qui est aujourd'hui la mieux connue.

TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

ABDICATION DE CHARLES-QUINT.

CHAPITRE II.

PREMIÈRES ANNÉES DE PHILIPPE.

CHAPITRE III.

MARIAGE ANGLAIS.

CHAPITRE IV.

PHILIPPE EN ANGLETERRE.

CHAPITRE V.

AFFAIRES D'ITALIE.

CHAPITRE VI.

GUERRE AVEC LE PAPE.

CHAPITRE VII.

GUERRE AVEC LA FRANCE.

CHAPITRE VIII.

PAIX DE CATEAU-CAMBRÉSIS.

CHAPITRE IX.

DERNIERS JOURS DE CHARLES-QUINT.

FIN DU TOME PREMIER.